This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

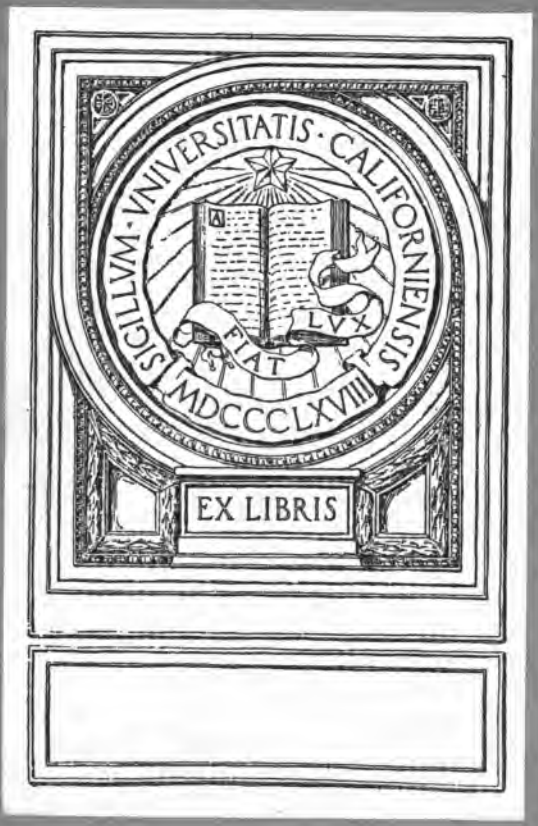
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

YB 07786


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

BIBLIOTHÈQUE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LE SOCIALISME
EN ANGLETERRE

PAR
ALBERT MÉTIN
Agrégé de l'Université

TENDANCES ET PROPAGANDE CONTEMPORAINES
OWEN ET LES CHARTISTES
CARLYLE, RUSKIN, WILLIAM MORRIS
COLLECTIVISME ET SOCIALISME
NATIONALISATION DU SOL
SOCIALISTES DÉMOCRATES ET FABIENS
TRADE UNIONS ET PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
L'ANARCHIE

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1897

Cal. [illegible]
4° [illegible]

LE SOCIALISME

EN

ANGLETERRE

AUTRES OUVRAGES SUR LE SOCIALISME :

ANDLER. **Les origines du socialisme d'état en Allemagne**, 1897, 1 vol. in-8..... **7** fr.
BOUGLÉ. **Les sciences sociales en Allemagne**, *les méthodes actuelles*. 1 vol. in-12..... **2** fr. **50**
BOURDEAU (J.). **Le socialisme allemand et le nihilisme russe**, 1 vol. in-12..... **3** fr. **50**
COSTE (Ad.). **Conditions sociales du bonheur et de la force**, 1 vol. in-12..... **2** fr. **50**
— **Hygiène sociale contre le paupérisme.** 1 vol. in-8 ..... **6** fr.
— **Les questions sociales contemporaines.** 1 vol. in-8.... **10** fr.
— **Nouvel exposé d'économie politique et de physiologie sociale.** 1 vol. in-8..... **3** fr. **50**
DEPASSE (H.). **Du travail et de ses conditions.** 1 vol. in-12. **3** fr. **50**
DURKHEIM (Emile). **De la division du travail social.** 1 vol. in-12. ..... **7** fr. **50**
— **Les règles de la méthode sociologique.** 1 vol. in-12... **2** fr. **50**
GAROFALO. **La superstition socialiste.** 4e édit. 1 vol. in-8. **7** fr. **50**
GREEF (de). **Le transformisme social.** 1 vol. in-8.... ..... **7** fr. **50**
— **Les lois sociologiques.** 1 vol. in-12..... ..... **2** fr. **50**
HERBERT SPENCER. **Introduction à la science sociale.** 1 vol. in-8. ..... **6** fr.
— **Principes de sociologie.** 4 vol. in-8 Tome I. **10** fr. — Tome II. **7** fr. **50**. — Tome III. **15** fr. — Tome IV. **3** fr. **75**.
— **L'individu contre l'Etat**, in-12..... . 1 vol. **2** fr. **50**
IZOULET. **La cité moderne.** *Métaphysique de la sociologie.* 3e éd. 1 vol. in-8..... .... **10** fr.
JANET (Paul), de l'Institut. **Origines du socialisme contemporain**, 1 vol. in-12..... **2** fr. **50**
— **Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale.** 2 forts vol. in-8. 8e édit. revue..... **20** fr.
LAVELEYE (Em. de), correspondant de l'Institut. **Le socialisme contemporain.** 9e éd. 1 vol. in-12..... **3** fr. **50**
— **De la propriété et de ses formes primitives.** 4e édit. revue et augmentée, 1 vol. in-8..... **10** fr.
NAUDIER (F.). **Le socialisme et la révolution sociale.** 1 vol. in-12. ..... **3** fr. **50**
NOVICOW (J.). **Les gaspillages des sociétés modernes.** 1 vol. in-8 ..... **5** fr.
PARIS (le comte de). **Les associations ouvrières en Angleterre** (*Trade Unions*) 1 vol. in-12..... **1** fr.
RICHARD (G.). **Le socialisme et la science sociale.** 1 vol. in-12 ..... **2** fr. **50**
ROBERTY (de). **De la sociologie**, 4 vol. in-8, 3e édit. cart. à l'ang. **6** fr.
STUART MILL. **L'utilitarisme.** 1 vol. in-12, 2e éd..... **2** fr. **50**
TARDE. **La logique sociale.** 1 vol. in-8 ..... **7** fr. **50**
ZIEGLER (Th.) **La question sociale est une question morale.** 1 vol. in-12, 2e édit..... **2** fr. **50**

LE SOCIALISME EN ANGLETERRE

PAR

ALBERT MÉTIN
Agrégé de l'Université

TENDANCES ET PROPAGANDE CONTEMPORAINES
OWEN ET LES CHARTISTES
CARLYLE, RUSKIN, WILLIAM MORRIS
CHRISTIANISME ET SOCIALISME
NATIONALISATION DU SOL
SOCIALISTES DÉMOCRATES ET FABIENS
TRADE UNIONS ET PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
L'ANARCHIE

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1897

Tous droits réservés.

HX 246
M75

314

LE SOCIALISME EN ANGLETERRE

UNIV. OF CALIFORNIA

CHAPITRE PREMIER

LE SOCIALISME DANS L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

Le développement du socialisme en Angleterre a été favorisé par deux causes économiques : la grande industrie, la grande propriété.

La grande industrie qui divise les hommes en deux classes, en « deux nations », écrivait Disraëli, les salariés et les patrons, a causé dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique la formation de partis ouvriers qui réclament la mise en pratique des théories socialistes.

La grande propriété, exception chez nous, est la règle en Grande-Bretagne ; là-bas les paysans ne sont que des ouvriers des champs travaillant sur des domaines considérables où rien n'est à eux, pas même la chaumière qu'ils habitent : leurs intérêts semblent donc les pousser à attaquer la propriété, tandis que celui de nos paysans français est de la défendre. L'antagonisme du peuple des campagnes et de celui des villes, obstacle au progrès du socialisme, paraît donc beaucoup moins irréductible en Angleterre que sur le continent, car les révolutionnaires peuvent entraîner les po-

703191

pulations rurales en ajoutant sur leur programme la nationalisation du sol à la socialisation des manufactures et de tous les autres moyens de production.

Cette tactique a été adoptée en Grande-Bretagne par tous les partis de révolution sociale, depuis les Jacobins contemporains des nôtres jusqu'aux Chartistes dont les efforts éclouèrent de 1838 à 1848. Après 1848, il y eut une période de silence, mais non pas de mort, pendant laquelle agirent lentement les diverses influences d'où sont sorties, il y a moins de vingt ans, les nouvelles organisations socialistes de l'Angleterre [1].

I. **Les courants d'idées socialistes.** — Le socialisme actuel vient de trois courants : indigène, américain, conti-

1. Sur le socialisme actuel en Angleterre, voir SIDNEY WEBB, *Socialism in England*, Londres et New-York, Swan Sonnenschein, 1893, in-12. C'est l'œuvre d'un socialiste possibiliste un peu trop favorable à son parti, mais en même temps l'étude la plus complète et la mieux ordonnée sur le sujet. Voir aussi ROBERT ARCHEY WOODS, *English Social Movements*, Londres, Sonnenschein, 1895, in-12, exposition claire et impartiale. En français voir les articles très intéressants de M. Magny dans la *Revue socialiste*, l'appendice à la 9e édition de E. DE LAVELEYE, *Le Socialisme contemporain*, Paris, Alcan, 1894, in-16. Pour la bibliographie consulter le répertoire des ouvrages socialistes publiés ou traduits en anglais, que la Fabian Society a fait paraître sous le titre de *What to Read* (Ce qu'il faut lire), London, Fabian Office, 2e éd., 1895, brochure in-8°. (Très utile.) Consulter encore le catalogue important des ouvrages mis en vente au bureau du journal socialiste *The Clarion*, Londres, 72, Fleet Street, enfin les catalogues des libraires de Londres P. S. King et fils (publications parlementaires), William Reeves, Swan Sonnenschein, Methuen et C° (brochures et séries sociologiques).

Tout ce qui est relatif au mouvement socialiste et ouvrier anglais est indiqué chaque année dans l'excellent *Labour Annual* que publie depuis 1895 un socialiste indépendant, M. Joseph Edwards, à Wallasey, près Liverpool.

La collection publique la plus complète de documents, de livres et de périodiques sociaux anglais est, à Paris, la Bibliothèque du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

nental. Les deux premiers ont apporté surtout l'esprit; le troisième, l'organisation. Sur le sol anglais est né, à la suite des émeutes sociales de 1834 à 1848, un altruisme sentimental que Carlyle exprima en termes saisissants. A Carlyle se rattachent deux séries de réformateurs sociaux, les chrétiens, les artistes. Les premiers, dirigés par des pasteurs anglicans, ont adopté dès 1850 le nom de *socialistes*, restaurant avec audace un mot qui soulevait alors l'horreur de tous les « honnêtes gens ». Après des hauts et des bas, à la suite de multiples avatars, leur groupe s'est perpétué jusqu'à nos jours dans plusieurs organisations dont la doyenne est la *Guilde de Saint-Mathieu*, fondée en 1877 par le Révérend Stewart Headlam. Naturellement les associations chrétiennes vivent à part et ne mêlent qu'accidentellement leurs efforts à ceux des groupes socialistes laïques.

Les artistes ont été plus hardis. Le plus illustre d'entre eux, William Morris, fut, en même temps que poète et décorateur, théoricien très ingénieux et très radical du communisme. Il avait commencé par suivre le célèbre critique d'art John Ruskin, qui, sans devenir socialiste, prêcha dans plusieurs ouvrages et dans ses leçons à l'Université d'Oxford une fraternité plus active et plus démocratique que celle de Carlyle. En même temps que Morris, tout un groupe de peintres, d'artistes, de littérateurs anglais contemporains est allé de l'école de Ruskin à celles de Marx et parfois même de Kropotkine. Ils ont été guidés par l'amour du beau, affirment-ils, et aussi par quelques dispositions qui leur seraient venues d'ancêtres celtes. Car presque tous se vantent d'avoir une origine irlandaise, écossaise ou galloise, et de lui devoir un esprit plus vif et plus libre que celui des anglo-saxons.

Parallèlement à l'évolution des artistes, un mouvement se dessinait parmi les savants et les hommes d'État qui s'occupaient de l'étude des faits économiques. A la suite de Stuart Mill, plusieurs radicaux abandonnaient les principes de l'école de Manchester opposée à toute intervention de l'État dans les rapports entre patrons et ouvriers et dans la répartition des richesses. Ces novateurs réclamaient que le gouvernement central ou les municipalités pussent mettre leur pouvoir au service de la classe pauvre; ils devenaient des radicaux socialistes. A cette série appartiennent un grand nombre de publicistes parmi lesquels nous citerons les deux auteurs de la grande Histoire du Trade Unionisme, M. Sidney Webb et Mme Webb (autrefois miss Beatrice Potter).

Dans ce confluent d'idées nouvelles se jetaient encore les théories de nationalisation du sol, restaurées en Angleterre même par le naturaliste Alfred Russel Wallace ou remaniées aux États-Unis par Henry George et rapportées dans leur pays d'origine par les agitateurs irlandais réfugiés en Amérique.

De l'étranger encore venait l'exemple de l'organisation de partis socialistes pour la conquête du pouvoir ou pour la révolution immédiate. De Londres même, Marx et Engels conseillaient et dirigeaient la Social-démocratie allemande. Quelques disciples dévoués et actifs, l'allemand Bernstein, les anglais Hyndman et Aveling (ce dernier gendre de l'auteur du *Capital*) s'efforçaient impatiemment de pousser les socialistes anglais à s'organiser comme leurs camarades du continent.

II. Les Groupes. — Dans un milieu ainsi préparé, les groupes d'action et de propagande socialiste furent formés à partir de 1880. Une série de crises économiques pré-

parèrent le succès aux efforts individuels. Ce furent la famine de 1879 en Irlande, qui fit éclater aux yeux la triste condition du travailleur des champs, puis la question des sans-travail qui se posa à Londres et dans les grandes villes à partir de 1885, montrant que la vie et la mort du salarié sont à la merci du hasard.

En 1879 les chefs du parti irlandais organisaient en Irlande la Ligue Agraire (*Land League*). Il s'agissait simplement de coaliser les paysans pour les amener à ne payer ni loyers ni redevances à leurs propriétaires, sous prétexte que la famine les en empêchait, et à préparer ainsi « la reconquête de la terre d'Irlande » par la renonciation ou l'expulsion des propriétaires. Mouvement national sans rien de proprement socialiste au début, puisqu'il reconnaissait la nécessité de la propriété privée et tendait seulement à la faire passer des mains anglo-saxonnes aux mains indigènes. On essaya de le transformer en le mettant au service des doctrines de Henry George. H. George venait de faire paraître à San-Francisco son fameux livre *Progrès et pauvreté*, dans lequel il proposait de remplacer tous les impôts par une taxe unique (*single tax*) perçue exclusivement sur les propriétaires du sol et égale au revenu de chaque terre bâtie ou non bâtie. C'est une expropriation radicale, sans indemnité, déguisée sous une mesure financière. L'idée de la *Single tax* fut propagée en Irlande par un des organisateurs de la *Land League*, Michaël Davitt, qui, réfugié plusieurs années en Amérique, avait connu et adopté les idées de George. Davitt et ses partisans, repoussés par Parnell, durent quitter la *League*; ils se dispersèrent comme les terroristes irlandais partisans de la propagande par le fait, que le gouvernement anglais a anéantis par les exécutions et les emprisonnements perpétuels. Le parti parlemen-

taire irlandais, qui existe toujours, est resté à l'idée de substituer de petits propriétaires indigènes aux grands propriétaires anglais et n'a rien de socialiste.

Toutefois le Georgisme n'a pas échoué en Grande-Bretagne. Deux tournées de conférences faites dans ce pays par l'auteur de *Progrès et pauvreté*, en 1881 et en 1884, ont groupé autour de son programme un nombre sérieux d'adhérents. Ils ont formé (1884) l'*English Land Restoration League*, à Londres, aux efforts de laquelle s'associent la *Scottish Single Tax League*, de Glasgow, et plusieurs sociétés analogues, dans le Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

L'expropriation par la *Single tax* a paru trop brutale à plusieurs partisans de la nationalisation du sol. Ils ont formé, à Londres, en 1882, la *Land Nationalization Society* pour propager les théories d'Alfred Russel Wallace, reprise des terres par l'État sous forme d'un achat à des conditions équitables pour le propriétaire.

Single taxers et nationalisateurs considèrent leurs projets comme une panacée qui guérira toutes les iniquités sociales. Aussi ne se mélangent-ils pas aux socialistes proprement dits. D'autre part, ceux-ci accusent George et Wallace de ne pas aller jusqu'au bout sur le chemin de la vérité. « Nationaliser le sol ! disent-ils. Soit, si l'on y comprend les mines et les chemins de fer. Mais ne faut-il pas aussi nationaliser les capitaux sous forme de monnaie et sous forme d'outillage industriel ? » Tel est, en effet, le bloc théorique qu'ont formé les socialistes anglais, non sans peine.

En mars 1881, était créée, à Londres, la *Démocratic Federation*. Les fondateurs de cette Société furent M. Hydman, disciple de Marx ; M. Herbert Burrows, fils d'un agitateur chartiste ; miss Helen Taylor, belle-fille de

Stuart Mill, de laquelle le philosophe a écrit un si bel éloge dans ses *Mémoires*, et quelques autres personnes dont la majorité appartenait à l'opinion radicale avancée. William Morris et plusieurs amis ou disciples de Ruskin se joignirent aux initiateurs du groupe. Le premier programme des fédérés ne portait qu'un seul article franchement socialiste : la nationalisation du sol. Par là, ils avaient voulu marquer leur sympathie aux plus audacieux des opposants irlandais. L'article d'ailleurs n'avait pas été accepté sans discussion, car les plus hardis en politique étaient souvent les plus timides en matière de réformes sociales. Peu à peu les adhérents socialistes s'accrurent, les radicaux s'en allèrent. En septembre 1883, le groupe se réorganisait sous le titre de *Social Democratic Federation* ; ses membres adoptaient définitivement le titre de socialistes démocrates qui est l'épithète du parti collectiviste allemand et de tous ceux qui se sont organisés à son image, en Autriche-Hongrie, en Suisse, dans les pays scandinaves, dans les états slaves. En 1884, un *Exposé sommaire des principes du socialisme,* rédigé par Hyndman et William Morris, reproduisit les traits essentiels des programmes socialistes-démocratiques, savoir : comme idéal, la reconstruction de la société sur des bases communistes ; comme moyens, la lutte de classes livrée par le prolétariat organisé en parti politique distinct. *La Révolution*, écrivaient les auteurs, *est préparée dans les entrailles de la société : il ne faut qu'un effort énergique et organisé pour montrer au monde l'ère nouvelle sous une forme légale et scientifique.*

La Fédération demeura presque toujours, avec un idéal révolutionnaire, sur le terrain de la légalité. Au début elle admettait à peu près toutes les formes du socialisme révo-

lutionnaire et n'avait point l'étroite orthodoxie du parti socialiste-démocratique allemand. Dans la liste des brochures qu'elle publiait, on voit l'*Appel aux jeunes gens*, de Kropotkine, figurer à côté d'une traduction de la partie du *Capital* relative au Salariat.

Ainsi avait été fondée la première organisation purement socialiste de l'Angleterre. Elle est encore vivante sous la direction de M. Hyndman. Elle présente des candidats aux fonctions électives, tient des meetings, donne des conférences, publie à Londres des brochures et un journal hebdomadaire intitulé *Justice*. Mais elle ne réunit plus dans ses cadres tous les socialistes anglais.

Des froissements personnels ont amené de bonne heure une scission parmi les fédérés. Hyndman avait la foi et l'ardeur d'un apôtre. Mais les uns ne le trouvaient pas assez attaché aux principes théoriques, et les autres l'accusaient de trop diriger. Edward Aveling, William Morris, Belfort Bax et leurs amis se séparèrent de lui pour fonder en 1885 la *Socialist League* qui eut pour organe *The Commonweal* (La Communauté). Ce fut un groupe vivant où savants, artistes, agitateurs se rencontraient. Morris, en costume de travail, haranguait les ouvriers dans les meetings publics. Walter Crane commençait ses dessins socialistes. Dans *The Commonweal*, les poèmes, les fantaisies se mêlaient aux statistiques et aux polémiques. On faisait à la fois de la politique et de l'art. L'un des jours les plus riants de la *Socialist League* fut celui où l'on représenta une comédie de W. Morris, *Sens dessus dessous* : on y voyait les parasites de la société actuelle inutiles et ridicules dans l'harmonie communiste enfin réalisée. Les magistrats étaient regardés comme des bêtes curieuses et dansaient pour amuser les poètes.

De pareilles fantaisies n'étaient pas au goût des marxistes orthodoxes : aussi eurent-ils dans la ligue d'ardentes discussions avec les communistes purs, dont quelques-uns s'avouaient anarchistes. Il en résulta que la *Socialist League* et le *Commonweal* disparurent en 1894. M. Aveling et les familiers de Marx et d'Engels restèrent quelque temps dans un isolement qui n'était pas tout à fait volontaire ; aujourd'hui ils se sont rapprochés de la *Social Democratic Federation*. Morris avait conservé autour de lui ses amis groupés dans la *Hammersmith Socialist Society* dont la salle des réunions était à Hammersmith, dans la maison même de l'artiste.

Un autre noyau de socialistes, mais de socialistes possibilistes, s'était formé à Londres en 1883 sous le nom de *Fabian Society* ; *Fabian*, en mémoire de Fabius le temporiseur, l'adversaire patient et circonspect d'Annibal. Dans cette société revit l'esprit de Stuart Mill. Elle est composée de radicaux qui ne veulent pas révolutionner la société mais ajouter les réformes l'une à l'autre, pour la transformer lentement. Timides dans l'action, ils sont, dans le domaine scientifique, des économistes très compétents dont les brochures, les articles et les livres font autorité. Ils sont aussi tolérants, sans credo, sans excommunication, accueillant volontiers tout le monde, même les nationalisateurs du sol et les socialistes chrétiens. A juste titre ils se vantent d'avoir reçu beaucoup d'injures des révolutionnaires sans jamais les payer de retour.

Ces petites Sociétés, composées de quelques centaines de membres et bornées au début dans la capitale, ont traversé sans dommage une période de troubles très graves. C'est l'époque de l'agitation des sans-travail. Le nombre des « inemployés » a toujours été très considérable dans les

grandes villes anglaises, parce que les ouvriers non qualifiés (*unskilled labourers*), c'est-à-dire les manœuvres employés par les armateurs, les commerçants, les industriels et les grands propriétaires des champs forment des multitudes à qui le moindre arrêt dans le trafic ou dans la production enlève leur gagne-pain. La question des sans-travail s'est posée d'une manière très grave pendant la crise économique qui dure depuis près de dix ans; toutes les opinions ont dû s'en préoccuper et tous les partis ont proposé comme solution leur programme. Tandis que les uns offrent le protectionnisme, les autres le bimétallisme, les socialistes réclament l'abolition de la propriété privée au moins sous quelques-unes de ses formes. Dans tous les pays ils ont déclaré prendre à leur compte la question des sans-travail et ils ont défié leurs adversaires de la résoudre. Les petits groupes anglais ont commencé à prendre cette attitude dès 1886. Ils se mirent à tenir des meetings pour enseigner leurs théories aux ouvriers. Mais le gouvernement, qui était alors conservateur, s'opposa tout à la fois à leur propagande et à l'agitation des sans-travail. Ce fut alors pendant deux ans l'époque héroï-comique du socialisme anglais. Les épisodes bouffons s'y mêlent aux répressions les plus tragiques.

C'est ainsi qu'un jour il s'agissait de tenir un meeting malgré une interdiction. La foule s'était réunie; les orateurs socialistes arrivent. Un policeman, un seul, leur fait défense de parler sous peine d'être arrêtés. Mais les orateurs savent que le poste est à dix minutes de là et qu'il faudra à l'agent vingt minutes pour y conduire son prisonnier et pour en revenir. L'un d'eux ouvre la bouche, est emmené; et pendant l'absence de l'agent qui l'entraîne, un autre se met à parler. Il est arrêté quand l'agent revient, mais il a fini

son discours et il laisse la place à un autre qui parle jusqu'au retour du policier. La farce dure ainsi pendant deux heures, jusqu'au moment où tous les orateurs sont enfermés. Alors, sur la proposition de l'un d'eux, ils entonnent la *Marseillaise*, en rythmant le chant à coups de poing sur la porte du violon. On leur ordonne de se taire, ils continuent. La police anglaise est, en général, assez indulgente aux gens comme il faut; or nos orateurs étaient de cette espèce. Après une lutte d'obstination qui dura plus d'une heure, les policemen criant « silence ! », les prisonniers chantant toujours plus haut, mais, très sérieusement, en véritables anglais, on les renvoya chez eux après leur avoir dressé procès-verbal.

Les conflits entre les pouvoirs publics et les socialistes ne finissaient pas toujours aussi bien. Les socialistes ont gardé, sous le nom de *Bloody Sunday* (le dimanche sanglant), le souvenir de la déroute définitive que la force publique leur fit subir à Trafalgar Square, le dimanche 13 novembre 1887. Il s'agissait de protester contre l'arrestation du député irlandais O'Brien, mis en prison pour avoir continué à faire partie de la *Land League*, dissoute par la loi. Les organisateurs comptaient sur les sans-travail, car la police de Londres venait de faire des rafles dans les principaux squares et de troubler la quiétude des misérables qu'on laisse habituellement à Londres dormir et rôder la nuit dans Hyde Park et dans quelques autres endroits. On avait commencé à réunir à Trafalgar Square d'immenses meetings ouvriers qui rappelaient les réunions du temps lointain des chartistes. Or, Trafalgar Square est la place de la Concorde de Londres : une réunion populaire peut en quelques minutes se porter de là à Westminster House, le Palais du Parlement. Le chef de la police de

Londres finit par interdire complètement ces manifestations qui l'inquiétaient. Les opposants, irlandais, socialistes, anarchistes, ouvriers résolurent d'avoir Trafalgar Square de force. De là la bataille du 13 novembre 1887. Près de cent mille manifestants débouchèrent de toutes les rues, groupés en colonnes, précédés de musiques et portant des drapeaux rouges. Dans les *Nouvelles de nulle part*, William Morris, qui fut de la manifestation, évoque l'image de

Cette place barrée par quatre rangées d'hommes de haute taille vêtus de drap bleu derrière lesquels apparaissaient les casques d'une masse de cavaliers mortellement blêmes dans cette glaciale après-midi de novembre.

C'étaient 6.000 policemen armés du revolver et tenant en main le *truncheon*, le terrible casse-tête en bois dur : derrière eux, deux régiments à cheval et un régiment à pied des gardes du corps. La foule poussa de l'avant. Elle fut refoulée par la police qui assomma plusieurs des manifestants et en arrêta un certain nombre; il y eut beaucoup de blessures et pas mal de condamnations. Un futur député socialiste, John Burns, alors âgé de 29 ans, commençait sa carrière politique par un emprisonnement de six semaines pour résistance aux agents le jour du 13 novembre.

Cette journée a beaucoup d'analogies avec celle du 10 avril 1848 où la police et les troupes dispersèrent les Chartistes qui s'étaient réunis à Trafalgar Square pour porter à la Chambre des communes une pétition monstre; mais les conséquences n'en furent point aussi graves. Le 10 avril 1848 avait tué le chartisme. Le 13 novembre 1887 ne fit que décourager les socialistes anglais de la violence en les poussant à chercher d'autres moyens de succès.

Ils les trouvèrent dans les grèves et dans la propagande électorale.

Parmi les grèves où les socialistes sont intervenus, la plus importante est celle que les portefaix des Docks de Londres prolongèrent pendant plusieurs mois de l'année 1889 pour obtenir une diminution des heures de travail et un minimum de salaire. On peut même dire que cette grève a été un des événements importants de l'histoire sociale d'Angleterre dans ces dernières années, car elle a eu des conséquences bien autrement importantes que le triomphe des revendications ouvrières. En effet, avant elle, les trade unions ou syndicats ouvriers ne comprenaient que les travailleurs qualifiés (*skilled labourers*), l'aristocratie manuelle, mécaniciens, menuisiers et gens de métiers analogues. Ces unions formées avant le développement du socialisme étaient inféodées à la politique libérale ou radicale. Après la grève de 1889, les portefaix, les chauffeurs, les marins ont formé des unions qui, dirigées en partie par des socialistes, sont devenues des instruments de lutte de classe.

Tous les partis s'étaient disputé la reconnaissance des ouvriers des Docks. Le chef du catholicisme anglais, le cardinal Manning, décidé par l'exemple des évêques démocrates des États-Unis, avait tenu des réunions et fait des démarches en leur faveur. Mais les véritables triomphateurs furent deux jeunes ouvriers. Un des meneurs de la grève, John Burns, mécanicien, réussit à se faire nommer conseiller du Comté de Londres, puis député par le quartier ouvrier de Battersea qu'il représente encore aujourd'hui à la Chambre des Communes. Un autre, Tom Mann, mécanicien lui aussi, joignit ses efforts à ceux d'un ancien mineur du Nord, J. Keir Hardie, qui représentait dans l'ancienne Chambre une circonscription suburbaine de la capitale, West-Ham. Tous deux fondèrent en 1893 le

Parti ouvrier indépendant (*Independent Labour Party*), qui compte environ 15.000 adhérents et qui a pour organe un journal hebdomadaire, le *Labour leader*. C'est le premier essai d'un « parti ouvrier » tenté en Grande-Bretagne ; il recrute ses adhérents principalement dans les nouvelles trade unions et parmi les mineurs, tandis que les autres organisations socialistes ne sont guère composées que de gens instruits de la classe moyenne. L'*Independent Labour Party* a été plusieurs fois sollicité de joindre à son titre l'étiquette socialiste. Il ne s'y est pas décidé, mais il déclare dans son programme qu'il accepte cette qualification. Il a cherché à grouper toutes les forces socialistes autour de lui. Du reste, il n'est pas un des groupes anglais qui n'ait rêvé de faire l'union socialiste sous son drapeau. Les différents efforts tentés jusqu'ici n'ont point encore abouti. Cependant les polémiques très aigres dont les socialistes démocrates avaient la spécialité et que les autres groupes ne supportaient pas toujours d'aussi bon caractère que la *Fabian Society*, sont de plus en plus abandonnées. L'accord existe, à défaut de l'union, entre les socialistes anglais.

III. **Les indépendants.** — L'accord est entretenu par de nombreux groupes indépendants qui ne veulent être d'aucun parti et qui se chargent de rappeler les associations rivales au souci de l'intérêt commun. Le plus actif des groupes indépendants est formé par la rédaction et les lecteurs du journal hebdomadaire *The Clarion*. Au débouché de la Cité, dans Fleet Street où se continuent les banques et les établissements de commerce recevant et rendant le flux et le reflux des affairés, l'étranger s'étonne de voir derrière une vitrine les portraits de Jules Guesde, de Vaillant, d'Allemane, de Bebel, ainsi que les principaux ouvrages de la littérature socialiste anglaise et continentale.

C'est l'étalage du « Clarion Office », bureau d'un journal hebdomadaire, librairie et maison d'édition. Le rédacteur en chef du *Clarion*, M. Robert Blatchford, est l'auteur d'un petit livre de propagande, *Merrie England* (joyeuse Angleterre) — deux cents pages pour deux sous, dont le tirage approche du million, quoique les Américains en aient fait des contrefaçons et les Australiens une édition spéciale. L'ouvrage eut les honneurs d'être reviewé comme livre capital du mois dans la Revue de M. Stead. Il a été traduit ou adapté en hollandais et en allemand. Le titre exprime à la fois le regret de la joyeuse Angleterre du XVIe siècle, étouffée sous le puritanisme, et le vœu que l'Angleterre redevienne beaucoup plus joyeuse encore. C'est un sentiment commun à tous les socialistes anglais : il fait que leur conversation et leurs manières plaisent aisément à un Français un peu libre, quelles que soient d'ailleurs ses opinions. Toutes les questions relatives au socialisme sont traitées dans le pamphlet de M. Blatchford, parfois d'une manière savante, avec des chiffres et avec des cartes de la mortalité dans les régions industrielles, souvent en dialogues familiers ou en fantaisies humoristiques.

L'auteur de *Merrie England* est un « self-made man », un homme qui a fait sa vie. Longtemps il a travaillé de ses mains. Né en 1851, dans le comté de Kent, d'un père anglais et d'une mère italienne, acteurs tous les deux, il fut apprenti et ouvrier de fabrique dans le Yorkshire jusqu'en 1872, puis soldat pendant un congé de sept ans. Il était employé d'une compagnie de navigation à Northwitch lorsqu'il commença à écrire dans quelques journaux provinciaux du Nord. Il était chargé de la chronique dramatique. En 1885, nous le trouvons rédacteur en chef du *Sunday Chronicle* de Londres ; c'est là qu'il prend le pseu-

donyme de « Nunquam » sous lequel il est connu autant que sous son nom véritable. C'est alors qu'il se reconnaît socialiste.

Un de ses collaborateurs, M. Alexandre Thompson, raconte que la conscience de leur évolution leur vint à Blatchford et à lui lorsque le directeur du *Sunday Chronicle* leur fit remarquer qu'ils écrivaient des articles révolutionnaires et les pria de changer d'esprit. Ils aimèrent mieux quitter le journal; sans capitaux, ils allèrent fonder à Manchester, dans la grande ville des filateurs de coton, le *Clarion*. A présent leur journal a ses bureaux dans l'une des rues les plus fréquentées de Londres et il compte plus de 60.000 lecteurs. M. Blatchford a su lui donner le type qui plaît au public anglais. C'est une grande feuille en 8 pages de six colonnes chacune, imprimées en texte très serré. La propagande y est représentée par des correspondances, des faits, des chiffres et aussi par des fantaisies sur le modèle du *Looking Backward* de Bellamy et des *News from Nowhere* de Morris, œuvres si chères à l'imagination anglo-saxonne. Voici par exemple le conte d'un serf endormi dans la grande forêt au temps de William le Conquérant et tout d'un coup réveillé dans la société actuelle. Il y trouve la liberté dans les textes de loi et sur les inscriptions, mais il se heurte à une propriété plus tyrannique que celle du seigneur quand il veut manger un morceau à l'auberge ou prendre une culotte dans un magasin. Volontiers il dirait, comme les bourjanes qu'on vient d'affranchir à Madagascar : « Quand j'étais esclave, on avait soin de moi comme d'un animal domestique. Libre, qui me nourrira? » — A côté de cette histoire, des poèmes, des caricatures, deux assaisonnements souvent bien fades que l'Anglais veut trouver dans son journal. Enfin pêle-mêle,

des notes sur le cyclisme, le football, le rowing, des contes pour les enfants, tout enfin de manière que chaque catégorie possible de lecteurs ait sa page ou sa colonne.

Le socialisme paraît dans tout cela comme un refrain tranquille, comme une exhortation à la fraternité.

Que sont les « Clarion socialists »? écrit M. Blatchford. Ils laissent les autres groupes travailler à leurs fins et se servir de leurs moyens; il les aident de tout leur pouvoir.

Mais leur œuvre propre la voici : Le nombre des socialistes conscients est petit, en comparaison du nombre de ceux dont on peut dire plus ou moins qu'ils aiment leurs frères. Quelque amour de la justice, quelque sentiment de pitié, quelque instinct de fraternité se trouvent dans presque tous les cœurs anglais...

Faire d'abord des altruistes, puis convertir ces altruistes en socialistes, voilà notre ligne de conduite.

« Autrefois, raconte M. Thompson, nous aimions les malheureux parce que Dickens nous avait appris à les aimer. En même temps nous tirions notre philosophie de Charles Darwin. Nous pensions que nous ne devions point seulement soulager les misères présentes, mais encore travailler à préparer pour nos successeurs une adaptation plus facile aux conditions de la vie. Ainsi peu à peu nous sommes entrés dans le mouvement socialiste qui s'est formé en Angleterre depuis une quinzaine d'années. » M. Thompson ajoute qu'il a beaucoup étudié les théoriciens du continent, particulièrement les français, dont lui-même écrit et parle la langue. Élevé à Paris pendant son enfance, il faillit, sous la Commune, être victime de l'explosion de la poudrière du Panthéon. M. Allemane était à cette époque délégué à la mairie du Ve arrondissement et M. Thompson aime à raconter qu'il est devenu l'ami du leader d'un

grand parti ouvrier français, le camarade d'un homme qu'il considérait en 1871 comme un chef de brigands. Aujourd'hui, traducteur du *Collectivisme* de M. Guesde, propagandiste du referendum et de la revision par le peuple, M. Alexandre Thompson est un de ceux qui pénètrent d'influences françaises le mouvement socialiste anglais.

IV. Caractères et définition du socialisme anglais contemporain. — Tous ceux qui s'intitulent socialistes indépendants en Angleterre ne sont pas aussi érudits ni aussi avancés. Sans doute c'est pour cela que ce nom est si répandu. Un annuaire très bien fait et plein de renseignements utiles et exacts, le *Labour Annual*, qu'un indépendant, M. Joseph Edwards, publie à Manchester depuis 1895, admet pêle-mêle les groupes socialistes, les sociétés coopératives, les mutuelles ouvrières; dans un dictionnaire biographique des initiateurs et des leaders du mouvement, il réunit Henry George, Louise Michel, Karl Marx, Tolstoï, Kropotkine.

Un volume qui, en 1895, a fait grand bruit en Angleterre, *The New Party*[1], publié par Andrew Reid, était formé d'articles demandés aux personnages marquants de toutes les oppositions. Des naturiens disciples du Rousseau américain Thoreau, des psychologues hardis comme le naturaliste et romancier Grant Allen, auteur de *The woman who did*, des féministes comme Lady Somerset, ont collaboré à ce recueil en même temps que Keir Hardie et Tom Mann, le leader et le secrétaire de l'*Independent Labour Party*, en même temps que le dessinateur Walter Crane, ami et disciple de W. Morris, en même temps que les nationalisateurs du sol A. R. Wallace et Wicksteed.

1. Andrew Reid, *The New party described by some of its members*, Londres, Hodder, 1894, in-8°.

Presque tous ces écrivains se croyaient et s'affirmaient socialistes.

En Angleterre, écrit M. Sidney Webb, toute idée nouvelle doit passer par trois stages : 1° C'est impossible ; — 2° C'est contre la Bible ; — 3° Nous le savions déjà ! Or le socialisme marche rapidement vers le 3e stage.

C'est-à-dire que pour la majorité de ses adhérents anglais, il est un mot nouveau pour désigner une tendance nationale déjà ancienne. Cette tendance est la pitié pour les faibles, la charité à l'égard des pauvres, l'amour des hommes. L'Anglais ordinaire est un humanitaire passionné. Voilà qui étonne beaucoup les Français, habitués à croire que l'égoïsme est le fond du caractère anglais. Nos compatriotes sont trompés par les historiens de leur pays, qui, s'indignant des procédés employés contre la France par des cabinets anglais aux époques de guerre, s'imaginent que la nation tout entière partage l'absence de scrupules qui caractérisa quelques-uns de ses gouvernements. Même les Français qui ont visité l'Angleterre, qui l'aiment et qui essayent de lutter contre les préventions de leurs compatriotes, se sont trop laissé guider dans cette réaction par le dégoût du fonctionnarisme français ; ils ont été trop portés à admirer l'Anglais qui ne demande rien à l'État, qui s'aide lui-même et qui va chercher fortune dans l'industrie et le commerce chez lui ou aux colonies, secondé par une énergie admirable, mais servi par l'amour du profit personnel et l'insouciance à l'égard des autres. « Chacun pour soi ! » c'est la devise de cet audacieux devenu égoïste par nécessité.

« Aimez votre prochain comme vous-même » est, au contraire, ce que l'Anglais éduqué a appris dès l'enfance et

ce qu'il aime à mettre en pratique. Il entre volontiers dans le socialisme par sentiment, pensant avoir rencontré la meilleure forme possible de la solidarité. Rarement il adhère au socialisme par raison, en connaissance des doctrines. Il lit et cite les sentimentaux et les illuminés, Carlyle, Ruskin, Mazzini, Tolstoï, beaucoup plus volontiers que Lassalle et Marx. Sa bonne volonté est parfaite, mais son credo un peu confus serait suspect d'hérésie aux yeux d'un collectiviste orthodoxe[1]. A-t-il tort ou raison? ce n'est pas notre affaire pour l'instant. Nous devons seulement nous appliquer à prendre les socialistes anglais tels qu'ils se donnent à nous et à définir très exactement leur opinion.

Convenons d'appeler *socialisme* toute doctrine qui se prononce contre le « laissez faire » des manchestériens et qui accorde à la société, conçue sous n'importe quelle forme, le droit d'intervenir dans la production et surtout dans la répartition des richesses. Ainsi, sans forcer le sens du terme socialisme, nous le prendrons dans son acception la plus large, qui est celle que les Anglais lui donnent habituellement.

« Le socialisme spécialement anglais » est, d'après Mme Webb, celui « qui se manifeste en actes, non en paroles, le socialisme qui s'est réalisé sans bruit dans les lois sur les fabriques, sur les salaires, sur la responsabilité des patrons, sur les mesures sanitaires, les logements ouvriers, l'instruction publique, etc., dans cette masse de législation bienfaisante qui met l'individu au service et sous la protection de l'État[2]. »

Le socialisme anglais est dans la plupart des cas un

1. Seule doit être exceptée de cette analyse la *Fédération socialiste démocratique* dont le programme est celui des marxistes continentaux.

2. Beatrice potter (Mme Webb), *the Cooperative movement in Great Britain*, p. 16.

socialisme d'état démocratique, produit combiné des idées radicales et de la morale chrétienne.

Sur le continent, lorqu'on est socialiste, on devient généralement par surcroît internationaliste et matérialiste. La fraternité entre les peuples plaît aux humanitaires d'Outre-Manche. Volontiers ils manifestent contre le jingoïsme, c'est-à-dire le chauvinisme anglo-saxon. Ils ont fait des meetings pour protester contre l'intervention du cabinet de Saint-James en Orient, affirmant que les opprimés de Londres devaient s'imposer à la sollicitude gouvernementale avant ceux d'Arménie. Ils ont protesté contre les expéditions coloniales, contre l'ultimatum signifié au Venezuela, contre la piraterie de Jameson. Toutefois, en Grande-Bretagne, l'agitation en faveur de la paix n'est pas devenue un mouvement antimilitariste aussi acharné que dans les pays qui subissent le service obligatoire. C'est que l'armée anglaise est une espèce de police relativement peu nombreuse et recrutée par engagements volontaires : elle est presque en dehors du peuple et de l'opinion.

En matière religieuse, les socialistes anglais, exception faite des groupes confessionnels, ne sont pas orthodoxes, mais la plupart d'entre eux ont conservé un christianisme vague auquel ils ne renoncent jamais. L'un des leaders les plus populaires et les plus instruits du mouvement socialiste nous disait un jour : « Que les socialistes français soient anticatholiques, je le comprends. Mais pourquoi n'essayent-ils pas d'attirer à eux les protestants ? » Celui qui nous parlait ainsi est un positiviste. Beaucoup d'autres leaders sont encore moins antireligieux que lui. Il en est par exemple qui ont étudié la théologie pour devenir prêtres ; car l'Église anglicane vivant des dîmes et des bénéfices

comme l'Église française de l'ancien régime, offre, ainsi que le faisait celle-ci, un grand nombre de débouchés aux jeunes gens instruits sans fortune. Parmi ces clercs transformés en agitateurs, il en est plusieurs, Tom Mann par exemple, qui ont conservé presque intactes leurs primitives convictions. Au Congrès socialiste international de Londres (juillet-août 1896) les délégués continentaux ont été étonnés de voir la section anglaise admettre sans difficulté quatre membres de l'Église du Travail (*Labour Church*), groupe socialiste chrétien ou tout au moins déiste. Un anglais sans religion est une rareté, un monstre, un objet de scandale. Aussi très peu de socialistes ont-ils osé braver l'opinion au point de professer l'athéisme. N'est-ce pas s'exposer à être *boycotté* par la société civile, à être renié par ses meilleurs amis ? N'est-ce pas s'interdire l'accès des fonctions, même l'exercice des mandats électifs. Feu Charles Bradlaugh, député radical, a été exclu de la Chambre des Communes parce qu'il refusait de prêter serment sur la Bible. Une de ses amies, Mme Annie Besant, pour la même raison, a obtenu très difficilement de siéger au Conseil des Écoles de Londres.

Or, les socialistes anglais désirent que leurs compatriotes votent pour eux. Ils ne sont nullement révolutionnaires. Ils veulent conquérir légalement les pouvoirs publics pour réaliser leurs réformes. Nous avons vu qu'ils n'ont pas commencé par là et qu'au début plusieurs d'entre eux ont essayé de réussir en renouvelant les émeutes chartistes. Mais à présent cette tactique est abandonnée aux anarchistes ; et dans les rangs de tout ce qui s'appelle socialiste en Angleterre, on se moque volontiers du « parti des mains calleuses » que réclamait en 1839 Fergus O'Connor, le héros chartiste, hercule de meetings

et terreur des policemen. On veut donc arriver par le suffrage populaire. Mais comment s'en servir? Sur ce point il y a division : les uns croient qu'il faut entrer dans le cadre du vieux parti libéral et lui offrir des voix à condition qu'il ajoute à son programme quelques articles socialistes ; ils ont même préparé de petites listes de promesses imprimées qu'on présente à la signature du candidat et que l'électeur conserve comme preuves d'un mandat impératif. Cette tactique s'appelle *la pénétration* (*the permeating*) et ses principaux partisans sont naturellement les Fabiens issus du radicalisme[1]. Les socialistes-démocrates et le parti ouvrier préfèrent la lutte de classes qui consiste à ne prêter aucun appui aux libéraux ni aux conservateurs, et à ne solliciter aucun concours, mais à présenter un candidat purement socialiste. Ceux-là, si l'on en juge par les résultats qu'ils ont obtenus, se préoccupent de la propagande plus que du succès.

V. La propagande. — En Angleterre toute propagande, socialiste ou non, est au nombre des choses les plus curieuses que puisse voir l'étranger. L'Anglais a la passion et aussi le courage de l'apostolat. Nous en avons connu qui avaient commencé par prêcher pour le « teatotallism », pour l'usage de la flanelle, pour l'Armée du Salut, avant de trouver dans le socialisme un sujet plus général ou plus moderne. Que la matière soit grande ou petite, l'ingéniosité du propagandiste, servie par le libéralisme des lois sur la presse et les réunions, fait des merveilles.

1. Au Congrès socialiste international de Londres (1896) les 22 délégués fabiens ont été seuls à demander que les partis socialistes ne fussent pas obligés de se constituer indépendamment des autres et contre eux, mais au contraire fussent autorisés à faire alliance avec les partis « bourgeois », c'est-à-dire avec les radicaux. La proposition fabienne souleva un tolle universel parmi tous les autres délégués, anglais ou continentaux.

Je ne parle pas des périodiques que je n'ai pu tous citer, ni de la multitude de brochures qu'impriment, vendent ou distribuent les socialistes. Je ne fais que mentionner la propagande par l'image qui a produit, entre autres belles pièces, plusieurs chefs-d'œuvre de Walter Crane, et les albums de Cynicus (M. Martin Anderson), le Caran d'Ache Londonien[1]. Nous avons de pareilles choses. Mais nous ne connaissons pas les meetings. Tous les dimanches matins la *Société socialiste de Hammersmith* vient à l'entrée du pont de Hammersmith. On déploie le drapeau rouge, et sur une charrette plate-forme les orateurs se succèdent. Souvent une délégation de la *Liberty and Property Defence League* s'installe à côté des socialistes et ses membres contredisent leurs adversaires du haut d'une charrette rivale. On se rappelle involontairement le début de la Satire Ménippée, les deux marchands de catholicon. Mais le public anglais ne rit pas, ne songe point à se moquer. Il soutient de ses bravos (*hear ! hear !*) l'orateur qui lui plaît, pendant que le policeman fait écarter les gamins, les chiens et les ivrognes. Tout à l'heure, il rendra le même service à un meeting de l'Armée du Salut, ou de la Société pour la conversion des juifs au christianisme. En temps d'élection ou de grève les réunions socialistes en plein air deviennent nombreuses et fréquentes. Les leaders s'y montrent au public et le haranguent montés sur un

1. M. Martin Anderson est un dessinateur écossais établi à Londres. Son exposition permanente à Drury Lane est une curiosité bien connue du public londonien. Sous le pseudonyme de Cynicus, il a publié des albums intitulés *Humours* et *Satires*. Il y a mis, comme dans presque toutes ses autres œuvres, son talent au service de la propagande démocratique. « Cynicus » prend parti avec les disciples de Henry George plutôt qu'avec les Socialistes purs. Il est pour ainsi dire l'illustrateur officiel des rapports de la *Land Restoration League* et plus d'une fois il a accompagné le *Chariot Rouge*.

banc ou sur une borne. Au premier mai, tous les socialistes se réunissent à Hyde Park, qui est le siège des meetings monstres. Le dimanche suivant, les manifestants sont plusieurs dizaines de milliers, car ils comprennent les associations ouvrières des deux sexes, avec des musiques et des chœurs. Les charrettes plates-formes sont disposées aux bons endroits avec des étiquettes portant les noms des orateurs inscrits : chacun peut choisir le parti ou l'homme qu'il veut écouter.

Hors des villes la parole socialiste est portée le dimanche par de braves gens qui donnent la propagande comme but à une promenade champêtre. Les uns arrivent à bicyclette dans les bourgs ou dans les villages isolés ; d'autres se groupent pour un pique-nique, suivi d'une réunion. Le *Clarion* a groupé les isolés sous le nom d' « éclaireurs » ; il a organisé des cyclistes socialistes. Un escadron de ces derniers ouvrait, le 26 juillet 1896, la marche de la grande manifestation faite la veille de l'ouverture du Congrès socialiste international de Londres. Les Georgistes ont emprunté aux saltimbanques leur roulotte. Pendant l'été plusieurs d'entre eux vivent dans un grand chariot peint en rouge et se promènent de village en village semant l'idée de la nationalisation du sol. Une des collaboratrices du *Clarion*, Mme Julia Dawson, a réuni dans l'été de 1896 les fonds nécessaires pour instituer un chariot rouge d'une espèce spéciale, le *Clarion Women's Van* réservé aux dames. Le chariot est parti de Chester le 3 juin 1896 ; il a visité six comtés du Centre et du Nord où l'agriculture et l'industrie sont florissantes : Cheshire, Shropshire, Staffordshire, Yorkshire, Durham et Northumberland. Entre le Staffordshire et le Yorkshire, il avait franchi la distance, en chemin de fer, comme bagage. Le 23 sep-

tembre il finissait sa première campagne à Hartlepool, après 15 semaines de voyage. Cette voiture, attelée d'un cheval et munie d'un cocher palefrenier à gages, offrait place à trois personnes. Les volontaires se sont présentés en trop grand nombre ; quoiqu'on leur ait accordé à chacun une semaine seulement de roulotte, on n'a pu donner satisfaction à tous. C'étaient des dames et aussi un certain nombre de messieurs qui, toutes et tous, appartenaient à la classe moyenne et profitaient de leurs vacances d'été pour mettre leur instruction au service de la propagande.

D'autres faisaient la même chose par des moyens différents. Près de Chester, près de Newcastle, et en quelques autres endroits, on avait établi, toujours sur l'initiative de lecteurs et de collaborateurs du *Clarion*, des *Clarion Socialists Camps*. Le camp se compose d'un certain nombre de tentes comme celles des soldats, avec tout le matériel de couchage nécessaire, paille d'isolement, matelas, couvertures : elles sont installées sur une plage ou dans une prairie agréable, sous les arbres et près d'un ruisseau. On peut y coucher, on peut aussi préférer chercher le gîte dans une ferme ou un hôtel voisins. Le jour, on se réunit en repas communs, en promenades à pied ou à bicyclette. On profite de l'affluence attirée par la curiosité et des courses ou excursions pour faire du camp un centre de propagande. C'est l'enseignement en plein air de l'Académie ou du Portique ressuscité dans les herbages et sous le ciel brumeux de l'Angleterre.

Des propagandistes si ingénieux, si actifs, même en vacances, ont réussi à tirer d'un mouvement naissant et encore faible plus que certains socialismes continentaux, plus anciens et plus forts par le nombre, n'ont pu donner.

A l'exception du Parti ouvrier indépendant, il n'est pas une association socialiste anglaise qui ne demeure aux environs d'un millier de membres. Mais sur ces quelques centaines, plus de la moitié sont des propagandistes habiles et dévoués. On n'est jamais en Angleterre à court de conférenciers.

Ces petites associations sont relativement riches, à cause de la régularité du payement des cotisations. L'Anglais se vante à juste titre d'être exact sur ce point ; il n'est pas une association dont les membres ne viennent apporter ou n'envoient de leur propre mouvement leur contribution. On cite comme une exception les nouvelles trade unions composées d'ouvriers non qualifiés et irrégulièrement payés que le secrétaire trésorier est obligé de harceler chaque samedi pour leur arracher les quelques pence qu'ils se sont engagés à verser.

Les groupes socialistes anglais ont des finances régulières et il y paraît à leur installation. Tous ont un bureau spacieux dans l'une de ces grandes maisons garnies d'offices du sous-sol jusqu'aux combles qui s'élèvent sur le Strand, la rue des affaires, ou dans les grandes avenues voisines de Wesminster House, le Parlement. La *Social Democratic Federation* a même une salle de réunion très spacieuse à côté de ses bureaux. Toutes ont quelques fonctionnaires permanents et salariés pour diriger leurs affaires. Chacune publie un organe, et une ou plusieurs séries de brochures, dont quelques-unes, les *Tracts* de la *Fabian Society*, les *Special Reports* de la *Land Restoration League*, ont une large clientèle attirée par l'exposition claire et précise de faits nombreux et caractéristiques.

Le talent des socialistes anglais a été de tirer habilement parti de tous les moyens d'agitation et de propagande

qu'avait donnés à l'Angleterre une longue pratique de la liberté d'association et de réunion. Les grands meetings en plein air avaient été inventés par les réformateurs religieux appelés méthodistes, au cours du XVIIIe siècle, et dès le début les radicaux les avaient appliqués à l'agitation radicale. Les chariots ambulants, probablement d'origine américaine, étaient depuis vingt ans employés en temps d'élection. De même l'histoire politique et religieuse de l'Angleterre nous montrerait des précédents aux « Camps » et à toutes les variétés de missions. Ainsi donc, pour les procédés qu'ils emploient, les socialistes sont les héritiers d'innovations faites en Angleterre par les générations précédentes. Mais ils les tournent à leur profit avec une adresse et une activité sans égales.

VI. Les résultats. — Tant d'ardeur, tant d'efforts, tant d'imprimés, tant de discours n'ont pas encore donné sur le terrain politique autant que l'espéraient les socialistes anglais. Ils se sont proposé de conquérir la Chambre des Communes, les Conseils de Comtés analogues à nos Conseils généraux, les Conseils des villes et quelques autres assemblées électives, particulièrement les Conseils élus de l'Assistance publique (*Boards of Guardians*) et des Écoles (*School Boards*) : ils sont encore loin du but. L'avant-dernière Chambre comptait deux députés socialistes, John Burns et Keir Hardie. Au renouvellement de 1895, le premier seul a été réélu. 28 candidats présentés par l'*Independent Labour Party* ont réuni 44.594 voix, 4 candidats présentés par la *Social Democratic Federation* en ont réuni 3.730 ; mais pas un des 32 n'a atteint la majorité dans sa circonscription.

Au Conseil de Comté de Londres, les progressistes, c'est-à-dire les radicaux qui ne sont pas hostiles à l'intervention

de l'État entre ouvriers et patrons, avaient, avant 1895, une énorme majorité; ils n'occupent plus actuellement que la moitié des sièges; et dans leurs rangs on ne compte que 5 socialistes sur un total de 137 membres. Ces cinq, tous modérés, sont: MM. John Burns, indépendant; Sidney Webb, Crooks, Steadman, fabiens, et Ben Tillett, du Parti ouvrier indépendant. Hors de la capitale, dans une cinquantaine de Conseils de comté ou de ville siègent des progressistes et des socialistes; mais ces derniers sont toujours en très faible minorité[1].

La lenteur de leurs progrès électoraux s'explique par bien des causes. D'abord en Angleterre le suffrage n'est pas universel : il faut pour voter avoir une maison inscrite au rôle de l'impôt, ou payer un loyer de 250 francs par an.

Dans ces conditions, la plupart des ouvriers qualifiés pourraient prendre part au scrutin ; mais, en beaucoup d'endroits, ils s'abstiennent par indifférence; les élections restent donc dans la main de la bourgeoisie moyenne, laquelle, affolée par la crise économique, renverse, tour à tour, libéraux et torys. Le suffrage n'a été élargi qu'en 1884[2]. Les Conseils de Comté n'ont été institués qu'en 1888-89, les Conseils de paroisse, en 1894 seulement. Les socialistes disent que les ouvriers ne sont pas encore accoutumés à ces nouveautés, et ils se flattent de les amener bientôt à en tirer parti au profit de la cause socialiste.

1. On trouvera dans le *Labour Annual* pour 1897, p. 203, la liste de tous les élus socialistes des assemblées locales de Grande-Bretagne.

Sur ces assemblées locales, voir Arminjon, *L'administration locale de l'Angleterre*, Paris, Larose et Forcel, 1894, in-8°, et Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, Paris, Colin, 1897, in-8°.

2. Le droit de vote a été étendu alors de 3 à 6 millions d'adultes; 1.800.000, environ, ne l'ont pas encore.

L'institution, sous le dernier ministère libéral, de deux grandes commissions prises, moitié dans le Parlement, moitié en dehors, pour étudier les causes de la dépression économique dans l'industrie et dans l'agriculture, avait été considérée par les socialistes comme une marque de l'influence de leur agitation sur le gouvernement. Mais les membres de la *Royal Commission on Agriculture* ont pris l'intérêt des grands propriétaires et réclamé qu'on diminuât en leur faveur l'impôt foncier, ce qui va être fait. Dans la *Royal Commission on Labour*, on comptait seulement quatre socialistes qui se sont séparés de leurs collègues avec éclat.

Un progrès du socialisme en politique a paru de nouveau être marqué en 1895 par les déclarations simultanées de M. Joseph Chamberlain et de sir John Gorst.

M. Chamberlain, ancien radical et libéral-unioniste, promettait sur une énorme affiche en caractères noirs et rouges, à ses électeurs de Birmingham, de réclamer la journée de 8 heures pour les mineurs, des retraites ouvrières, des conseils d'arbitrage, enfin de pousser à l'intervention de l'État en faveur des ouvriers.

Sir John Gorst, conservateur pur, publiait, dans la *Nineteenth Century*, le « Programme conservateur des réformes sociales » dans lequel il faisait des promesses analogues à celles de M. Chamberlain, mais plus précises encore et ajoutait que l'État avait le devoir de résoudre le problème des « sans-travail », c'est-à-dire qu'il reconnaissait explicitement le droit au travail.

M. Chamberlain et sir John Gorst, devenus tous deux ministres après le triomphe des conservateurs et des unionistes coalisés en 1895, ont aujourd'hui des soucis qui leur font oublier les réformes sociales.

On voit donc qu'en politique les socialistes anglais sont riches surtout d'espérances; dans le domaine de la pensée et de la science, leur part est meilleure. L'exemple de Stuart Mill évoluant du « laissez faire » à l'interventionnisme est imité de plus en plus. C'est ce qu'un disciple de Mill, M. Sidney Webb établit, dans une de ses brochures, par une série de preuves convaincantes. Voici, par exemple, l'article « Political Economy », de l'*Encyclopædia britannica* (9e édition, 1886), où M. J. K. Ingram[1], ex-professeur à Trinity College (Dublin), émet l'affirmation suivante : « *Il est absolument certain que la Société industrielle ne peut demeurer sans une organisation systématique. Le pur conflit des intérêts privés ne produira jamais une cité du travail bien gouvernée.* » Voici encore deux manuels d'économie politique à l'usage des écoles, écrits par deux maîtres de collèges dont l'un se déclare communiste, et dont l'autre est un avocat de la nationalisation du sol. Des économistes qui se croient orthodoxes ont abandonné ce que M. Webb appelle « les crudités vieillies du manchestérisme », et parlent, consciemment ou non, en socialistes de la chaire; c'est-à-dire qu'ils reconnaissent la question sociale et demandent qu'elle soit résolue, sans révolution violente, par l'intervention des pouvoirs publics. Parmi les socialistes de tout genre se rangent de plus en plus les progressistes indépendants, M. John Mackinnon Robertson, le plus fidèle disciple de Bradlaugh et l'ancien directeur de la *Free*

1. L'article de M. Ingram a été traduit en français sous le titre : *Histoire de l'Économie politique*, Paris, Larose et Forcel, 1893, in-16. On trouvera dans les appendices la liste des économistes anglais à tendances interventionnistes.

Voir aussi, dans la bibliographie *What to Read* des Fabiens, les ouvrages d'économie politique dont le titre est imprimé en caractères gras.

Review, l'avocat et publiciste Morrison Davidson, le moraliste et psychologue Edward Carpenter[1], et un grand nombre de jeunes économistes comme M. J.-A. Hobson[2]. Au reste, les progrès des socialistes sont attestés par les réquisitoires de leurs adversaires. Ainsi, le Révérend F. W. Avelling, principal du collège indépendant de Taunton, dans un pamphlet intitulé : « A bas les socialistes ! » et imprimé en 1888, publiait qu'il regrettait de voir aujourd'hui dans la secte qu'il attaquait tous les jeunes gens et beaucoup de professeurs.

Sans doute le parti opposé a pour lui Herbert Spencer, le *Cobden Club* et plusieurs groupes importants de publicistes et de politiques. Il n'en est pas moins vrai que le manchestérisme est aujourd'hui, dans sa patrie, moins puissant qu'en France. En Angleterre, ainsi qu'en Allemagne, la critique et la science économiques se sont définitivement partagées entre les défenseurs du « laissez faire » et les partisans de l'intervention de l'État.

1. Plusieurs des études de M. Carpenter sur l'Amour et le Mariage ont été traduites dans la *Société Nouvelle* (Bruxelles) en 1896.

2. Auteur de *The Evolution of Modern Capitalism. A study of machine production*, Londres, Walter Scott, 1894, in-12. M. Hobson, né en 1858, gradué d'Oxford, professeur à l'École libre d'Économie Politique de Londres, auteur de différents ouvrages sociaux dont nous aurons l'occasion de citer quelques-uns, est un des directeurs de la *Progressive Review*, radicale-socialiste, qui paraît à Londres, chaque mois, depuis octobre 1896.

CHAPITRE II

LE PREMIER SOCIALISME ANGLAIS : ROBERT OWEN, LES CHARTISTES.

En Angleterre comme dans les autres pays industriels d'Europe, le socialisme a paru une première fois dans la période de développement industriel et commercial qui suivit la paix de 1815, et il a été presque anéanti après 1848. Parmi tous les pré-socialismes de la première moitié de ce siècle, celui d'Angleterre a été le plus curieux parce qu'il est né dans un pays où la grande industrie s'était développée plus tôt et plus rapidement que dans les autres, parce que l'organisation du parti radical anglais et le droit d'association syndicale lui ont donné des chefs et des cadres, parce que le progrès de la science économique anglaise lui a fourni une base positive, au moins en apparence.

I. Le milieu industriel, politique, théorique. — L'Angleterre avant 1750 était un pays de blé, de fourrages et de laines avec de gros ports de commerce, comme la Hollande actuelle. L'Angleterre d'aujourd'hui est un pays où les grandes fabriques occupent la majeure partie de la population : l'industrie a dépassé l'agriculture qui ne suffit plus aux besoins de l'Angleterre ; elle commande le commerce et impose au gouvernement britannique le libre échange nécessaire à l'exportation des produits de l'industrie et à l'importation des subsistances que l'agriculture nationale ne peut fournir.

C'est le terme d'une évolution[1] qui s'est manifestée d'abord par la substitution du métier mécanique au métier à la main, puis par l'utilisation de la vapeur comme force motrice. Dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle ont été inventées les nombreuses machines à trier, à filer, à tisser le coton. L'ouvrier n'a plus été assez riche pour posséder son métier dans sa maison; il est venu travailler avec les instruments du patron. Le producteur a été séparé des instruments de production, il est devenu un salarié.

L'utilisation de la vapeur a introduit le système des grandes fabriques où les ouvriers sont réunis par centaines et même par milliers. En 1789, la machine à vapeur de Watt fut employée pour la première fois au tissage du coton à Manchester. En 1825, fut établi le premier chemin de fer entre Liverpool et Manchester.

A cette date le remplacement des anciens métiers par la grande fabrique à vapeur était opéré dans la Grande-Bretagne, qui donnait ainsi l'exemple qu'allaient suivre la France, la Belgique, et plus récemment l'Allemagne.

Les usines, pour avoir le combustible à meilleur compte, s'étaient installées sur les gisements houillers qui se trouvent au contact des plaines de l'est et des montagnes de l'ouest. Une Angleterre nouvelle s'y était bâtie avec des villes neuves dont la population dépassa bientôt celle des

1. Sur la « Révolution industrielle », comme disent les Anglais, il a été publié en Grande-Bretagne autant d'ouvrages qu'en France sur la Révolution politique de 1789.

Pour les faits et la bibliographie, voir principalement les chapitres historiques du *Capital*, de Karl Marx (1867), et le tome II de W. Cunningham : *The Growth of English Industry and Commerce*, Cambridge, University Press, 1892, in-8°.

Pour la vie et surtout pour la bibliographie des personnages, voir *Dictionnary of National Biography*, Londres, Smith Elder, en cours de publication depuis 1885 (paru jusqu'à la lettre R).

anciennes cités — source de la richesse nationale aux yeux des économistes, terre de tristesse et de misère pour les philanthropes démocrates. Les maîtres et les compagnons des anciennes corporations, protégés par des statuts qui limitaient le nombre des apprentis et fixaient les salaires, étaient ruinés par la concurrence de l'usine. Les ouvriers de fabrique, créés par une évolution nouvelle que personne n'avait prévue, étaient abandonnés aux circonstances. Ils ne vivaient que de salaires journaliers et les crises les laissaient sans travail. Ils n'étaient que des manœuvres au service des machines et les fabricants les remplaçaient par des femmes et des enfants qu'ils payaient moins cher. Aucune loi, aucun usage ne fixaient la durée ou le prix du travail manufacturier. L'indifférence de l'État sur ces matières avait du reste été érigée en dogme par les économistes. On prétendait que pour assurer la « richesse des nations » il n'y avait qu'à permettre aux lois naturelles de s'exercer librement : c'est l'époque du *laissez faire, laissez passer!*

La protection de la population ouvrière créée par le développement de la nouvelle industrie fut entreprise d'abord par un parti politique qui existait depuis la fin du XVIIIe siècle, le parti qui a inventé et qui s'est donné le nom de *radical*. Nourris de la philosophie du XVIIIe siècle comme les révolutionnaires français de 1789 et de 1792, les radicaux anglais restèrent en correspondance avec les Jacobins de Paris et plusieurs des hommes d'État influents de France, même après la proclamation de la République en 1792. Ils se fondaient sur la doctrine sensualiste, sur la morale de l'intérêt; ils réclamaient la justice sur la terre et le bonheur du plus grand nombre par une meilleure organisation. Leur grand écrivain, Godwin, a laissé en Angleterre à peu près le même souvenir que J.-J. Rousseau en

France. Son principal ouvrage est une exposition de doctrines dans laquelle il critique la société au nom du droit naturel à l'égalité[1]. Dans un roman qui fut célèbre et qu'on traduisit en français, *Caleb Williams,* il a peint, comme un peu auparavant Schiller, le brigand honnête poussé au crime par la mauvaise organisation de la société. On ne lit plus guère Godwin aujourd'hui : mais les radicaux ont encore conservé son souvenir et ils aiment à le citer. Il est le représentant vénérable d'une époque où la question sociale se présentait comme un problème métaphysique de droit naturel.

Godwin, malgré toute son influence, n'a pas eu d'école au sens strict du mot. Son gendre, le poète Shelley, fut dénoncé comme athée par les piétistes de son pays et subit leur haine jusqu'à la fin de sa vie ; pourtant on ne peut pas dire qu'en dehors de la littérature il fut un novateur. Les radicaux militants, ceux qui correspondaient avec les Jacobins, furent poursuivis, emprisonnés ou déportés sous le régime de lois d'exception que le gouvernement tory fit voter après la rupture avec la France en 1793.

L'agitation démocratique ne reprit qu'à la paix de 1815. Elle était toujours faite au nom de principes généraux et elle s'appuyait sur les moralistes utilitaires dont le plus célèbre fut Bentham. Mais elle commençait à se préoccuper de la misère toute spéciale des ouvriers de l'industrie. Ceux-ci avaient commencé à se soulever dans les moments de crise

1. *Enquiry concerning Political Justice* (1793), réédité en partie par H. S. Salt, Londres, Sonnenschein, 1890, in-12. *Caleb Williams*, publié en 1794, fut bientôt adapté en français. Une traduction complète en a été publiée en 1846, Paris, Paulin, 3 vol. in-16.

Sur Godwin, voir Kegan Paul, *William Godwin, His Friends and Contemporaries*, Londres, 1876, 2 vol. in-8° — et l'ouvrage remarquable de Leslie Stephen, *English Thought in the 18th Century*, Londres, 2e éd., 1881, 2 vol. in-8°.

et à briser les machines (1811 et 1816). Il se fit, en 1819, dans le grand centre du tissage du coton à Manchester, une émeute grave dont la répression fut sanglante, et qui eut un grand retentissement dans toute l'Europe. Saint-Simon, Fourier, Bigot de Morogues, Sismondi la citent comme une preuve de la nécessité d'améliorer le sort des classes pauvres. Les radicaux anglais s'adressèrent aux ouvriers et leur conseillèrent de réclamer le suffrage universel qui leur permettrait d'avoir au Parlement des représentants de leurs intérêts.

De 1816 à 1820 les radicaux et leurs disciples réunirent d'énormes meetings en plein air, où les réclamations de réformes partielles et locales se mêlaient à des manifestations imitées des républicains français. En 1816, dans un faubourg de Londres, en 1819, à Peterloo près de Manchester, des meneurs promenèrent dans les rues le drapeau tricolore. Sur leurs affiches, on lisait à côté de « *No corn laws* » (Plus de droits protecteurs sur le blé !), la formule montagnarde « *La Liberté ou la Mort !* ». Le mouvement fut écrasé, comme celui de 1789, au moyen de mesures d'exception contre les réunions et la presse (loi de 1817, Six Actes ou « lois de bâillon » de 1819). Mais les réclamations des ouvriers chassées de la rue trouvèrent un écho au Parlement. Les députés qui représentaient le radicalisme philosophique réussirent à faire lever en 1824 l'interdiction qui avait été portée en 1799 contre les associations ouvrières. En 1825, la liberté accordée aux travailleurs fut restreinte sur plusieurs points, mais autorisée pour déterminer le taux des salaires ou la durée du travail. Les syndicats professionnels, interdits pour longtemps encore dans les autres pays, allaient se .former en Angleterre, et la question

ouvrière allait être posée comme un problème de classe par des organisations exclusivement ouvrières.

Sur un terrain ainsi préparé, le socialisme avait sa place. Il sortit en Angleterre de l'interprétation des théories économiques. La science de la richesse étudiée en Angleterre dès les premières années du XVIIIe siècle avait produit le grand monument de l'économie politique orthodoxe, le livre d'Adam Smith en 1776.

Les économistes, comme on l'a vu, étaient par principe hostiles à toute intervention dans ce qu'ils croyaient être les lois naturelles du développement social. On les avait même vu lutter directement contre les radicaux. L'*Essai sur le Principe de Population* de Malthus, publié en 1798, a été écrit pour réfuter l'ouvrage de Godwin. La misère, pour Godwin, vient de l'égoïsme des riches; pour Malthus, elle est due à l'imprévoyance des pauvres qui font trop d'enfants pour la quantité de subsistances disponibles; si l'on veut que chacun ait à manger, il faut que chacun, et particulièrement les gens du peuple, s'impose la « contrainte morale » de ne pas trop contribuer à la reproduction de l'espèce. Godwin répondit à Malthus. La querelle dure encore et ne paraît pas près de se terminer.

Pendant ces querelles plus sentimentales que scientifiques, un disciple d'Adam Smith, Ricardo, publiait en 1817 les *Principes de l'économie politique et de l'impôt.* Il exposait sous une forme incisive les lois que l'économie politique était alors en état de formuler. Il affirmait : 1° que la valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire à la production ; 2° que tout le produit du travail social n'est pas donné aux travailleurs sous forme de salaires, mais qu'une partie en est prise par les capitalistes sous forme de profit, l'autre par les propriétaires fonciers

sous forme de rente du sol. Ricardo, sans le vouloir, avait donné au socialisme le fondement économique qui le distingue de l'humanitarisme métaphysique de Godwin ou de Rousseau.

Dès 1821, Hopkins réclamait « l'application égalitaire » de la théorie de Ricardo. La doctrine nouvelle se précisait dans les ouvrages de L. Hodgskin (*Labour defended against the Claims of Capital*, 1825; et *Popular Political Economy*, 1827), ainsi que dans ceux de William Thompson publiés en 1827 (*Labour rewarded, the claims of Labour and Capital conciliated : or How to secure to Labour the whole Products of its exertions*, et *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth most conducive to Human Happiness.*)[1] Il se formait une école toute moderne qui tirait sa doctrine et son programme de l'évolution industrielle et capitaliste de son époque. L'âme de cette école fut Robert Owen.

II. Les débuts de Robert Owen : Le grand industriel philanthrope. — Robert Owen[2], Saint-Simon et Fourier sont considérés comme les fondateurs du socialisme, par tous

1. Voir la préface d'Engels à la 2e éd. de la *Misère de la philosophie*, de K. Marx, Paris, Giard et Brière, 1897, in-12, p. 8. Mme et M. Webb appellent K. Marx disciple de W. Thompson (*History of the cooperative movement*, p. 47) et de Hodgskin (*History of the Trade Unionism*, p. 147).

2. Sur Owen : Sa Vie écrite par lui-même, inachevée et publiée en 1857 et 1858; l'ouvrage de W. L. Sargant, *Robert Owen and his Philosophy*, Londres, 1860, antisocialiste mais consciencieux. La biographie écrite par un owenite, Lloyd Jones, *The Life, Time and Labours of Robert Owen*, et publiée par son fils, 2e éd., Londres, Sonnenschein, 1895, in-12, n'est pas documentée.

On trouvera la bibliographie des ouvrages d'Owen qui ont été traduits en français dans Reybaud, *Études sur les Réformateurs et Socialistes modernes*, 7e éd., Paris, 1864, 2 vol. in-16.

Voir enfin les différentes histoires de la coopération citées plus loin.

les historiens de cette doctrine, depuis Reybaud jusqu'à Engels. Saint-Simon et Fourier furent surtout des inventeurs de doctrine; ils ont peu agi. Owen, au contraire, a pris les éléments de ses conceptions dans les écrits de ses amis Hodgskin, Thompson, mais il a essayé tous les moyens de les mettre en pratique. De plus, il se trouve que les nombreux moyens employés par Owen sont encore en usage aujourd'hui, tandis que ceux qu'avaient proposés les disciples de Saint-Simon et Fourier n'ont plus qu'un intérêt historique. De tous les précurseurs du socialisme, Owen est donc celui qui a le moins vieilli. Cette qualité tient à ce qu'il a vécu dans la réalité plus que dans les livres ou dans le passé. On a même pu dire que « sa carrière représente en miniature les principaux événements de l'évolution industrielle contemporaine ».

Robert Owen naquit dans le pays de Galles, à Newtown (comté de Montgomery), le 14 mai 1771, onze ans après Saint-Simon, un an avant Fourier. Il était le septième fils d'un sellier. A l'âge de dix ans on l'envoya à Londres ; il fut employé de commerce dans la capitale, puis dans le comté de Lincoln, devint commis, puis administrateur dans une usine de coton à Manchester, enfin épousa la fille du propriétaire d'une filature de coton, mue par les chutes de la Clyde, à New-Lanark près de Glasgow (1798). Il acheta la filature et en prit la direction en 1800. Le voilà arrivé à la fortune après des débuts assez difficiles. A ce moment commence une période intéressante de sa vie. Il devient un philanthrope célèbre.

Connaissant les deux centres où la grande industrie se développait de la façon la plus rapide, les tissages de coton de Manchester et de Glasgow, il avait vu de près la misère des ouvriers. Venu à une époque où les principes

d'humanité se répandaient parmi les hautes classes[1], gendre d'un patron qui avait été bienfaisant, il commença par imiter ce qu'on faisait autour de lui pour améliorer la condition des pauvres. Son beau-père, David Dale, avait prêché pour l'église presbytérienne dissidente; il avait distribué des aumônes ; enfin vers 1790 il avait fondé une coopérative de consommation pour donner les subsistances à meilleur marché à ses ouvriers. Owen agrandit cette dernière institution. Il visita fréquemment ses ouvriers, diminua leurs journées de travail jusqu'à 10 heures 1/2, maintint les salaires à un taux fixe. Il donnait l'exemple d'un patron qui se considérait comme lié à ses ouvriers par l'obligation morale de les faire vivre honorablement. En 1806, un conflit entre l'Angleterre et les États-Unis suspendit les envois de coton. Toutes les filatures renvoyèrent leurs ouvriers. Seul Owen continua à payer les siens tout en arrêtant sa fabrication faute de matière; il ferma pendant quatre mois et sacrifia 175.000 francs en salaires. — Il consacrait par ses actions le droit au travail que personne n'avait encore proclamé. On le vit accueillir à New-Lanark des *highlanders* chassés de leurs villages par des propriétaires qui voulaient remplacer la culture par le pâturage, et les employer, bien qu'il eût déjà assez de bras avant leur arrivée.

Le bien-être était pour Owen l'une des conditions nécessaires de la moralité; l'autre était l'éducation. Owen leur donna de grands soins. Il n'employa pas dans son usine les enfants au-dessous de douze ans ; jusqu'à cet âge ils allaient à l'école. Les maîtres payés par le patron avaient ordre de ne pas punir, surtout de ne jamais employer les coups, de se borner à la réprimande et aux conseils, s'adressant tou-

1. Voir l'ouvrage de M. Holyoake, *Self-Help a Hundred Years ago*, 3e éd., Londres, Sonnenschein, 1891, in-12.

jours à l'esprit et au cœur, d'être gais, de faire chanter et danser les enfants.

Tout cet ensemble d'institutions de patronage était alors tout à fait nouveau. New-Lanark devint le but des visites des philanthropes, et le nom de son propriétaire acquit une renommée européenne. La célébrité d'Owen et aussi sa richesse le firent recevoir à la cour et dans beaucoup de salons aristocratiques. Des membres de la famille royale, le duc de Sussex et le duc de Kent, correspondaient avec lui. Les radicaux, partisans de Bentham, et les conservateurs, disciples de Malthus, recherchaient également son amitié. Napoléon à l'île d'Elbe lisait et annotait des écrits d'Owen. Le gouvernement des États-Unis lui faisait demander un rapport sur ses écoles. Dans un voyage en Angleterre, le grand-duc (plus tard empereur) Nicolas le questionnait avec intérêt et projetait d'établir un New-Lanark en Russie[1].

En 1818, Owen faisait sur le continent un voyage pendant lequel il était comblé de prévenances et d'honneurs. Il avait pour guide le professeur Pictet, de Genève, qui avait été le plénipotentiaire de la Suisse au Congrès de Vienne. A Genève, il s'entretenait avec Sismondi, qui revenait d'Angleterre et qui devait, l'année suivante, dans ses *Nouveaux Principes d'Économie politique*, appeler l'attention publique sur la misère à laquelle le « laissez faire » réduisait la classe ouvrière. Owen visitait ensuite deux éducateurs célèbres : Oberlin à Fribourg et Pestalozzi à Iverdun. Enfin il présentait au Congrès des souverains et des diplomates de la Sainte-Alliance réuni à Aix-la-Chapelle

1. Voir à ce sujet des extraits intéressants des *Mémoires* de Mme Smirnoff, publiés par M. de Wyzeva dans le *Petit Temps* du 19 novembre 1896.

(1818) une *Adresse* bientôt suivie d'un *Mémoire* aux gouvernements européens et américains. Il y démontrait que les pouvoirs publics devaient intervenir dans les conditions du travail pour protéger la santé des ouvriers. Lui-même avait commencé, en 1815, une grande agitation en Angleterre pour obtenir le vote d'une loi interdisant d'employer les enfants dans les fabriques avant 10 ans, limitant la journée de travail à 10 heures 1/2 de 10 à 18 ans, rendant l'école primaire obligatoire et créant des inspecteurs pour surveiller l'exécution de ces mesures. C'était réclamer l'extension légale du système qu'Owen avait inauguré à New-Lanark. Au bout de quatre années d'agitation, en 1819, le Parlement vota une loi qui fixait un maximum de travail pour les enfants. Ce fut le deuxième des *Factory Acts*[1]. Dans cette voie, Owen avait été suivi par la plupart de ses amis riches et haut placés. Toutefois l'importance qu'il donnait aux améliorations matérielles et sa croyance à l'inutilité de la morale religieuse commençaient à lui aliéner beaucoup de sympathies. Les hautes classes l'abandonneront tout à fait quelques années plus tard quand le patron charitable sera devenu un chef de parti ouvrier révolutionnaire. Le moment où nous sommes arrivés est celui où se forme dans l'esprit d'Owen la doctrine qui va le pousser au socialisme.

III. La Doctrine socialiste d'Owen. — Owen pense que le moyen de donner le bonheur aux hommes c'est, suivant le titre de son premier ouvrage important, « la formation du caractère humain[2] ». Le caractère pour lui est l'effet de l'hérédité et

1. Le premier (1802) avait interdit de faire travailler plus de 12 heures par jour les enfants assistés loués aux fabricants par les paroisses.

2. *Essays on the Formation of Human Character.* Ces Essais se composent de quatre parties publiées séparément en 1812 et réunies

des circonstances; les hommes ne sont pas responsables de leurs actions, il est inutile de les punir; pour les écarter du mal et les orienter vers le bien, il faut les éduquer, les modeler en bonté[1]. C'est la psychologie et la morale des philosophes sensualistes. Owen est sur ce point un disciple de Bentham, un positiviste. Dès l'âge de 10 ans, il fut convaincu, écrit-il, qu'il y avait « quelque chose de fondamentalement mauvais dans toutes les religions ». C'était la doctrine de la responsabilité personnelle. D'après lui, les hommes sont déterminés par l'influence de la société qui les environne. Il faut donc, pour les rendre meilleurs, réformer en même temps le milieu et l'esprit et non point ce dernier tout seul comme le veulent les moralistes religieux[2]. Or la société telle que l'a faite l'évolution industrielle dégrade le caractère. Les capitalistes en haut, les salariés en bas ont des intérêts directement opposés et forment deux classes dont la lutte désolera le monde de plus en plus. Le mal vient du « laissez faire » prêché par les économistes. Adam Smith et son école ont confondu l'intérêt des capitalistes avec la « richesse des nations ». La libre concurrence recommandée par eux n'a profité qu'à ceux qui pouvaient posséder des métiers mécaniques et des usines à vapeur; avec leurs machines ils produisent des quantités d'objets supérieures aux besoins locaux; il y a

ensuite en volume. Nous les citons d'après la dernière édition, Londres, s. d. (1840), in-8° de 85 pages. Le premier livre de Saint-Simon, *Lettres d'un habitant de Genève*, est de 1802. Le premier exposé de la doctrine de Fourier, *Théorie des quatre mouvements*, est de 1808. Owen avait 41 ans en 1812.

1. *Essay third*, p. 39.

2. Owen a sans cesse protesté contre la théorie de la population de Malthus et contre la « contrainte morale » qui en était la conséquence. *Essay fourth*, p. 80; *Report to M. Sturges Bourne's Committee on the Poor Law*, 1817.

surproduction (*overproduction*) ; les marchés sont encombrés, et, pour vendre, on baisse les prix, on prend la diminution sur le salaire des ouvriers ou on la regagne sur leur travail qu'on prolonge démesurément pendant une partie de la nuit. Trop heureux sont-ils encore lorsque le patron ne les remplace point par des femmes ou des enfants ou ne ferme pas ses ateliers pendant plusieurs mois afin d'écouler les stocks qu'il a en magasin. Owen conclut : « Je remarquai de bonne heure la grande attention donnée à la machinerie brute et la négligence et le mépris pour les machines vivantes. » Il constate enfin le paradoxe de la grande industrie, la production d'une quantité d'objets supérieure aux besoins, contrastant avec le profond dénûment des ouvriers qui produisent. Dans le même temps Fourier écrivait : « En civilisation la pauvreté naît de la surabondance même. » Mais Fourier ne creusait pas cette idée avec le même soin qu'Owen ; il n'attribuait le mal qu'à des causes générales et vagues et ne se rendait pas compte de sa cause immédiate, le développement du machinisme. Il s'exprimait juste, mais il voyait mal. Saint-Simon, d'autre part, disait bien que l'avenir appartenait aux *industriels* ; mais il s'en réjouissait, car il ne distinguait point parmi les *industriels* les patrons et les ouvriers ; il croyait encore, comme Adam Smith, que par l'effet des lois naturelles la prospérité des premiers amènerait « la richesse des nations ». Il s'écartait de l'économie politique orthodoxe par un seul point. Tandis qu'elle ne demandait à l'État que la liberté, Saint-Simon voulait que les pouvoirs publics se missent au service de l'industrie et que l'organisation du travail remplaçât la politique, la guerre, la diplomatie. « Tout par l'industrie, écrivait-il, tout pour elle ! » Ainsi l'analyse de la situation économique présente

a été incomparablement mieux faite par le filateur de coton Owen que par le « sergent de boutique » Fourier et par le gentilhomme érudit Saint-Simon. Il a vu l'opposition d'intérêts entre le propriétaire et le salarié qui échappait au premier; il a indiqué les véritables termes de la question ouvrière que le second n'apercevait pas.

A sa critique précise, Owen a essayé de donner une base positive. Il ne s'est pas contenté de faire appel à la fraternité des riches, de proclamer le droit naturel des pauvres au bonheur, comme les réformateurs sociaux du XVIIIe siècle et comme les radicaux de son époque. Pour donner à ses doctrines une forme de justice rigoureuse, il a repris la fameuse théorie de Ricardo et il a dit : « La mesure naturelle de la valeur est le travail de l'homme ». D'après cette conception, la classe pauvre était la seule qui produisît la richesse et la classe riche était oisive et parasite. Si la première réclamait le prix intégral de son travail, elle ne demandait pas l'aumône, mais son droit. Ainsi Owen arrivait à sa proposition dernière. Le profit du capitaliste, la rente perçue par le propriétaire du sol sont d'injustes prélèvements faits sur la rémunération due au travailleur. Il faut donc éliminer les profits et rentes, c'est-à-dire mettre en commun la propriété mobilière et foncière. Owen aboutissait donc au communisme contre lequel Saint-Simon et Fourier ne cessaient de protester.

La doctrine n'était pas neuve; mais l'originalité était de l'asseoir sur les conclusions de l'économie politique. Les éléments du système d'Owen ne lui appartenaient pas. Sa morale était celle des sensualistes et des utilitaires précurseurs du positivisme. Ses doctrines économiques étaient empruntées aux disciples égalitaires de Bentham. Mais l'autorité du filateur de New-Lanark leur donna une popularité qu'elles n'avaient jamais atteinte.

On peut considérer Owen comme le trait d'union entre le communisme utopique des siècles précédents et le socialisme « scientifique » c'est-à-dire fondé sur les conclusions de la science économique.

Une partie de la terminologie marxiste remonte aux ricardiens égalitaires dont Owen s'était inspiré. Ce sont eux, par exemple, qui ont appelé « surplus value » (plus-value) la partie de la valeur produite par le travail qui passe en profits du capital et en rentes de la propriété. Ce sont eux aussi qui, d'après leur théorie de la valeur, ont appelé les capitalistes et les propriétaires « classe improductive », les ouvriers « classe productive ».

Le socialisme, doctrine distincte du vieux radicalisme, se forme donc en Angleterre vers 1825 et trouve un champion dans Owen. C'est lui qui lui donne le nom qu'il a conservé [1].

IV. Owen fondateur de communautés et de sociétés coopératives. — Le premier ouvrage dans lequel Owen réclame nettement que la propriété soit transférée des particuliers à la communauté est la brochure intitulée *Causes of the present Distress*, publiée en 1823. Entre cette date et l'année 1828 où Owen, âgé de 57 ans, quitte définitivement New-Lanark, s'étend une période de transition, celle des communautés et de la coopération. Owen ne croit plus au salut par la bonté des patrons et l'intervention de l'État. Il invite les ouvriers et les paysans à s'aider eux-mêmes et leur donne le plan d'une réorganisation sociale fondée sur la justice.

Le travailleur, leur dit-il, produit toute la richesse et

1. Le nom de « Socialisme » fut employé pour la première fois par Owen en 1835. En France, Pierre Leroux l'avait employé dès 1832 « par opposition à individualisme ».

cependant il est malheureux parce qu'il est mal rémunéré et que les subsistances et les vêtements sont trop chers. Deux souffrances qui proviennent de ce que la production et l'échange sont dirigés par des capitalistes qui, sans rien faire, prélèvent sur le travail des autres la part du lion sous forme de profits. Ils sont maîtres du marché et le dirigent au mieux de leurs intérêts et sans se soucier de la vie des masses. Le capitaliste exploite donc les ouvriers à la fois comme producteurs et comme consommateurs. D'autre part, le capital est indispensable aux travailleurs pour mettre en valeur leur force et leur habileté et pour leur donner le moyen de l'échanger contre des vivres et des habits. Mais ils peuvent avoir le capital sans le capitaliste. Que les cotonniers ou les mineurs s'associent pour constituer un fonds de roulement et acheter les machines, ils domineront leur industrie au lieu d'être dominés par elle. Que les consommateurs se groupent pour s'adresser directement aux producteurs, et la production sera désormais ordonnée suivant les besoins des hommes et non suivant les intérêts de quelques particuliers. Plus d'*overproduction*, mais aussi plus de crises ni de chômages. Plus de variations brusques du prix du blé, de la viande, des cotonnades, car les échanges seront réglés sur les besoins des hommes, et nul ne gagnerait à faire la famine dans un pays pour y vendre plus cher. Dans la Société de l'avenir l'offre dépassera toujours la demande et les objets seront vendus au « prix coûtant de production ». Tels sont les avantages que promet la suppression de toute propriété privée, qu'entraîne la fin du profit et de la rente du sol.

Comme on le voit, Owen développait les principes de la coopération qu'il avait déjà essayée à New-Lanark, et il les appliquait à la réalisation de son idéal communiste.

Dans la pratique, il se sert aussi de son expérience passée. Le premier moyen qu'il propose, c'est la communauté telle qu'il l'avait établie à New-Lanark, mais cette fois sans patron. Il veut établir des groupes libres d'ouvriers et de paysans qui se suffiront à eux-mêmes s'il est possible, ou qui feront entre eux des échanges de produits différents. Il y voit un autre avantage, c'est de distribuer la population en villages agricoles ou manufacturiers séparés l'un de l'autre par des prés, des champs et des bois, au lieu de l'agglomérer dans de grands centres malsains et malpropres où l'air est vicié et le logement insuffisant. Ce plan ressemble par certains côtés à celui que Fourier proposait à la même époque dans son ouvrage capital, *Traité de l'Association domestique-agricole*, publié à Paris en 1822. Les phalanstères sont à la fois des coopératives de consommation et des coopératives de production. Fourier est en France l'un des promoteurs de la coopération dont Owen est incontestablement le père en Grande-Bretagne. Mais entre les deux projets les différences ne sont pas moins frappantes que les rapports. Fourier donne à chacun des membres de ses phalanges un appartement dans un grand palais, le phalanstère; Owen préfère que chacun habite chez soi. Par contre Fourier n'est pas communiste; il maintient la division entre capitalistes, travailleurs intellectuels, ouvriers manuels, et déclare que l'intérêt de l'argent, le loyer de la terre sont aussi légitimes que le salaire. En somme, il se borne à augmenter le salaire par la participation aux bénéfices; Owen le supprime pour répartir entre tous également le travail et les profits. Enfin Owen, plus pratique en même temps que plus novateur, veut opérer avec le mode de production de son temps, industrie, machines, et division du travail; les mineurs

d'un côté, les cotonniers de l'autre, ceux-ci séparés en fileurs et en tisseurs, etc. Dans sa réorganisation, le grand point est la coopération ouvrière, la mine aux groupes de mineurs, la filature aux groupes de filateurs, la terre aux groupes de paysans. — Fourier, plus fantaisiste, s'attache à des rêveries psychologiques et morales; il considère comme une découverte capitale son idée de rendre le travail attrayant; la clef de la réorganisation sociale est pour lui le changement perpétuel d'occupations du phalangiste jardinant pendant une heure, forgeant une autre, puis allant à la pêche et ainsi de suite, de sorte que le travail, pour lui, corresponde à un plaisir et s'arrête au moment où il va devenir ennuyeux, de sorte que la passion du changement, la *papillonne*, qui est au fond du caractère humain, soit toujours satisfaite. Aussi Fourier, tout en approuvant les principes d'Owen sur la coopération, lui reproche-t-il toujours de laisser au travail son caractère pénible[1]. Ceci prouve combien Fourier se rendait peu compte du véritable intérêt de sa doctrine.

Owen, toujours préoccupé d'agir, consacra une partie de sa fortune à mettre ses idées en pratique. En 1823, il fonde une première communauté agricole en Irlande pour apprendre aux Irlandais le moyen de sortir de la misère affreuse dans laquelle ils étaient plongés. Le premier essai de Fourier n'a pu être fait que dix ans plus tard. En 1824, Owen, voyageant aux États-Unis, visite les communautés organisées à la fin du XVIIIe siècle par des frères moraves

1. Voir à ce sujet la brochure de Fourier, *Pièges et Charlatanisme des deux sectes de Saint-Simon et d'Owen, qui promettent l'association et le progrès*. Paris, 1831, in-8° de 72 pages. Il y eut de fréquentes polémiques sur ce sujet entre le journal d'Owen, *The new Moral World*, et les organes fouriéristes, *Le Phalanstère*, *La Phalange*.

et d'autres immigrants appartenant à des sectes chrétiennes communistes. Il achète sur les confins de l'Ilinois et de l'Indiana une colonie appelée Harmonie qu'avaient établie, en 1804, des protestants wurtembergeois. Sous le nom de Nouvelle Harmonie, elle va devenir, en 1825, l'établissement modèle. Owen la subventionne, y revient chaque année pour se rendre compte du fonctionnement, y apporter les améliorations et les secours nécessaires. La colonie se dissout en 1828, mais le fondateur ne se décourage pas; au contraire, ses plans deviennent plus grandioses et, en 1829, il cherche à obtenir du gouvernement mexicain la concession du Texas pour en faire un groupe de communautés. Ses négociations n'aboutissent pas; ses essais isolés ont tous échoué l'un après l'autre. Des onze colonies organisées aux États-Unis par Owen ou par ses amis, aucune n'a duré plus de trois années [1].

Tous ces essais, comme plus tard ceux de Cabet ou de Considérant ont échoué pour des raisons faciles à saisir.

1. Voici la liste de ces colonies :
Communauté de Blue Spring (Indiana).
Société coopérative (Pensylvanie).
Communauté de Coxsackie (New-York); durée entre 1 et 2 ans.
Communauté de Forrestville (Indiana); environ 60 membres; superficie 325 acres; d., un peu plus d'un an.
Communauté de Franklin (New-York); environ 80 m.; sup., 120 a.; d., 5 mois.
Communauté de Kendal (Ohio); 200 m.; sup. 200 a.; d., environ 2 ans.
Macluria (Indiana); sup. 200 a.; d., environ 2 ans.
New Harmony (Indiana); 900 m.; sup., 30.000 acres; valeur 750.000 francs; durée, environ 3 ans (1825-1828).
Nashoba (Tennessee); 15 m.; sup. 2000 a.; d., environ 3 ans.
Communauté d'Yellow Spring (Ohio); 75 à 100 familles; d., 3 mois.
(D'après J. H. Noyes, *History of American Socialisms*, Philadelphie, Lippincott, 1870, in-8°, p. 15.) Ce livre expose ce qu'on sait des communautés fondées en Amérique par les owenites d'abord et beaucoup plus tard (à partir de 1843) par les fouriéristes et cabétistes.

Ils exigeaient le dévouement de l'individu à l'intérêt général, et tout le reste du monde donnait l'exemple du contraire. Les bons membres se décourageaient, les mauvais affluaient et tâchaient d'exploiter l'entreprise à leur profit. On eut des vendeurs malhonnêtes, des caissiers infidèles. Pour empêcher de tels maux il eût fallu que le monde entier fût couvert de communautés de travailleurs, de sorte qu'aucun membre n'eût d'avantage à quitter la « Nouvelle Harmonie » pour rentrer dans le monde de la propriété individuelle. Ce monde bloquait les colonies d'Owen, il les dominait même; on n'avait pu se rendre indépendant de lui. Ainsi les établissements d'Irlande se trouvaient sur des terres que le propriétaire n'avait pas voulu vendre. Quand la colonie se mit à prospérer, le *landlord* augmenta brusquement le loyer, ruina les colons et les obligea à se séparer. Les causes multiples des échecs d'Owen ont montré qu'il était impossible de créer un monde nouveau dans l'ancien; il faut supprimer l'ancien et faire appel à la révolution, ou bien se borner à des réformes partielles.

Owen allait prendre à la fois l'un et l'autre parti. Le trait qui le caractérise, c'est d'avoir essayé avec beaucoup d'énergie toutes les solutions à la fois. Il n'abandonne pas les essais de communautés après 1828. Il poursuit en même temps et avec une nouvelle énergie l'établissement de coopératives de type plus simple.

Dès 1824, il avait fondé la *London Cooperative Society*, coopérative de consommation à laquelle d'autres se joignirent bientôt. Owen fut à la tête d'une union de coopérateurs qui tint un Congrès chaque année à partir de 1829. Elle comptait 170 magasins en 1830, 4 à 500 en 1832. Des journaux spéciaux étaient publiés par des disciples d'Owen :

The Cooperative Magazine en 1826, *The Cooperator* en 1828[1].

Mais le mouvement à peine constitué échappait à la direction d'Owen. Au quatrième congrès coopératif, à Londres, en 1832, la déclaration suivante fut adoptée :

Les Sociétés coopératives, comprenant des personnes de toutes les sectes religieuses et de tous les partis politiques, ont décidé à l'unanimité que les coopérateurs, comme tels, ne sont identifiés avec aucune doctrine religieuse, irréligieuse ou politique, ni celle de M. Owen, ni celle de tout autre.

Les coopérateurs voulaient tout simplement acheter à bon marché et ne se souciaient pas de ceux qui n'étaient point leur co-actionnaires. Owen avait des vues bien plus larges. Il pensait à faire des Bourses du travail (*Labour Exchanges*) pour permettre à l'ouvrier d'échanger son travail contre les objets de première nécessité sans passer par les conditions du capitaliste. Le travail était évalué à 6 pence (0 fr. 60) l'heure, prix uniforme. L'ouvrier s'adressait à la Bourse du travail qui lui trouvait un emploi, un engagement de tant d'heures; il recevait un nombre de bons de six pence égal à celui des heures, et devait avec ces papiers payer ce qu'il prendrait dans les magasins coopératifs, en relations avec la Bourse du travail[2]. Owen faisait une innovation qui devait être reprise après lui. Les tentatives de Josiah Warren, ex-colon de New-Harmony, disciple d'Owen et le fondateur de l'anarchisme aux États-Unis, le plan exposé par Proudhon en 1846 et qu'il essaya de réaliser par sa Banque du peuple en 1848, certains pro-

1. Beatrice Potter, *History of the Cooperative Movement*, pp. 41-44.

2. Lloyd Jones, *Life... of Robert Owen*, pp. 240-270. L'auteur reproduit, p. 240, un des bons du *Labour Exchange*, en date de 1833.

jets du Prussien Rodbertus-Jagetzow n'ont été que la reproduction des *Exchanges* owenites. Aucune de ces tentatives n'a réussi. Celle d'Owen s'est prolongée péniblement de 1832 à 1834. Tandis qu'elle échouait, les coopératives de consommation fondées pendant les années précédentes tombaient l'une après l'autre. Aucune n'a prolongé son existence jusqu'à nos jours; presque toutes étaient mortes en 1834. De nouveau déçu, Owen, sans jamais abandonner aucun des projets qui venaient d'échouer, cherche d'un autre côté.

V. Owen organisateur d'un Parti ouvrier socialiste. — En 1834, Owen pénètre de socialisme révolutionnaire le mouvement ouvrier tout nouvellement formé. Pour comprendre son intervention, il faut revenir aux partis avancés que nous avons quittés pour suivre la carrière d'Owen.

Le parti radical qui avait en tête de son programme le suffrage universel et qui se bornait à l'action parlementaire s'était renforcé. A côté de lui, parfois en dehors, s'était formé, depuis les lois de 1824-25 autorisant les syndicats, un parti ouvrier. En 1830, un ouvrier fileur de coton de Manchester, Doherty, avait fondé une *Association Nationale pour la protection du travail.* En 1831, les ouvriers du bâtiment à Londres avaient tenté de former une *Union nationale des classes ouvrières.* Ces organisations marchaient encore avec les radicaux. Mais la coalition fut rompue après que la réforme électorale incomplète de 1832 eut déçu les ouvriers. On n'accordait pas le suffrage universel et on n'avait pas même abaissé le cens électoral; on n'avait étendu le droit de vote à aucun de ceux qui n'étaient pas propriétaires fonciers. C'est alors que les owenites intervinrent et formèrent pour la première fois

dans l'histoire un parti ouvrier socialiste. Ils détournèrent les travailleurs des programmes politiques[1] et les invitèrent à réclamer la réforme de la société; ils les dissuadèrent de s'adresser aux députés et les invitèrent à faire leurs affaires eux-mêmes. Le programme du nouveau mouvement fut expliqué par Owen aux congrès des sociétés « owenites », coopératives et autres, tenu à Londres le 6 octobre 1833[2]. Tous les membres de la « classe productive » devaient se grouper en syndicats corporatifs. Chaque syndicat devait se proposer de prendre les capitaux, les terrains, les constructions, les machines qui servent à la profession de ses membres, et de les exploiter sans patrons et sans propriétaires, sous forme de coopératives ouvrières. Les échanges se feraient par entente entre les différentes coopératives. Comme moyens, les owenites recommandaient la grève générale; car toute la richesse étant produite par les bras des ouvriers, ainsi que le prétendaient Hodgskin et Thompson, si les ouvriers cessaient de prêter leur concours aux capitalistes et aux propriétaires, ceux-ci mourraient de faim à côté de leur argent ou au milieu de leurs terres et ils viendraient eux-mêmes supplier qu'on les délivrât d'un monopole désormais sans profit. En atten-

1. Saint-Simon avait écrit que toute la politique se résume en ces mots. « Tire-toi de là que je m'y mette! » Fourier avait prédit « la débâcle de la politique », dont Considérant a fait le titre d'une brochure. Saint-Simon et Fourier, tous deux témoins et victimes de la Révolution, avaient été frappés du peu de bien-être matériel qu'avait laissé derrière elle cette grande tourmente. Ils disaient que le temps était passé des réformes politiques qui modifient seulement les noms, les lois, les usages, et que le moment était venu des réformes sociales qui organisent le travail et règlent équitablement la répartition des richesses. Saint-Simon et Fourier faisaient appel à tous, particulièrement aux gens éclairés. Ils n'ont jamais eu l'idée qu'on pût fonder un parti spécial avec la classe ouvrière formée par l'évolution industrielle.

2. S. et B. Webb, *History of the Trade Unionism*, p. 119.

dant leur conversion, les syndicats achèteraient ou loueraient des terres et des machines au moyen de quoi leurs membres travailleraient en coopération après avoir quitté les patrons des champs et des villes. Mais l'attente ne serait pas longue et la révolution « tomberait soudain sur la société comme un voleur dans la nuit ». C'est l'affaire de six mois, assurait Owen, et l'un de ses disciples écrivait en 1833 : « Une seule année peut désorganiser tout l'édifice du vieux monde, et transférer, par un saut brusque, tout le gouvernement politique de la contrée du maître au serviteur[1]. »

A côté de ce programme révolutionnaire, Owen, toujours préoccupé d'agir par toutes les voies possibles, avait un programme minimum dont les deux points importants étaient la journée de huit heures et la fixation légale d'un minimum de salaire. Pour agir dans ce sens il fonda en décembre 1833 la *Société pour la régénération humaine.*

Pour la révolution, il constitua en janvier 1834 la « *Grand National Consolidated Trades Union* », c'est-à-dire l'union de tous les métiers ensemble (*Trades Union*) et non plus seulement les syndicats particuliers à chaque métier et isolés l'un de l'autre (*Trade Union*). Le succès de cette tentative fut foudroyant. Il y eut, dit M. Webb, « une rage de trade unionisme ». Les ouvriers qui venaient d'apprendre à se grouper entraient avec enthousiasme dans le nouveau parti qui promettait de soutenir exclusivement leurs intérêts. Des missionnaires, envoyés dans toute l'Angleterre, provoquaient les adhésions et initiaient les nouveaux membres avec le cérémonial usité dans la Franc-

1. *History of the Trade Unionism*, p. 148.

Maçonnerie[1]. Les travailleurs des champs et les femmes entrèrent en grand nombre dans l'Union. Elle fut surtout composée d'ouvriers non qualifiés, de journaliers, et de travailleurs alors mal payés, tels que les tisseurs de coton, les mineurs. L'aristocratie du travail, mécaniciens, ébénistes, menuisiers, restait en dehors. Aussi la *Trades Union* ne fut-elle jamais riche ni cohérente, quoiqu'elle comptât 500.000 membres au bout de quelques mois.

Les chefs organisèrent de grandes réunions, mais la police les interdit; ils firent signer des pétitions, le Parlement n'en tint nul compte. Ils organisèrent des grèves, mais « la classe improductive » montra qu'elle avait le moyen de subsister plus longtemps que la « classe productive » pendant les chômages. La caisse de la Société ne put secourir tous les grévistes; il fallut inviter plusieurs groupes de membres à reprendre le travail sans conditions, prier certains de ne pas le quitter. Les loges, déçues dans leur espoir de voir arriver le bonheur « comme un voleur dans la nuit », cessèrent de donner de l'argent et de correspondre avec la direction centrale. En même temps le gouvernement précipitait la désorganisation de l'Union par une répression systématique. Un économiste orthodoxe, Nassau Senior, chargé d'une enquête sur les syndicats, conseilla de tourner la légalité contre eux; les juges se mirent à leur appliquer les lois contre les conspirations. On vit une série de condamnations arbitraires destinées à effrayer les ouvriers. La plus célèbre fut celle de six journaliers de Dorchester qui avaient organisé un syndicat

1. Les syndicats locaux s'appelaient loges. M. et Mme Webb (*History of the Trade Unionism*, p. 120) insistent sur les ressemblances extérieures de ce mouvement et de celui des Chevaliers du Travail en Amérique.

agricole dans leur voisinage. On tira parti contre eux des inoffensives cérémonies de l'initiation et ils furent condamnés à sept années de déportation pour « avoir fait prêter un serment illicite ». Le ministère, voulant frapper l'imagination, ordonna qu'ils fussent immédiatement embarqués pour l'Australie (mars 1834).

Les ouvriers découragés renoncèrent à la grève générale entreprise par la coalition de la classe des travailleurs. Leur effort n'avait duré que quelques mois (1833-34).

VI. Fin de la carrière d'Owen. — Owen restait de nouveau seul avec un petit groupe de fidèles. Il avait 63 ans, il était à moitié ruiné ; l'aristocratie qui l'avait accueilli autrefois le considérait comme un dangereux anarchiste, les pasteurs l'accusaient d'athéisme et d'immoralité. Rien ne l'abattait. Les ouvriers découragés, il fit appel à tous les gens de bonne volonté. En avril 1834, il transforma la *Trades Union* en « Association britannique et étrangère d'industrie, d'humanité et de science ». L'année suivante il fonda l' « Association de toutes les classes de toutes les nations ». C'est à cette occasion qu'il publia le manifeste où il se proclamait socialiste. De 1834 à 1841, il publia le journal intitulé *The New Moral World*, le nouveau monde moral, qui fut l'organe de son Association. Cette organisation, devenue un peu plus tard « la Société communautaire universelle de la religion rationnelle », eut des congrès jusqu'en 1848[1]. Owen la présida souvent. Il avait gardé toutes ses idées et il les exposait dans le journal, dans des brochures, avec une netteté plus parfaite que jamais ; mais l'évolution de sa doctrine était terminée, il n'y ajouta plus rien. De 1844 à 1846 il fit un nouveau voyage aux États-

1. Holyoake, *History of the cooperation*, t. II, pp. 191-196.

Unis qu'il n'avait pas revus depuis l'échec de New-Harmony[1].

Revenu en Europe, il présenta un exposé net et intéressant de sa doctrine au gouvernement provisoire établi en France par la révolution de 1848. Il vit le mouvement des *Factory Acts* qu'il avait contribué à lancer; il vit les débuts du second mouvement coopératif anglais qui commence aux pionniers de Rochdale, en 1844, et qui se continue de nos jours avec un développement considérable et toujours croissant. Il vit l'organisation trade unioniste survivre aux répressions de 1834-1848. Il vit enfin naître le sentiment de sympathie pour les pauvres qui inspira la littérature et les arts de l'Angleterre au moment où la réaction qui avait écrasé la révolution de 1848 dominait l'esprit humain dans tous les autres États de l'Europe. Dans ce moment, la faveur du public lui revenait. Quand l'Association de la science sociale s'organisa, elle invita Owen à ses réunions. Au premier congrès de l'Association tenu à Birmingham, en 1857, il lut un mémoire intitulé : « La race humaine gouvernée sans punir ». Il assistait encore au congrès suivant, tenu en 1858, à Liverpool. Quelques mois après il mourait dans son village natal. Rien n'avait tourné selon son gré ; mais l'expérience avait montré que tous les objets sur lesquels il avait porté ses efforts, éducation, coopération, syndicats, socialisme, étaient vivants. Dans son analyse du présent il avait su négliger le passé et démêler l'avenir.

VII. Socialisme et chartisme (1838-1848). — La carrière d'Owen n'est pas toute l'histoire du premier mouvement socialiste anglais. L'agitation ouvrière ne s'arrête pas après

1. Son fils aîné Robert Dale Owen s'était établi aux États-Unis où il devint membre du Congrès.

l'échec du projet de grève générale en 1834. Elle revient seulement à l'ancienne tactique, l'alliance avec les radicaux. De 1838 à 1848, l'Angleterre est secouée, comme la France à la même époque, par la propagande et parfois les émeutes des démocrates et des socialistes. C'est la période du *chartisme*. Voici dans quelles circonstances fut élaborée la « Charte du peuple » qui donna son nom au mouvement. Les radicaux, mécontents comme les ouvriers de l'incomplète réforme électorale de 1832, essayèrent d'obtenir qu'elle fût reprise à l'avènement de la reine Victoria en 1837. Le ministère refusa de rien changer et la Chambre lui donna raison par 500 voix contre 22.

Les radicaux alors se coalisèrent avec le parti irlandais et avec le parti ouvrier représenté par l'*Association des ouvriers de Londres* dont le leader était un ancien owenite, William Lovett. Une réunion de délégués de tous ces partis tenue à Londres en 1838 rédigea un programme qui se résumait dans les six demandes suivantes : « Parlement annuel, Suffrage universel, Scrutin secret, Plus de cens pour l'élection du Parlement, Paiement des députés, Équivalence des circonscriptions électorales. » Le député irlandais O'Connell, après avoir donné lecture de cette liste de réformes aux délégués, leur dit : « Voici votre charte ! » Et le nom demeura.

Le but des coalisés était de faire voter la charte par le Parlement en impressionnant les députés par de grands meetings, des manifestations et des processions, des pétitions couvertes d'innombrables signatures. L'agitation était dirigée par une réunion permanente tenue à Londres et nommée « Convention nationale » ou « Parlement des travailleurs ». Les travailleurs ne s'ébranlèrent pas aussi facilement qu'en 1834. Les syndicats laissèrent leurs

membres libres d'agir à leur guise, mais ils n'entrèrent pas en corps dans le chartisme. Des émeutes isolées éclatèrent dans les cités industrielles, à Manchester, Birmingham, à Sheffield, mais elles étaient dues à des crises locales ; on ne vit pas de soulèvement général [1]. Les forces des chartistes manquaient de cohésion. Ils firent d'abord de grands progrès. En deux ans le parti eut quarante mille membres inscrits; son principal organe, *The Northern Star*, tirait à cinquante mille exemplaires. Mais des dissensions éclatèrent de bonne heure.

Plusieurs des leaders étaient hostiles au socialisme. Ebenezer Elliot, « le forgeron de Sheffield », le poète populaire des *Corn Law Rhymes,* abandonna bientôt le mouvement et lança contre les tendances de certains de ses anciens alliés l'anathème suivant :

> Qu'est-ce qu'un communiste? Celui qui aspire
> A une égale division de gains inégaux.
> Oisif ou maladroit, il est prêt à
> Donner son penny pour recevoir votre shilling.

Ceux qui restaient se divisèrent en « parti d'action pacifique » et en « parti de la force physique ». Les moyens légaux échouèrent. Une pétition avec 1.200.000 signatures, présentée au Parlement en février 1839, ne fut pas prise en considération. Les gens de « la force physique » tentèrent alors une révolution par le moyen déjà essayé en 1834 d'une grève générale. Leur chef était un ancien député irlandais, Fergus O'Connor, célèbre par sa haute

1. M. et Mme Webb, dans leur *History of the Trade Unionism*, font une grande place à l'owenisme de 1833-34, et consacrent à peine quelques pages au chartisme qu'ils ne considèrent à aucun degré comme un mouvement ouvrier. Du reste on peut dire que l'histoire du chartisme est encore à faire.

taille et sa voix de stentor. O'Connor, directeur du *Northern Star*, fit appel « aux mentons mal rasés et aux mains calleuses ». Mais les ouvriers ne vinrent à lui qu'en petit nombre : il ne réussit pas à leur donner l'enthousiasme qu'Owen avait soulevé en 1834. Il se crut cependant assez fort pour déclarer que si la charte n'était pas accordée par le gouvernement à la Saint-Michel (29 septembre 1839) l'action politique ferait place à la révolution. Sous l'influence du parti de la « force physique », les mécontents firent dans l'hiver de 1839 un essai de grève générale. Ils s'engagèrent à cesser le travail pendant un mois; ils retirèrent tout l'argent qu'ils avaient placé dans les sociétés d'épargne, tâchèrent de créer une panique financière en convertissant en monnaie tous les papiers de crédit qu'ils possédaient et se procurèrent des armes et des munitions. Les conséquences furent six mois d'émeutes dans les grandes villes, la victoire finale du gouvernement, la condamnation à mort des principaux chefs et la déportation de beaucoup de leurs amis. Ceux qui restaient se bornèrent à présenter des pétitions à la Chambre des Communes : les députés les rejetaient et le découragement diminuait l'armée des chartistes.

Il y eut encore un essai de révolution par le moyen de la grève générale en 1842. L'échec fut complet.

En 1846, O'Connor reprit l'idée d'Owen qui consistait à organiser les ouvriers sans travail et les grévistes en coopératives agricoles et industrielles. Il fonda dans ce but une « Compagnie foncière nationale » pour acheter ou louer des terres. Mais les actionnaires ne vinrent pas : chose significative, on vit les grands syndicats ouvriers interdire à leurs administrateurs de mettre aucune partie des fonds sociaux dans l'entreprise, et, quand ils en avaient placé,

leur enjoindre de les retirer. Aussi la Compagnie fit-elle faillite au bout de deux ans.

Le chartisme semblait mort. La révolution de Paris, en 1848, le ranima pour un moment. Les derniers agitateurs, toujours conduits par Fergus O'Connor, parlèrent de réunir à Londres une Convention nationale : leur mot d'ordre fut : « Le peuple anglais doit avoir la Charte ou la République ». Sur une dernière pétition ils réunirent plus de cinq millions de signatures, — fausses, il est vrai, pour la moitié. — Mais quand ils voulurent en masse porter leurs demandes au Parlement, la police et l'armée les dispersèrent et arrêtèrent les principaux d'entre eux (10 avril 1848). Le mouvement était disloqué. Après une ou deux émeutes locales dans des villes industrielles, il ne donna plus jamais signe de vie.

O'Connor mourut fou. Plusieurs chartistes militants, entre autres le cordonnier poète Thomas Cooper, cherchèrent le calme dans le mysticisme chrétien. D'autres se donnèrent sans arrière-pensée au développement du trade unionisme et des sociétés coopératives, qui devenaient des œuvres de paix après avoir débuté comme instruments de révolution.

Aucun des survivants des agitations owenite et chartiste n'a pris part à la formation des nouvelles organisations socialistes qui existent aujourd'hui en Angleterre [1].

1. Les mémoires de M. G.-J. Holyoake, *Sixty years of an agitators' Life*, sont une intéressante autobiographie d'un ancien missionnaire owenite devenu un des apôtres et un des représentants les plus honorés du mouvement coopératif. M. G.-J. Holyoake a présidé le 2e congrès coopératif international, tenu à Paris au Musée social en octobre 1896.

VIII. Un résultat de l'owenisme : Le mouvement coopératif en Angleterre depuis 1844. — La coopération, dont Owen voulait faire un instrument de combat entre les mains des ouvriers contre les capitalistes, est devenue un des éléments et même un des soutiens du régime qu'il attaquait. Il nous suffira, ici, de résumer les principaux traits de l'histoire et du caractère du mouvement coopératif, anglais.

Nous avons vu qu'un premier mouvement coopératif, inauguré par Owen et ses amis vers 1824, avait disparu dix années plus tard.

Un second mouvement a commencé, en 1844, par la formation des Equitables pionniers de Rochdale dans le centre manufacturier du Lancashire : c'étaient des tisserands qui constituaient un fonds social de 28 livres pour se procurer sans intermédiaire des denrées d'épicerie[1]. Les initiateurs étaient des disciples d'Owen, et le maître lui-même vit avec plaisir leur modeste création. D'autres coopératives *de consommation* se créèrent les années suivantes autour de Manchester. En 1850-51 les socialistes chrétiens[2] répandirent en Angleterre l'idée de la coopérative *de production*. Les pionniers de Rochdale fondèrent en 1850 un moulin coopératif pour se procurer leur farine. Coopératives de production et de consommation se développèrent côte à côte. Le gouvernement commença à s'intéresser à elles et à prendre des mesures en leur faveur. L'*Industrial and Provident Act* de 1862 marque le commencement de la législation sur les coopératives.

1. Voir, outre les histoires déjà citées, Holyoake, *Histoire des Équitables pionniers de Rochdale* (trad. franç.), Paris, Guillaumin, 1891, in-8°. L'édition anglaise a été publiée en 1857, et augmentée d'une seconde partie en 1877.
2. Voir chap. IV, § 1.

Ces sociétés comme les trade unions s'amalgamaient les unes aux autres et formaient des fédérations. Il y a deux grandes unions, l'une anglaise, l'autre écossaise, formées chacune autour d'une *Cooperative Wholesale Society*, c'est-à-dire d'une entreprise coopérative de production destinée à fournir en gros aux coopératives de consommation les denrées qu'elles débitent.

L'union anglaise a pour premiers germes les groupes de Rochdale et des environs. Elle date de février 1863; elle a été formée par l'amalgamation des coopératives de Londres, du Lancashire et du Northumberland. Son quartier général est à Manchester. Elle ne produit pas encore assez pour la consommation de ses membres.

En 1869 a été fondée la *Scottish Cooperative Wholesale Society*, dont le quartier général est à Glasgow. Près de cette ville, à Shieldhall, elle possède le plus important et le plus beau groupe d'usines coopératives de production qui existe en Europe. On y fabrique chaussures, vêtements, objets d'alimentation, tabac, meubles, etc.; on y imprime, on y relie avec les procédés mécaniques les plus perfectionnés. Les souliers et les habits y sont taillés et cousus à la machine comme à Leicester ou à Nottingham. Les ateliers sont larges, bien éclairés et bien aérés; les passages et les dégagements sont suffisants pour éviter les accidents; les courroies et les engrenages sont séparés par des grillages. Le soin de l'arrangement général et la propreté qui règne partout témoignent de préoccupations philanthropiques qu'on ne voit pas au même degré dans les usines appartenant à des particuliers.

Les fabriques coopératives de Shieldhall emploient de 2 à 3.000 ouvriers.

On voit que le mouvement commencé à Rochdale s'est

développé considérablement. La coopération est aujourd'hui plus importante dans le Royaume-Uni que partout ailleurs en Europe. On peut en suivre les progrès dans les Congrès annuels qui, depuis un accord fait entre 1869 et 1873, réunissent les délégués de toutes les coopératives britanniques de production et de consommation, amalgamées et isolées. Ces Congrès sont habituellement présidés par d'anciens owenites assagis, comme Lloyd Jones ou M. Holyoake, ou par des socialistes chrétiens de 1850, Tom Hughes, Neale, c'est-à-dire par les derniers représentants des deux écoles qui ont lancé le mouvement. Le 28e Congrès réuni en mai 1896, à Woolwich, a montré que les différentes sociétés de coopérateurs en Grande-Bretagne comptaient plus d'un million de membres, que leur capital atteignait 400 millions de francs, leur chiffre d'affaires 1 milliard 250 millions de francs, et qu'elles recueillaient, en profits, 125 millions de francs.

En moyenne le capital de chaque coopérateur était de 400 francs et rapportait 121 francs, c'est-à dire 31.25 0/0[1].

C'est un très beau résultat commercial, mais c'est presque le contraire de ce qu'Owen avait prévu. Les coopérateurs sont de petits capitalistes préoccupés d'avoir la vie à bon marché et de toucher un dividende. La coopération

1. *The twenty-eight Annual cooperative Congress 1896*, Manchester, 1896, in-8°. Les comptes rendus de tous ces Congrès depuis celui de Londres (1869) ont été imprimés à Manchester.

A Manchester est également édité le très important annuaire intitulé : *The Cooperative Wholesale Societies in England and Scotland Annual for 1896*, Manchester, Cooperative Society, in-8°.

La *Cooperative Union* de Manchester publie une série de brochures sur le mouvement.

A la suite d'une décision prise au Congrès de Gloucester (1879) Thomas Hughes et Edward V. Neale, tous deux socialistes chrétiens, ont publié un *Manual for Cooperation*, Londres, Mac Millan, 1881, in-8°.

est une aide pour la classe moyenne et les ouvriers supérieurs. Elle n'est pas un remède à la misère.

Elle tend à ressembler aux entreprises industrielles et commerciales faites par des particuliers. Au Congrès de Woolwich, lord Winchelsea a fait remarquer que les coopératives employaient souvent des ouvriers sans les associer aux bénéfices, en leur donnant simplement le salaire courant comme l'aurait fait un patron ordinaire. En effet, au début, tous ceux qui veulent souscrire à la fondation d'une coopérative sont participants, mais au bout de quelque temps ils désirent garder les bénéfices pour eux seuls, et si leurs affaires s'accroissent, le nombre des véritables coopérateurs reste parfois le même. Il existe des sociétés qui ne sont coopératives que de nom et dans lesquelles les bénéfices sont partagés entre quelques actionnaires coopérateurs du début, ou simplement héritiers de coopérateurs, tandis que le travail est fait par de simples salariés.

La coopération inventée par des socialistes a donc fini par tourner le dos au socialisme. Elle est devenue si bien un des rouages de la société capitaliste qu'elle est parfois entrée en conflit avec les trade unions, parce qu'elle employait le travail au rabais, comme les *sweaters*. Après des difficultés prolongées l'accord vient de se faire au Congrès des trade unions d'Edimbourg (1896) entre les deux grandes organisations qui ont survécu à l'owenisme, trade unions et coopératives.

De la coopérative actuelle au socialisme l'écart est immense. Pourtant des fabiens, et non des moindres, Mme, M. Webb[1] et quelques autres, essaient de rapprocher ces deux branches sorties d'une même souche. Ils tiennent

1. Voir chap. VI, § 8.

aux coopérateurs le même langage que les fondateurs du nouveau trade unionisme tenaient à l'ancien trade unionisme. « Vous développez, leur disent-ils, un excellent sentiment, celui de la solidarité, vous donnez une excellente éducation, celle de l'association. Mais vous n'allez pas jusqu'au bout de vos principes. Si vous les appliquiez bien vous aboutiriez à cette forme supérieure de coopération qu'est le socialisme municipal et même le socialisme d'État. Vous vous déchargeriez sur les pouvoirs publics d'une partie des soucis trop nombreux qui accablent les conseils d'administration de vos sociétés privées. »

Il ne semble pas que l'argumentation ait produit beaucoup d'effets jusqu'à présent. On voit bien des coopérateurs s'avouer socialistes; mais on en voit un plus grand nombre qui sont antisocialistes. En général, la coopération reste en Angleterre un mouvement à part du socialisme, et qui cherche, avant tout, à se faire une place dans l'organisation présente.

CHAPITRE III

LITTÉRATURE, ART ET SOCIALISME

Au moment où finit le chartisme, commence l'éducation sociale de l'Angleterre[1]. Les agitations révolutionnaires n'ont pas seulement laissé derrière elles les trade unions et les coopératives. Elles ont éveillé le sentiment de la fraternité à l'égard des pauvres et particulièrement de la classe ouvrière. Entre 1839 et l'époque récente où se sont formés en Grande-Bretagne les groupes socialistes qui existent encore aujourd'hui, il se produit dans l'opinion publique et dans les mœurs une transformation qui se manifeste par des signes très importants.

Après 1840 commence l'époque des grandes commissions d'enquêtes sur les travailleurs : c'est alors que sont votées les principales dispositions de ce Code de lois ouvrières dont nous avons vu les premiers germes paraître au temps d'Owen. C'est alors que sont imprimées les enquêtes dont Engels tirera le livre célèbre : *La Situation des classes ouvrières en Angleterre* (1845), et sur lesquelles Marx fon-

1. Voir H. de B. Gibbins, *English Social Reformers*, Londres, Methuen, 1892, in-16. L'auteur, professeur de l'Extension universitaire, trop porté à voir, comme beaucoup d'Anglais, la question sociale par le côté moral, étudie avec beaucoup de talent et de science le rôle et l'influence des éducateurs sociaux de l'Angleterre depuis Thomas Morus jusqu'à Ruskin.

dera la partie historique du *Capital* (1867). C'est alors que, dans la personne de Stuart Mill, le radicalisme évolue du « laissez faire » économique vers le socialisme d'État. C'est alors aussi que l'Église d'Angleterre relève le mot de « socialisme » tombé en discrédit.

Alors naît une disposition socialiste dont nous étudierons les différents caractères l'un après l'autre au début des divers chapitres qui vont suivre.

Elle se manifeste par le sentiment de charité et de compassion qui règne à partir du milieu de ce siècle dans les arts, dans la critique et dans la littérature de l'Angleterre. Les différents romans de Dickens en sont tout pénétrés et c'est la raison du succès qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours. Dickens n'a été que le plus glorieux représentant d'un mouvement nouveau. Dès 1845, l'année même de la publication du livre d'Engels, Disraëli, plus tard, sous le nom de Lord Beaconsfield, premier ministre d'un cabinet conservateur, écrivait un roman, *Sybil ou Les Deux nations*, dans lequel il plaidait la cause du peuple au point de vue de son parti. Quelques années plus tard le prêtre Kingsley composait sur la période chartiste des romans à thèse socialiste chrétienne. On pourrait à ce propos énumérer de longues séries de faits[1].

1. La peinture, elle aussi, a été envahie par des préoccupations sociales. Si l'on visite à Londres l'exposition du célèbre peintre Watts, on remarque les portraits de Garibaldi, de Carlyle, de John Stuart Mill, parmi des représentations de légendes traitées avec la naïveté pittoresque de l'école ombrienne, tout près de peintures de la mort et de l'amour pleines d'un sentiment très fort et tout personnel. On est frappé par le tableau dans lequel l'artiste a personnifié « la voix qui des mystérieuses profondeurs du cœur des nations a toujours protesté contre l'organisation mauvaise ». Plus loin, c'est la peinture de la dernière famine d'Irlande ; enfin à tout instant s'exprime la sympathie du peintre pour ceux qui souffrent en Angleterre et ailleurs. — L'art n'y a pas toujours gagné. De ces tendances est né le symbolisme qui, après avoir débordé sur nos compatriotes, semble maintenant reculer partout, même en Grande-Bretagne.

Nous nous bornerons à caractériser rapidement le premier représentant de la littérature sociale, Carlyle, son élève le plus important et le plus original, le critique John Ruskin, et enfin un illustre disciple socialiste de Ruskin, William Morris, artiste et socialiste.

I. Carlyle et la question sociale. — Nous ne connaissons de Carlyle que le philosophe mystique, l'historien idéaliste ; pour nous, il est à la fois un disciple des métaphysiciens allemands et une sorte de Michelet puritain. Il a eu, en effet, ces caractères et bien d'autres encore : car sa carrière a été non pas une évolution, mais une série de brusques changements. Dans une des périodes de sa vie, il s'est prononcé en matière sociale contre les économistes du « laissez faire »[1].

C'était en 1839 : la Chambre des Communes avait repoussé par 255 voix contre 66 la première grande pétition présentée par les chartistes. Un très haut magistrat avait prononcé : « La chimère du chartisme est abattue », et la formule était répétée par tous les journaux. Carlyle publia alors son plaidoyer *Chartism*. « Si les meneurs sont abattus, disait-il, la guerre reste constante entre la classe riche et la classe pauvre. » Déjà, en 1832, il avait écrit dans l'*Edinburgh Review* :

Alors le système de concurrence et de « laissez faire » toucha de tous côtés à sa propre ruine ; et chacun, étreint dans le

1. Les principaux ouvrages à tendances sociales de Thomas Carlyle sont *Chartism* (1840), *Past and Present* (1843), *Later-Day Pamphlets* (1850). Les éditions de Carlyle sont nombreuses. Ses œuvres complètes sont publiées en « Édition du centenaire » depuis 1895 par la maison Chapman de Londres.

Sa vie a été racontée par J.-A. Froude. Pour une bibliographie complète voir *National Biography* et *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, au mot Carlyle. Voir encore von Schulze Gaevernitz, *Thomas Carlyle*, Berlin, Hofmann, 1894, in-8°.

cercle de ses besoins et de ses dangers personnels, montra une défiance féroce à son voisin. Dénaturée, la chose publique devint une douleur publique ; pour tout le monde, il fut évident que la fin était proche.

L'avenir, au jugement de Carlyle, serait un désordre sauvage, si les riches continuaient à ne pas gouverner et si les législateurs ne laissaient pas les différends personnels pour résoudre la question de la condition de l'Angleterre (*the condition-of-England Question*). L'Angleterre d'aujourd'hui est « une terre d'inanition » ; autrefois elle nourrissait tous ses habitants. Telle est la thèse que Carlyle soutient avec plus d'art que de preuves dans *Past and Present* (1843). Past, le passé, est l'Abbaye de Saint-Edmond décrite à la fin du douzième siècle par Jocelyn de Brakemonde dont la chronique venait d'être publiée. Le présent, c'est l'Angleterre industrielle où tous les hommes sont attachés les uns aux autres par le nœud d'argent (*cash-nexus*), où les pauvres ne savent pas où loger.

A parler proprement, s'écrie Carlyle, la terre n'a que deux possesseurs : Dieu le tout-puissant et tous ses enfants, les hommes qui ont bien travaillé le sol et qui le travailleront toujours bien.

Dans ces exclamations on peut, avec de la bonne volonté, découvrir la critique du salariat et l'apologie de la nationalisation du sol. Si l'on est sans parti pris, on reconnaîtra que les attaques de Carlyle sont vagues ainsi que les remèdes proposés par lui. Il est rare de trouver dans son éloquence des demandes un peu précises et il faut puiser dans plusieurs chapitres de *Past and Present* pour apprendre qu'il réclame : l'intervention législative ; l'inspection des usines par des agents publics ; de l'air à dis-

crétion sous des plafonds de vingt pieds de haut dans les manufactures ; des prairies plantées d'arbres pour la récréation et la santé du peuple ouvrier des faubourgs ; une bonne loi sur l'instruction publique ; un corps enseignant organisé ; un bureau d'émigration ; le contact permanent des ouvriers et des patrons.

Sa principale préoccupation n'est ni de proposer des réformes ni d'agiter les ouvriers, c'est de faire la morale aux riches et aux puissants. Il s'écrie :

Nous ne croyons qu'aux statistiques. Nous avons des richards, des industriels, des banquiers qui prêchent l'Évangile de l'or, et nous avons des gentlemen, des dandys, des lords, qui prêchent l'Évangile du savoir-vivre... Notre enfer n'est plus comme sous Cromwell, la terreur d'être trouvés coupables devant le juste juge, mais la crainte de faire de mauvaises affaires et de manquer aux convenances... Notre gouvernement n'a d'autre ambition que de maintenir la paix publique et de faire rentrer l'impôt. Notre Parlement est un grand moulin à paroles où les intrigants s'époumonnent pour arriver à faire du bruit.

Le plus souvent, Carlyle traite avec mépris les réformes législatives, non pas en libertaire, mais en métaphysicien. « Le travail est la mission de l'homme sur la terre ; pas de travail, pas de rémunération ! » Voilà pour lui le principe de tout mouvement social. Il faut qu'une réforme morale abolisse la fainéantise des aristocrates et qu'ils accomplissent leur œuvre, laquelle est de bien administrer ; le malheur, aujourd'hui, c'est que les riches ont cessé de gouverner et que les pauvres ne peuvent plus vivre sous le régime de la concurrence sans être gouvernés. Il faut, déclare-t-il,

Il faut que l'Angleterre découvre le moyen d'appeler au

pouvoir les plus vertueux et les plus capables, qu'elle leur remette sa conduite, au lieu de leur imposer ses caprices ; qu'elle ait enfin reconnu son Luther et son Cromwell, son prêtre et son roi.

On se rappellera que Carlyle croyait à la mission des héros chargés par la Providence de diriger les peuples [1], et l'on jugera que ses conceptions étaient fort éloignées de celles des chartistes partisans du suffrage universel et de l'organisation démocratique de l'État.

Carlyle a été un réformateur social *aristocratique et puritain*. Nous retrouverons ces deux tendances chez plusieurs de ses disciples.

Son mérite fut d'affirmer qu'il existait une question sociale dans un temps où le fait était nié par presque tous les écrivains considérés.

II. **John Ruskin : Critique d'art et critique sociale.** — « Lisez Carlyle de tout votre cœur et avec votre meilleure intelligence, conseillait Ruskin. Vous apprendrez par lui... d'abord, que chaque homme doit faire un bon travail pour son pain; en second lieu, que chaque homme doit avoir de bon pain pour son travail. La première de ces deux maximes est la seule que vous deviez retenir. » John Ruskin n'était pas entré directement dans l'école de Carlyle, il y fut conduit par l'amour des beaux-arts [2].

1. *Les Héros* (trad. franç.), Paris, Colin, 1888, in-18.

2. La plus importante biographie de Ruskin est celle qu'a publiée son secrétaire, Colligwood, *John Ruskin; his Life and Work*. Londres, Methuen, 1893, 2 vol. in-8°.

La littérature sur Ruskin et les différents côtés de son œuvre est très abondante en Angleterre. On trouvera des indications à ce sujet dans l'une des notes jointes à deux articles publiés dans les numéros de la *Revue des Deux-Mondes* du 1er décembre 1895 et du 1er juin 1896 par M. de la Sizeranne, sous ce titre : *La Religion de la beauté. Étude sur John Ruskin*. La personnalité et l'influence de Ruskin comme esthéticien y sont étudiées à fond et remarquablement caractérisées.

Né en 1819 à Londres et fils d'un riche marchand d'Edimbourg établi dans la capitale, Ruskin employa sa fortune à voyager dans les pays où se trouvent les merveilles de l'art du Moyen Age et de la Renaissance. D'amateur éclairé, il devint critique de talent, écrivain très goûté, et il finit par mettre au service de la réforme sociale toute l'influence que lui donnaient son rang, sa richesse, son mérite et sa popularité.

En 1833, Ruskin quitte Londres, visite les hôtels de ville des Pays-Bas, les cathédrales de la Picardie et des bords du Rhin, enfin les monuments et les musées de l'Italie. A son retour, il étudie à Oxford où il écrit ses premiers vers. En 1840, il retourne en Italie pour y chercher le soleil nécessaire à sa santé ébranlée. En 1842, revenu à Oxford, il prend ses grades, et se fait connaître par son amour pour les paysagistes modernes.

Il achète des tableaux de Turner ; il met cet artiste au-dessus de tous les autres dans son premier ouvrage de critique *Modern Painters*, dont les diverses parties furent publiées de 1846 à 1860. *The Seven Lamps of Architecture* (1849), et *The Stones of Venise* (1851), fondèrent sa réputation de critique en Angleterrre, puis sur le continent[1].

Un choix de passages de Ruskin sur les questions sociales a été publié, avec l'approbation de Ruskin, par M. Th. Barclay, sous le titre *The Rights of Labour according to John Ruskin*, Londres Reeves, 1 broch. à un penny.

Les *Selections from the writings of John Ruskin*, Londres, Allen, 1893, 2 vol. in-12 (avec 2 portraits) sont des morceaux choisis dans toute l'œuvre artistique et sociale de Ruskin et groupés par ordre chronologique.

1. Voir les articles encore intéressants et neufs aujourd'hui publiés le 1er juillet 1860 et le 15 août 1861 dans la *Revue des Deux-Mondes* par M. Milsand : *Une nouvelle théorie de l'art en Angleterre, M. John Ruskin*; et *De l'influence littéraire dans les beaux-arts, M. John Ruskin et ses idées sur les beaux-arts*, et reproduits en grande partie dans le volume du même auteur : *L'esthétique anglaise.* (*Bibl. de phil. contemp.*, Germer Baillière, éditeur, 1865).

Ruskin continuait à mettre son autorité et parfois sa fortune au service des novateurs artistiques. En 1851, les pré-raphaélites, Burne Jones, Madox Brown, Millais, Holman Hunt, Rossetti, furent défendus par lui comme Turner l'avait été. Ruskin répandait ses idées par la plume et par la parole. Il conférenciait dans toute l'Angleterre et sa popularité croissait extraordinairement. En 1867, il était appelé à enseigner à Cambridge ; en 1870, il devint professeur d'Art à l'Université d'Oxford où il conserva sa chaire jusqu'en 1884, année de sa retraite définitive[1].

Ruskin avait alors conquis une influence dont les étrangers se font difficilement une idée. On peut l'apprécier par le chiffre du profit net que certains livres lui ont rapporté : 75.000 francs pour les *Sept Lampes de l'Architecture*, 150.000 pour les *Moderns Painters*; en tout on calcule qu'il a tiré de ses livres 2 à 3 millions de francs. Sa popularité ne saurait être mieux comparée qu'à celle de Victor Hugo en France sous la 3e République.

Les origines en étaient toutes différentes. Ruskin ne s'est pas mêlé à la politique ; et quand il est sorti de l'art pur, c'était pour se donner au problème social.

Son début dans cette voie fut marqué par deux conférences faites à Manchester (juillet 1857) et réunies en volume sous ce titre : *The Political Economy of Art*. Menant de front la critique d'art et la critique sociale, l'auteur des *Peintres modernes* publia entre 1860 et 1884 un grand nombre d'ouvrages qu'il est difficile de ranger dans une catégorie spéciale. Ceux où l'on trouve indiquées des thèses sociales ou économiques sont : *Unto this Last*,

1. Depuis sa retraite, Ruskin vit habituellement dans une maison bâtie à Brantwood, près de Coniston, au pied d'une colline, parmi les arbres, sur le bord d'un des lacs célébrés par le poète Wordsworth et son école.

four essays on the first principles of Political Economy, 1862. Le titre en était inspiré à l'auteur par la parabole de la vigne dans laquelle le Maître dit qu'il faut récompenser l'ouvrier de la onzième heure comme celui de la première. « *I will give unto this last even as unto thee.* » ;

Munera Pulveris, six Essays on the Elements of Political Economy (1863). *The Crown of Wild Olive; Three lectures on Work, Traffic and War.* (1866) ;

Enfin *Time and Tide by Weare and Tyne* (1867) et *Fors Clavigera. Letters to the Workmen and Labourers of Great Britain*, série d'opuscules sous forme de lettres aux travailleurs, publiés de 1871 à 1884 et réunis en 8 volumes in-8.

On voit par ces titres, surtout par celui des lettres destinées aux ouvriers que Ruskin, dans la prédication sociale comme dans ses études sur l'art, aimait l'allusion, le mot prophétique et apocalyptique jusqu'à l'obscurité. Son style en est souvent fatigant, et l'allégorie ou la parabole sont si fréquentes dans ses pages que le lecteur français s'en rebute parfois malgré l'admirable talent de l'auteur.

Faut-il dire que pour le lecteur anglais l'affectation, la recherche de l'expression, et l'allure prophétique sont des charmes ajoutés à l'élévation des sentiments et des idées. Ruskin doit, à ce qu'il nous paraît, à ses défauts une part de sa popularité.

Ruskin, écrivain et artiste, n'est pas dans notre sujet. Nous nous bornerons à étudier un côté de cet esprit aux tendances diverses ; nous nous arrêterons seulement à sa critique sociale.

Toutes les fois, dit Ruskin, que vous verrez besoin, misère, dégradation dans ce monde autour de vous, soyez sûrs que l'industrie fait une faute ou qu'elle est en erreur.

Or, l'industrie dans notre société s'égare parce qu'elle est tournée entièrement au profit des capitalistes; les riches ne songent qu'à faire produire avec le moins de frais et le plus de bénéfice possible; tout, dans leurs usines, est laideur et cruauté. Le mal est d'abord, pour Ruskin, dans la distance qui sépare le patron de l'ouvrier et dans le machinisme qui empêche ce dernier de prendre aucun goût à son œuvre.

C'est en réalité cette dégradation du travailleur au rang d'une machine qui, plus que toute autre misère de ce temps, pousse les masses de toutes les nations dans une lutte vaine, incohérente, destructive pour une liberté dont elles ne peuvent même pas s'expliquer la nature à elles-mêmes... Ce n'est pas que les hommes soient mal nourris, mais c'est qu'ils n'ont point de plaisir à la tâche par laquelle ils gagnent leur pain et, par suite, ils regardent la richesse comme la seule source du plaisir. Ce n'est pas que les hommes soient affligés de l'arrogance des classes supérieures, mais ils ne peuvent supporter leur propre condition, car ils sentent que le genre de labeur auquel ils sont condamnés est vraiment une dégradation et les abaisse au-dessous de l'humanité. Jamais les classes supérieures n'ont eu plus de sympathie pour les inférieures et plus de charité pour elles qu'aujourd'hui, jamais pourtant elles n'en furent haïes si fortement.

Mais le mal est bien plus encore — c'est ici que se révèle l'artiste — dans la machine elle-même. Ruskin est résolument hostile à la production mécanique; elle est à ses yeux la cause de toutes les misères. Si l'ouvrier chôme, s'il est mal payé, s'il est alcoolique, c'est la faute de la vapeur. Ruskin écrivait en mai 1871 :

Nous allons essayer de rendre quelque petit coin de notre territoire anglais, beau, paisible et fécond. Nous n'y aurons pas d'engin à vapeur, ni de chemins de fer... Lorsque nous

aurons besoin d'aller quelque part, nous irons tranquillement et sûrement, non à raison de 40 miles à l'heure au risque de nos vies ; lorsque nous aurons besoin de transporter quelque chose, nous le porterons sur le dos de nos bêtes ou sur le nôtre, ou dans des charrettes ou des bateaux.

Pour ce retour aux siècles sans fumée, Ruskin a organisé une Société, la *Guilde de Saint-Georges*[1]. Les métiers à la main ont été remis aux mains des paysannes dans la vallée de Langdale (près de Coniston où demeure Ruskin) pour filer le chanvre et dans l'île de Man pour tisser la laine. La maison d'édition des œuvres de Ruskin a été placée en pleine campagne hors de Londres, au milieu des jardins[2].

Ce sont là fantaisies d'artiste riche. Toute la haine de Ruskin contre l'industrie prend sa source dans l'indignation esthétique d'un heureux de la terre. Froissement rare, sentiment subtil, qui est toujours le germe de l'esprit révolutionnaire chez les intellectuels de la classe aisée. Aussi l'analyse de Ruskin est-elle pour eux comme un miroir où ils aiment à se reconnaître ; ils la citent avec amour, et, tandis qu'ils en font sentir la vérité, ils en restreignent inconsciemment l'application : ils montrent, sans le vouloir, qu'elle ne s'étend pas à la masse et que sa portée s'arrête au petit groupe des gentlemen réformateurs.

Au même cénacle encore s'applique l'affirmation suivante, répétée par Ruskin après Carlyle :

La production de la richesse est éternellement liée par les lois du ciel et de la terre à la volonté de travailler... La loi de la nature est qu'une certaine quantité de travail devienne

1. Voir J. Ruskin, *General statements explaining the nature and purposes of St George's Guild.* Orpington (Kent), G. Allen, 1882, in-8°.

2. Il est vrai qu'elle a un bureau et un dépôt à Londres, Charing Cross Road.

nécessaire pour produire une certaine quantité de richesse de quelque nature qu'elle soit. Voulez-vous la science? vous devez travailler pour l'avoir; la nourriture? vous devez travailler; le plaisir? vous devez travailler! Mais les hommes ne reconnaissent pas cette loi, ou bien ils s'efforcent de la tourner, espérant obtenir science, nourriture et plaisir pour rien; or, dans cet effort, ou bien ils ne gagnent rien et restent ignorants et misérables, ou bien ils réussissent en faisant travailler d'autres hommes à leur profit; alors, ils sont des tyrans et des voleurs.

Glorification du travail très salutaire pour les oisifs, mais sans doute superflue pour ceux qui passent leurs journées et une partie de leurs nuits dans les usines! Ruskin ne s'égare-t-il pas quand il applique ses maximes aux ouvriers et qu'il leur dit :

Je vous invite tout à fait solennellement à vous convaincre vous-mêmes de ce fait à la fois réconfortant et terrifiant que votre prospérité est dans vos propres mains. A un degré très éloigné seulement elle peut dépendre de circonstances extérieures, et au dernier de tous les degrés, des formes du gouvernement.

Pour Ruskin, comme pour Carlyle, nous devons commencer par réformer notre esprit et notre cœur.

Dès 1862, il l'affirme dans ces termes :

Tout progrès effectif vers la vraie félicité sera l'œuvre d'un effort individuel et non public. Certaines mesures générales peuvent aider; certaines révisions de lois peuvent guider vers quelque progrès : mais la mesure et la loi qu'il faut déterminer les premières sont les règles domestiques de chaque homme.

L'éducation nouvelle devra être dirigée par trois grands principes : admiration, espérance, amour.

Admiration — la faculté d'avoir le choix et la jouissance de tout ce qui est beau sous une forme visible, ou aimable dans le caractère humain; et nécessairement de travailler à produire de belles formes et à réaliser ce qui est aimable dans le caractère. — Espérance — la découverte par une sûre divination des meilleures choses que nous devions poursuivre par nous-mêmes ou par les autres; instinct qui aboutit nécessairement à l'effort franc et indécevable pour avancer dans la mesure de nos propres forces la réalisation de l'idéal. Enfin l'amour — amour, tout ensemble, de la famille et du voisin, fidèle et satisfait.

Dans le chapitre « Ad valorem » d'*Unto this Last* on lit :

Il n'est point d'autre richesse que la vie. La vie avec sa toute-puissance d'amour, de joie, d'admiration. Ce pays est le plus riche qui nourrit le plus grand nombre d'êtres humains nobles et heureux et cet homme est le plus riche qui, portant à la perfection suprême les fonctions de sa propre vie, exerce ainsi l'influence la plus large et la plus bienfaisante à la fois par sa personne et par ses moyens matériels sur la vie des autres.

Celui-là méritera la « couronne d'olivier sauvage », suivant le titre d'un des derniers ouvrages de Ruskin. Belle récompense, mais, dans la société présente, accessible seulement à une élite de gens fortunés! Il est juste d'ajouter que Ruskin a proclamé qu'il était nécessaire d'améliorer la condition matérielle des pauvres. A ses préceptes de réforme morale, il a joint quelques indications sommaires sur une intervention de l'État. Il réclame une organisation du travail dirigée par des « chefs d'industrie » : le mot est emprunté à Carlyle, qui peut-être l'avait reçu de Saint-Simon. Voici les principaux traits de cette organisation : fixation d'un minimum de salaire; manufactures et écoles industrielles nationales « pour la production et le paiement de toutes les nécessités de la vie et pour l'exercice de tout

art utile » ; emploi des sans-travail dans ces établissements : retraite aux vieux travailleurs ; hygiène des logements et des quartiers ouvriers assurée par la loi ; le droit des propriétaires particuliers inférieur dans certains cas à celui de l'État. Ruskin ne va pas jusqu'à la nationalisation du sol.

On peut donc, sans exagération, trouver dans les derniers ouvrages de Ruskin des doctrines sociales, voire même des théories économiques. Mais les unes et les autres ne lui sont point personnelles ; elles sont faites de morceaux pris à tous les partis opposés à l'individualisme, depuis les conservateurs jusqu'aux socialistes démocrates. L'œuvre propre de Ruskin est d'avoir appelé vers les masses l'attention des artistes et des lettrés de l'Angleterre contemporaine. C'est sur eux que son influence, universelle en Angleterre[1], s'est marquée le plus fortement. Il a deux séries de disciples actifs : — les professeurs de l' « Extension universitaire » qui, en dehors de tous les partis politiques, cherchent à répandre dans le peuple l'art, la littérature, la philosophie ; — les artistes socialistes et même communistes dont William Morris donne le type le plus complet.

III. William Morris : Art et Socialisme. — William Morris, né en 1834 et mort le 4 octobre 1896, fut, suivant l'expression de son ami Walter Crane, « poète, artiste, artisan, et inventeur d'une société nouvelle »[2]. C'est à ce

1. Il y a en Angleterre une importante *Ruskin Society*, qui, en 1895, prit une part active à la célébration du centenaire de Carlyle. Aux États-Unis plusieurs sociétés, une coopérative, une bibliothèque etc., portent le nom de Ruskin.

2. Article publié simultanément en anglais dans la *Progressive Review* (octobre 1896) et en allemand dans la *Neue Zeit*, xve année, t. I.

Un disciple de Marx, qui réside à Londres, M. Bernstein, a publié une appréciation des tendances de Morris dans *Der Sozialistische Akademiker* (Berlin), n° de novembre 1896.

dernier point de vue que nous l'étudierons. La réforme sociale n'a occupé que les vingt dernières années de sa carrière et seulement en partie. Comme Ruskin, Morris, enfant d'un marchand de Londres, avait étudié à Oxford. Ensuite il était devenu l'un des poètes de la jeune école anglaise ; il y avait pris le premier rang depuis la publication d'*Earthly Paradise* (le Paradis terrestre) en 1868 ; et la succession de Lord Tennyson comme poète lauréat semblait lui être dévolue, lorsque ses opinions et sa propagande socialistes écartèrent de sa personne les faveurs officielles.

A la gloire littéraire Morris joignait le génie de la décoration artistique qui a fait sa renommée sur le continent. Il fut, avec son ami Burne Jones, l'un des initiateurs de la renaissance de l'art décoratif en Angleterre. De l'architecture qui avait été sa première profession, il passa à la fabrication de l'ameublement, de la tapisserie, à l'impression de beaux livres. Méprisant, comme Ruskin, les produits de l'industrie mécanique, il s'efforçait de réaliser l'harmonie de l'effort musculaire et du travail intellectuel qu'il admirait chez les maîtres du moyen âge. Tout, dans ses ateliers, était fait à la main. Même le voisinage des usines à vapeur lui était odieux. Sa fabrique de tapisserie était à Merton Abbey, dans la campagne. Sa maison de Hammersmith s'abrite derrière les arbres, au bord de la Tamise dont la rive opposée s'étend jusqu'à l'horizon, en pelouses vertes et en massifs de feuillages[1].

1. Sur Morris, écrivain et artiste, de nombreuses études ont été publiées en français. Voir plus particulièrement la *Revue Encyclopédique* illustrée, surtout les nos du 15 août 1894 (Jean Lahor) et du 21 août 1896 (Gabriel Mourey). Voir aussi le livre de M. Gabriel Mourey : *Passé le Détroit.*

Sur William Morris, socialiste, une esquisse fine et quelque peu malicieuse de M. T. de Wyzewa dans son livre *Le Mouvement socialiste en Europe*, Paris, 1892, in-18.

La beauté paraissait son seul idéal, la prospérité croissante de ses entreprises paraissait remplir sa vie quand il se lança dans le nouveau mouvement socialiste anglais.

Le principal livre[1] de théorie que Morris ait écrit sur le socialisme est le recueil de conférences qui parut en 1888 sous le titre de *Signs of Change*.

Mais il avait débuté dans le mouvement par un ouvrage de critique : *Hopes and Fears for Art*, cinq conférences faites à Birmingham, et à Londres, de 1878 à 1881. C'est la transition entre la période d'art pure et celle du socialisme. Morris a trouvé la thèse fondamentale de sa critique de la société industrielle; elle rend impossible l'effort désintéressé vers le beau.

Marx a caractérisé la société actuelle en disant qu'elle était avant tout préoccupée de *produire des marchandises* c'est-à-dire des choses qui se vendent. Morris montrait que le souci de la marchandise gâtait les artistes et pervertissait le goût du public.

Plus tard il généralisa sa protestation; il devint un apôtre du communisme, l'auteur de différents ouvrages de propagande dont le plus récent s'appelle *Why I am a communist?* (Pourquoi je suis communiste?) Écoutons cette profession de foi :

Le communisme est une société dont l'essence est l'égalité pratique des conditions : pratique veut dire modifiée par les aptitudes et les préférences des divers membres. Telle est la base économique. La base morale, c'est l'habitude acquise par l'homme de prendre conscience qu'il est un être social, de sorte qu'il s'accoutume à ne pas faire de distinction entre le bien commun et le bien de chaque individu. En conséquence

1. En général les brochures socialistes de W. Morris ont été éditées par la *Hammersmith Socialist Society*, ses livres (éditions ordinaires) par Reeves and Turner.

je suis communiste parce que : 1° il me semble qu'on ne peut concevoir l'homme en dehors de la société; et 2° parce qu'il n'y a pas de fondement économique et moral sur lequel on puisse bâtir une vraie société, sauf celui que j'ai donné plus haut. Toute autre base fera du gaspillage et de la souffrance inutile une part essentielle du système. Bref, je ne vois pas de système dans lequel les hommes puissent vivre, hors de ces deux termes : esclavage, égalité...

« Je crois, affirme l'auteur, à la réalisation finale de cet ordre de choses. » Quand? Il l'ignore; mais il pense que le temps n'en viendra pas tout de suite et sans transition.

Peut-être devons-nous traverser

cette période que l'on désigne maintenant sous le nom de *socialisme* et dans laquelle les moyens de production et les marchés seront dans les mains de ceux qui peuvent se servir d'eux, c'est-à-dire des travailleurs de toute sorte; dans laquelle les grandes accumulations de capitaux seront impossibles parce que l'argent aura perdu son privilège; dans laquelle chacun aura l'occasion de bien faire. Cette période de *socialisme incomplet* se fondra graduellement, je le crois, en un *vrai communisme*, sans changement violent.

Pas de brusquerie, pas d'émeute, pas de « *communisme catastrophique* », selon son expression! Morris s'est toujours prononcé contre la révolution à main armée et contre la propagande par le fait. On l'entendait comparer les anarchistes à un état-major qui irait en guerre sans soldats. Il croyait leurs moyens impraticables et, de plus, leur violence lui répugnait. Certes, en théorie, il est aussi libertaire que Kropotkine. L'individu libre dans l'association libre ont été par lui définis en ces termes :

La nation centralisée fera place à une fédération de communautés qui mettront toutes les richesses à la disposition de tous et s'en serviront pour satisfaire les besoins de chaque membre en lui demandant seulement de travailler de son mieux, suivant sa capacité, à la production de la richesse com-

mune. D'ailleurs, il est bien entendu que chaque membre est absolument libre de se servir de sa part comme il lui plaît, sans que personne s'en mêle, tant qu'il l'applique réellement à son propre usage et ne s'en fait point un instrument de domination. Ces vues supposent une complète égalité de conditions pour tous les hommes, leur vie restant différenciée seulement par les capacités et les aptitudes : l'émulation dans le travail pour le bien commun remplacera la concurrence comme stimulant...

Quand les hommes se seront délivrés de la crainte qui les divise, produite par notre système de famine artificielle, ils sentiront que le meilleur moyen d'éviter le gaspillage du travail serait de permettre à chacun de prendre à la réserve commune (*from the common store*) ce qu'il lui faut, car nul n'aura la tentation ni l'occasion de faire quelque chose avec une part plus grande que celle qui lui est nécessaire [1].

On trouve dans ce passage l'idée et presque la formule de l'égalité matérielle, de la prise au tas, de toutes les solutions qui caractérisent le nouveau communisme où l'individu, contre la socialisation de ses biens, reçoit la liberté morale et intellectuelle la plus complète; ingénieuse synthèse de l'individualisme et du socialisme récemment proposée par les libertaires exilés du continent, qui se groupaient à Londres autour du *Commonweal*. Morris l'a peut-être imaginée et certainement, l'un des premiers, il l'a très heureusement exprimée. Dans *Pourquoi je suis communiste*, on rencontre tout cela et en même temps la croyance au progrès pacifique. Voici le vœu qui termine cette confession :

Formation d'un parti socialiste large et bien défini qui, par le moyen du vote, arrachera aux classes possédantes actuelles

1. *True and False Society*, broch., 1893.

les instruments dont elles se servent aujourd'hui pour gouverner le peuple dans leur intérêt et qui les emploiera à effectuer, dans les assises de la société, la réforme qui mettra fin aux oppressions.

Les intransigeants ne s'attendaient guère à voir Morris prêchant le vote après la campagne antiparlementaire du *Commonweal*, après les comédies ou les nouvelles dans lesquelles le poète avait raillé le recours des mécontents à l'État. Pourtant, qu'on y réfléchisse sans prévention, et l'on reconnaîtra un changement de tactique plutôt qu'une conversion.

La devise de la société de Hammersmith est : « *Educate, Agitate, Organize.* » Éducateur communiste, Morris a protesté d'abord contre les formes compliquées du gouvernement représentatif; éducateur communiste, il s'est enfin résigné à souffrir provisoirement le Parlement, parce qu'il s'imaginait y trouver le moyen de réaliser son rêve, sans recourir à la force brutale.

IV. Les « Nouvelles de Nulle Part », roman utopique. — Le résumé qui précède est comme une dissection des théories sociales de Morris. Un pareil squelette d'idées ne ferait pas juger comme il doit l'être ce poète et ce décorateur amoureux des images et des formes. Il reste à montrer comment chez lui les deux termes Art et Socialisme se relient l'un à l'autre. Les influences qui ont opéré cette synthèse sont multiples, et il serait décevant de les chercher dans un esprit dont la culture est si étendue. Par les fragments que Morris cite de préférence, on peut induire qu'il s'est formé à la lecture des poètes, des moralistes et des esthéticiens. Surtout, le souvenir de Ruskin revient à chaque moment.

Plus que l'étude, la puissance de l'imagination a guidé

Morris. Il se plaît à objectiver ses théories sous la forme de visions artistiques. Voici par exemple le début de *A Dream of John Ball*[1] (Rêve de John Ball, le prêtre communiste du XIVe siècle) :

Souvent je suis récompensé de m'être tant épuisé dans les choses présentes par un rêve spontané et très agréable. Ce rêve est comme si j'avais devant moi un panorama d'architecture. Je vois un bel et noble édifice, nouvellement bâti comme pour cette occasion. Je le vois aussi clairement que si j'étais éveillé; non pas indécis ou absurde comme il arrive souvent dans les rêves, mais avec tous ses détails harmonieux et proportionnés.

L'industrie capitaliste enlaidit tout, hommes et choses. Voilà le vice capital que Morris ne pouvait lui pardonner. La race s'épuise dans les ateliers et dans les villes. La fumée des usines obscurcit le ciel, le bruit des métiers trouble la paix de la campagne. L'amour du gain détruit les forêts et salit les rivières; la production mécanique tue l'art; la richesse et la pauvreté extrêmes sont l'une et l'autre mortelles au goût. Le moyen âge, où l'on vivait aux champs, où Manchester et Birmingham n'existaient pas, où les gens des villes bâtissaient des cathédrales au lieu de s'épuiser à filer du coton, ne valait-il pas la société d'à présent? Carlyle a posé la question; Morris l'a plusieurs fois répétée, mais il ne s'est point arrêté là, car s'il formait son idéal de tout ce qui lui paraissait beau et aimable dans tous les temps, il ne le plaçait jamais dans le passé. Morris souhaitait une société future où s'accorderaient la beauté, le bien-être et la liberté.

Il est juste et nécessaire que tous les hommes puissent trouver à faire : 1° un ouvrage digne d'être fait (WORK WORTH

1. Publié en 1888.

DOING, souvenir de Ruskin qui est devenu la formule favorite de Morris); 2° un ouvrage agréable par lui-même; 3° un ouvrage dans des conditions telles qu'il puisse être fait sans excès de fatigue ou de tourment... Dans une société bien ordonnée, tous ceux qui voudront travailler doivent être assurés de trouver : 1° un travail qui les honore et qui leur convienne; 2° une habitation belle et saine; 3° des loisirs suffisants pour le repos de leur esprit et de leur corps[1].

Comme la doctrine toute sèche déplaisait à Morris, il a tracé un tableau coloré et vivant de Londres après l'an 2000 : ce sont les *News from Nowhere* (Nouvelles de nulle part, ou Une époque de répit, roman utopique). C'est encore le récit d'un songe[2]. Le narrateur raconte que son rêve prophétique lui a montré la ville fondue dans la campagne; les maisons s'isolaient les unes des autres et se cachaient sous la verdure, rapprochées par des moyens de communication nouveaux et commodes. Au lieu des rues, des avenues forestières. Trafalgar square était transformé en un champ d'abricotiers.

J'allais dire : « Mais est-ce bien la Tamise? » Je retins mon étonnement et tournai mes regards ahuris vers l'est pour voir encore le pont, et de là je regardai vers les rives du fleuve de Londres; et certainement je trouvais bien là de quoi m'étonner, car quoiqu'il y eût un pont sur le fleuve et des maisons sur les quais, combien tout était changé depuis la nuit passée! Les fabriques de savon avec leurs cheminées vomissant la fumée avaient disparu. Disparus, les ateliers de machines! Disparu, le travail du plomb! Et aucun bruit d'enclume ou de marteau n'était apporté par le vent d'ouest... Et le pont! Peut-être avais-je rêvé d'un si beau pont, mais jamais je n'en avais

1. *Art and Socialism*, broch. (1884).
2. Le livre a paru à Londres en 1891. La *Société nouvelle* a donné en 1892 la traduction française de la moitié des *Nouvelles de nulle part*.

vu un pareil, si ce n'est dans un manuscrit enluminé ; car même le Ponte-Vecchio de Florence ne l'approchait que de loin.

Avec les affreuses bâtisses modernes ont été détruites les restaurations qui gâtaient les beaux édifices d'autrefois.

Depuis que nous vivons dans ce monde de brique et de ciment, affirmait Morris dans *Espoirs et Craintes pour l'Art*, peu de monuments nous ont été laissés, si l'on en excepte le fantôme de cette grande église de Westminster, ruinée à l'extérieur par la stupidité de l'architecte qui la restaura et insultée en sa glorieuse nef par les mensonges des entrepreneurs de pompes funèbres, par la vaine gloire et l'ignorance des deux derniers siècles et de la moitié de celui-ci.

Le témoin de l'an 2000 rapporte qu'il a trouvé ces outrages vengés.

A ma droite, j'entrevis un édifice grandiose dont l'aspect extérieur m'était familier. Je m'écriai : « Westminster-Abbey ! — Oui ! répliqua Dick, Westminster-Abbey ! Ce qui en reste ! — Quoi ! Qu'est-ce que vous en avez fait ? dis-je avec terreur. — Ce que nous en avons fait ? Pas grand' chose si ce n'est de la nettoyer. Vous n'ignorez pas que tout l'extérieur avait été abîmé, il y a des siècles ; quant à l'intérieur, il a conservé sa beauté après le grand déblaiement qui fut fait, il y a cent ans, de ces vilains monuments érigés en l'honneur d'imbéciles et de coquins et qui jadis le bloquaient, comme dit mon aïeul. »

Nous continuâmes un peu plus loin et, tournant de nouveau mes regards vers la droite, je dis, plutôt sur un ton de doute : « Voilà le palais du Parlement ! l'employez-vous encore ? » Il éclata de rire et resta quelque temps avant de pouvoir se remettre ; puis, me frappant sur l'épaule, il dit : « Je vous y prends, voisin ; vous pouvez bien vous étonner que nous ayons laissé debout ce palais, et je sais quelque chose du fait, car mon vieux parent m'a donné des livres où l'on voit quelle étrange comédie se jouait là dedans. L'employer ! Oui ! oui ! Il sert de marché supplémentaire et de magasin d'engrais, et il est très propre à cet usage, attendu qu'il se trouve au bord de l'eau. »

Le nouveau Londres n'est pas seulement la joie des antiquaires et des artistes; il est fait pour le bonheur de tous les hommes. Chacun y vit joyeux, travaillant à son goût et suivant ses forces, usant de tout ce qui est nécessaire à la vie, sans gouvernement central, sans police, sans tribunaux, sans prison, sans distinction de richesse ni de classe. Plus d'ordres, plus de prohibitions; pas même les petites gênes du phalanstère.

Nous tombâmes sur un groupe d'hommes qui réparaient la route, ce qui nous retarda un peu; mais je n'en fus pas fâché, car tout ce que j'avais vu jusqu'à présent ne me paraissait être qu'une période de grandes vacances, et j'étais soucieux de voir comment ces gens s'y prenaient pour faire un travail réellement nécessaire.

Ils venaient de se reposer et s'étaient justement remis à travailler de nouveau quand nous arrivâmes, de sorte que le tic-tac des pics me tira de mon rêve. Il y avait là à peu près une douzaine de jeunes gens solides, ressemblant beaucoup à ce qu'aurait pu être une équipe de rameurs d'Oxford, dans le passé que je me rappelais, et aussi peu embarrassés de leur besogne; leurs vêtements de dessus se trouvaient au bord de la route, rangés avec ordre sous la garde d'un enfant de six ans; celui-ci avait jeté son bras autour du cou d'un gros chien paresseusement heureux comme si ce jour d'été n'avait été fait que pour lui. Jetant les yeux sur la pile des vêtements, je pus voir les reflets de l'or et de la soie dont ils étaient brodés, et je jugeai que quelques-uns de ces ouvriers avaient les mêmes goûts que le boueux couvert d'or que j'avais rencontré dans Hammersmith; à côté se trouvait un grand panier qui paraissait contenir du pâté froid et du vin. Une demi-douzaine de jeunes femmes suivaient des yeux le travail et les travailleurs.

Après avoir vu de si belles choses, le narrateur éprouve la triste surprise de se réveiller au milieu du brouillard du Londres actuel. Tout ce récit est un rêve; mais il faut y

voir plus que la fantaisie d'un romancier, car la vision du futur pour William Morris n'était pas une simple idylle, de même que son amour du moyen âge n'était pas une réaction.

On peut se demander pourtant si un type de réforme sociale exclusivement fondé sur les intérêts de l'art n'a point une base trop étroite. Supprimer les machines, la grande industrie, puis ensuite « laissez faire, laissez passer », comme le demandaient les anciens économistes, est-ce bien l'unique moyen de supprimer la misère?

Morris a semblé — non dans tous ses écrits mais au moins dans *News from Nowhere* — s'arrêter à ce remède. Nous avons à ce sujet l'important témoignage de Walter Crane dans la notice qu'il a consacrée à son ami[1]. M. Crane rapporte que les *News from Nowhere* furent composées pour devenir la contre-partie, on pourrait presque dire le contre-poison d'un autre roman utopique, *Looking Backward*[2] de l'américain Bellamy. *Looking Backward* est la réalisation imaginaire d'une sorte de socialisme d'État à la manière de Louis Blanc. Toutes les industries et tous les échanges y sont transformés en services publics. Le développement du machinisme y est au maximum; tout se fait par l'électricité ou la vapeur. Les habitants sont agglomérés en villes énormes.

News from Nowhere, au contraire, disperse les hommes dans les campagnes, supprime les machines, défait la cen-

1. *Progressive Review* et *Neue Zeit*, article cité.

2. *Looking Backward*, publié en 1888, atteignit rapidement son 400e mille. Ce roman a été traduit en français sous le titre *Cent ans après ou l'An 2000*, Paris, Dentu, 1890, in-18.

Le roman social utopique est fort à la mode dans les pays anglais. *Looking Backward* et les *News from Nowhere* sont les types les plus célèbres d'un genre abondamment représenté en Angleterre et aux États-Unis.

tralisation industrielle et politique et donne à chaque groupe l'autonomie.

L'intérêt littéraire de la conception de Morris dépasse sans doute beaucoup sa portée prophétique et peut-être sa valeur scientifique. Mais l'esprit qui l'anime est bien anglais et sa popularité toujours croissante s'explique par les caractères que nous venons d'indiquer.

V. Développement du Socialisme artistique. — Morris avait mis sans réserves son activité au service du socialisme : livres, brochures, conférences, allocutions, réunions publiques, intervention dans les luttes électorales, il contribua sous toutes ces formes à la marche du mouvement jusqu'aux derniers mois de sa vie où la maladie et la fatigue le contraignirent au repos. Dans le voisinage de sa demeure, il avait fondé un groupe, la *Hammersmith Socialist Society*, qui, chaque dimanche, tenait une réunion dans une salle attenant à Kelmscott House, et qui publiait une série de brochures. Morris écrivit et parla pour elle. Il garda toujours le contact des ouvriers dont il aimait à porter le costume depuis qu'il était, lui aussi, un artisan travaillant de ses mains.

Parlant au peuple, Morris ressemble à tous les propagandistes socialistes. L'influence qu'il a exercée sur les gens cultivés est beaucoup plus particulière à sa personne. Il a été suivi dans la voie qu'il avait prise par un grand nombre d'artistes et de littérateurs. Qu'il suffise de citer : Walter Crane dont l'une des compositions les plus connues, *Le Triomphe du Travail*, fut exécutée en l'honneur de la célébration initiale du 1er mai (1890), Walter Crane dont les nombreux dessins socialistes donnent la même impression de grâce et de sérénité que la prose des *News from Nowhere* ; l'avocat et publiciste Belfort Bax qui écrivit, en collabora-

tion avec Morris, *Le socialisme, ses progrès et son but* (1893); l'éditeur André Scheu; le relieur artistique Cobden Sanderson.

Lorsque M. York Powell, professeur d'histoire moderne à Oxford et successeur de Freeman et de Froude, fonda dans la ville universitaire une association d'étudiants et de professeurs socialistes, ce fut Morris qui fut invité à prononcer le discours inaugural, à la fin de 1895.

Voici le résumé des paroles qu'il fit entendre à ce propos; elles sont en quelque manière son testament socialiste[1]:

Les socialistes espèrent conquérir l'opinion publique de telle manière qu'ils soient en majorité dans le Parlement, qu'ils y siègent en qualité de socialistes avoués et comme les délégués authentiques du socialisme national. Actuellement, on ne peut espérer obtenir d'un des deux grands partis politiques anglais une seule mesure réellement et complètement socialiste. Et, de fait, l'affranchissement du travail, l'éveil des populations ouvrières à la conscience d'elles-mêmes, ce sont là des choses pour lesquelles, comme pour toutes bonnes et précieuses choses, il faudra payer un prix compensateur; ce ne sera pas sans troubles, sans souffrances de quelque sorte, qu'un si grand changement s'effectuera et que les ouvriers se rendront compte qu'ils devront être non pas des machines, mais des citoyens.

Pour le moment, les forces socialistes sont divisées ; il y a les propagandistes sincères, il y a aussi les ambitieux qui rêvent de séduire les électeurs. Puissent-elles s'unir toutes pour une œuvre de vraie propagande et empêcher que les vanités de tels ou tels chefs de partis entravent le progrès pratique auquel il importe de travailler.

1. En juillet 1896, quelques semaines avant sa mort, W. Morris, retenu loin de Londres par la maladie, envoyait l'expression de sa sympathie et de ses vœux au Congrès socialiste international réuni dans la capitale de l'Angleterre.

Dans ce cas comme en beaucoup d'autres, on voit Morris poussant au socialisme la disposition favorable que nous avons vue se former en Angleterre, donnant à une doctrine mal vue et peu considérée l'autorité de son talent et aussi de sa célébrité et de sa situation dans le monde. Carlyle et Ruskin avaient conduit « les honnêtes gens » à la porte du socialisme; lui la leur ouvrit. Nous allons voir le même rôle joué par les socialistes chrétiens qui, eux aussi, ont considéré les effets de la révolution industrielle à travers Carlyle et Ruskin.

CHAPITRE IV

CHRISTIANISME ET SOCIALISME

Le Socialisme chrétien pose la question sociale comme une question morale. Il se place donc à l'antipode du socialisme matérialiste qui se fonde sur la méthode des sciences positives et déclare que le communisme sera le terme fatal de l'évolution présente des faits économiques. Les socialistes chrétiens croient qu'il suffira de changer les esprits, de prêcher la charité aux riches et la résignation aux pauvres pour faire régner dans le monde la fraternité évangélique. Cette espérance spiritualiste ne les caractérise pas encore suffisamment. Car d'autres socialismes, prêchés par des positivistes, sont fondés sur une métaphysique analogue à celle du socialisme chrétien ; sans se réclamer de Jésus, des Pères, certains socialistes radicaux aiment à invoquer l'Humanité et font appel au cœur plus qu'à la raison de leurs partisans. Ces athées ont donc au fond la même philosophie que les chrétiens, et le socialisme des uns et des autres ne diffère que dans la pratique. Tandis que les premiers recourent à l'État laïque, les seconds réclament que la réforme de la société soit faite sous la direction de l'Église, de sorte que le mot de socialistes-cléricaux est celui qui leur conviendrait mieux. La souveraineté du clergé est en effet le caractère particulier de leurs projets de rénovation. Aussi le développement récent du socialisme catholique en Occident a-t-il eu pour cause

ou tout au moins pour occasion la bulle du pape sur la condition des ouvriers et coïncide-t-il avec les progrès de l'ultramontanisme. Le plus éminent des apôtres actuels du socialisme anglican fait la déclaration suivante [1] :

Un socialisme chrétien complet ne pourra pas être réalisé avant que l'Église soit libre d'user de son influence et de sa discipline pour établir le royaume du Ciel sur la Terre.

Compris de la sorte, le socialisme chrétien n'a pu se former que dans les pays où les prêtres sont incorporés dans une organisation solide. En dehors du catholicisme, il vit surtout chez les luthériens et chez les anglicans qui ont conservé la hiérarchie épiscopale. L'Église d'Angleterre est en date la première dans laquelle se soit vulgarisé le terme de socialisme chrétien ; il apparut chez elle après les événements de 1848.

I. Les précurseurs : Maurice et Kingsley. — Dans une conférence donnée aux fabiens le 8 janvier 1893, le révérend Stewart Headlam disait :

Bien avant la fondation de la Société fabienne, j'appris les principes et je me rendis familier le nom du « Christian Socialism », œuvre de Maurice et Kingsley, les professeurs de philosophie et d'histoire à Cambridge.

Par cette déclaration, M. Headlam, organisateur en 1877 de la Guilde de Saint-Mathieu, s'affirmait le continuateur de deux prêtres anglicans, Frederick Denison Maurice (1805-1872) et Charles Kingsley (1819-1875). Ces deux initiateurs ont été les leaders d'un groupe d'ecclésiastiques et de laïques qui lança le 2 novembre 1850 un périodique appelé *Christian Socialist* « pour répandre les principes

1. *Christian socialism*, by the Rev. Stewart D. Headlam, published by the Fabian Society (tract. n° 42), page 9.

de coopération par une application pratique du christianisme aux buts du commerce et de l'industrie [1]».

Maurice et Kingsley avaient subi de façons différentes, suivant leur situation et leur caractère, l'influence du mouvement social anglais de 1834 à 1848 : ils avaient eu le contact des chartistes, des owenites, des disciples de Carlyle et des radicaux réformateurs.

En 1850, Frederick Denison Maurice[2], âgé de 45 ans, occupait depuis dix années la chaire d'histoire et de littérature au King's College de Londres. Il était issu d'une famille aisée; son père était gentilhomme campagnard et sa mère fille d'un armateur. Ses parents étaient déistes unitariens dans leur foi, puritains dans leur vie, en politique, enfin, partisans des libéraux. Maurice étudia le droit à Cambridge, puis il visita Londres où il collabora à divers périodiques réformistes et à l'*Athenaeum*, fondé en janvier 1828, qu'il dirigea presque dès le début. Il se trouvait le compagnon de lutte de radicaux comme Stuart Mill, mais il n'aimait pas leur philosophie sans métaphysique et il écrivait contre la morale de l'intérêt enseignée par les disciples de Bentham. Plus tard il aima les déclamations sociales de Carlyle, mais en protestant contre le panthéisme et le torysme du philosophe écossais. Maurice resta toute sa vie une volonté indécise, un esprit conciliant, opposé aux extrêmes, aimant les ménagements, les demi-mesures au point de suspendre parfois son action. Ses amis lui reprochaient d'être trop sage en toutes choses, mais ils admiraient l'étendue de ses connaissances et ils étaient

1. *Christian Socialism*, p. 1.

2. *Life of Frederick Denison Maurice, chiefly told in his own letters, edited by his son, Frederick Maurice.* Avec deux portraits. Londres, 1884, 2 vol. in-8°. — G.-J. Gray, *Bibliography of Maurice writings.* Londres, Macmillan and C°, 1885, in-8°.

séduits par sa bonne foi parfaite, par la noblesse de son âme incapable de faux-fuyants et de dissimulation. Ces qualités, qu'un abord facile, une courtoisie parfaite, une bienveillance réelle faisaient goûter davantage, maintinrent de nombreuses sympathies autour de Maurice et firent qu'il demeura le chef d'un parti, malgré l'incertitude de ses théories et de ses plans.

Dans ce parti, le principal rôle fut tenu par l'actif et remuant Charles Kingsley. Fils d'un prêtre de campagne, il était lui-même prêtre de campagne à Eversley, dans le Hampshire, depuis l'année 1842. Avant son ordination, il avait terminé à Cambridge des études commencées aux collèges de Bristol et de Londres. Dans les séjours qu'il fit en différentes cités anglaises, il avait vu plusieurs épisodes de l'agitation politique qui aboutit au bill de réforme électorale de 1832 et de l'agitation sociale qui vint ensuite. Parlant à Bristol en 1858, Kingsley rappelait qu'il avait été témoin dans cette ville de l'émeute des 29-30 octobre 1831 causée par l'entrée d'un fonctionnaire hostile à la réforme.

Ce fut, disait-il, dans cette même cité de Bristol que je reçus ma première leçon de ce qu'on appelle à présent science sociale. Et pourtant, hélas! dix années s'écoulèrent avant que je pusse seulement épeler cette leçon, quoiqu'elle eût été écrite pour moi, aussi bien que pour toute l'Angleterre, en lettres de flammes tracées d'un bout à l'autre du pays [1].

Kingsley dit ailleurs que cette scène le rendit aristocrate. Il le resta toute sa vie et, s'il mérite d'être appelé socialiste, il est socialiste conservateur. Un de ses mots caractérise ses opinions politiques : « Le peuple, disait-il, a

1. Cité par H. de B. Gibbins, *English social reformers*, p. 156.

besoin d'être conduit par un pair et par un prêtre. » Toute sa vie, il défendit la Chambre des Lords, disant qu'il ne fallait pas dépouiller les nobles de leurs privilèges, mais les rappeler à leur devoir. Opposé à l'école de Manchester comme tous les socialistes, il attaque le radicalisme démocratique de ses représentants aussi souvent que leur « laissez faire, laissez passer ». Son maître est Carlyle, qu'il a lu et relu passionnément pendant son séjour à Cambridge et qu'il juge l'égal des prophètes d'Israël.

Aussi n'est-ce pas un échange de considérations sociales qui tout d'abord l'a rapproché de Maurice. Le premier lien entre eux fut le libéralisme religieux. Ces deux *Cambridge men* résistaient au « mouvement d'Oxford », renaissance cléricale commencée en 1830, d'où allait sortir la Haute Église (*High Church*) et qui devait pousser jusqu'au catholicisme quelques-uns de ses partisans, entre autres Manning et Newmann. Maurice, venu à Oxford en 1830 pour y terminer ses études, fut tout d'abord influencé par le mouvement clérical anglican. En 1834, il publia un pamphlet intitulé *Subscription no bondage* (Assentiment sans asservissement), dans lequel il protestait contre l'abolition projetée de la mesure qui obligeait les membres des Universités à adhérer aux 39 articles[1]. Mais la fréquentation de chrétiens libéraux, comme Julius Charles Hare et John Sterling, le rendit plus tolérant. Il s'attacha à ces hommes qui constituèrent ce qu'on appela bientôt la *Broad Church*[2], la Large Église, par opposition à la *High Church*, la Haute

1. Les 39 articles forment le Credo de l'Église anglicane.

2. Le nom de *Broad Church* ne fut inventé qu'en 1853 par un des amis de Kingsley, le Rev. Conybeare. Mais la chose existait longtemps avant le mot. Maurice, avec sa crainte habituelle des partis et des divisions, n'aimait pas cette étiquette, et pourtant ses écrits ont certainement inspiré ceux qui l'ont choisie. Aujourd'hui on peut dire

Église. Pendant les cinq premiers mois de l'année 1837, Maurice publia les « Lettres à un quaker », bientôt réunies en volumes sous le titre de *The Kingdom of Christ*. Il y montrait un esprit de tolérance et une largeur d'idées à l'égard des sacrements qui mécontentèrent les orthodoxes, mais qui enthousiasmèrent les clergymen libéraux.

Kingsley, encore étudiant de Cambridge, lut le livre avec transport. Il détestait Oxford dont le mouvement représentait pour lui « le sacerdotalisme, l'ascétisme, le manichéisme ». Kingsley considéra Maurice comme son maître plusieurs années avant le moment où il le rencontra pour la première fois. C'était en 1844; Kingsley avait vingt-cinq ans et Maurice trente-neuf. Alors commença entre eux une amitié qui se resserra toujours davantage. Maurice fut en 1847 le parrain d'un des enfants de Kingsley, et l'année suivante il présenta au public, dans une préface, le premier livre de son ami, *The Saint's Tragedy*, la Tragédie de la Sainte, drame où l'histoire de Sainte Elisabeth de Hongrie sert de motif à des protestations contre les pratiques superstitieuses. Unis par la foi, Maurice et Kingsley allaient chercher ensemble la solution de la question sociale, quoique leur éducation les eût préparés à la rencontrer sur des voies différentes.

Maurice était le moins conservateur, Kingsley le moins modéré. Kingsley avait la charpente et l'âme d'un lutteur. Le portrait en tête de la biographie qu'a publiée sa veuve[1]

que la *Broad Church* n'existe plus. On distingue seulement dans l'anglicanisme en Grande-Bretagne la *High Church* (Haute Église), sur laquelle nous donnons à plusieurs reprises des explications, et la *Low Church* (Basse Église), qui reste dans les traditions et ne cherche ni à approfondir le dogme, ni à intervenir dans les conflits sociaux.

1. *Charles Kingsley : his Letters and Memories of his Life, by his Wife* (avec deux portraits). Londres, 1877, 2 vol. in-8°.

nous le montre avec des traits accusés, le nez fort, la bouche large sur un visage encadré de favoris; moyennement grand, trapu, il aimait l'exercice; un jour il alla à pied d'Eversley à Londres; on rapporte qu'il fut bon époux et prêtre parfait : son tempérament nerveux était prompt à l'enthousiasme et facile au découragement; curieux de toute connaissance, il étudia une foule de sciences sans jamais rien apprendre à fond. L'ardeur inquiète de son esprit a passé dans son style qui, à l'exemple de celui de Carlyle, est souvent obscur et tourmenté.

Les premières œuvres sociales de Kingsley sont des articles qu'il publia en 1848, sous le pseudonyme de Parson Lot, dans l'hebdomadaire *Politics for the People*. Ce journal fondé par J.-M. Ludlow et Julius Hare avec l'approbation timide de Maurice commença à paraître le 6 mars 1848. Il ne put faire monter son tirage au-dessus de 2.000 exemplaires et tomba après le dix-septième numéro. C'était le premier organe du socialisme chrétien en Angleterre. Les fondateurs avaient affirmé une théorie, celle de tous les socialistes chrétiens : ils avaient dit que les réformes morales devaient précéder les améliorations matérielles, tandis qu'une partie des chartistes prétendaient que l'ordre devait être inverse, car les secondes sont la condition des premières. Mais les socialistes chrétiens n'étaient pas sortis du domaine théorique, ils n'avaient pas apporté de solution. Cette lacune leur fut reprochée; ils s'appliquèrent à la combler. En 1849, un des leurs, Ludlow, alla étudier en France les coopératives ouvrières organisées par les disciples de Buchez et de Fourier. La même année, Mayhews publia dans son livre *London Labour and the London Poor* un appel à l'organisation coopérative. Ce mode de production et de consommation était bien accueilli en Angleterre

depuis qu'on voyait les owenites, abandonnant l'espérance de réaliser le communisme, s'appliquer à fonder des coopératives de consommation dont la première fut celle des Équitables pionniers de Rochdale (1844). Les Chrétiens socialistes se mirent à faire une propagande parallèle à celle des owenites. Ils eurent un programme qui se résumait en trois mots : « Coopération contre Compétition ». Compétition c'était le « laissez faire, laissez passer », le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande soutenu par l'École de Manchester. A coopération qui s'entend aisément, il faut ajouter : organisée sur des principes chrétiens et sous la direction de prêtres. Quelques coopératives de production d'ouvriers urbains furent fondées à Londres; on fit surtout une association de tailleurs, ouvriers qui sont le plus facilement exploités par les entrepreneurs intermédiaires entre eux et les maisons de confection. On organisa un Bureau central formé des chefs de coopératives particulières et un Conseil de promoteurs destinés à propager l'institution. Maurice dirigea ce Conseil. Le 2 novembre 1850, l'œuvre eut son journal officiel portant un nom qui était à lui seul une propagande : *Christian socialist*. Elle publia une série de tracts ou brochures dont chacune était soumise à la censure du modéré Maurice. Sa biographie nous apprend qu'il empêcha l'impression d'un manuscrit de lord Goderich où étaient exposées des théories trop démocratiques. Pendant cette campagne de presse, Kingsley publiait ses deux romans sociaux les plus célèbres, *Yeast* (Fermentation) (septembre 1848), *Alton Locke* (1850)[1], tableaux de la misère des travailleurs, à la cam-

1. Les œuvres de Kingsley ont été réunies en une édition définitive par la maison d'édition de Londres, Macmillan and C°, 1879 et années suivantes, in-8°. Parmi les ouvrages de Kingsley, ont été traduits en

pagne dans le premier, à la ville dans le second volume. L'auteur prête à Lancelot Smith, le héros de *Yeast*, le raisonnement suivant :

Si un homme vivant dans une société civilisée a un droit qu'il puisse réclamer, c'est que l'État qui existe par son travail doive le développer ou au moins ne pas entraver son développement.

Kingsley explique comment Lancelot devient socialiste. (Voir surtout chapitres III et XIV.)

Il comprit que le moindre devait être fait pour le plus et non le plus pour le moindre, par suite que la propriété devait être pour l'homme et non l'homme pour la propriété.

L'asservissement de l'individu à la richesse est peint sous toutes ses formes dans les différents épisodes d'*Alton Locke, tailleur et poète*. Alton Locke, « cokney et fils de cokneys », c'est-à-dire de citoyens de la classe populaire, est mis en apprentissage dans une maison de confection. On se rappelle que les tailleurs avaient ému les premiers la sollicitude des socialistes chrétiens, à cause de la mauvaise hygiène de leurs ateliers et à cause de l'insuffisance de leurs salaires, deux causes de mort que Kingsley fait agir sous les yeux du lecteur. Voici la description de la maison où le jeune Locke fait son apprentissage :

L'atelier du sous-sol s'appelle la chambre des rhumatismes. Celui du rez-de-chaussée, c'est la chambre de la fièvre. Ceux qui n'y gagnent pas le typhus y attrapent la dysenterie et ceux qui sont épargnés par la dysenterie y crèvent du typhus. Votre nez vous dirait pourquoi si vous ouvriez la porte du

français : *Alton Locke, tailleur et poète*, Paris, Hetzel, 1864, 2 vol. in-18; *Il y a deux ans* (1854-1856), Paris, Hachette, 1860, 2 vol. in-18. Enfin une imitation du roman religieux *Hypathia* a été publiée sous le nom d'E. Drouault, à Paris, chez Le Clère, 1857, in-8°.

fond. L'atelier du premier, c'est la chambre des asthmatiques ; vous pouvez les entendre souffler comme des locomotives. Enfin ce pigeonnier suprême où vous vous trouvez, c'est l'hôpital des poitrinaires[1].

Un nouveau patron ferme les ateliers et envoie les ouvriers travailler à domicile. Cette fois, c'est la mort de faim qui les attend, car les tâches seront distribuées par des entrepreneurs au rabais, et le rabais sera pris sur le salaire des travailleurs. Le système de la suée (*sweating system*) va s'établir. Alton abandonne sa profession, chemine de ville en ville et partout il tombe dans « l'antre de l'exploiteur », entendez l'industrie moderne, partout il voit « les hommes que l'on dévore », ce sont les paysans. De rage, il est entré dans le mouvement chartiste lorsqu'on a fermé l'atelier.

Depuis ce soir-là, dit-il, je fus chartiste cœur et âme, de même qu'un million et demi des meilleurs ouvriers de l'Angleterre... Je pris les classes supérieures au mot, je m'inclinai devant l'idole des institutions politiques et je bornai mes espérances de rédemption à être la vingt-millième partie d'un orateur dans la grande flagornerie nationale[2].

A la tête d'une émeute de paysans, il pille les greniers des riches ; on le met en cellule trois ans. Libéré, il voit à Londres l'échec de la grande pétition présentée par les chartistes au Parlement (10 avril 1848) et la dissolution du chartisme.

Il reconnaît alors son erreur. C'est Kingsley qui le fait parler.

1. *Alton Locke*, traduction française, t. I, p. 34.
2. Ibid., t. I, p. 177.

Je ne crois plus aux remèdes de pilules Morrison, comme Thomas Carlyle[1] les appelle... La Charte n'améliorera pas plus les hommes que l'économie politique ou que l'observance du calendrier ecclésiastique.

Le salut, c'est de suivre « le vrai démagogue » Jésus. Telle était déjà la conclusion de *Yeast*. Dans tous les chapitres d'*Alton Locke*, Kingsley réclame l'union des prêtres et du peuple. « Les ouvriers, dit-il, ne croient pas à la bonne foi du clergé. » Pour leur inspirer confiance, il faut que les prêtres sortent du formalisme, des discussions théologiques et deviennent des éducateurs sociaux. En somme, d'après Kingsley, l'Église doit faire son bien de l'héritage des chartistes. Lui-même commence par leur emprunter toute leur critique économique, attaques contre le *sweating system*, théorie de la plus-value, critique du salariat ; il en retranche les tendances communistes égalitaires et les remplace par une théocratie modérée. Il s'écriait :

Croyez-moi. Ce 10 avril, que vous imaginiez être la mort de la liberté, a éveillé dans la haute aussi bien que dans la basse région de la société un esprit que les enfants encore à naître béniront quelque jour[2].

Ce souffle nouveau annonçait la réforme sociale par le clergé libéral. Or le clergé anglais n'était pas disposé à s'engager dans cette voie et Kingsley s'en aperçut à ses dépens. En 1851, pendant l'exposition de Londres, Maurice, Kingsley et leurs amis prêchaient sur les questions sociales

1. Les citations de Carlyle sont très abondantes dans les ouvrages sociaux de Kingsley. Carlyle ne fut pas seulement l'un des patrons intellectuels de Kingsley ; il se fit son protecteur ; sans sa recommandation, Kingsley n'aurait pu éditer *Alton Locke*, car les libraires de Londres refusaient ce roman social.

2. *Alton Locke*, traduction française, t. II, p. 283.

pour répandre leurs idées parmi les foules accourues dans la capitale. Un jour, Kingsley arriva d'Eversley et prononça un sermon intitulé : *Le Message de l'Église aux travailleurs*. Il y disait :

J'affirme que la tâche pour laquelle Dieu envoie un prêtre chrétien dans une nation chrétienne est de prêcher et de pratiquer liberté, égalité, fraternité, dans le sens le plus complet, le plus profond, le plus large et le plus simple de ces grands mots ; que s'il le fait de tout son pouvoir, il est un vrai prêtre agissant suivant la volonté de Dieu et avec la bénédiction de Dieu sur lui. Tous les systèmes de société qui favorisent l'accumulation du capital dans quelques mains, qui chassent les masses du sol que leurs ancêtres possédaient de toute ancienneté, qui les abaissent au niveau de serfs et de journaliers vivant de gages et d'aumônes, qui les accablent de dettes, ou, en quelque manière que ce soit, les dégradent et les asservissent ou leur refusent un intérêt permanent dans la communauté, sont contraires au royaume de Dieu que Jésus a annoncé [1].

Les auditeurs furent scandalisés. Plusieurs journaux accusèrent Kingsley de pousser le peuple à la révolution sociale et de faire revivre des théories qu'on croyait mortes depuis que les mouvements de 1848 avaient été réprimés.

Le prêtre dont Kingsley avait emprunté la chaire refusa de le laisser parler à l'avenir. L'évêque lui interdit de prêcher à Londres. Le clergé et une partie des classes supérieures se prononcèrent contre les chrétiens socialistes. En même temps, leurs tentatives échouaient. Les coopératives de production disparaissaient. Restaient seulement les coopératives de consommation destinées à rendre meilleure dans la société présente la situation matérielle des classes moyennes.

1. Cité par H. de B. Gibbins, *English social Reformers*, p. 169.

La débâcle s'acheva sous les coups des anglicans orthodoxes qui trouvèrent l'occasion de renouveler leurs attaques contre Maurice. Celui-ci avait publié en 1853 des *Theological Essays* dans lesquels il critiquait le dogme des peines éternelles. Ses collègues, les professeurs du King's College de Londres, l'obligèrent à donner sa démission. Il redevint prêtre desservant. Enfin, en 1866, l'Université de Cambridge l'appela à remplacer John Grote dans la chaire de philosophie morale : il occupait encore cette place quand il mourut en 1872. Dans la dernière partie de sa vie, il s'était occupé d'instruire le peuple, car, dans sa pensée, c'était l'ignorance des masses qui avait causé l'échec du mouvement coopératif chrétien. Pour remédier à ce mal, il fonda en 1853, à Londres, le *Working Men's College* (Collège des travailleurs), association destinée à instruire les ouvriers par des cours et des conférences. Maurice tenait à ce que cet enseignement fût surtout chrétien ; il organisait des classes bibliques, il excluait du Comité directeur des laïques qui lui paraissaient trop peu croyants. Cette étroitesse de vues fut cause que beaucoup d'aristocrates et de bourgeois apportèrent leur concours à Maurice. Aussi la dernière partie de son œuvre lui a-t-elle survécu.

Le bouillant Kingsley s'était lui aussi modéré. Depuis 1852, il n'écrivait plus guère que des romans moraux ou des contes pour les enfants. La vogue considérable, mais éphémère, de sa littérature devait le consoler de l'échec de ses essais de socialisme. Il était célèbre, populaire presque, et il arrivait aux honneurs plutôt que son maître et ami Maurice. En 1859, il devint chapelain de Sa Majesté ; en 1861, précepteur du prince de Galles. L'Université de Cambridge l'avait appelé, dès 1860, à la chaire d'histoire moderne. Ce choix fut un malheur pour sa réputation, car

ses études ne l'avaient pas préparé à l'enseignement qu'on lui confiait ; ses cours devaient être et furent en effet médiocres. Kingsley n'avait pas plus que Maurice renoncé à toute action sociale. Il se fit de préférence le champion de l'hygiène. Un jour d'actions de grâces pour la guérison du prince de Galles, il prêchait dans la chapelle royale de Saint-James. « Ce bonheur, dit-il, incitera tous les bons citoyens à réclamer et à appuyer une réforme sanitaire à la ville et à la campagne, immédiate, complète, impérative. »

Plus tard, en 1872, présidant à Birmingham la réunion annuelle du Midland Institute, il demanda que l'hygiène fût enseignée aux maîtres d'écoles. Deux nécessités le préoccupaient principalement : l'eau saine et abondante à l'intérieur des villes ; le remplacement des *slums* où habitent les pauvres par des habitations salubres. Il écrit à ce propos :

> Si seulement un dixième de l'argent qui a été dépensé à accroître, par une charité à l'envers, les cruautés de la société industrielle, avait été employé à démolir ces nids à typhus et à les remplacer par des maisons bonnes au moins pour des porcs [1] !

Mais Kingsley, ami des nobles, comme on sait, ne s'avance jamais jusqu'à la nationalisation du sol. Nous verrons que ses disciples actuels sont plus hardis.

Les socialistes chrétiens d'aujourd'hui reconnaissent que leur « mouvement diffère beaucoup de celui qui fut inauguré par Maurice et Kingsley, quoique les fondements en soient les mêmes ». C'est qu'en effet ils ont dû ajouter beaucoup à l'héritage bien léger que leur avaient légué les précur-

1. Passages cités par H. de B. Gibbins, *op. cit.*, p. 163.

seurs. Maurice et Kingsley ne laissaient guère après eux qu'un exemple et une tradition, l'exemple de prêtres prenant la tête d'une réforme sociale, la tradition que les principes du christianisme seuls peuvent remédier aux maux de l'état économique actuel. De leurs essais pratiques, rien ne restait debout, sauf les cours populaires, les *ragged schools* (écoles des déguenillés) et ces institutions n'étaient pas proprement du socialisme. Agréées des philanthropes les plus conservateurs, les écoles populaires se sont développées de plus en plus. Cambridge avait donné aux gens instruits l'exemple d'aller au peuple. Oxford encouragea, développa cette tendance par l'enseignement de l'illustre Ruskin et de plusieurs autres professeurs.

D'Oxford allait sortir le second mouvement socialiste chrétien, celui qui vit aujourd'hui. Ses initiateurs devaient être des adhérents au parti de la Haute Église, à ce parti qui avait lutté contre la Large Église et qui avait été combattu par Maurice et Kingsley. Rien d'étonnant dans cette apparente anomalie. N'avons-nous pas expliqué, en effet, que le socialisme chrétien ne pouvait se développer que dans les Églises fortement organisées ? Or, après 1848, il était né en Angleterre chez les épiscopaliens. Lorsque Kingsley et Maurice eurent disparu, il se reforma dans la fraction la plus cléricale et la plus sacerdotale de l'anglicanisme, dans la Haute Église. Les *high church men* veulent relever le rôle du clergé : dans cette intention, ils se montrent formalistes, attachés aux cérémonies qui distinguent le prêtre du laïque, ils tiennent aux sacrements, ils protestent enfin contre l'asservissement de l'Église d'Angleterre au gouvernement civil. Dans cette horreur de la domination laïque, plusieurs sont disposés à revenir à Rome, plusieurs y sont déjà revenus. Il est naturel que,

portant si haut la dignité de l'Église, les *high church men* veuillent la placer à la tête du mouvement social, l'agitation la plus forte de l'époque présente.

En dehors d'eux, la majorité des anglicans suit docilement les traditions de la Basse Église, indifférente aux conflits entre le capital et le travail. Quant aux non-conformistes, ils se sont mis à la remorque des libéraux et des radicaux et ils ont adopté, comme leurs amis politiques, les principes de l'école de Manchester. Aussi sont-ils presque tous hostiles au nom même du socialisme.

II. La Guilde de Saint-Mathieu. — La Guilde de Saint-Mathieu, qui s'intitule « la plus ancienne des organisations socialistes actuellement existantes en Angleterre », est un groupe de prêtres et de laïques progressistes appartenant à la Haute Église et dont le noyau a été formé en 1877 par le Révérend Stewart Headlam.

Le Révérend Headlam, né en 1847 à Liverpool, est devenu socialiste en écoutant les leçons de F.-D. Maurice à l'Université de Cambridge ; en religion, il appartenait au mouvement de la Haute Église, parti de l'Université d'Oxford. Dès son début dans la prédication, il montra une grande activité au service d'une belle largeur d'idées. Desservant à Drury Lane, il apprit à connaître les acteurs et fonda l'association de l'Église et de la Scène (*Church and Stage Guild*) pour lutter contre les préjugés hostiles aux chanteurs et aux comédiens. Le puritanisme de son évêque fut offusqué et le prêche fut interdit à M. Headlam. Il parla dès lors dans des réunions particulières et au profit d'œuvres religieuses et sociales, continuant à donner par sa conduite des leçons aux « sycophantes », comme disent les Anglais. On le vit, lui, le sacramentaliste orthodoxe, se prononcer contre la loi qui punit le blasphème, on le vit défendre

Bradlaugh, honni de tous à cause de son positivisme athée ; on l'a vu dernièrement refusant d'abandonner M. Oscar Wilde et s'offrant à lui servir de caution. Il blâmait un jour à l'assemblée générale de la Guilde de Saint-Mathieu les réformateurs qui ne sont pas démocrates dans l'idéal et dans la pratique. Il ajoutait :

De ces trois grands mots par lesquels on a si souvent menti, qui cependant sont si éternellement vrais, Liberté, Égalité, Fraternité, le premier n'a pas de place dans le vocabulaire de certains socialistes ou, s'il est employé, c'est seulement pour être condamné : leur idéal est domination et réglementation ; les hommes auraient une vie matérielle confortable, mais seraient régis par une main ferme et une volonté énergique.

Deux livres par exemple ont été écrits et lus avec succès, qui peignent la réalisation des idéals socialistes, *Looking Backward* de M. Bellamy et *News from Nowhere* de M. Morris. Quoique M. Bellamy accorde des sermons par téléphone à chaque maison, tandis que M. Morris paraît croire que la société future n'emploiera les églises qu'à des fêtes, je n'hésite pas à affirmer qu'en général l'idéal de M. Morris est plus voisin de l'idéal des chrétiens socialistes que l'idéal de M. Bellamy : car le premier est liberté et démocratie, le second est commandement, caserne, réglementation [1].

Déclaration libertaire assez imprévue chez un prédicateur orthodoxe qui se plaît à répéter : « Nous sommes socialistes parce que nous sommes sacramentalistes », et qui demande à ses disciples bien plus que le sentiment chrétien, puisqu'il veut exiger la foi aux dogmes de l'Église d'Angleterre. Voici les titres des trois chapitres qui composent le programme de la Guilde. (*The Guild of St Matthew, what it is and who should join it.*)

1. *The non conformist conscience*, conférence donnée à la 14e réunion annuelle de la Guilde de Saint-Mathieu, à Sion College, 22 septembre 1891. *Church Reformer*, octobre 1891, p. 221.

Ier Objet. — *Effacer par tous les moyens possibles les préventions qui existent, particulièrement chez les sécularistes, contre l'Église, Ses Sacrements, Ses Doctrines; faire tous les efforts « pour justifier* Dieu *aux yeux du peuple* ». (La formule entre guillemets est renouvelée des premiers chrétiens socialistes anglais.)

IIe Objet. — *Provoquer la pratique fréquente et révérende de la Sainte Communion et l'observance plus exacte de l'enseignement de l'Église d'Angleterre comme il est contenu dans le Livre de la Commune Prière.* (Le « Book of Common Prayer » est le livre de prières de l'Église d'Angleterre.)

IIIe Objet. — *Provoquer l'étude des questions sociales et politiques à la lumière de l'Incarnation.* (C'est l'explication du socialisme des Guilders : en effet, dit le programme, le fils de Dieu s'étant fait homme, il s'ensuit que « la vie humaine est d'essence divine » et qu'au nom du Seigneur dont le fils s'est dévoué pour l'humanité entière « nous devons réclamer l'égalité pour tous ».)

Les développements consacrés à ces titres sont longs, et nous en citerons un seul pour caractériser l'amalgame de socialisme et de sacerdotalisme qui forme les principes de la Guilde de Saint-Mathieu.

La Messe est le service chrétien le plus important et le plus facile à comprendre. Il a été institué par le Christ en personne et doit pour cette raison être le principal centre du culte chrétien. Sa pompe est une attaque au culte de Mammon. Par la *Sainte-Cène*, elle présente Jésus-Christ comme le grand émancipateur; elle ennoblit les vulgarités de la vie que les esprits supérieurs affectent de mépriser. Par l'*Eucharistie*, elle est l'antidote de l'aigreur et de la tristesse ; elle dissipe les sombres pensées à l'égard de Dieu et de l'Homme : or l'espérance fait des réformateurs, le désespoir des réactionnaires. Par la

Sainte-Communion, elle nous engage à un saint communisme, elle est une protestation contre les barrières dressées par les hommes, elle les conduit à Dieu et les rend solidaires les uns des autres. Par le *Saint-Sacrifice*, elle enseigne cette leçon démocratique, que Christ et ceux qui sont comme lui préfèrent servir à dominer, donner à recevoir. Elle fait l'homme humble devant Dieu et devant ses semblables, et chasse ainsi le *cant*, l'hypocrisie, le pharisaïsme.

En conséquence, comme membres loyaux de l'Église d'Angleterre, nous tenons pour « le Sacramentalisme et le Sacerdotalisme », qui sont négligés seulement quand les hommes sont antisociaux.

Un peu plus haut le programme porte cette phrase :

L'individualisme en religion (Protestantisme, Athéisme, etc.) détruit le lien entre homme et homme, en plaçant le croyant dans un monde à part et hors de l'humanité, le non-croyant hors de la société dans les bornes de sa propre personnalité.

Après les trois objets, voici les trois règles de la Guilde.

I. *Réaliser le Ier Objet.* — Collectivement (*par le moyen de conférences, de cours, en répandant des ouvrages de propagande, etc.*) *et* individuellement *par influence personnelle.*

II. *Participer à chaque grande fête, et tout au moins assister à la célébration de la Sainte-Communion aussi régulièrement que possible les dimanches et jours consacrés.*

III. *Se réunir annuellement pour célébrer la fête de saint Mathieu, le 21 septembre, jour qui est la fête de la Guilde.*

La réunion annuelle comprend ordinairement une grand' messe le matin, un salut en musique le soir, suivis l'un et l'autre d'un sermon sur les questions sociales. Celui de

l'après-midi est toujours prononcé par le président, M. Stewart Headlam, et publié par le *Church Reformer* du mois suivant. Ainsi, dans ce meeting solennel comme dans toutes ses manifestations, la Guilde fonde son œuvre sociale sur une base religieuse. Nous n'avons considéré que la base : le programme qui lui est superposé mérite d'être examiné. L'étude en est assez facile, car M. Headlam l'a condensé dans une de ses conférences les plus solides et les plus claires, celle que la Société Fabienne lui a demandée en 1892 et qu'elle a fait ensuite imprimer dans sa collection de brochures [1].

Dans cet exposé, M. Headlam explique d'abord quelles sont les bases religieuses du socialisme qu'il professe. Puis de la théorie il passe à l'action, et il expose un programme de réformes pratiques. Il commence par se déclarer l'allié de tous les socialistes qui veulent s'emparer des pouvoirs publics pour améliorer le sort des masses, par exemple pour faire les écoles plus nombreuses, plus confortables, l'enseignement gratuit, pour établir légalement la journée de huit heures ou généralement un maximum de la durée du travail en même temps qu'un minimum de salaires, pour transformer en services publics les tramways, les railways, les fournitures d'eau et de gaz, etc... En gros et en détail, c'est, on le voit, le programme municipal des fabiens. M. Headlam y ajoute la création de la *single tax* georgiste telle qu'elle est préconisée par l'*English Land Restoration League*, la plus radicale des sociétés anglaises pour la nationalisation du sol. « C'est là, affirme-t-il, la maîtresse-

1. *Fabian tract n° 42* (cité plus haut), voir surtout pages 9-14. Dernièrement, M. Stewart-Headlam a donné un résumé très nourri de ses théories dans un article intitulé : *Christlicher Sozialismus in England*, publié dans la revue viennoise *Die Zeit*, n° du 23 mai 1896. En allemand, l'ouvrage de M. L. Brentano.

poutre dans la plate-forme du chrétien socialiste, la principale des réformes politiques qu'il réclame. » Et M. Headlam conjecture les effets de cette réforme avec l'optimisme d'un enthousiaste disciple de Henry George. Il voit un logement sain, une bonne nourriture assurée à chacun lorsque la communauté sera devenue propriétaire du sol. Il voit les grèves faciles, fréquentes, assurées du succès. Une conséquence si révolutionnaire ne l'effraye pas. D'autre part l'espoir que l'hygiène des masses sera assurée par la *Single tax* l'entraîne à cette prophétie lyrique :

Russell Square, si les propriétaires des maisons qui l'entourent avaient l'alternative d'être taxés aussi cher que si le square était bâti ou de l'ouvrir au public, réaliserait la vieille prophétie ; les jardins de la ville seraient pleins d'enfants : et Mammon, la ruine du mariage, étant définitivement écarté, l'Alma Venus de Lucrèce reprendrait sa marche. *Hinc lætas urbes pueris florere videbis.*

L'éloquence et la poésie se trouvent fréquemment dans les paroles de M. Headlam. Elles y sont toujours au service d'une pensée nette et bien arrêtée. Elles n'entraînent pas l'orateur plus loin qu'il ne le voudrait.

M. Headlam et ses amis ont déclaré en mainte occasion qu'ils acceptaient complètement les théories de George. Elles prennent dans leur programme la place que la coopération occupait dans celui de Maurice et de Kingsley ; elles sont le gros morceau des propositions de réformes pratiques.

La Guilde de Saint-Mathieu marche dans cette voie, d'accord avec l'*English Land Restoration League*. Le secrétaire général de l'E. L. R. L., M. Frederick Verinder, est le trésorier général de la Guilde.

La Guilde est administrée par un Conseil qui comprend

le président (toujours un prêtre, c'est actuellement M. Headlam), le secrétaire, le trésorier (toujours un laïque, c'est actuellement M. Verinder), douze membres élus, six prêtres et six laïques, et enfin les présidents des branches locales. Tous ces dignitaires sont renouvelés chaque année en septembre. Il a déjà été question du meeting général annuel tenu le 21 septembre, jour de la fête de saint Mathieu. Les groupes dont l'ensemble forme la Guilde se divisent, si l'on commence par les plus importants, en branches locales, comités locaux, correspondants locaux. Les branches les plus importantes sont les quatre branches de Londres, celle de Bristol et celle de l'Université d'Oxford.

Les adhérents doivent appartenir à l'Église d'Angleterre ou à une Église en communion avec l'Église d'Angleterre, signer une adhésion aux Objets et aux Règles cités plus haut, être présentés par un des Guilders, et enfin être admis au scrutin secret. D'après le 18e rapport annuel (septembre 1895), la Guilde comptait 364 membres dont 99 prêtres. Depuis un an elle avait recruté 48 adhérents et en avait perdu 16. Elle avait en caisse 1612.60 liv. st., sur laquelle elle devait 328.85 liv. st.

Depuis l'année 1882, elle publie un organe mensuel, *The Church Reformer*, dirigé par M. Headlam[1]. Elle a fait imprimer une trentaine de brochures.

La propagande de ses membres se fait surtout par le moyen des sermons et des conférences.

M. Headlam a organisé, sous le nom de *Guilde de Saint-Edmond*, une Société d'instituteurs socialistes chrétiens. Il a essayé d'agir sur tout le clergé de l'Église d'Angleterre,

1. Le journal a suspendu sa publication en 1896.

et, en 1888, sur ses efforts et ceux de ses amis, la Pan anglican Conférence de Londres s'est montrée favorable à l'étude des questions sociales. Mais la déclaration que cette Conférence a faite est toute platonique. On peut dire que l'influence de la Guilde de Saint-Mathieu ne va guère au delà d'une petite partie de la classe aisée, et qu'elle tient son influence de la situation sociale des principaux orateurs de la Guilde. Plusieurs d'entre eux sont membres élus de School boards et de Conseils de Villes ou de Comtés. Un assez grand nombre ont adhéré à la *Fabian Society* et à la *Land Restoration League*.

III. **L'Union sociale chrétienne**. — L'Union sociale chrétienne (*Christian Social Union*) a été fondée en 1889, par des prêtres qui appartenaient à la Guilde de Saint-Mathieu ou qui subissaient son influence. Elle est sortie, elle aussi, de la Haute Église, et même elle se rattache plus directement au mouvement sacramentaliste et sacerdotaliste d'Oxford. L'une de ses principales branches a son siège à Oxford dans une sorte de couvent nommé Pusey House, en souvenir du Dr Pusey, l'un des initiateurs de la renaissance religieuse de 1830. Les modernes puseyites vivent en commun, à peu près comme des moines, mais sans s'isoler du monde extérieur; ils suivent les cours de plusieurs collèges de l'Université; ils étudient les sciences sociales en même temps que la théologie; depuis le mois de janvier 1891 ils font paraître un périodique trimestriel, *the Economic Review*, qui mérite d'être consulté.

Pusey House n'est que le centre d'une des branches de la *Christian Social Union*. Prise dans son ensemble, cette association a un cadre religieux plus large et un programme social plus vague que la Guilde de Saint-Mathieu. Le caractère général de l'Union est plutôt une bonne volonté

soutenue par la foi chrétienne. Son but est l'étude plutôt que l'action. On a vu plus haut ce que produit le travail de la branche d'Oxford. La branche de Londres a institué des discussions sur les lois ouvrières proposées au Parlement, elle s'est mise en rapport avec le Conseil de Comté, elle a institué des enquêtes sur l'industrie et le commerce, enfin elle a édité des séries de sermons sociaux prononcés par quelques-uns de ses membres[1] et même des *Hymns for social service*. Cette branche s'est mise en rapport avec les membres de la *Société Fabienne*; elle a invité plusieurs d'entre eux à parler dans ses réunions; elle a demandé des conférences à des économistes connus pour leur science et pour leur radicalisme, tels que M. J.-A. Hobson, à des socialistes comme M. Robert Blatchford.

La branche de Londres soutient des journaux destinés à la propagande populaire et à la vulgarisation de ses idées. Tel est le *Goodwill*, édité par M. F. Adderley, dont les abonnés et les lecteurs sont environ 23.000.

Depuis le 1er janvier 1896 elle a une sorte d'officiel dans *the Commonwealth*, revue mensuelle dirigée par le chanoine Scott Holland, avec les conférenciers adhérents ou indépendants de l'Union pour collaborateurs.

Les deux branches principales d'Oxford et de Londres ont donc chacune leur vie à part, toutes deux occupées à l'étude, la première plus scientifique, la seconde plus vulgarisatrice. La branche de Londres est de beaucoup la plus considérable. En 1896, elle comptait 949 membres répartis entre les différents groupes de la capitale et des environs; les branches de Bristol, Leicester, Brighton et Rochester,

1. *A Lent in London, a selection of the Lent sermons.* Londres, Longmans, 3e édition, 1895, in-8°. — *The Gospel of the Kingdom, five Advent sermons.* Londres, Elliot Stock, 1895, in-8°.

qui sont affiliées à celle de Londres avaient toutes ensemble 198 membres. Sur ces 1.147 unionistes, 43 pour 100 sont des prêtres, 32 pour 100 des femmes, 26 pour 100 des laïques hommes. Dans toute l'Angleterre la C. S. U. comprend environ 2.500 membres. Son président général est le Très-Révérend Dr Westcott, évêque de Durham. Le Dr Westcott, autrefois professeur à l'Université de Cambridge, est connu pour sa science de la théologie et s'est fait remarquer parmi les évêques anglicans par l'extrême simplicité de sa vie. La branche de Londres a pour président le chanoine Scott Holland et pour secrétaire le Rev. Percy Dearmer, deux des leaders et des prédicateurs les plus actifs de l'Union. M. Scott Holland, gradué d'Oxford et chanoine de la cathédrale Saint-Paul à Londres, est l'homme qui a le plus contribué à la fondation de la C. S. U. en 1889. Auparavant il s'était fait connaître comme l'un des partisans éminents de la High Church et il avait contribué à l'ouvrage intitulé *Lux Mundi*, dans lequel sont exposés les principes des highchurch men. Actuellement il prêche, il polémise et il écrit avec beaucoup d'ardeur et de talent en faveur du socialisme chrétien. Le Rev. Percy Dearmer, ancien élève d'Oxford, actuellement vicaire d'une église de Londres, est d'un socialisme plus prononcé que la plupart des unionistes. Il a contribué au livre publié en 1895, par Andrew Reid, sous le titre de *the New Party* et destiné à former le programme d'un parti démocratique indépendant. Le Dr Westcott, les Rév. Holland et Dearmer font partie de la Guilde de Saint-Mathieu, en même temps que de l'Union.

La *Christian Social Union* a acquis des disciples parmi les anglicans hors de la Grande-Bretagne. Des Sociétés qui portent le même nom et qui correspondent avec l'Union

d'Angleterre existent en Australie, dans le Sud-Africain, au Canada, aux États-Unis. Cette dernière, avec l'évêque de New-York pour président et le professeur Ely pour secrétaire, est la plus florissante. Elle a plusieurs grandes branches qui réunissent environ 5.000 membres.

A l'étranger, comme en Angleterre, l'Union sociale chrétienne se compose en majorité de prêtres, et se propose d'instruire les prédicateurs des faits économiques et de les engager à parler en chaire sur les questions sociales.

IV. Sectes nouvelles : Les Églises de la Fraternité et du Travail. — En dehors des associations exclusivement anglicanes que nous venons d'étudier, il y a peu de véritables *chrétiens* qui soient socialistes. Les « non conformistes », presbytériens d'Écosse, wesleyens de Galles, etc., sont, en général, inféodés à la politique libérale et radicale. Une association appelée *Christian Socialist Society* et un journal nommé *Christian Socialist* avaient été fondés en 1886-87 par M. Campbell qui faisait appel à tous les croyants sans distinction de secte. La tentative n'a pas réussi. M. Campbell, comme beaucoup d'autres socialistes chrétiens, est devenu membre de la *Société Fabienne* et du *Parti ouvrier Indépendant.*

Un original mélange de mysticisme, de rationalisme, d'humanitarisme a donné la *Brotherhood Church* et la *Labour Church*, dont les tendances ne correspondent sur aucun point aux doctrines, aux opinions, aux sentiments de notre pays. Elles sont sorties l'une du congrégationalisme, l'autre de l'unitarisme, Églises presque sans dogmes et sans clergé.

L'Église de la Fraternité est un groupe de congrégationalistes qui se sont réunis pour « appliquer les principes du Sermon sur la Montagne littéralement et parfaitement

à l'individu et à la société ». C'est-à-dire en un langage précis qu'ils veulent organiser des coopératives. Toujours la tradition de Maurice et de Kingsley à laquelle s'ajoute ici le néo-christianisme de Tolstoï[1]. Le moraliste russe est vénéré comme un prophète par les membres de la *Brotherhood Church*. Ils vulgarisent ses doctrines en publiant sous forme de brochures certains chapitres de ses livres. L'initiateur du mouvement, M. Bruce Wallace, à l'exemple de Tolstoï, s'habille avec simplicité, ne mange que des légumes et ne boit que de l'eau. M. Bruce Wallace, né aux Indes et fils d'un missionnaire presbytérien, est entré dans l'Église congrégationaliste comme pasteur, puis il est devenu chrétien indépendant et a quitté son ministère. Journaliste et collaborateur de plusieurs périodiques radicaux, il a adopté les théories de Henry George qui ont déterminé sa dernière évolution. En 1892, il fondait, à Southgate Road (Londres), la première Église de la Fraternité. Trois autres ont été depuis organisées. Elles ont un culte spécial le dimanche et donnent le samedi des concerts, des représentations dramatiques et des conférences. Elles se doublent de coopératives de consommation.

Enfin, à Croydon, a été ouverte une *Brotherhood House*, sorte de phalanstère dont les habitants vivent en commun, à peu de frais.

Pratique et religieux à la fois, ce mouvement peut s'étendre hors de la capitale, comme l'a fait l'Église du

1. Le publiciste le plus fécond de cette association, M. John-C. Kenworthy, se proclame « *anarchiste chrétien* ». Il prêche, en tolstoïste fidèle, la résistance *passive* à la tyrannie et à l'immoralité. Il est venu soutenir sa doctrine et parler à la fois contre la violence et contre l'action parlementaire à la conférence communiste-anarchiste réunie à Londres en même temps que le Congrès socialiste international (1896).

Travail. Mais combien ces religions d'à côté dureront-elles? Le temps d'être remplacées par une autre.

M. John Trevor, le fondateur des « Églises du Travail », est un prédicateur unitarien qu'a toujours obsédé l'idée de résoudre la question sociale par la morale chrétienne. Fils d'un marchand drapier de Liverpool, il fut d'abord architecte, puis il séjourna en Australie pour remettre sa santé ébranlée; enfin, il fit des études théologiques à l'Université unitarienne de San-Francisco. Revenu dans son pays, il flotta pendant plusieurs années entre sa foi et son ardent désir de prendre part dans les rangs des pauvres à la lutte sociale et finit par concilier ses deux tendances en organisant les Églises du Travail.

La *Labour Church*, écrit son secrétaire[1], est fondée sur les deux principes suivants : 1° L'abolition du monopole privé et irresponsable de la propriété foncière et capitaliste, ainsi que la reconstruction graduelle de la vie nationale sur des principes d'équité nationale, est l'Œuvre de Dieu à notre époque et par conséquent le travail le plus vraiment religieux que puissent accomplir des hommes, qu'ils croient ou non à la Divinité; 2° pour une telle œuvre, le développement du caractère individuel de l'ouvrier est essentiel; en termes simples, il faut que l'ouvrier soit digne de l'œuvre. Nous avons donc, dans la *Labour Church*, un terrain commun aux croyants et aux incrédules de toutes nuances, pourvu qu'ils soient disposés à accepter le caractère économique qui nous distingue de toutes les autres Églises, et le caractère religieux qui nous sépare des mouvements purement politiques. L'extraordinaire importance de la base économique vient du fait qu'en l'acceptant, le mouvement s'engage dans une action économique bien définie.

Concilier des contradictoires par une synthèse nouvelle, c'est l'espérance où se plaît M. John Trevor.

1. *Labour Annual*, année 1895, p. 43.

Le socialisme sécularistе, écrit-il, et le socialisme chrétien ne voient l'un et l'autre qu'un seul aspect de la réalité ; tous deux ils représentent un esclavage à la tradition matérialiste et à la tradition cléricale. Il faut donc s'affranchir de l'un et de l'autre en entrant dans une libre religion[1].

La *Labour Church* est donc une secte nouvelle comme il s'en forme si souvent en Amérique : elle a son culte, ses offices, aussi simples que possible. M. et Mme J. Trevor ont composé pour elle un *Hymn Book*. Les groupes se réunissent au chant de ces cantiques nouveaux; puis, au lieu de sermons théologiques, ils entendent des discussions économiques et morales.

Nous voulons, s'écrie M. John Trevor, émanciper le travailleur de la domination du landlord et du capitaliste ; l'individu, de l'esclavage des appétits funestes et des passions ; la femme, de la dépendance économique de l'homme ; les nations, de la tyrannie des aristocraties, des autocrates ou de l'étranger ; et la vie religieuse, du peuple de la superstition, de la tradition, du contrôle clérical, etc...

C'est une sorte d'anarchisme religieux, un mysticisme égalitaire qui rappelle une fois de plus en Angleterre les Niveleurs du XVIIe siècle ou John Ball au XIVe réclamant l'égalité des conditions au nom de l'Évangile.

Dans la pratique, l'Église du Travail est beaucoup moins hardie et originale. Elle se distingue peu des groupes chrétiens que nous avions étudiés. Comme eux, elle a son journal, *The Labour Prophet*, récemment agrandi. Comme eux, elle fait sa propagande au moyen de conférences régulières et de brochures (*Labour Prophet Tracts*). Comme eux

1. *L. A.* 1896, p. 43. Voir encore dans les *Labour Prophet Tracts*, le n° 3. *Our First Principle*, par J. Trevor, et le n° 1, *Wat does the Labour Church stand for*, par Ph.-H. Wicksteed.

aussi, elle réclame l'abolition des logements malsains (*slums*) des quartiers ouvriers des villes, elle prend la défense des paysans *evicted* contre les landlords et elle tend à se rapprocher des nationalisateurs du sol. Plus particulièrement, elle a repris à son compte l'idée de former le caractère des hommes, qu'Owen avait posée comme le premier terme du problème social. Aussi ses différents groupes s'appliquent-ils, suivant leurs ressources, à former des cours de morale, d'économie politique et d'histoire pour les adultes, des écoles du dimanche pour les enfants.

L'entreprise a marché assez bien. Le 4 octobre 1891, la première *Labour Church*, celle de Manchester et de Salford, était fondée dans la région des grandes filatures. En janvier 1892, paraissait le premier numéro d'un journal mensuel intitulé le *Labour Prophet*. En 1893, une quarantaine de *Labour Churches* étaient établies ou en voie de formation dans les centres manufacturiers et dans les grandes villes d'Angleterre et d'Écosse. En juillet 1893, le premier Congrès des *Labour Churches* de Grande-Bretagne se tenait à Manchester, berceau de la première d'entre elles.

Les socialistes indépendants du *Clarion* se sont montrés favorables à la propagande de la *Labour Church*. Le *Parti ouvrier indépendant* compte parmi ses membres beaucoup des adhérents à cette religion nouvelle. Au Congrès socialiste international de Londres (1896), quatre délégués de la *Labour Church* ont été admis sans difficulté par la section anglaise. Aucune autre association chrétienne socialiste de Grande-Bretagne ne s'était fait représenter.

Remarques. Nous avons étudié avec quelque détail les associations précédentes, parce qu'elles s'affirment socialistes ou parce qu'elles associent leurs efforts à celles de groupes anglais qui sont évidemment socialistes. En dehors du socia-

lisme est l'*Œuvre sociale de l'Armée du Salut*, sur laquelle M. Booth publie chaque année un rapport (bureaux de placement gratuits, manufacture d'allumettes, colonies agricoles, asiles de nuit, assistance des sans-travail en général). Il faut noter que plusieurs anciens salutistes sont devenus d'actifs propagandistes du socialisme, principalement dans le *Parti ouvrier indépendant*.

En dehors du socialisme restent aussi les Établissements universitaires (*University Settlements*), dont le type le plus complet est *Toynbee Hall*[1] dans l'East-End de Londres. Ces établissements ont été créés pour donner aux jeunes gens de bonne famille le contact des pauvres, qu'ils ne trouveraient pas sans cela, puisque dans les villes anglaises les quartiers riches sont séparés et éloignés des quartiers pauvres. Toynbee Hall et les établissements analogues reçoivent pendant quelques mois des étudiants des Universités (quelques-uns sont réservés aux dames) sans distinction d'études ni de religion. Ces jeunes gens aident le clergé de la paroisse dans la distribution des secours, les visites à domicile, etc. Toynbee Hall a des salles de cours et de conférences, une bibliothèque; il organise, chaque printemps, une exposition des beaux-arts. L'influence qui a déterminé la création d'établissements de ce genre est principalement celle de Ruskin.

On s'étonnera peut-être que nous n'ayons point parlé avec quelque détail du cardinal Manning, le plus illustre de ceux qui, partis du « mouvement d'Oxford », allèrent jusqu'au catholicisme. Manning, en effet, est revendiqué par les démocrates catholiques comme un de leurs maîtres. Ils rappellent qu'en 1873, il loua la formation des trade unions d'ouvriers agricoles ; qu'en 1887, il défendit à Rome la cause des évêques démocrates américains menacés de blâme pour n'avoir pas condamné les *Chevaliers du Travail*; qu'en 1889, il offrit son arbitrage aux dockers en grève, montrant ainsi, après tant d'autres, qu'un prélat de race anglaise ne craint point l'agitation de la

1. Construit en souvenir d'un étudiant d'Oxford, Arnold Toynbee, passionné pour les questions sociales, qui mourut jeune, laissant inachevé un ouvrage sur l'Évolution industrielle de l'Angleterre.

rue. Mais Manning a prêté aux démocrates catholiques le poids d'une autorité dont l'origine sort du sujet de ce livre. Il n'a pas créé un mouvement socialiste catholique particulier en Angleterre.

CHAPITRE V

LA NATIONALISATION DU SOL

Nationaliser, c'est mettre la communauté, sous n'importe quelle forme, à la place des propriétaires particuliers, acte dont nos socialistes parlent assez souvent pour que le mot et la chose ne soient plus nouveaux pour des lecteurs français. L'existence en Angleterre de nationalisateurs du sol n'attirerait donc pas longtemps notre attention, si ces réformateurs ne présentaient point leurs projets comme une panacée propre à guérir d'un seul coup toutes les souffrances de la société.

Remède simple, mais souverain, s'écrie Henry George, qui élèvera les salaires, augmentera les profits du capital, détruira le paupérisme, procurera des emplois rémunérateurs à qui en désirera, donnera libre carrière aux facultés humaines, diminuera le crime, élèvera la morale, le goût et l'intelligence, purifiera le gouvernement et portera la civilisation à des hauteurs plus nobles encore !

Pour comprendre pareil enthousiasme, il faut jeter un regard d'ensemble sur l'état de la propriété foncière et tout particulièrement de la propriété rurale en Angleterre.

I. La question agraire en Angleterre : landlords, farmers et journaliers. — En Angleterre [1] la plus grande partie du

1. Les recensements anglais sont faits tous les 10 ans en trois parties (*Census for England and Wales; for Scotland; for Ireland*). Le dernier date de 1891.

Pour les *Agricultural Returns* et les publications officielles, voir

sol appartient à un petit nombre de grands propriétaires qui le font travailler par des journaliers. D'une part, une concentration des champs, des prés, des terrains à bâtir, des villages et des villes mêmes entre les mains de quelques capitalistes, concentration analogue à celle des diverses industries dans les grandes usines; d'autre part, réduction du travailleur manuel à la condition de salarié : tels sont les caractères de la production agricole anglaise. Infiniment plus que toute autre, elle présente exactement les traits de la production industrielle.

En France, en Belgique, en Allemagne, le petit producteur, propriétaire de son métier, a presque disparu devant la concurrence de la grande fabrique, mais les petits paysans propriétaires de leur maison et de leur champ forment encore la masse de la population agricole et même de la population totale du pays. En Angleterre, les petits paysans propriétaires, les *yeomen* ont presque complètement disparu, et même la propriété terrienne se concentre en un très petit nombre de mains, comme il est arrivé pour les industries dont le développement mécanique est le plus avancé.

Le nouveau cadastre anglais, publié en 1875, a montré que sur près de 36 millions d'habitants, la Grande-Bretagne (Londres à part) comptait 1.173.794 propriétaires fonciers.

les catalogues de P. S. King et fils, 12 et 14, King Street, Westminster, Londres.

Les dernières grandes enquêtes ont été celles de la *Royal Commission on Labour*, qui a publié, en 1893-94, quatre volumes de rapports sur les salaires et les conditions de travail de l'ouvrier des champs, et de la *Royal Commission on Agriculture* qui a publié 24 fascicules in-f° de 1894 à 1895. (Voir surtout les monographies locales intitulées *Reports*.) Les faits relatifs à la question agraire réunis par ces deux Commissions ont été étudiés dans une série d'articles par M. Arminjon. (*Réforme Sociale*, 1895, t. II.)

Mais sur ce nombre qui paraît assez considérable il y a 852.402 personnes qui possèdent moins d'une acre, c'est-à-dire moins de 40 ares 461 ; la plupart d'entre eux descendent fort au-dessous des 40 ares et n'ont qu'une petite maison avec un bout de jardin.

Restent 321.392 propriétaires qui possèdent à eux seuls presque tout le pays. Sur le nombre, 2.184 personnes ont presque la moitié de toute la superficie (30.680.421 acres sur 77.063.500). Dans ce faible nombre sont compris les 600 membres de la Chambre des lords, qui possèdent ensemble plus de 15 millions d'acres, c'est-à-dire le $\frac{1}{5}$ de la superficie du Royaume-Uni. C'est une plaisanterie commune parmi les nationalisateurs du sol que d'appeler la Haute assemblée *The House of Landlords*. Dans la catégorie des plus gros propriétaires, qui comprend les 50 personnes qui possèdent chacune plus de 100.000 acres, les pairs sont en majorité. En tête vient le duc de Sutherland avec 1.350.000 acres, puis Sir James Matheson avec 460.000, puis deux pairs, le duc de Buccleugh, 370.000 acres, et le duc de Devonshire, 191.000.

Ces grandes possessions dont le total représente la superficie de certains départements français sont divisés en plusieurs domaines (*estates*) situés en différents points du royaume. Les plus grands sont en Écosse. Là aussi sont les landes réservées pour la chasse au coq de bruyère, les forêts et les brousses pour les cerfs et les chevreuils. Les palais des landlords s'élèvent dans celui des domaines qui est situé dans le pays le plus pittoresque ou le plus agréable à habiter. Il faut voir ces édifices bâtis au XVIIIe siècle dans un style qui rappelle Versailles ou au XIXe dans le style du Moyen Age ou de la Renaissance anglaise, pour se représenter leurs salles d'apparat, leurs innombrables apparte-

ments réservés aux hôtes, les galeries de peintures et de sculptures qu'ils conservent au milieu des champs pour amuser les yeux et l'esprit de leurs habitants pendant les mois d'été. Il en est dont les proportions atteignent celles de Fontainebleau et dépassent celles des châteaux de la Loire. Les bois qui les entourent sont convertis en parcs ; des centaines de biches et de cerfs bondissent derrière les arbres et boivent aux pièces d'eau. Sans le climat, ce seraient les féeriques magnificences des Mille et une Nuits. Aux alentours, les collines et leurs ruines féodales, les rivières et leurs ponts, la chasse et la pêche, tout appartient au landlord : il pourrait, comme le baron du Moyen Age, s'intituler seigneur du mont et de la plaine ; la loi anglaise ne lui oppose même pas les réserves instituées par la loi française dans l'intérêt de la circulation. Refaites entre Londres et Oxford, sur la Tamise, la promenade en bateau décrite par Morris dans *News from Nowhere*. Vous admirerez sur chaque rive la succession des massifs de vieux arbres et des pelouses vertes ; mais des écriteaux vous avertiront que vous n'avez pas le droit de débarquer. En Écosse, pour sauter de la route sur le pont du vapeur qui côtoie le lac Lhomond, il faut acquitter un droit au propriétaire de la bordure. Il faut payer aussi pour gravir les montagnes. Presque partout les beautés naturelles sont *private* comme le sont autour de Paris les bords de l'Yéres ou de l'Yvette.

C'est là le côté luxueux de la grande propriété foncière. En voici les profits : La grande industrie s'est établie, les parties nouvelles des grandes villes et les cités industrielles mêmes ont été bâties au moment où la propriété du sol était déjà concentrée dans quelques mains. La plupart des mines ont été creusées sur un ou plusieurs grands domaines ; et en Angleterre la propriété du sous-sol n'a pas été sépa-

rée de celle de la surface, comme il a été fait en France au début de la période industrielle, par la loi de 1810. Ou bien le landlord fait exploiter les gisements houillers placés sous sa terre ; ou bien il en cède l'exploitation à une compagnie, moyennant un droit appelé *royalty*, payé sur chaque tonne extraite[1]. Plus gros encore est le revenu des landlords chez qui une ville entière a été bâtie. Le duc de Norfolk possède presque tout Sheffield, maisons, marchés et places publiques.

Nous aurons à revenir sur les cas de ce genre à propos des municipalisateurs (*Fabian Society*) et à propos du mouvement ouvrier. Pour le moment, nous nous bornerons à constater que la grande propriété concentrée en un petit nombre de mains est en Angleterre un fait général qu'on trouve dans les villes et dans les campagnes, et nous examinerons principalement le caractère particulier que ces conditions donnent à la question agraire.

Les domaines agricoles de rapport sont rarement exploités par le propriétaire en personne. On a si bien l'habitude de les voir affermés que la dernière enquête agricole considère comme signe d'affaissement du revenu l'augmentation du nombre des terres de rapport *in hands*, c'est-à-dire exploitées par le possesseur[2]. Habituellement, le capitaliste foncier loue ses domaines à un entrepreneur-fermier (*farmer*) comme le capitaliste mobilier prête ses fonds à un entrepreneur commercial ou industriel.

Le domaine est généralement divisé en grandes fermes.

1. En France, dans le bassin de Saint-Étienne, certains propriétaires de la surface perçoivent un droit analogue, qui remonte aux débuts de l'exploitation. C'est ce que l'on appelle posséder un *tréfonds* de mine. C'est l'exception chez nous et la règle en Angleterre.

2. *Reports of the Royal Commission on Agriculture* ; Districts d'Isle of Axholme, p. 48, d'Andover, p. 7.

Sur 27 millions et demi d'acres cultivables en Angleterre et pays de Galles, 19 millions sont divisées en fermes de 100 acres et plus. En Warwickshire, dans le district de Stratford on Avon, un *estate* de 34.000 acres est partagé entre 1000 tenants. En Norfolk l'*estate* de Holkham (au comte de Leicester), d'une étendue de 40.000 acres, est divisé en 10 fermes de 3 à 500 acres et en 41 de plus de 500. Dans le district de Heathfield, Sussex, l'enquêteur de la *Royal Commission on Agriculture*, indique comme exceptionnellement petites une ferme de 56 acres, une de 27 et une de 19; et il explique cette exiguïté par l'industrie spéciale au pays qui consiste à engraisser des volailles et ne demande pas une superficie très étendue. La plupart des autres enquêteurs indiquent un grand nombre de fermes de 1.000 acres et plus dans les Comtés agricoles de l'Est et du Sud, Norfolk, Lincolnshire, Dorsetshire, Devonshire, etc. Dans la plaine de Salisbury (Wiltshire), les fermes sont ordinairement de 6 à 700 acres, et l'on en rencontre une de 14.000 acres[1].

Pour mettre en valeur d'aussi grandes étendues de terrain, il faut de gros capitaux. On calcule que le *farmer* doit avoir un fonds de roulement de 5 à 6 livres par acre, c'est-à-dire de 3 à 600 francs par hectare, soit de 60 à 120.000 francs pour 500 acres ou 200 hectares, qui ne font pas une très grande ferme. Le *farmer* est donc un capitaliste qui prend une exploitation agricole comme un entre-

1. Voir les *Reports* de la *Royal Commission on Agriculture*; Stratford on Avon, p. 12; Heathfield district, p. 7; Norfolk, p. 7; Lincolnshire, p. 6; Salisbury Plain, p. 28; Cambridgeshire, p. 13; Dorsetshire, p. 41.

Voir également Arminjon, article cité, et de Rousiers, *Le trade unionisme en Angleterre*, pp. 100-102.

preneur de travaux publics se fait donner l'adjudication d'une route ou d'un pont. C'est un homme d'éducation et d'habitudes bourgeoises qui s'habille en gentleman et vit à part de ses journaliers. La maison d'un *farmer* du Norfolk ou du Cheshire ne ressemble pas à celle du paysan riche de France; elle a son vestibule et son salon-salle à manger meublés et décorés comme ceux du commerçant ou de l'employé des villes. Nous trouvons là encore en règle générale une situation qui dans nos campagnes est exceptionnelle.

La situation des journaliers sort davantage encore de nos habitudes. Dans nos villages, presque toujours une communauté de mœurs et de vie unit l'employé à l'employeur, tous deux portant les mêmes habits, mangeant à la même table et travaillant côte à côte. En Angleterre, nous l'avons vu, *farmers* et ouvriers des champs font deux classes, presque deux castes distinctes. Chez nous les paysans sont en majorité propriétaires; on constate en effet que parmi les journaliers ruraux il en est beaucoup qui possèdent une petite maison et un morceau de terrain. Le *labourer* anglais n'a que ses bras. Enfin, pour son loyer comme pour son salaire, il dépend du *farmer* ou du *squire* (gentilhomme campagnard) et ceux-ci exercent sur lui le double droit du patron et du propriétaire. Les chaumières des journaliers sont groupées tantôt en villages avec une église au centre, tantôt en petits hameaux autour de chaque ferme. Le terrain et la maison appartiennent au propriétaire qui, directement ou par l'intermédiaire du *farmer*, exerce sur les groupes d'habitants l'autorité du seigneur féodal. Les enquêtes et les discussions parlementaires auxquelles a donné lieu le projet de Conseils de paroisse électifs (réalisé en 1894) ont révélé l'oppression des habitants des villages. En voici quelques exemples

d'après un rapport annuel de *l'English Land Restoration League*[1].

Le village et la paroisse de Stanton Saint Bernard, dans l'East Wilts, est la propriété du Right Honorable Georges Robert Charles Herbert, comte de Pembroke et Montgomery etc... etc... etc... Sa Seigneurie est maître du manoir, propriétaire exclusif mais absent du sol, patron des vivants, receveur des loyers et redevances. Sur 2.000 acres environ, qui composent le territoire de cette paroisse, 40 sont en tourbières. Le noble propriétaire loue le reste en même temps que toutes les maisons à deux *farmers*. Ces deux *farmers*, en même temps qu'ils contrôlent la culture du sol dans la paroisse et la location de toutes les maisons, sont marguilliers, préposés à l'application de la loi des pauvres, administrateurs de l'école. L'un d'entre eux est chargé de tenir le registre des impôts. Rien de plus simple que ce système de gouvernement de la paroisse. Le travailleur qui désire s'occupper dans la paroisse doit obtenir un emploi sur la terre du comte de Pembroke sous un des deux *farmers* du comte, qui le logera dans une des chaumières du comte, en rabattant le loyer sur ses gages de la semaine. Il envoie ses enfants à l'école dite nationale, mais administrée par les *farmers* du comte de Pembroke et va le dimanche à l'église où, sous les yeux des deux marguilliers (toujours les *farmers* du comte), il écoute le clergyman appointé par la paroisse (c'est-à-dire par le comte de Pembroke). S'il devient trop vieux pour travailler, ou s'il est réduit à la dernière pauvreté par un accident, il doit recourir aux deux éternels *farmers* pour obtenir un secours sur la taxe des pauvres. Si, malgré toutes les dispositions prises pour rendre sa vie confortable, il est encore mécontent de son sort, il n'y a pas une maison, pas même la salle d'école, entretenue pourtant au moyen des taxes, dans laquelle il puisse se réunir et discuter avec ses camarades, à moins qu'il n'en ait premièrement obtenu l'autorisation en la demandant aux *farmers* du comte de Pembroke...

1. *Special Report. Among the Agricultural Labourers with the Red Vans* (1893), p. 19.

Supposez, ajoute l'auteur de ce rapport, supposez que la paroisse de Stanton Saint-Bernard soit un domaine à esclaves, possédé par le comte de Pembroke et administré par deux surveillants au service du comte; on aurait du mal à mettre les habitants dans un servage plus complet que leur condition présente.

Encore un exemple extrait du même rapport.

Le village et la paroisse de Compton Chamberlayne près Salisbury appartiennent entièrement à Charles Penruddocke, esq... etc... Il est entièrement affermé à John Keevil et à Walter Keevil son fils. Les MM. Keevil louent les maisons et administrent les écoles. Le père est inspecteur des pauvres et marguillier; le fils est inspecteur adjoint et employé au bureau des décès. Il n'y a dans la paroisse ni Club, ni Chambre de lecture, sans doute parce que les travailleurs, qui sont presque tous extraordinairement peu payés, n'ont ni le temps, ni le goût de lire après qu'ils ont travaillé tout le long du jour pour le fermier et employé quelques heures supplémentaires à cultiver leur lot (pour lequel ils payent 5 livres, 13 shillings, 4 pence l'acre).

Ce sont évidemment là des cas exceptionnels, ceux où toute une paroisse appartient à un individu. Mais les maux qu'ils entraînent se trouvent presque partout en Angleterre sous des formes très peu atténuées. Par exemple, le principal est l'habitude de louer une chaumière à celui qu'on emploie et de retenir le prix de la chaumière sur le salaire. C'est ce qu'on appelle le système du *tied cottage* (chaumière rattachée). Il existe partout, même dans les endroits où aucun propriétaire ne possède un village à lui tout seul. Ainsi une enquête faite dans 45 paroisses du comté de Wiltshire a montré 1660 *tied cottages* sur un total de 2958 [1].

1. *English Land Restoration League : Special Report*, 1893, p. 18.

Avec de pareils moyens le *squire* ou le *farmer* sont mieux armés contre l'ouvrier des champs que le patron ne l'est contre l'ouvrier des usines. Rien, si ce n'est leur conscience, ne les empêche de porter à la liberté du *labourer* toutes les atteintes possibles; on n'a qu'à les énumérer pour en trouver des exemples : atteintes à la liberté de conscience et d'opinion, expulsion des missionnaires non conformistes par les propriétaires anglicans, des missionnaires anglicans par les presbytériens; refus de salles et d'autorisation de meetings aux orateurs politiques, votes dirigés par les *farmers* ou par les pasteurs; atteinte à la liberté de se mouvoir : on a vu des tenanciers menacés d'expulsion pour avoir établi près de leur maison un tir ou un jeu de balle; atteinte enfin au droit de propriété le plus évident par le droit de chasser le tenancier de son champ ensemencé, ou de la maison qu'il a bâtie sans la moindre raison et même sans aucun prétexte. Il emporte ses meubles, ses instruments et ses habits. Quant à l'argent et au travail qu'il a mis dans ses cultures ou dans sa demeure, c'est peine et dépenses perdues. Ces expulsions (*Evictions*) sont l'abus le plus frappant de la constitution de la propriété foncière en Grande-Bretagne et particulièrement en Irlande. On les fait subir non seulement au malheureux qui ne peut payer son fermage, mais encore à tous ceux dont la présence gêne un projet, une fantaisie, un caprice du seigneur. Nous verrons tout à l'heure qu'on a *evicted* en Irlande et en Écosse des villages et même des districts tout entiers d'un seul coup. En Angleterre même, de pareilles exécutions se font de temps à autre. L'historien Froude en raconte une dans les termes suivants (*Nineteenth Century*, septembre 1880)[1]:

1. Cité par WALLACE, *Land Nationalization*, p. 103.

A moins d'un mile de l'endroit où j'écris maintenant, sur la côte du Devonshire, se trouve un domaine qui passa dans les mains d'un duc anglais. Il portait un village primitif, habité par des marins, des pilotes, des pêcheurs, village décrit dans le *Domesday book* (cadastre dressé après la conquête normande) et qui, à l'époque du Conquérant, était occupé par les ancêtres des tenanciers actuels. Les maisons ne pouvaient être réparées. Les prédécesseurs du duc ne s'en étaient pas occupés pendant un siècle ; ils se bornaient à faire payer les loyers. Quand le propriétaire actuel prit possession du domaine, on lui représenta que si l'on voulait conserver le village, il faudrait le rebâtir complètement, mais que cette reconstruction serait une dépense sans profit, car les habitants, vivant de leurs salaires de marins et de pêcheurs, ne cultiveraient pas le sol et ne serviraient à rien au propriétaire. En conséquence, les maisons furent tout simplement jetées par terre, et près de la moitié de la population du domaine fut chassée à travers le monde à la recherche d'un nouveau gîte.

Il ne se passe pas de mois sans qu'un événement de ce genre ne soit enregistré et commenté par la presse libérale. Les évictions irlandaises ont eu beaucoup de retentissement sur le continent par suite de l'intérêt qu'une grande partie de nos concitoyens porte aux *home rulers*. Il ne faudrait pas s'imaginer que les évictions écossaises ou anglaises n'existent pas, parce qu'on ne fait point de bruit autour d'elles, de notre côté de la Manche. En Angleterre, les partisans de la nationalisation du sol en recueillent les récits dans les journaux et les réimpriment, brodés de commentaires pathétiques, en petites brochures de propagande[1].

L'extrême dépendance des *labourers* est l'effet de

1. Voir par exemple le n° 3 des *Land Restoration Tracts*, intitulé *Humphrey's Orchard. The Story of an english eviction.* (Réimprimé d'après le *Daily Chronicle* du 6 octobre 1894.) Voir encore D.-M. Watts : *Landlord and Tenant*, 1895 (brochure).

leur situation de travailleurs sans propriété — et la même cause les condamne à des salaires très faibles et à des conditions d'existence misérables. Sur ces points, les faits recueillis par la *Royal commission on Labour* sont très probants [1]. Ils corroborent ceux que les membres de la *Land Restoration League* recueillent chaque année par des enquêtes personnelles. Les cas publiés par cette dernière société sont évidemment choisis parmi les plus émouvants, mais ils sont rigoureusement exacts et exposés avec une parfaite sincérité [2].

Par eux, nous voyons, dans l'*East Wilts*, un ouvrier des champs qui gagne 9 shillings par semaine. Son fils aîné, (13 ans) gagne 4 shillings 1/2, ce qui fait 13 shillings 1/2 par semaine pour toute la famille. Le loyer de la chaumière s'élève à 3 livres st., 10 shillings par an; on profite pour les payer des extra qu'on fait au moment de la moisson ; à cette époque le père et la mère arrivent ensemble à gagner 10 shillings de plus par semaine pendant six semaines (le loyer fait sept fois 10 shillings). Le père raconte qu'il n'a jamais bu de bière sauf quand on lui en a offert un verre.

Ailleurs une famille de 9 personnes vit sur les gages du père qui gagne 10 shillings par semaine, mais il ne touche que 18 shillings tous les quinze jours parce qu'on lui retient un shilling de loyer par semaine. Dans ce village on a l'habitude de retenir le loyer sur le salaire hebdomadaire. En moyenne le salaire ne s'élève pas au-dessus de 9 shillings, et la retenue en absorbe 1/6.

Cette proportion est à peu près exacte pour toute l'An-

1. M. Arminjon, dans les articles cités, en reproduit plusieurs.
2. 5 exemples de budgets paysans sont donnés avec commentaires dans le *Special report* de l'E. L. R. L. (1893), pp. 12 et 13.

gleterre. Dans quelques comtés, les salaires paraissent plus élevés qu'ailleurs (de 14 à 15 shillings par semaine en Warwickshire), mais alors la retenue pour le loyer est beaucoup plus forte. Les salaires, d'après le rapport général de la *Royal Commission on Labour*, paraissent être particulièrement bas dans les comtés agricoles assez éloignés des centres industriels pour que le journalier agricole ne soit pas attiré par la rémunération plus élevée du travail de fabrique. Dans le Dorsetshire, on voit des ouvriers agricoles qui gagnent de 9 à 12 shillings (11f 25 à 15f) par semaine, pour un travail de 10 h. 1/2 par jour. Encore les salaires sont-ils suspendus en cas de maladie. Il faut bien remarquer que le total annuel des salaires pour les travailleurs agricoles, comme pour les ouvriers non qualifiés (portefaix, chauffeurs, etc.) ou comme ceux des ouvriers du bâtiment, est fortement réduit par des périodes de chômage. Ainsi, par exemple, les *labourers* du Durham qui gagnent une livre par semaine de travail effectif, le plus fort salaire hebdomadaire du journalier agricole ordinaire, sont loin de gagner 52 livres par an.

Il faut donc que l'ouvrier des champs s'ingénie à trouver des ressources supplémentaires, ce qui lui est fort difficile.

Les extras que le *labourer* se faisait au moment de la moisson atteignaient parfois une livre sterling par semaine; ils baissent maintenant, à cause de la concurrence faite aux hommes par les femmes qui travaillent à des salaires plus bas. L'avilissement du salaire des femmes est poussé jusqu'à l'extrême limite dans les endroits où les intermédiaires des maisons de confection ou les industriels sont venus pratiquer le *sweating system*. Dans les villages entre Ipswich et Colchester, les femmes gagnent en moyenne un penny (10 centimes) l'heure à coudre des pantalons et

des chemises pour des marchands de Londres. Dans l'Hertfordshire et le Bedfordshire, les femmes font des nattes de paille; l'outillage nécessaire et la paille sont fournis par elles; en travaillant douze heures, les plus actives gagnent 3 pence net par journée[1]. On peut s'imaginer ce que devient dans de pareilles conditions l'habillement, la nourriture et le logement de l'habitant des campagnes. Il est souvent obligé de compter pour ses vêtements sur la charité du propriétaire qui a parfois l'habitude de distribuer à Noël des habits et des couvertures. Le *labourer* anglais n'a presque jamais le carré de légumes, la chèvre et le cochon que possède le plus pauvre des campagnards français. Sa subsistance dépend de la bonne volonté du patron qui peut ajouter au salaire un supplément en nature. Il se nourrit habituellement de pommes de terre et de lard bouillis sans assaisonnement; parfois un peu de pudding ou de quelque autre conserve, d'une qualité très inférieure, rarement de la viande fraîche; comme boisson, de l'eau.

Le *Cottage* ou la maison où il loge n'évoque pas en Angleterre l'idée de villa mignonne que nous lui attachons. Les photographies que publie la *Land Restoration League*[2] représentent des baraques en pierres sèches ou en bois couvertes d'un chaume en désordre. Le locataire n'y touche pas, ce serait peines et dépenses perdues. Le landlord n'y fait pas de réparations. Nous avons vu qu'on aime mieux souvent jeter bas la cabane que la restaurer. L'intérieur se compose souvent d'une seule chambre obscure, humide et malpropre. Devant la Commission d'enquête sur

1. Voir, dans DE ROUSIERS, *La question ouvrière en Angleterre*, p. 70, des exemples du *sweating system* appliqué aux cloutiers dans les campagnes.
2. *Special Report* (1894), pp. 12 et 13.

la condition des femmes et des enfants employés dans l'agriculture, l'évêque de Manchester déclarait qu'il avait visité 300 paroisses dans les Comtés de Norfolk, Essex, Sussex et Gloucester et que dans deux seulement il avait trouvé des cottages propres à servir d'habitation à toute une famille. Partout ailleurs on rencontrait jusqu'à 19 personnes entassées dans une chambre unique. Dans le Shropshire, sur 62 maisons visitées, 29 n'ont qu'une chambre; dans le Dorsetshire, une statistique portant sur 42 paroisses montre que la proportion des maisons à une seule chambre s'élève à 16 p. 100. Si l'on pense que les grandes familles sont la règle parmi les travailleurs agricoles anglais, on se fera l'idée de l'entassement que représentent ces chiffres.

Un mal si évident a forcé l'attention et l'on a vu des landlords faire des sacrifices pour détruire les vieilles chaumières et les remplacer par des habitations plus saines. Par exemple le duc de Devonshire a fait élever, comme un décor au bout de la perspective de son Versailles de Chatsworth (Derbyshire), le village modèle d'Edensor, groupe de jolies maisons en bois et briques de style Élisabeth, rangées autour d'une église d'architecture médiévale. Mais le nombre des villages modèles est encore trop restreint pour qu'ils représentent autre chose qu'une dépense de luxe, rarement de charité, faite par le seigneur sur le domaine où se trouvent son palais et son parc. De plus les élus auquel on accorde pour l'ordinaire un logement dans les maisons neuves sont triés et leur sélection est arbitraire ; l'autorité seigneuriale du propriétaire continue à se manifester par les interdictions de réunions, l'ordre d'aller à une église désignée, les évictions. Avec plus de place, d'air et de lumière, le *cottager-*

modèle reste un tenancier comme les autres, plus dépendant même s'il tient à conserver ses quelques avantages.

La charité du landlord peut bien soulager la misère, mais elle renforce la servitude du journalier. Elle est réelle, elle s'exerce de plus en plus et pourtant elle est mal vue de l'ouvrier des champs. Il ne faut donc pas s'étonner si les rapports de la *Royal Commission on Agriculture* constatent que, dans tous les districts étudiés, les rapports entre maîtres et journaliers sont tout à fait dénués de cordialité.

Le caricaturiste Cynicus a résumé la situation au point de vue démocratique en représentant le *labourer* portant à califourchon sur ses épaules le *farmer*, et par-dessus le *landlord* à cheval sur les épaules du *farmer*. Le landlord a les mains dans les poches du *farmer*, celui-ci dans les poches du *labourer* et le dernier bêche la terre avec résignation ; il est le « bouc émissaire » (*scape goat*).

Les ouvriers agricoles, réduits à former une classe inférieure de salariés, devaient être amenés à suivre l'exemple des ouvriers de l'industrie urbaine qui réagissaient par l'association corporative contre une destitution analogue. Aussi a-t-on vu dès le début le trade unionisme s'étendre sur la campagne ; les owenites de 1833 à 1834, les chartistes de 1838 à 1848, y ont recruté des adhérents. Mais ces syndicats agricoles sont rapidement tombés. Même sort est arrivé à un mouvement plus récent qu'on croyait sûr d'un grand résultat. C'est l'agitation de Joseph Arch. J. Arch, ouvrier agricole de Warwickshire et, comme beaucoup de leaders ouvriers, prêcheur libre d'une secte non-conformiste, forma en 1872 dans son Comté le germe de la *National Agricultural Labourers' Union*. L'Union qui comptait près de 100 000 membres aux environs de 1875

a rapidement décru ensuite, et depuis 1894 on peut dire qu'elle n'existe plus. Ses débris étaient représentés dans le Congrès des Trade Unions de Cardiff (1895) au nom de 1.121 membres, à celui d'Edimbourg (1896) au nom de 2.000. Il ne reste plus que les petites unions locales que signalent un peu partout les enquêteurs des commissions officielles. En 1896, M. Webb évaluait le nombre total des journaliers agricoles syndiqués à 40.000 sur 750.000[1].

Les causes de cet échec sont multiples. Les cotisations étaient trop faibles et ne permettaient pas de créer des fonds d'assistance pour les maladies, les accidents, le chômage, comme le faisaient les trade unions industrielles[2]. Les agitateurs étaient pour la plupart (comme en 1833-1848) des gens des villes suspects aux paysans. L'opposition des *farmers* et des *landlords* a été très forte. Joseph Arch a été dès le début privé de travail et évincé de son cottage. Enfin la misère est devenue grande dans les campagnes par suite de la crise qui s'est produite en Angleterre comme dans toute l'Europe et qui a pour cause la concurrence faite par les produits des pays agricoles étrangers à ceux des nôtres. Des fermiers ont fait faillite ; ailleurs on a renvoyé une grande partie des journaliers pour mettre à leur place des machines servies par un petit nombre de manœuvres. L'application des machines à la production agricole est plus rapide en Angleterre que chez nous à cause de l'accumulation des terres entre quelques mains.

La dépopulation des campagnes au profit des villes et

1. *History of the Trade Unionism*, 2e éd., p. 429.
2. Il n'existait alors que des unions d'ouvriers qualifiés. On verra plus loin que les unions d'ouvriers non qualifiés fondées, à partir de 1889, ont dû faire comme celle des *agricultural labourers*.

des colonies que l'avènement du landlordisme avait rendue plus forte en Angleterre que partout ailleurs s'est accentuée rapidement. On jugera de ses effets par les chiffres suivants. A la fin du XVIIIe siècle, d'après Macaulay, 80 0/0 de la population anglaise était agricole. D'après le recensement décennal de 1891, la proportion est tombée en Angleterre et Galles à 4 0/0 de la population totale, à 11,5 0/0 du nombre des personnes employées. (Cette dernière proportion est en France de 46,3 0/0.)

Sur ce nombre, la proportion des journaliers diminue de plus en plus (709.283 *labourers* pour 201.918 *farmers*, c'est-à-dire 4 *labourers* pour 1 *farmer*). Dans plusieurs comtés agricoles, on a vu les *labourers* diminuer de 23,9 0/0 entre les deux recensements, de 1871 et 1881, sous l'effet de la crise qui éclata vers 1875. Entre 1881 et 1891, la diminution a été de 13,1 0/0 [1]. M. Russel Wallace constate dans *Bad Times* qu'en 1861 trois comtés ruraux accusaient une faible diminution de la population. On en comptait 8 dans le même cas en 1871, et 14 en 1881, tandis que les autres comtés agricoles indiquaient une diminution légère ou un ralentissement marqué. En dix ans, conclut M. Wallace, un million de personnes environ a été forcé d'abandonner la campagne pour la ville. La diminution n'est pas due comme en France à l'abaissement du chiffre des naissances. Au contraire ce chiffre augmente très fortement dans les campagnes anglaises; mais l'émigration le dépasse. L'accroissement de la population en Grande-Bretagne atteint une moyenne de 11,4 p. 0/0, mais l'examen de chaque comté montre une

1. *Reports of the Royal Commission on Agriculture.* Isle of Axholme, p. 25, Dorsetshire, p. 13.

proportion énorme pour les villes industrielles, et très faible pour les districts agricoles (2,7 en Norfolk, 2,3 en Wiltshire [1]).

Sous l'influence du landlordisme renforcé de causes générales, toute l'Angleterre tend à présenter l'anomalie que nous trouvons dans certains districts houillers et industriels (départements du Nord, vallée belge de la Meuse, bassin de la Ruhr en Westphalie), où l'industrie supplante l'agriculture.

II. La substitution de la grande à la petite propriété. — Le « landlordisme » est d'origine relativement récente [2]. Il s'est formé depuis le XVIe siècle en Angleterre sous l'influence de causes que nous allons passer rapidement en revue. Il a été apporté par la guerre au XVIe et au XVIIe siècle en Irlande — en Écosse à la fin du XVIIIe siècle, après la ruine des clans.

Dans l'Angleterre proprement dite, les petits propriétaires paysans (*yeomen*) ont été nombreux et prospères entre les XIVe et XVIe siècles, depuis l'abolition du servage jusqu'au commencement de l'accumulation des terres. Il y avait alors, comme dans la France agricole d'aujourd'hui, au sommet une minorité de grands propriétaires, au bas de l'échelle un nombre de journaliers inférieur à celui des petits propriétaires ; ceux-ci formaient la masse des habitants des campagnes et de la population totale. A la fin du XVIe siècle, le juriste Fortescue, dans son livre *De laudibus*

1. *Red Van Report* (1893), p. 14.

2. On trouvera l'histoire et la bibliographie du sujet dans le chap. XXVII du 1er vol. du *Capital* de K. Marx, et dans la partie historique du livre de A. R. Wallace, *Land Nationalization, Its Necessity and Its Aims*, nouvelle éd., Londres, Swan Sonnenschein, 1892, in-16. (Avec la liste des principaux ouvrages publiés en Angleterre, sur la question agraire, dans les trois parties du Royaume-Uni.)

legum Angliae, oppose à la misère du paysan français écrasé d'impôts et rongé par les droits féodaux le bien-être des *yeomen*.

Ils ne boivent point d'eau sinon par pénitence ; ils mangent abondamment des viandes et du poisson ; ils ont des étoffes de bonne laine ; ils sont riches en mobilier, en instruments de culture et en toutes choses qui servent à rendre la vie tranquille et heureuse.

Un siècle plus tard, sous le règne d'Élisabeth, Harrison dans sa *Description of England* rapporte que :

Les *yeomen* ordinairement vivent dans l'abondance, habitent de bonnes maisons et travaillent fort pour s'enrichir... Alors ils achètent les biens des grands seigneurs qui se ruinent, ils envoient leurs fils aux écoles, aux universités, au barreau, et leur laissent assez de bien pour qu'ils deviennent des *gentlemen*.

Mais à cette époque déjà la ruine des *yeomen* avait commencé par suite de la transformation qui faisait mettre les terres de fertilité médiocre ou moyenne en pâturages à moutons dont la laine avait un bon débouché dans les Flandres. Le riche propriétaire chercha à agrandir ses domaines pour avoir les espaces nécessaires à la pâture des moutons. Il acheta les petits domaines voisins de sa terre. Il s'agrandit par tous les moyens possibles. Pendant la Réforme, de nombreuses terres d'Église furent données aux grands personnages. Après la Révolution de 1688, une partie de ce qui était resté à l'État fut distribuée de la même façon. Au XVIIIe siècle, les Actes de clôture (*Inclosure Acts*) permirent aux grands propriétaires d'entourer les anciennes propriétés communales de barrières pour les réserver à leur propre usage. On a calculé que de 1702 à

1870 les divers *Inclosure Acts* avaient permis aux landlords de s'approprier 7 millions d'acres d'anciens biens communaux.

Des usages et des lois favorisaient l'accumulation. D'autres la maintenaient et l'empêchaient de se défaire. Pendant longtemps les propriétaires fonciers furent seuls électeurs et éligibles au Parlement. On prit parmi eux les *Justices of the Peace* qui dirigèrent les comtés jusqu'en 1888, parmi eux les administrateurs de la loi des pauvres et de la paroisse, droits dont ils ne furent dépossédés que par une série de lois dont la dernière est de 1894. A la fin du XVIIe siècle, sous la Restauration, les derniers vestiges de tenure féodale avaient disparu ; plus de distinction entre terres nobles et non nobles. Il n'y eut que les non propriétaires salariés et administrés et les propriétaires administrateurs. Une série de lois empêcha la division de la propriété qui donnait une part de la puissance publique. Le droit de primogéniture ou d'aînesse, la faculté de substitution réglementés sous la Restauration empêchent toujours les grands domaines de s'émietter.

Pour caractériser la marche générale de l'histoire de la propriété en Angleterre on peut présenter comme ayant une application générale le tableau suivant, dressé par un homme exceptionnel, un *yeoman* survivant dont la famille possède depuis 1605 un petit bien en Cumberland. Voici, d'après lui, le résumé de l'histoire de la propriété dans la paroisse d'Abbey Quarter (Cumberland) depuis deux siècles [1].

1. *Reports of the Royal Commission on Agriculture*, Cumberland, p. 33.

	Propriétaires.	Tenanciers.	Tenures.
1604	83	0	42 acres.
1648	81	6	54 »
1780	51	9	58 »
1812	38	18	58 »
1837	30	20	100 »
1864	21	29	100 »
1894	9	41	100 »

L'agrandissement des tenures entre 1812 et 1837 est dû à l'application de l'*Inclosure Act* de 1812. Entre 1864 et 1894 on voit les effets de la crise agricole qui ruine les petits propriétaires sans capital et permet aux gros, appuyés sur des fonds de réserve, d'arrondir leurs domaines. Le Cumberland, auquel est emprunté ce tableau, est le pays du district des lacs chantés par les poètes du commencement de ce siècle. En 1835, Wordsworth, le chef de l'école des lakistes, dans son *Guide to lake district*, décrivait un pays déjà approprié par un petit nombre de capitalistes mais où les petits fermiers étaient nombreux et menaient comme les nôtres une existence à la fois rustique et prospère. Aujourd'hui, on ne trouve au bord des lacs que des villas et des hôtels ; les vallées sans habitants et les montagnes sans forêts sont couvertes uniformément de l'herbe maigre que fait verdir l'humidité de la mer voisine ; d'innombrables moutons blancs à tête noire y paissent seuls, séparés en troupeaux par d'immenses barrières qui escaladent les rochers et franchissent les torrents, réduisant le personnel des gardiens au strict nécessaire. Tel est, avec des variations très minimes, le cas de toutes les parties montagneuses des districts agricoles de l'Angleterre.

Il s'est produit ainsi une évolution tout à fait comparable

à celle qui faisait dire à Pline : « *Latifundia perdidere Italiam* », les grands domaines ont dépeuplé l'Italie[1]. L'Angleterre depuis le XVIe siècle, comme l'Italie après les guerres puniques, n'a plus cultivé les céréales que dans les parties parfaitement propres à cette culture; le reste a été transformé en pâturages. Seuls, les grands propriétaires avaient assez de place pour cette nouvelle production. Les petits, ne pouvant ni les imiter ni gagner leur vie en continuant l'ancienne culture, ont vendu et ont émigré dans les villes et à l'étranger. Arrondi par la ruine des petits propriétaires, le grand domaine anglais, comme le latifundium romain, a usurpé les terres publiques, et l'Angleterre, comme autrefois l'Italie, s'est couverte de grandes terres à pâturages entrecoupées de châteaux et de parcs. L'Italie antique ne pouvait nourrir les habitants de ses villes. Elle tirait son blé de l'Afrique et de la Sicile. L'Angleterre ne produit pas le 1/10 de ce qui est nécessaire à sa subsistance; elle tire son blé d'Australie et du Canada, sa viande d'Amérique ou de Nouvelle Zélande, ses légumes de Portugal ou de Belgique, etc... Elle peut, il est vrai, se vanter de dépendre principalement de ses colonies pour sa subsistance. Elle peut pousser à bout la comparaison avec Rome et dire qu'elle n'est que la province centrale d'un monde anglais groupé autour de l'Océan comme autrefois le monde romain autour de la Méditerranée. Elle peut même dire que les petits paysans propriétaires chassés du centre sont allés s'établir en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada, où le paysan, comme en France, pousse la charrue sur son propre champ. Mais, dans ces pays aussi, la petite propriété

1. Sur la formation des grands domaines en Italie après les guerres puniques, voir MOMMSEN, *Histoire Romaine*, t. IV de la traduction française.

est en conflit avec la grande, les *settlers* cultivateurs ennemis des *squatters*, grands propriétaires de moutons. Enfin cette colonisation est le résultat d'une expropriation de trois siècles dont les effets se font, nous l'avons vu, lourdement sentir à la population agricole qui est demeurée en Angleterre. Tous les maux que nous venons d'étudier sont la conséquence de l'évolution qui a produit le landlordisme, tous, jusqu'à la baisse des salaires et au chômage qu'amène la concurrence des blés et des viandes produits par les descendants des anciens *yeomen* émigrés aux colonies.

La propriété foncière en Irlande et en Écosse est entrée dans la même phase qu'en Angleterre, mais plus brusquement.

En Irlande, le landlordisme est le résultat de confiscations qui ont été pratiquées en grand à partir du règne de Henri VIII. On dépossédait les Irlandais catholiques, on prenait le sol et on le distribuait par grands morceaux de territoires à des seigneurs anglais. Après chaque révolte, la confiscation s'étendait davantage. Et l'on a fini par avoir une terre de conquête où la race victorieuse vit aux dépens de la race vaincue, comme les Spartiates aux dépens des Hilotes. C'est l'exploitation sous sa forme la plus brutale et la moins spécieuse. Les nouveaux possesseurs désiraient rester en Angleterre ; ils louaient à perpétuité leur terre à un intermédiaire qui la louait à un autre et ainsi de suite jusqu'à un dernier locataire qui, payant un énorme loyer, était obligé de l'arracher aux tenanciers indigènes en l'aggravant encore de bénéfices. En voici un exemple cité par M. Wallace d'après une enquête officielle [1]. Un district du

1. *Land Nationalization*, p. 31. Nous rappelons qu'on trouvera à la fin de cet ouvrage la bibliographie de la question agraire en Irlande.

Voir en Français, De Pressensé, *L'Irlande et l'Angleterre*,

comté de Roscommon contenant 600 acres appartient à un noble anglais qui l'a loué à perpétuité pour un revenu de 30 livres st. Le premier locataire l'a loué pour 200 livres par an. Le troisième landlord a divisé le district, de manière qu'un autre lui paye 150 livres st. par an pour environ un tiers du tout. Ce dernier enfin a divisé une partie de son lot entre six familles dont les membres travaillent et cultivent le sol. Ce cas est général, presque universel en Irlande. Comment le dernier intermédiaire, obligé de payer tous les ans une somme énorme, pourrait-il améliorer le sol ou montrer quelque indulgence vis-à-vis de ses tenanciers?

Il est obligé d'augmenter leur nombre dans une proportion qui dépasse celle des subsistances que peut fournir le sol. En effet, la verte Érin, constamment trempée de pluies et mouillée par les brouillards, n'est guère propre qu'à l'élevage du bétail. Le landlordisme est cause qu'on y force la nature, qu'on divise le sol en une foule de petits cultivateurs, beaucoup trop nombreux pour les ressources du pays, qui vivent misérablement dans des cabanes. La population agraire d'Irlande se compose d'environ 500.000 familles comprenant 3 millions de personnes. Sur ce nombre, 228.000 familles vivent dans 156.000 huttes de boue dont chacune n'a qu'une seule pièce. Ces malheureux se nourrissent de pommes de terre bouillies dans l'eau et avalées toutes rondes avec la pelure. M. Tuke dit qu'un Irlandais sur trois ne mange pas des pommes de terre à sa faim. En 1871, dans le comté de Donegal qui comptait en tout 218.000 habitants, il a fallu secourir 72.864 per-

Paris, 1888, in-12. Sur la question irlandaise au XIXe siècle et les réformes agraires, l'exposé le plus concis, le plus clair et le plus solide, se trouve dans CHARLES SEIGNOBOS, *Histoire politique de l'Europe contemporaine.*

sonnes. Lorsque le paysan irlandais nourrit un cochon ou quelque bétail, c'est pour payer le loyer. S'il n'y arrive pas c'est l'éviction, c'est-à-dire l'expulsion par force. D'après un rapport parlementaire publié en 1881, les évictions ont frappé, de 1849 à 1850, 35.061 familles comprenant 194.603 personnes; en 1880, pendant la dernière famine, 2110 familles, comprenant 10.457 personnes. Les famines dues au manque de la récolte de pommes de terre sont fréquentes en Irlande. L'accroissement de la population, qui se multiplie et augmente comme toutes les populations misérables, en rend les effets terribles.

En Écosse, la grande propriété a été introduite également par l'intervention des Anglais. Jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, les Écossais des montagnes (*highlanders*) étaient restés, comme les Celtes d'autrefois, divisés en clans analogues aux *gentes* de la Grèce et de Rome. Les chefs de clan étaient de petits souverains qui avaient la juridiction civile et criminelle sur les hommes de leur clan et le droit de déclarer la guerre. Mais les hommes du clan étaient libres : ils se considéraient comme les membres d'une grande famille. Ils portaient tous le même nom précédé de Mac (fils de) et le tartan dont ils faisaient leur *kilt* (le petit jupon que portent encore les régiments écossais) avait pour tous les hommes d'un même clan les mêmes rayures et les mêmes couleurs. Chaque membre du clan était lié au chef par un serment de fidélité, et lui devait le service militaire ainsi que certains tributs, mais il possédait un terrain et avait droit de pâture, de chasse, de pêche. L'organisation actuelle date de la répression de la dernière révolte jacobite, celle de 1745. Alors le gouvernement anglais enleva aux chefs de clan leurs attributions militaires et juridiques, mais il les assimila dans la loi

civile aux grands propriétaires anglais. Leurs subordonnés ne possédèrent plus rien et devinrent de simples tenanciers sous le nom de *tacksmen* ou de *crofters*. Au début la tradition patriarcale persista à travers la révolution de la propriété foncière, mais il vint un moment où les landlords voulurent user de leur nouveau droit tout entier et où rien ne les empêcha de le faire. C'est l'époque du système de l'éclaircissement[1] (*clearance system*) qui a commencé dans les premières années de ce siècle et qui n'a pas encore pris fin. Il consiste à expulser les *crofters* en masse pour transformer le sol qu'ils occupaient soit en parcs et en tirés de chasse, soit en bois de rapports et en pâturages à mouton. On a calculé qu'entre 1831 et 1835, à l'époque la plus active du *clearance system*, on a enlevé à l'agriculture en Écosse plus de 1.530.332 acres.

Actuellement, plus de 2 millions d'acres ont été dépeuplées d'hommes et ne sont habitées que par le gibier ou les moutons. Un grand seigneur, le marquis de Stafford, qui possède les deux tiers (800.000 acres) du comté de Sutherland, a expulsé d'un seul coup 15.000 fermiers et les a remplacés par quelques dizaines de bergers. « C'était, dit Wallace, le renouvellement des horreurs de Cromwell en Irlande, sauf le massacre des habitants. » On les chassait sans indemnité, puis derrière eux on démolissait les mai-

1. Ce système a été pratiqué partout où le *landlord* a trouvé profitable de substituer l'élevage du mouton à l'ancienne culture. Mais il n'a nulle part été pratiqué dans d'aussi grandes proportions que dans les *Highlands* d'Écosse dont on ne pouvait guère faire que des terrains de pâture ou de chasse. « L'éclaircissement » des *Highlands* a été raconté dans de nombreux récits dont on trouvera les titres dans les bibliographies indiquées plus haut.

Le plus récent est : Mac Leod, *Gloomy memories in the Highlands of Scotland*, Glasgow, Sinclair, 1892, in-8°.

sons, on faisait flamber les greniers et les granges. Des villages entiers disparaissaient dans d'énormes incendies. La presse s'émut. Les chartistes et plus tard les radicaux protestèrent contre les *clearances* et supplièrent le gouvernement de faire voter un bill qui lui permît de mettre fin à ces abus d'un droit tyrannique. Ce fut en vain. Les *Crofters*, à bout de patience, refusèrent en quelques paroisses d'abandonner leurs maisons, se battirent contre les démolisseurs. Mais la force armée vint au secours de l'œuvre de destruction, chassa les cultivateurs, emprisonna les plus audacieux des révoltés et protégea les incendiaires. Tout ce que put faire l'initiative privée fut de recueillir des fonds pour venir en aide aux expulsés sans travail des champs, aussi misérables que le manœuvre dont l'usine ou le chantier se ferme brusquement. Les victimes du système de *clearance* s'expatrièrent en grande majorité aux États-Unis et au Canada. Le pittoresque costume au tartan quadrillé, la langue celtique ne demeurèrent que sur le littoral nord de l'Écosse où sont restés un petit nombre des anciens *highlanders*, moitié pêcheurs, moitié journaliers agricoles.

L'Écosse de *Rob Roy* n'existe plus. Mais sa destruction a soulevé un mouvement d'opinion qui a fait sur le continent moins de bruit que le mouvement irlandais, parce qu'il n'est ni nationaliste, ni catholique, mais qui est plus original au point de vue théorique, parce qu'il aboutit à la nationalisation du sol. Cette solution est venue d'Écosse comme le montre l'origine de ses partisans passés et actuels. Les parents de Spence étaient des highlanders, Ogilvie résida presque toujours à Aberdeen, Dove à Glasgow. La famille de Wallace est sortie d'Écosse pour se fixer dans le pays de Galles où naquit le naturaliste.

III. Les premiers nationalisateurs du sol (1775-1889). — Comme le socialisme, la doctrine de la nationalisation du sol est sortie en Angleterre de l'interprétation de l'évolution économique par les radicaux d'il y a cent ans. Les radicaux, partisans du suffrage universel, étaient amenés à discuter la propriété foncière qui était une condition indispensable pour l'éligibilité aux assemblées locales et au Parlement. Tandis que les démocrates de France, représentant un pays de petits propriétaires fonciers, réclamaient l'affranchissement de la propriété individuelle, les radicaux anglais, habitant un pays de landlordisme, réclamèrent, au nom de la masse des sans-terres, la nationalisation du sol.

Le premier champion de cette doctrine fut Thomas Spence, maître d'école à Newcastle on Tyne. Le 8 novembre 1775, Spence, alors âgé de 25 ans, fit devant la Société philosophique de Newcastle une conférence dans laquelle il proposait de mettre fin à la misère en donnant aux paroissiens la propriété commune du sol de chaque paroisse. Voici son projet exposé par lui-même en termes familiers et concrets :

Supposez que tous les paroissiens s'unissent, qu'ils prennent l'archidiacre Paley dans une main, la Bible dans l'autre, qu'ils s'assemblent sur la pelouse voisine et qu'après avoir discuté sur le moyen d'arriver au bonheur, ils s'accordent unanimement à rédiger une Déclaration des droits dans laquelle on décrète que tout le sol, y compris les houillères, les mines, les cours d'eau, etc., propriété de la paroisse des Abeilles, exploitée présentement par lord Frelon, doit, le 25 mars 18.., jour de l'Annonciation, devenir propriété publique et bien commun auquel chaque paroissien aura part égale.....

Il serait déclaré plus loin qu'à la Saint-Jean d'été suivante tous les revenus provenant du sol, des mines, des cours d'eau, des houillères, etc., propriétés de ladite paroisse, au lieu d'être,

comme autrefois, payés entre les mains de lord Frelon ou de son intendant, le seront à un Comité directeur de la paroisse élu par la majorité des paroissiens ; et, après que les administrations nationale, provinciale et paroissiale se seront alimentées à ces revenus, le reste sera distribué en parts égales à tous les paroissiens, hommes, femmes et enfants — y compris lord et lady Frelon et tous les petits Frelon de leur famille...

A la suite de sa conférence, Thomas Spence fut chassé de la Société philosophique de Newcastle et dut fermer son école. Il vint se réfugier à Londres, où il trouva des disciples parmi les radicaux. Sa propagande lui valut d'être mis en prison pendant quelques mois en 1793, lorsque le gouvernement tory suspendit l'Habeas Corpus. Mais Spence ne se laissait pas décourager. Il continua à répandre ses projets, se fit arrêter de nouveau et fut condamné à un an de prison en 1801. En 1814, dans la détente qui suivit la paix, il se remit à parler dans les meetings ; la mort le surprit au moment où ses efforts commençaient à réussir. En 1817, l'Habeas Corpus fut de nouveau suspendu et la transportation prononcée contre ceux qui propageraient les idées de Spence[1].

En même temps que le maître d'école de Newcastle, un professeur de l'Université d'Aberdeen, humaniste connu en Europe et aux États-Unis, William Ogilvie (1736-1819), avait proposé la nationalisation du sol. Dans un écrit anonyme publié à Aberdeen en 1781 sous le titre de *An Essay on the Right of Property in Land*[2], Ogilvie posait comme

1. M. Hyndman a reproduit la conférence de Spence à Newcastle dans *The Nationalization of Land in 1775 and 1882*. Londres, E. W. Allen, 1882, in-8°. — M. J. Morrison Davidson donne une très intéressante biographie de Spence dans *Scotia rediviva*, Londres, W. Reeves, s. d., in-8°.

2. 2e édit. avec introd. et biographie par D. C. Mac Donald, Londres, Kegan Paul, 1891, in-8°.

une maxime chrétienne que chacun a droit à la terre. Il attribuait à la terre trois sortes de valeurs : originelle, potentielle, d'amélioration ; la troisième seule, d'après lui, était légitimement propriété individuelle : les deux autres devaient être saisies par la communauté au moyen d'une taxe. Ogilvie réclamait une loi agraire fondée sur ces principes ; moins révolutionnaire que Spence, il désirait qu'on indemnisât les landlords et demandait une administration organisée pour aider les cultivateurs à acheter le sol qu'ils labourent. L'ouvrage d'Ogilvie se répandit beaucoup. Une bibliothèque anglaise en possède un exemplaire annoté par George Washington.

Le silence se fit un peu sur ces idées, lors de la réaction qui pesa sur l'Angleterre pendant les guerres de la Révolution française et de l'Empire. Mais elles pénétrèrent par les spencéens dans les revendications chartistes, par Ogilvie et ses amis dans les écrits de Carlyle, de James Mill et de plusieurs autres philosophes et économistes. Elles s'étaient toutefois un peu effacées lorsque Patrick Edward Dove, riche propriétaire des environs de Glasgow et chrétien philanthrope, les exposa de nouveau en 1850 dans son livre intitulé *The Theory of human progression and natural probability of a reign of Justice*[1]. L'ouvrage paraissait à propos, dans l'époque où la faillite des grands projets communistes avait laissé en Angleterre la place à l'amour de l'humanité et aux essais de réformes. Les théories de Dove furent louées par les esprits les plus divers, par le philosophe Hamilton comme par Stuart Mill. Herbert Spencer, qui depuis est devenu plus prudent, s'en inspira dans *Social Statics* (1851). Les éditions américaines du livre de

1. Pour la bibliographie, voir *National Biography*, articles Dove et Ogilvie.

Dove furent nombreuses. Ses idées se répandirent parmi les libéraux, les radicaux et les Irlandais ; elles devinrent un de leurs moyens d'opposition contre le gouvernement conservateur. En 1870, Stuart Mill et sa femme, Mme Taylor, créaient la *Land Tenure Reform Association*, au programme de laquelle figurait la proposition suivante :

Réclamons, au profit de l'État, par le moyen de l'impôt, la plus-value graduelle du sol, dans la mesure où on peut la constater, ou au moins une grande part de cette plus-value qui est la conséquence naturelle de l'accroissement de population et de richesse, sans aucun effort ni dépense de la part du propriétaire, réservant aux propriétaires le droit de céder leurs terres à l'État au prix courant, du jour où ce principe aura été adopté par la législation.

Dès lors l'augmentation de l'impôt foncier entra définitivement dans les programmes parlementaires, comme il était arrivé déjà pour les lois sur les manufactures. En général les tories, presque tous landlords, se sont montrés partisans des Factory Acts ; en revanche, la « taxation of ground values » a été souvent une arme des libéraux, commerçants et usiniers. La nationalisation du sol tendait à dégénérer en une simple question de l'assiette de l'impôt ; Wallace et Henry George lui ont rendu l'importance théorique qu'elle avait au temps de Spence : leurs efforts sont simultanés et se placent vers 1881, un peu avant l'organisation des Sociétés socialistes démocratiques en Angleterre.

IV. Henry George : la théorie de la rente et la nationalisation du sol. — Henry George, né à Philadelphie en 1839, est le fils d'Anglais émigrés aux États-Unis, et le mari d'une Australienne issue de parents irlandais. C'est, comme beaucoup d'Américains, un *self-made man* qui a fini par arriver à une profession libérale après avoir essayé les

métiers manuels les plus divers. Ouvrier compositeur, ensuite garçon de cabine sur un steamer pour visiter les Indes, puis chercheur d'or en Australie, il retourne enfin aux États-Unis, s'arrête en Californie et y devient journaliste. Frappé de l'énorme plus-value que donne à la propriété terrienne l'accroissement rapide de la population dans les pays aurifères qu'il avait visités, il expose ses théories sur la nationalisation du sol dans une brochure intitulée *Our Land and Land Policy*, publiée à San-Francisco en 1871. Les lectures qui l'avaient amené à interpréter dans le sens de la nationalisation ses observations étaient extrêmement nombreuses et complexes. Il est difficile de démêler les diverses influences qui ont agi sur son esprit. Nous savons seulement par son propre témoignage qu'il avait fait du livre de Dove une étude approfondie. Ses conclusions devaient pourtant se rapprocher plutôt de celles de Spence qu'il connut plus tard quand sa doctrine était déjà établie. Le grand ouvrage de George est *Progress and Poverty* qui parut en 1879 à New-York, qui eut en quelques années de multiples éditions et rééditions dans les pays de langue anglaise et qui fut traduit dans presque toutes les langues étrangères[1]. Ce livre est devenu, à cause de ses qualités et à cause de ses défauts, la Bible des nationalisateurs du sol anglais. George a conquis leur esprit et leur cœur en leur présentant un système d'allure scientifique construit sur une base sentimentale et chrétienne.

Comme les économistes du XVIIIe siècle, dont il se reconnaît le disciple, Henry George croit que le monde est régi

1. Nous le citons d'après la traduction française. Paris, Guillaumin, 1887, in-8°. Henry George a publié depuis sur la question agraire un grand nombre d'ouvrages et de brochures dont on trouvera l'indication complète dans le catalogue de l'*English Land Restoration League*.

par des lois naturelles constituées par la Providence. Dieu a voulu qu'il y eût harmonie entre la loi sociale et la loi morale. Or il s'est introduit dans le mouvement un germe de fausseté. A côté d'un grand progrès matériel croissant qui se manifeste par l'application de la vapeur et de l'électricité à la production et à l'échange, on constate une augmentation également croissante de la misère des classes ouvrières. Même, dans le monde actuel, ces deux extrêmes sont la condition l'un de l'autre. Plus la richesse s'accumule en haut, plus la pauvreté devient affreuse en bas. Fourier qui partait du même principe métaphysique que H. George avait déjà présenté des formules presque identiques. Marx les avait restaurées et remaniées d'après la connaissance positive des faits et les avait appliquées à l'accumulation capitaliste avec une précision et une netteté rigoureuses qui font souvent défaut à George. Mais celui-ci n'a pas suivi l'auteur du *Capital*; dans sa recherche du trouble apporté à l'harmonie universelle qui est le postulat de sa doctrine, il en demeure toujours au XVIIIe siècle et à Fourier. Il admet, comme eux, que la propriété privée est légitime quand elle est fondée sur le travail du possesseur; il attribue cette qualité à toutes les formes de la propriété mobilière, depuis le capital de banque jusqu'au capital industriel. Mais, suivant George, la propriété foncière n'est pas fondée sur le travail. Elle seule, et pourquoi? La métaphysique va nous l'expliquer. En effet, Dieu a créé la nature pour l'usage égal de tous les hommes. Si on laissait chacun occuper autant de terres qu'il en peut travailler, il y aurait place au soleil et abondance de subsistances pour tout le monde. George ne pense pas, comme Malthus, que la population tende à augmenter plus vite que les moyens de subsistance, et il reproche vivement à Stuart Mill d'avoir affaibli

son argumentation en faveur de la nationalisation du sol en adoptant l'hypothèse malthusienne[1]. S'il y a misère aujourd'hui, c'est que des lois contraires aux desseins de la Providence donnent toutes les terres à quelques-uns et rien aux autres.

La propriété privée de la terre est la meule inférieure. Le progrès matériel est la meule supérieure. Les classes ouvrières sont broyées entre les deux avec une force de plus en plus grande.

Telle est la grande découverte de George : c'est ce qu'il appelle :

Unir la vérité perçue par l'école de Smith et de Ricardo à la vérité perçue par l'école de Proudhon et de Lassalle[2].

Les socialistes n'ont eu que des désirs de réforme ; les économistes n'ont fait que constater des faits. George va fonder ses réclamations sur la réalité; il va maintenant être scientifique et passer du ciel sur la terre.

Toute sa doctrine sera établie sur une interprétation de la loi économique de la rente du sol. La rente du sol est la partie du revenu foncier qui vient de la nature ou de la société et qui n'est pas due au travail personnel du propriétaire. Elle n'est ni tout le prix de vente des produits quand le propriétaire exploite lui-même, ni tout le prix du fermage quand il loue, mais seulement la part qui en est due aux causes indépendantes de sa personne. Ricardo qui, dans un livre publié en 1817, a formulé la théorie la plus célèbre de la rente, définit ainsi cet élément du revenu de la propriété foncière.

1. *Progrès et Pauvreté*, pp. 84-96, 133-144, 345, 530.
2. *Progrès et Pauvreté*, p. 339, et préface, p. 14.

La rente est la portion du produit de la terre que l'on paye au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives et impérissables du sol [1].

La théorie de la rente a été formulée pour la première fois en 1777 par un économiste écossais, Anderson [2]. Il ne

1. *Des principes de l'Économie politique et de l'Impôt* (1817), trad. franç., collection Guillaumin, Paris, 1847, in-4°, p. 39.

L'ouvrage de Ricardo est la base sur laquelle ont été édifiées au XIXe siècle les diverses théories de la rente. Voici les principales définitions de la rente données par des économistes anglais après Ricardo : Stuart Mill dit que « la rente du sol consiste dans l'excédent de son revenu sur le revenu du sol le plus mauvais mis en culture ». (*Principles of political economy*, t. I, chapitre XVI. Édition de 1865.) Fawcett dit que « la rente d'une terre représente la valeur pécuniaire des avantages que cette terre possède sur la plus mauvaise mise en culture ». (*Manual of political Economy*, t. II, chap. III, p. 116, 1876). Le professeur Marshall déclare que « La rente d'un terrain est l'excès de son produit sur le produit d'un terrain voisin qui ne serait pas cultivé du tout, s'il fallait payer pour le cultiver ». (*Economics of industry*, t. II, chap. III, sect. 3, p. 84, 1879). Le professeur Sidgwick ropose cette formule plus compliquée : « La rente normale *par acre* d'un terrain est le surplus de la valeur de son produit sur la valeur du produit net par acre du sol le moins avantageux parmi ceux qu'on trouve profit à cultiver. » (*Principles of political Economy*, tome II, chap. VIII, p. 301, 1883).

Walker spécifie que « la rente d'un terrain est déterminée par la différence entre son produit annuel et celui du terrain le moins productif actuellement cultivé pour approvisionner le même marché, étant donné que la qualité du sol comme agent de production n'est, dans les deux cas, ni diminuée, ni améliorée par le cultivateur ». (*Brief Text Book of Political Economy*, chap. II, sec. 216, p. 173, 1885).

[Ces citations sont reproduites, d'après M. Bernard Shaw, dans *Fabian Essays in Socialism*, p. 6].

L'un des principaux disciples de Marx en Angleterre, M. Hyndman, définit la rente du sol : « Cette portion du revenu net payée au propriétaire pour l'usage de parcelles de terre, après avoir déduit le profit moyen du capital employé à la culture de ces terres. » (*Economics of Socialism*, Londres, 20th Century Press, 1896, in-12.)

2. Son ouvrage publié à Edimbourg et intitulé *An Inquiry into the Nature of the Corn Bills proposed for Scotland* , est analysé par STANLEY JEVONS, *The Theory of political Economy*, Londres, 1871, in-8°, p. 198 et suiv.

l'appliquait encore qu'aux produits agricoles et il la tirait de la considération suivante : Toutes les fois que des produits identiques se vendent sur un même marché, le prix de tous tend à coïncider avec le coût de production maximum. Soit par exemple un propriétaire qui, pour ne pas perdre, doit vendre son blé au moins 10 shillings le sac; deux autres propriétaires peuvent laisser la même quantité l'un à 6, l'autre à 4 shillings. Si tous portent leurs blés au même marché, le second et le troisième élèveront leurs prix au même taux que le premier et ils gagneront ainsi l'un 4, et l'autre 6 shillings de plus que lui sur la même quantité.

Ricardo expliqua cet avantage par l'augmentation de la population qui obligeait les hommes à mettre en culture des terres de moins en moins fertiles. Les terres les plus fertiles ont été, d'après lui, les premières occupées, et le travail qui se fait autour d'elles pour tirer parti des sols moins favorables assure à leurs propriétaires un accroissement de revenu indépendant de leur travail. Cette prime — la rente du sol — est donc le résultat des efforts de la société et pourtant ne profite qu'à la petite minorité des individus qui ont le monopole de la terre.

Ricardo s'arrêtait à cette constatation comme devant une loi *naturelle*. Mais ses disciples « égalitaires », que nous avons déjà vus tirant le socialisme de l'analyse ricardienne de la valeur, firent de la théorie de la rente la base de la nationalisation du sol. La rente du sol, disent les owenites et après eux les chartistes, est un *unearned increment*, une plus-value imméritée. En effet, la propriété individuelle est, suivant les propres termes de ses défenseurs, fondée sur le travail personnel du propriétaire; elle se justifie d'autant plus qu'il a mis davantage de sa personne dans

la matière qui lui est fournie par la nature. Il peut avoir le monopole de la maison qu'il a élevée, de la canalisation qu'il a construite, mais non celui de l'air ou de l'eau. Or la terre, comme l'air et l'eau, est un don de la nature qui devrait appartenir à la communauté. Bien plus, la théorie de la rente montre que la valeur que la nature a donnée à la terre augmente par le travail social plus que par l'effort du possesseur. Elle doit donc appartenir à la société. L'argumentation des nationalisateurs devint plus forte après le développement de la grande industrie et du commerce, quand on vit, dans les villes manufacturières ou dans les colonies qui attiraient les Européens, la valeur de la terre se multiplier brusquement par cent, par mille, par cent mille.

Tel est le cas des pays qui ont été les principaux champs d'observation de Henry George, l'Australie et la Californie. Il y a cinquante ans, la Californie n'était qu'un désert. La découverte des mines d'or lui a donné une énorme population ; comme le sol était fertile et le climat favorable, cette population est restée dans le pays après l'épuisement des placers. Des villes se sont formées comme les champignons, en quelques heures disent les Américains. Au début le terrain ne valait rien, le gouvernement le cédait à qui en voulait. Ces concessions gratuites et perpétuelles sont maintenant des terrains à bâtir à San Francisco ou des emplacements propres à la culture maraîchère dans les environs des villes. Les spéculateurs qui ont été assez avisés pour se les assurer à temps les revendent à des prix fabuleux, ou en tirent, sans y avoir jamais mis un sou, des loyers et des fermages énormes. « Vous pouvez, dit George, si vous possédez quelques acres au milieu de l'emplacement sur lequel une ville nouvelle se bâtit, y dormir, ou

planer en ballon au-dessus, sans vous soucier de rien; le prix de votre morceau n'en augmente pas moins. » Qui a fait monter la valeur de ces terrains? Les émigrants, par le fait qu'ils sont arrivés et qu'ils ont eu besoin de passer par les exigences du propriétaire pour se loger et pour se nourrir. — Quelle est la cause qui continue à faire monter la valeur de ces terrains? L'établissement des voies de communication, des chemins de fer, des téléphones, des télégraphes, la création de ports marchands, enfin le travail continu de cette nouvelle société où les non-possédants sont en énorme majorité. Est-il juste, demande Henry George, que le travail de tout le monde profite à quelques-uns seulement? La plus-value créée par la population ne doit-elle pas profiter à toute la population? Accaparée par quelques heureux, elle devient une cause de misère générale. Absorbée par l'État, quel accroissement de bien-être général elle procurerait! Et l'auteur de *Progrès et Pauvreté* calcule que chaque immigrant, par le fait seul de son arrivée, augmente de 2.000 francs la valeur du territoire des États-Unis [1]. Or, depuis 1800, il est arrivé plus de 13 millions d'immigrants qui auraient amené une plus-value foncière de 26 milliards de francs, de quoi défrayer la plus grande partie des dépenses publiques, si l'État n'avait pas complètement aliéné ses droits sur le sol au profit de quelques monopoleurs.

1. Voir à ce sujet les statistiques données par le 8th *Biennial Report of the Bureau of Labour Statistics of Illinois. Subject: Taxation.* 2e éd., 1896, in-8°. On y verra, entre autres choses, l'élévation, année par année, de la valeur d'un quart d'acre situé dans la ville de Chicago, laissé sans aucune espèce de travail et qui, de 100 fr. en 1830, est monté à 6.250.000 fr. en 1894 (p. 277).

Cette publication est répandue en Angleterre par l'*English Land Restoration League* qui en a fait insérer une analyse dans le *Labour annual* (1897), p. 151.

George réclame donc que la Société reprenne à son profit l'*Unearned Increment* qui est produit par elle. S'il s'arrêtait là, il n'ajouterait rien aux revendications des économistes radicaux, comme Stuart Mill, qui ont étudié le problème de la rente du sol dans un esprit de justice démocratique.

Mais, au jugement de George, l'appropriation privée du sol n'est pas une des causes, elle est l'unique cause de la misère. Nous retrouvons l'idée d'harmonie du monde de laquelle était partie l'auteur de *Progrès et Pauvreté*. Il croit avoir découvert le germe de fausseté qui trouble les desseins de la Providence. George n'admet pas la critique marxiste du capital mobilier; le manufacturier, le commerçant et le banquier, sont à ses yeux des travailleurs comme l'ouvrier. L'ennemi du bonheur public, c'est le propriétaire foncier et lui seul. C'est lui qui ruine le capitaliste mobilier et l'oblige à fermer ses ateliers et à laisser les ouvriers sans travail. C'est lui qui rend la vie matérielle trop chère pour l'ouvrier.

Les salaires, écrit George, dépendent de la limite de production ou du produit que l'on peut obtenir du travail au point le plus élevé de productivité naturelle qui lui est ouvert sans qu'il ait une rente à payer.

La misère des classes laborieuses ne tiendrait pas au régime du salariat, comme l'a cru Marx, mais au trouble apporté dans ce régime par la propriété privée de la terre. C'est ce que George résume dans cette conclusion :

La raison pour laquelle, en dépit de l'accroissement de la puissance productive, les salaires tendent à devenir le minimum de ce qu'il faut pour vivre, c'est qu'avec l'accroissement de la puissance productive, la rente tend toujours à augmenter,

produisant ainsi une tendance constante à la baisse des salaires[1].

Une série d'images répandue à profusion en Amérique et en Angleterre, et que l'on peut voir encadrée sur l'une des parois du chariot rouge de propagande dont nous parlerons tout à l'heure, illustre pour les esprits simples la théorie de George. On y voit d'abord le Travail sous la forme d'un nègre, cultivant péniblement la terre avec ses ongles. Puis arrive un autre nègre, le Capital, qui apporte au premier des outils; tous deux associent leurs efforts et obtiennent en abondance des fruits pour se nourrir. Mais survient un troisième nègre, le frelon, le propriétaire du sol. Capital et Travail se soumettent à ses absurdes prétentions et les voilà réduits à la portion congrue pendant que l'autre, qui ne fait rien, boit et mange sans rien produire.

Puisque le mal est unique, le remède sera simple. Pour abolir la misère, il suffira de supprimer la propriété privée du sol. Pas de scrupules, pas de demi-mesures, pas d'indemnités. « Au nom de la morale et de la justice » Henry George déclare qu'il ne faut pas payer la terre reprise[2]. Mais il s'avise d'un moyen subtil pour l'enlever à ceux qui la détiennent. « *Nous n'avons*, dit-il, *pas besoin d'exproprier directement le landlord, il suffit de le taxer à mort.* » On lui laissera ses titres de propriété, mais on lui enlèvera par un impôt tout le revenu de sa terre, moins l'étendue nécessaire à sa subsistance et à celle des siens[3]. Avec le

1. *Progrès et pauvreté*, pp. 204, 210, 268.
2. *Progrès et pauvreté*, p. 345.
3. George déclare (p. 463) que les Constituants ont bien fait d'enlever la dîme aux curés, mais qu'ils ont eu tort d'en faire cadeau aux propriétaires. S'ils en avaient attribué le produit à l'État, c'eût été un premier pas fait vers la nationalisation du sol par l'augmentation excessive de l'impôt foncier.

produit de cette levée, l'État sera assez riche pour supprimer toutes les autres contributions, notamment celles qui pèsent sur les objets de consommation, les droits d'octrois, les droits de douane qui élèvent le prix des choses nécessaires à la vie. Le budget reposera sur la taxe unique (*single tax*) payée par les landlords des villes et des campagnes[1]. Comme ses maîtres les physiocrates, George déclare que la terre est l'unique source de la richesse. Comme eux il en conclut qu'elle seule doit fournir aux dépenses sociales, tandis que les industriels, les commerçants et les ouvriers resteront francs d'impôt.

Sa doctrine est un socialisme d'État démocratique dont les éléments sont pris aux physiocrates et à Ricardo. Elle rappelle certains côtés des conceptions owenites et chartistes, et n'est presque pas influée par la critique marxiste que George ignore ou dédaigne.

V. Les Georgistes anglais; La Ligue pour la restitution du sol anglais; Les Chariots rouges. — Les théories de George ont trouvé un succès facile dans les pays de grande propriété où les travailleurs des campagnes ne sont que des salariés qu'on peut soulever contre le *landlord* par les mêmes arguments qui excitent l'ouvrier des usines contre le patron.

Le Royaume-Uni offrait un bon terrain de culture sur lequel le Georgisme fut bientôt semé. Dès 1881, un Irlandais qui avait longtemps habité l'Amérique, Michael Davitt, s'efforçait de propager l'idée de *single tax* parmi les tenanciers de son pays d'origine, enrôlés dans la *Land League* dont nous avons déjà parlé. Cette association fut suspendue au bout de peu de temps. Elle n'a pas laissé de traces

1. *Progrès et pauvreté*, p. 385.

en Irlande, et Davitt semble avoir sacrifié complètement les réformes sociales à la politique du Home Rule [1].

Mais l'agitation reprit dans l'Angleterre proprement dite. Henry George y fit, en 1881, 1884 et 1889, des tournées de conférences qui eurent un très gros succès.

Dès 1883, plusieurs disciples de Wallace, trouvant leur premier maître trop modéré, organisèrent à Londres la « Ligue pour la restitution du sol », *English Land Restoration League*, qui est encore aujourd'hui la principale organisation georgiste de l'Angleterre [2].

On peut juger combien elle est orthodoxe, d'après l'analyse d'une publication populaire anonyme, parue en 1894, et qui a eu plusieurs éditions en Angleterre et une en Amérique. C'est l' « Histoire de ma dictature », *The Story of my Dictatorship* [3]. L'auteur suppose qu'il s'endort dans une réunion politique; il rêve que les démocrates ont la majorité en Angleterre et qu'ils le nomment dictateur provisoire avec mission de réaliser leur programme. Aussitôt il promulgue une Constitution dont voici les principes :

Chaque individu a des droits égaux et inaliénables à la vie, à la liberté et à la conquête du bonheur.

A partir d'aujourd'hui, tous les impôts directs ou indirects sont abolis et remplacés par une taxe unique sur les revenus

1. Les députés qu'on appelle nationalistes irlandais sont partisans de l'établissement de la petite propriété paysanne après la suppression du landlordisme. — Du reste, ils ont subordonné toutes les questions sociales à la conquête de l'indépendance politique, et actuellement ils sont divisés uniquement sur des questions de personnes et d'élections.

2. Bureaux à Londres, 376 et 377, Strand. Secrétaire général, M. Frederick Verinder.

3. 2e édition, Londres, Bliss, Sand and Foster. 1894, in-8°. Une édition américaine a été publiée en 1894, à Boston, sur le désir de Henry George.

de toutes les propriétés foncières, taxe de 20 shillings par livre sterling (c'est-à-dire de 100 pour 100).

On reconnaît l'institution caractéristique du système de George, la taxe unique (*Single Tax*) qui absorbera la rente du sol au profit de la communauté et remplacera dans le budget public les contributions actuelles, les octrois, les douanes. Par ce procédé on supprime la propriété privée du sol, mais on ne va pas plus loin sur la route du communisme. Défense d'occuper plus de terre qu'on ne peut en exploiter soi-même, abolition des domaines affermés, des grands territoires de chasse et de pêche, des concessions de mine, mais garantie à chaque individu de sa demeure, de ses habits, de sa récolte, de tout ce qui est directement le produit de ses efforts. On arrive ainsi à ne prendre dans les programmes socialistes que la nationalisation du sol, tandis que pour le reste on s'en tient à la doctrine des économistes classiques qui fondent le droit de propriété sur le travail. Par ce compromis, George essaie de concilier le communisme et l'individualisme et il prétend indiquer le moyen infaillible de faire régner la justice dans la société.

Son disciple, le Dictateur hypothétique, explique au Vagabond que la terre est gratuite : on ne l'achète plus; elle se donne. L'indigent trouve donc libre accès aux biens de la nature; mais aussi le mendiant professionnel n'a plus de prétexte pour ne rien faire et les travailleurs n'ont plus de raison pour partager leur pain avec lui. — « J'y consens, gémit le Boutiquier. Seulement autrefois j'aurais pu vendre ma maison et mon terrain 25.000 francs! — Vous pouvez toujours vendre votre maison, réplique le Dictateur. — Oui, mais on ne me donnera pas un sou du terrain! — C'est exact, mais vous pouvez en acheter d'autre pour le

même prix, ce qui évitera à vos enfants la peine de s'épuiser pendant des années avant de posséder un coin de terre dans leur patrie. — Rien de mieux en théorie, objecte le Socialiste, et j'approuve la suppression de la propriété foncière ; mais cette mesure partielle restera inutile, tant que vous n'aurez pas nationalisé le capital sous toutes ses formes pour établir un système de production et de répartition dirigé par l'État. » Le Dictateur promet à cet incrédule de lui prouver que la restitution du sol aux citoyens va réaliser d'un seul coup tous les vœux des socialistes. D'abord, la tyrannie des capitalistes industriels est finie : en effet, les directeurs d'une Compagnie de chemins de fer viennent se plaindre que leurs ouvriers refusent de travailler pour les salaires qu'on leur donnait auparavant. — Et l'armée de réserve des sans-travail? Elle n'est plus à la libre disposition des riches depuis que chacun a droit aux biens de la terre, car maintenant les pauvres peuvent vivre sans salaire et persévérer jusqu'au succès dans leurs luttes contre les patrons. A leur tour les monopolistes et les spéculateurs n'ont plus de place dans l'État nouveau. Les actionnaires d'une Compagnie des eaux le déplorent : ils offrent une somme très élevée pour obtenir la prolongation de leur traité, mais on se moque de leur offre, puisque la loi exige que la taxe soit égale à la rente. — Vos actions, leur explique le Dictateur, ne sont plus aujourd'hui que du papier : c'est que leur valeur était due au monopole et à l'agiotage! Votre fonds de roulement et votre matériel, qui sont le résultat du travail, demeurent entre vos mains et nul ne songe à vous les enlever. Vous pouvez devenir de simples fonctionnaires chargés de procurer l'eau à vos concitoyens sans les exploiter. Si ce rôle ne vous convient pas, les intéressés vous achèteront votre matériel et l'exploite-

ront collectivement. Pour les sources et pour le terrain, biens de la nature, pas d'indemnité!

Les mécontents se résignent ou quittent le pays, les contradicteurs se déclarent satisfaits. Le Dictateur est sur le point d'imiter Sylla et de quitter le pouvoir pour laisser fonctionner la Constitution lorsque son rêve prend fin.

Cette exposition vive et familière donne une idée juste de la façon dont les membres de la *Land Restoration League* entendent la propagande : pour eux, elle est un enseignement démocratique et il ne faut rien négliger pour qu'elle frappe l'esprit des paysans. Leurs conférences rurales sont faites dans de grandes voitures peintes en rouge, analogues à celles des cirques ambulants. Chaque printemps, les « Chariots rouges » (*Red Vans*) suivent à Hyde Park la manifestation des groupes ouvriers qui a lieu le premier dimanche de mai, puis ils partent, ils vont dans la campagne faire leur tournée qui dure pendant toute la belle saison.

La Ligue n'a pas inventé les Chariots rouges; mais elle a eu la première l'idée de les employer en permanence et de les faire servir à une propagande méthodique dans les campagnes.

Le premier Chariot rouge parut en avril 1891 dans le comté de Cambridge. On en compte maintenant une demi-douzaine qui, du printemps à l'automne, opèrent simultanément dans quinze ou seize comtés agricoles du Centre, de l'Ouest et du Sud de l'Angleterre, c'est-à-dire dans les districts où la culture l'emporte sur l'élevage et où, par conséquent, le nombre des journaliers est relativement important. La campagne de 1896 s'est faite surtout dans les comtés de Wilts , de Gloucester et Leicester; 580 réu-

nions ont été tenues ; 500.000 brochures ou manifestes ont été répandus.

Dès qu'une des voitures fait son entrée dans un village, les propagandistes qui sont venus avec elle annoncent une réunion autour du Chariot, pour le soir à huit heures : au cours de la journée, ils se répandent dans les maisons et, guidés par des questionnaires imprimés, recueillent tous les renseignements possibles sur la situation des paysans. Quelquefois ils dessinent ou photographient les habitations les plus misérables. Partout ils laissent des programmes de la Ligue, des feuillets de propagande, des dessins où l'idée de la *single tax* est traduite sous une forme accessible aux simples et aux illettrés : ils en distribuent même aux enfants qui sortent de l'école. Fréquemment le *landlord* ou le *farmer* essaient d'empêcher le chariot de stationner. Il s'ensuit des discussions et des rixes qui se terminent de temps à autre devant les juges. Dans la campagne de 1896, deux conférenciers de la Ligue ont été attaqués et blessés à Aylesbury. Deux autres ont été poursuivis devant les tribunaux, pour « obstruction », l'un à Leicester, l'autre à Trowbridge, le premier condamné à 16 shillings d'amende, le second acquitté.

Leur activité se manifeste sous des formes multiples. Ils font des enquêtes sur les abus du landlordisme, sur les salaires et les budgets des ouvriers agricoles et en publient chaque année les résultats dans des rapports spéciaux, parfois illustrés[1]. Ils se mettent en relation avec tous les groupements qui peuvent servir à leur agitation. Tout d'abord avec les syndicats d'ouvriers agricoles (*Unions of agricul-*

1. *Special Reports : among the Agricultural Labourers with the Red Vans*, brochures à 1 penny. La première est de 1891.

tural labourers), débris épars de l'œuvre de Joseph Arch. La Ligue s'efforce de les coaliser de nouveau ; elle leur organise des congrès annuels. En outre la Ligue prend part à tous les mouvements qui lui paraissent préparer l'avènement de la *single tax*. N'a-t-elle pas cherché en 1896 à profiter du mécontentement qu'excitait parmi les innombrables cyclistes d'Angleterre le projet d'un impôt sur les vélocipèdes, analogue à la taxe française, pour leur conseiller de réclamer que le supplément nécessaire à l'équilibre du budget fût pris sur les possesseurs de terre.

En période électorale, les Ligueurs distribuent ou vendent des *Questions pour candidats*[1], afin d'enseigner aux électeurs l'art d'imposer à ceux qui briguent leurs suffrages quelques bribes du programme de la restitution du sol. Pour rappeler aux élus leurs promesses, on fait imprimer sur le dos d'une carte postale une note comme celle-ci :

Sir..... je vous prie respectueusement de remplir la promesse donnée à Newcastle en 1886, d'établir votre prochain budget de manière à taxer la propriété foncière à raison de 4 shillings par livre de la valeur présente.

Signature.....
Adresse.....

Cette formule fut rédigée à l'adresse de sir William Harcourt, chancelier de l'Echiquier dans le dernier ministère libéral, et on la répandit en invitant les partisans de la nationalisation à l'affranchir d'un demi penny, à la signer et à l'envoyer au ministre.

On n'en finirait pas d'énumérer tous les moyens de propagande employés par la Ligue. Ce sont du reste ceux dont

1. *E. L. R. L. Leaflets*, nos 16, 20, 23, 24, 27, etc. (Catéchismes et instructions pour élections.

se servent, en Angleterre, toutes les associations, socialistes ou non, et nous reviendrons sur les plus intéressants d'entre eux à propos des organisations qui en font l'usage le plus fréquent ou le plus adroit. L'originalité la plus intéressante de l'action extérieure de la Ligue, ce sont ses Chariots rouges.

A Londres, la Ligue organise des conférences, engage des polémiques dans les journaux radicaux (elle n'a point d'organe à elle) : dans l'année 1895, plusieurs de ses membres ont amené M. Spencer à reconnaître un peu malgré lui que la défense de la propriété individuelle présentée par lui dans *Justice* en 1891 est en contradiction avec certains passages de *Social Statics* (1851) qui étaient très favorables à la nationalisation du sol[1]. Une foule de discussions et d'enquêtes sont toujours en préparation aux bureaux de la Ligue qui, grâce à l'extrême obligeance du secrétaire, M. Verinder, sont une précieuse source de renseignements. Les visiteurs y trouveront un véritable musée de caricatures et de dessins de propagande dus en grande partie à la verve de Cynicus (M. Anderson).

La Ligue n'a que quelques centaines de membres; mais son état-major (membres honoraires et Comité) comprend des personnages de marque, socialistes chrétiens comme le Rev. Stewart D. Headlam, socialistes modérés et indépendants comme M. Sidney Webb, M. Morrison Davidson, membres du Parti ouvrier indépendant comme M. Tom Mann. Ses ressources financières sont importantes; en 1896, le revenu ordinaire s'élevait à 431 livres sterling; la

1. Les lettres échangées à ce sujet et les passages contradictoires ont été publiés dans le *Daily Chronicle* et réimprimés dans les numéros 1 et 2 des brochures à 0 fr. 10 de la *Land Restoration League*. La lecture en est très suggestive. Sur la même question voir un des derniers ouvrages d'H. George, *A perplexed philosopher*.

caisse pour les Chariots rouges possédait environ 800 livres.

L'*English Land Restoration League* a son quartier général dans la métropole et elle n'exerce d'action directe que dans un rayon de 150 kilom. environ autour de Londres. Mais elle est en relations régulières avec plusieurs groupes locaux de single taxers établis dans des villes anglaises (Bournemouth, Bradford, Newcastle-on-Tyne, etc.), et avec la *Scottish Land Restoration League*, installée à Glasgow, dans la ville ouvrière et démocratique de l'Écosse, où elle publie un organe mensuel, *The single tax*, et une série de brochures [1]. La Ligue anglaise est également en correspondance avec la plupart des syndicats de paysans (*Unions of agricultural labourers*), avec près de 80 sociétés politiques, parmi lesquelles la *Financial Reform Association* de Liverpool. Enfin elle a des rapports avec les sociétés georgistes des États-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Indoustan et même du Japon, pays où la propagande pour la nationalisation du sol vient de pénétrer.

VI. M. Alfred Russel Wallace et la Société pour la Nationalisation du Sol. — M. Alfred Russel Wallace, titulaire, en 1868, de la médaille d'or de la Société Royale de Londres, pensionné depuis 1881 par le gouvernement, est un des savants les plus illustres de l'Angleterre. Né en 1822 à Usk, dans le comté de Monmouth, il a commencé par être ingénieur et architecte. Puis il a voyagé dans les pays tropicaux, explorant l'Amazone de 1848 à 1852, séjournant dans l'archipel malais de 1854 à 1862. Ses récits de voyages

1. Single Tax office, 56, George Square, Glasgow. Glasgow est le centre de la *Scottish Land Restoration Union*, 45, Montrose Street.

et ses livres sur l'histoire naturelle lui ont valu une réputation universelle. On connaît en France ses ouvrages sur la vie insulaire, sur la géographie des animaux; on sait qu'il a eu la gloire d'exposer la théorie de la sélection naturelle à peu près en même temps que Darwin. Il s'est encore occupé de spiritisme ; il est l'un des chefs de la forte propagande qui se fait en Angleterre contre la vaccination. Enfin il est, par son éloquence et par sa science, l'un des apôtres les plus remarquables de la nationalisation du sol. Nous nous bornerons à étudier ce côté très intéressant de la grande activité de M. Wallace.

Il a exposé ses théories sur la nationalisation du sol dans une série d'articles parus en 1880, il les a coordonnées dans un volume dédié aux travailleurs d'Angleterre et intitulé *Land Nationalization, its necessity and its aims* [1] (1re édition 1882).

Les projets de Wallace rappellent d'assez près celui d'Ogilvie.

Voici les principes desquels il part [2].

I. Tout d'abord il est clair que le landlordisme doit être remplacé par la propriété de l'occupant. Il ne faut pas une réforme moins radicale pour nous débarrasser des maux que propage au loin le système actuel.

II. On doit s'arranger pour que la tenure du sol soit sûre et permanente et il ne doit pas être permis qu'on gêne le tenancier dans le libre usage de son terrain, ni dans sa certitude de récolter les fruits de son travail ou de tous les frais qu'il a pu faire.

III. On doit s'arranger pour que tout sujet anglais puisse

1. *Land Nationalization, its necessity and its aims*, Londres et New-York, Swan Sonnenschein, édit. de 1892, in-12.
2. *Land Nationalization*, p. 192.

occuper personnellement une portion du sol à sa valeur agricole exacte.

IV. Toutes les étendues fertiles de terrains non clos et non mis en valeur doivent être (avec quelques restrictions) ouvertes à la culture de possesseurs occupants.

V. Les ventes et les échanges de chaque tenancier dans son terrain doivent être assurées le plus librement possible.

VI. Pour que ces conditions soient assurées en permanence, la sous-location doit être absolument prohibée et les hypothèques rigoureusement limitées.

Après la théorie vient l'application. Ici deux voies s'ouvrent devant les ennemis du landlordisme : le partage du sol entre petits propriétaires ou la nationalisation ; d'une part, l'établissement du régime individualiste qui existe en France, et dont les nationalistes irlandais réclament l'introduction dans leur île ; d'autre part, la solution socialiste qui met l'État à la place des *landlords*.

La dernière est celle de M. Wallace[1]. De petits propriétaires libres (*Small freeholders*), écrit-il, ne valent rien parce que :

1° Ils dissipent en achat des sommes qui seraient beaucoup mieux employées en cultures.

2° Par suite, le nombre des personnes qui peuvent acquérir à des conditions avantageuses des fonds de terre est extrêmement réduit.

3° La rente du sol (*unearned increment*) est enlevée à la communauté qui la crée, et est attribuée à quelques individus.

4° Les héritiers de ces petits fonds, qui n'ont pas les mêmes avantages naturels, se feront concurrence dans des conditions inégales, et tôt ou tard ceux qui possèdent les plus mauvaises terres devront vendre leur bien ou tomber entre les mains

1. Voir le *Tract* n° 25 de la *Land Nationalization Society* écrit par Wallace et intitulé : *State tenants versus freeholders*.

des usuriers. On voit donc que ce système porte en lui-même le germe de sa ruine[1].

La vraie solution, conclut M. Wallace, c'est de faire de l'État le *Ground landlord*, le propriétaire de tout le sol, et voici comment:

Une loi votée par le Parlement ordonnera que la nationalisation soit opérée dans un délai de huit à dix ans. Entre la promulgation de cet Acte et son application, des commissions analogues à celles qui ont présidé à la mise en vigueur du *Land Act* en Irlande, parcourront l'Angleterre et règleront les conditions auxquelles les anciens propriétaires céderont leurs droits et celles que les tenanciers de l'État devront remplir pour entrer en possession d'un lot.

Les *landlords* seront indemnisés et plutôt largement. C'est un des traits fondamentaux du projet de M. Wallace qui est un réformateur et non un révolutionnaire. Il repousse la reprise sans indemnité et propose un rachat; mais il faut un procédé simple qui permette d'éviter les contestations qui ne manqueront pas de se produire entre *landlords* et commissaires, les premiers réclamant trop, les seconds n'offrant pas assez. On coupera court aux difficultés et aux procès en assurant aux dépossédés une annuité égale au revenu qu'ils tiraient de leur terre. Cette rente leur sera versée pendant toute la durée de leur vie; bien plus, elle sera continuée à leurs héritiers nés avant la promulgation de la loi. De cette façon, dit M. Wallace, pas de difficultés, pas d'injustice, pas même de surprise, puisque la loi n'aura pas d'effet rétroactif, puisqu'en outre

1. *Land Nationalization*, p. 254.

elle ne diminuera aucun des revenus fonciers perçus avant qu'elle ne fût votée.

Voilà les landlords transformés en rentiers sans terre, en même temps que le sol anglais devient propriété publique. Mais n'est-ce là qu'un changement de propriété ? Pas du tout, car l'État a limité ses droits. Il garantit à tous ses tenanciers la libre propriété des fruits de leur travail, construction, culture, amélioration du sol. Tout cela est perdu pour le paysan, en cas d'éviction, sous le régime actuel. Dans le projet Wallace, l'État s'interdit les expulsions, et s'il est obligé d'exproprier, il ne le fera jamais sans indemniser le tenancier. C'est ce que l'auteur du système appelle *tenant right*. Le droit du tenancier est borné rigoureusement aux améliorations que lui-même a faites dans son lot. La valeur que la fertilité, l'exposition, la proximité des voies de communication et toutes autres causes physiques ou sociales donnent à la terre a été évaluée par les commissions et son montant forme la *quit rent* qui doit être payée à l'État par l'occupant. La redevance monte et baisse en même temps que la rente du sol. Elle varie avec la situation du lot : insignifiante dans les *Highlands* d'Écosse, plus forte dans les terres à blé, plus considérable encore dans les villes. Par cette division entre le *tenant right* et la *quit rent*, par l'échelle mobile de la taxe, l'État supprime toute injustice imméritée dans la lutte pour la vie entre les citoyens et ne laisse subsister entre eux que l'inégalité provenant de la paresse ou du travail. Chacun doit mettre en valeur son lot sous peine de déchéance ; la sous-location est interdite. Elle est d'ailleurs impossible, car toutes les dispositions sont prises pour qu'il y ait des lots pour tout le monde. Chaque lot est borné à l'étendue que le titulaire et sa famille peuvent

cultiver pour leur usage personnel : 5 acres au maximum, sauf quelques exceptions. Grâce à cet arrangement, l'Angleterre nourrira toute sa population présente et réservera encore de grands espaces aux générations futures.

Tout citoyen a droit, *une seule fois dans sa vie*, de choisir partout où il lui plaît parmi les terres libres un lot de 1 à 5 acres, à condition qu'il l'occupera personnellement et le mettra en valeur. S'imagine-t-on qu'il y aura plus de demandes que de places? C'est une erreur, répond M. Wallace, car les six millions de familles qui composent la population de l'Angleterre ne vont pas toutes réclamer des lots. Il y a 3 millions de familles urbaines qui ont des occupations qu'elles préféreront à l'agriculture ; il y a un million et demi de familles dont les membres resteront marins, domestiques, employés. Un dernier million et demi seul réclamera des terres.

Il n'y aura donc pas excès de demandes, et de ce côté encore les troubles seront évités. La réforme produira lentement, mais sûrement ses effets. M. Wallace les prévoit, les énumère avec complaisance et en donne de très optimistes descriptions.

A la campagne, plus de landlords oppresseurs et de paysans réduits au servage. Les distinctions de fortune ne sont fondées que sur le travail et le travail s'impose même au plus paresseux s'il ne veut pas mourir de faim. A la ville, les loyers baissent, les salaires s'élèvent puisque les locataires et les ouvriers peuvent, s'ils trouvent leur situation mauvaise, réclamer un lot à l'État : tous les inemployés profitent du droit à la terre, quittent les centres urbains et vont vivre aux champs. Ainsi — ô merveille ! — le séjour des villes devient moins coûteux et plus sain, et pourtant les campagnes ne se dépeuplent plus à leur profit.

C'est l'Angleterre heureuse couverte de villas entourées d'arbres qu'Owen a voulu faire et que Morris a rêvée dans les *Nouvelles de nulle part.* Elle est belle pour l'artiste comme pour le philanthrope. Les forêts, les cascades, les curiosités naturelles, les cathédrales, les tours, les monuments y sont protégés par la sauvegarde de l'État.

Ce bienfaisant gouvernement coûte peu; il ne coûte même rien au point de vue de la stricte justice, puisqu'il s'alimente de l'*unearned increment.* Ce revenu, produit par la nature et le travail social, lui suffit et lui permet de supprimer les impôts indirects, les douanes qui augmentent le prix des objets nécessaires à la vie. La *quit rent* elle-même ne tardera pas à baisser. Elle ne sera plus qu'un appoint ajouté au produit des mines et des chemins de fer qui auront été nationalisés en même temps que le sol.

Le système de M. Wallace ressemble, on le voit, plus que celui de Henry George, aux différents modes de nationalisation qui ont été proposés sur le continent.

Il est propagé en Grande-Bretagne par la *Land Nationalization Society*, que M. Wallace a organisée à Londres, en 1881 [1]. Les premiers membres de cette organisation furent principalement des radicaux et des chrétiens démocrates, miss Helen Taylor, Herbert Burrows, les frères Walker, William Saunders, qui mourut en 1895 membre de la Chambre des Communes, A. C. Swinton et le Dr Pan Jones, actifs propagandistes de la nationalisation du sol, l'un en Écosse, l'autre dans le pays de Galles, le professeur Newman, frère du cardinal. Pendant six ans la Société fut surtout un groupe d'études dont les membres

1. Bureaux à Londres, 47, Victoria Street, Westminster. Secrétaire général, M. Joseph Hyder.

publiaient des articles et des brochures. Il semble que, pour agir sur les places publiques et dans les salles de réunion, elle ait attendu l'exemple des organisations georgistes, plus actives et plus bruyantes. Dans l'hiver de 1888-1889, la Société organisa pour la première fois des conférences régulières à Londres. Depuis l'année 1894, elle envoie, pendant la belle saison, dans les villages des comtés voisins de Londres, un « Chariot jaune » imité du « Chariot rouge ». Cette voiture distribue des pamphlets et sert de tribune à des orateurs.

En 1896, le Chariot jaune, est parti de Colchester au mois d'avril, a parcouru les comtés d'Essex et de Herts, puis ceux de Lincoln et d'York.

Un second Chariot jaune, dont les frais avaient été faits par un généreux membre de la Société, visitait dans le même temps le comté agricole et minier de Durham.

La Société s'est mise en relation avec les syndicats des mineurs du Nord qui sont partisans de la nationalisation du sol, parce qu'ils croient que les *royalties* payées par les compagnies aux propriétaires fonciers contribuent à faire baisser les salaires.

En 1896, la *Land nationalization Society* a disposé d'un revenu de 837 livres sterling. Elle a tenu 648 réunions : elle a publié le n° 71 de sa collection de brochures et placards. Depuis novembre 1889, elle a un organe spécial mensuel, *Land and Labour*, dirigé par J. Ogilvy. L'économiste Charles Wicksteed [1], qui avait repris en même temps que Wallace les idées de nationalisation du sol, s'est rapproché de la *Land nationalization Society*. En somme,

1. Auteur de *Our Mother Earth*, de *The Land for the People*, publiés chez Swan Sonnenschein, et de *Cottage farms and village politics* publié par la Land Nationalization Society.

on peut définir cette société : un groupe de théoriciens très considérés qui se sont mis récemment à faire une propagande populaire analogue à celle des georgistes.

VII. Caractères généraux et résultats du mouvement. — Le mouvement pour la *Land Restoration* est le plus actif et c'est vers lui que vont de plus en plus les partisans de la nationalisation du sol. Au reste, beaucoup de leaders marchent en même temps avec Wallace et avec Henry George. Les principes des deux agitations sont les mêmes : elles sont toutes deux à la fois chrétiennes, humanitaires et démocratiques. L'une et l'autre mélangent dans leurs pamphlets les versets de la Bible et les plaidoyers en faveur du suffrage universel. Les georgistes, à l'appui de statistiques modernes hérissées de chiffres, citent l'Ancien et le Nouveau Testament : « Dieu a créé la terre pour l'usage commun de tous les hommes. » (Psa. cxv, 16.) « Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. » (II, Thess., III, 10.) Dans leurs allocutions aux journaliers agricoles, ils comparent le landlord au roi Achab usurpant la vigne de Naboth. Au moment de la célébration du jubilé de la reine, une circulaire de l'*English Land Restoration League* rappelait aux gens des campagnes que « jubilé » dans l'Ancien Testament désigne la coutume qu'avaient les Hébreux de faire, à époques fixes, un nouveau partage des terres, et elle donne, en l'appuyant de nombreuses citations tirées des Écritures, la conclusion suivante : « *Les enseignements de la Bible sur la propriété foncière condamnent le landlordisme*[1]. »

Les wallaciens se servent aussi d'arguments bibliques et ils ajoutent aux souvenirs chrétiens l'expression sen-

1. *English Land Restoration League, Leaflet* n° 9. Plusieurs des conférences faites par Henry George en Angleterre portent des titres significatifs : *Moïse* (1884). *Que ton règne vienne* (1889), etc.

timentale de leur amour pour la nature. Ils ont des Sociétés pour la conservation des sentiers, des souvenirs historiques, des beautés naturelles; « Notre Mère la Terre » est le titre d'un des principaux ouvrages de M. Wicksteed, et le ton du livre répond au titre. Les wallaciens sont pour la plupart des modérés qui répugnent à accepter la dépossession sans indemnité, ce moyen révolutionnaire que les georgistes dissimulent sous les termes de *Single tax*, et de *Land Restoration*. C'est là, nous le répétons, qu'est l'unique différence entre les deux mouvements.

Wallaciens et georgistes ont beaucoup travaillé en Angleterre, mais sans aboutir à créer un mouvement général en faveur de la nationalisation du sol. Du côté du Parlement et des hommes politiques, ils ont trouvé des réformateurs disposés à augmenter l'impôt foncier, mais sans changer l'organisation sociale; tels sont ceux qui composent à Londres le *Land Values Taxation Comittee*[1].

Les efforts des nationalisateurs du sol ont été contrariés par le mouvement en faveur de la reconstitution de la petite propriété. Ce mouvement, qui a commencé lui aussi à la fin du XVIIIe siècle, a pour formules « trois acres et une vache » (*Three acres and a cow*) pour chaque paysan. Chose significative, il a maintenant à sa tête le duc de Westminster, un des membres importants de la *Liberty and Property Defence League*. Les partisans de la petite propriété ont réussi dans ces dernières années à faire voter deux dispositions importantes : 1° Par la loi sur les *allotments* (petites tenures) de 1887, ils ont fait donner aux assemblées locales élues le droit d'acheter, au besoin par expropria-

1. 5, Palace Chambers, Bridge Street, Westminster. Recueils d'enquêtes et de rapports publiés par séries sous le titre de *Tracks for the Times*.

tion, des terrains qui seraient ensuite loués en petites fermes d'une acre au plus, à des ouvriers, particulièrement aux mineurs (on se rappelle que les propriétaires fonciers ne louent habituellement qu'en grandes fermes); 2° Par la loi sur les *small holdings* (petits lots) de 1892, on a permis, par l'emploi des mêmes procédés, au cultivateur d'*acheter* (et non plus seulement de louer) des petits domaines allant d'une à 50 acres, l'acheteur payant $\frac{4}{5}$ du prix et empruntant le reste par l'intermédiaire du Conseil de Comté. Cette tentative de reconstitution de la petite propriété est directement contraire aux vues des nationalisateurs. Ils acceptent les *allotments* loués, mais non les *small holdings* vendus. Les dernières enquêtes ont montré que la première loi n'avait donné aucun résultat. La seconde semble ne pas mieux réussir[1].

Du reste, avec l'avènement du parti conservateur qui a depuis 1895 une énorme majorité, la faveur du gouvernement est acquise aux landlords. On vient, à la suite de l'enquête agricole, de diminuer fortement l'impôt foncier, c'est-à-dire que le gouvernement anglais marche en sens inverse des indications de George ou de Wallace.

Du côté des socialistes, les nationalisateurs du sol se sont heurtés à des exigences qui ont été mises en lumière par la fameuse discussion publique entre Henry George et Hyndman[2]. Le second reprochait au premier de ne tenir

1. Les catalogues King donnent l'indication des textes des lois sur ces sujets et des rapports annuels publiés sur l'exécution de ces lois. En français, articles de M. D. Zolla dans le *Monde Économique* et de M. Arminjon dans la *Réforme sociale* (déjà cité).

2. On en trouvera le résumé dans l'une des brochures publiées par la *Social Democratic Federation*. Sur un débat du même genre, voir *Socialism in relation to Land nationalization*, par Th. Walker, vice-président de la *Land nationalization Society*. Collect. de cette Société, n° 62 (1895).

compte que d'une seule catégorie de faits sociaux, le landlordisme, qui est limité aux pays anglais, et de ne pas voir l'évolution économique qui amène la concentration des capitaux, le développement de la grande industrie, et qui est commune à toutes les nations de civilisation européenne. Ajoutons que les libertaires accusent les singles taxers de travailler pour l'État actuel avec son luxe de dépenses, et de ne réclamer en somme qu'un changement dans l'assiette de l'impôt. La conciliation, impossible entre les doctrines, commence à se faire entre les individus. Wallace et plusieurs de ses amis se sont déclarés socialistes. Beaucoup de land restorers ont fait de même. Dans l'été de 1895, un congrès de membres des *English* et *Scottish Land Restoration Leagues* et de la *Land Nationalization Society* n'a rejeté qu'à une faible majorité une déclaration d'adhésion aux doctrines socialistes[1]. De plus en plus, les leaders de ces groupes se rapprochent des possibilistes de la *Fabian Society*, qui leur font beaucoup d'avances. On peut prévoir que les diverses agitations pour la nationalisation du sol en Angleterre perdront leur originalité et deviendront la face rurale d'un grand mouvement dont le socialisme municipal est déjà la face urbaine.

1. Les organisations formées spécialement pour la nationalisation du sol ne se sont pas fait représenter au Congrès socialiste international de Londres en 1896. Mais elles comptaient des adhérents parmi les délégués des groupes anglais proprement socialistes.

CHAPITRE VI

COLLECTIVISTES ET POSSIBILISTES : LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE ET LA SOCIÉTÉ FABIENNE.

La *Social Democratic Federation* et la *Fabian Society* représentent en Angleterre le socialisme « armé, comme disait Lassalle, de toute la science de notre époque ». Dans l'une et l'autre de ces organisations, on trouve plus que des cris de révolte et des protestations d'artistes ou de philanthropes; on reconnaît un système de doctrines fondées sur certaines des lois admises par les économistes. Voilà le trait commun à toutes les deux.

Leurs divergences sont indiquées par les titres qu'elles ont adoptés. La Société fabienne a pris comme parrain Fabius le Temporiseur, l'adversaire d'Annibal. Voici la devise qui explique ce choix :

> Vous devez attendre le bon moment, comme Fabius fit avec grande patience, alors qu'il luttait contre Annibal, s'exposant au blâme de bien des gens. Mais, quand le temps sera venu, vous pousserez vivement l'attaque, à l'exemple de Fabius, sans quoi votre attente demeurerait vaine et sans profit.

Les fabiens sont des possibilistes qui emploient la plus opportuniste des tactiques au service de convictions fermes et à la propagande de doctrines très arrêtées. C'est leur ori-

ginalité, leur caractère particulièrement anglais[1]. Les socialistes démocrates, au contraire, identiques à leurs homonymes d'Outre-Manche, représentent le collectivisme continental tel que nous le connaissons.

D'un côté la tradition de Marx, de l'autre l'exemple de Stuart Mill.

I. Influences de Marx et de Stuart Mill en Angleterre. — Marx s'était réfugié en Angleterre après les événements de 1848-1850. Il y a passé toute la dernière partie de sa vie. C'est là qu'il composa le *Capital*, dont le premier volume parut en 1867 : les faits qui éclairent les déductions de cet ouvrage sont presque tous empruntés aux enquêtes sur la condition des ouvriers en Grande-Bretagne. La dialectique de Marx est allemande; ses pièces justificatives sont anglaises.

Marx fonde toute sa construction sur un unique pilier, la fameuse théorie de la valeur; la théorie n'est point créée par lui, elle est prise à Ricardo et aux plus illustres des économistes orthodoxes. « La valeur, répète le *Capital* après eux, est le produit du travail. » Mais, ajoute-t-il, le travail n'est pas rémunéré à sa valeur, parce qu'il est asservi au capital. Le capital est le travail mort, qui comme un « vampire » suce le travail vivant. Le capital, en effet, a pour noyau une primitive accumulation, qui résulte en général de dépossessions plus ou moins brutales. Actuellement il est employé à l'achat d'usines et d'outils, de tout ce qui est nécessaire à la production. Quiconque veut travailler doit s'adresser à lui et se soumettre à ses conditions. Aussi arrive-t-il que le capital ne donne pas à l'ouvrier toute la

1. Voir G. Bernard Shaw, *The Fabian Society, What it has done and How it has done it*, 1892, broch. n° 41 de la F. S., histoire excellente de l'agitation politique socialiste en Angleterre depuis 1883.

valeur de son labeur, il en prend pour lui une *plus-value* aussi forte que possible, et ne laisse au travailleur que juste ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim. C'est le salaire.

Ainsi se forment deux classes distinctes : les capitalistes et les salariés, et la distinction devient entre elles de plus en plus tranchée par la disparition de la catégorie moyenne. Les petits métiers disparaissent ; les grandes usines se syndiquent. Le capital s'accumule dans les mains de quelques individus. L'*accumulation* est une des grandes découvertes de Marx, une des trouvailles dont il était le plus fier. Il la voyait en Angleterre non seulement dans la vie industrielle, mais encore dans l'agriculture, et, par une induction générale, il la prédisait aux paysans comme aux ouvriers du continent.

L'excès du mal réjouissait Marx, car il y voyait le germe du remède.

« Je voudrais, disait Caligula, que le peuple romain n'eût qu'une seule tête, afin que je pusse la trancher d'un seul coup ! » Or, grâce à l'accumulation, le « Moloch » capitaliste allait bientôt n'avoir qu'un petit nombre de têtes. La communauté, voyant ses maîtres si peu nombreux, comprendrait son esclavage, prendrait conscience de sa force et renverserait la ploutocratie. « L'heure de la production capitaliste sonne. Les expropriateurs vont être expropriés. » Qu'on laisse agir les forces économiques : à elles seules elles affranchiront l'humanité ; les prolétaires n'ont qu'à prendre conscience d'elles, à se faire leurs outils. Leur ignorance retarde l'effet de ces forces ; leur conscience l'avancera. Quant à l'arrêter, autant vaudrait essayer de suspendre le mouvement de la terre.

Ce fatalisme, chez son inventeur, était l'effet d'un commu-

nisme très révolutionnaire, et il renforçait les convictions dont il était sorti. Marx ne croyait pas aux réformes de détail ; il se moquait des améliorations législatives ; dans sa brochure sur *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, il raille cette contagion étendue sur l'Europe et qu'il appelle « le crétinisme parlementaire ».

L' « Internationale des travailleurs », fondée par Marx, à Londres, en 1864, se borna en général à tenter la « lutte des classes » sur le terrain économique, par la formation de syndicats, les grèves, etc. Mais l'Internationale s'est défaite au Congrès de La Haye (1872) ; elle est morte dans tous les pays du continent ; elle n'a laissé aucune trace en Angleterre. Quoiqu'elle eût adopté Londres pour centre, elle ne réussit pas à créer un grand mouvement ouvrier dans le Royaume-Uni, et même elle n'y gagna qu'un nombre relativement faible d'adhérents. Les Trade-Unions ne voulurent pas entrer en corps dans ses rangs.

En Allemagne, au Congrès de Gotha (1875), l'union des Lassalliens et des Marxistes forma le parti socialiste démocrate, qui porte, comme l'indique sa seconde épithète, la lutte de classes sur le terrain du suffrage universel et poursuit « la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti politique distinct ».

Des partis socialistes en différents pays se sont organisés sur ce modèle. La Fédération socialiste démocratique anglaise est l'un d'entre eux. Fondés en théorie sur la doctrine de Marx, séparés pour l'action de tous les autres, ces partis ont pour caractère la solidité mais aussi l'intransigeance dogmatique et politique.

L'esprit de Stuart Mill, qui revit dans la *Fabian Society*, est, au contraire, tout de conciliation. C'est, avec beaucoup plus de science économique, quelque chose d'analogue à

notre « radical-socialisme ». J. Stuart Mill est un économiste orthodoxe qui s'est trouvé atteint par le socialisme dans la période d'éducation littéraire et morale de l'opinion anglaise que nous avons déjà indiquée.

« S'il fallait choisir entre le communisme et ses hasards et le maintien indéfini de la société actuelle, a dit Stuart Mill, je préférerais encore le communisme. »

C'est l'aveu volontaire d'une conversion, la conscience définitive d'une évolution dont le philosophe, en son *Autobiography*[1], a marqué les étapes de 1830 à 1865. Il connut la doctrine de Saint-Simon par Gustave d'Eichtal en Angleterre, puis par Bazard et Enfantin qu'il vit à Paris après la révolution de juillet. Plus tard il correspondit avec Auguste Comte, jusqu'au moment où il refusa d'accepter l'aristocratie des grands hommes que l'auteur du *Système de politique positive* avait imaginée et que Mill jugeait « digne de Loyola ». En Angleterre, Mill avait été recherché par Carlyle vers 1831, mais, dit-il, « je ne trouvai en lui qu'un brouillard de poésie et de métaphysique allemandes où je ne voyais clairement qu'une forte animosité contre la plupart des opinions que je professais ». Au moment où Carlyle affirma la gravité du mouvement chartiste, Mill n'était plus en relations régulières avec lui. A cette époque, les espérances de Mill étaient entièrement tournées vers le parti radical constitué dans le Parlement après la réforme électorale de 1832. L'impuissance de ce parti le désola, les pétitions des ouvriers l'éclairèrent. Il prenait « plaisir et intérêt à voir les expériences socialistes que tentaient des personnes d'élite » comme Robert Owen

1. Traduit en français sous le titre de *Mémoires*, Paris, Alcan, 1875, in-8°.

et ses amis. Les révolutions de 1848, qui jetèrent tant de progressistes à la réaction, produisirent sur lui un effet tout contraire. Dans la première édition des *Principes d'économie politique*, publiée avant la révolution de février, il ne s'était point prononcé contre les principes du « laissez faire ». Dès la seconde (1849), il se mit à tracer « une ligne de démarcation entre les lois de la production de la richesse, qui sont en réalité des lois de la nature et dépendent des propriétés des objets, et les modes de distribution de la richesse qui dépendent de la volonté humaine... Mon livre est le premier, ajoute-t-il, qui ne considère pas ces conditions comme définitives. » Le chapitre IV, *Influence des progrès de la Société sur la production et la distribution*, devint de plus en plus socialiste à chaque tirage, sous l'influence des théoriciens étrangers et anglais et grâce à l'action directe de Mme Taylor que Mill avait épousée en 1851.

Mill fut, comme nous l'avons vu, un des défenseurs de la nationalisation du sol. Il devint un des *leaders* du mouvement féministe si puissant en Angleterre. Il s'intéressa aux efforts des trade unions pour obtenir l'élection de députés sortis de la classe ouvrière, mais restant attachés au parti radical. On le vit donc prendre part à toutes les réformes sociales démocratiques et en même temps les justifier par l'étude de l'économie politique.

« L'influence économique la plus puissante parmi nos socialistes radicaux est toujours celle de John Stuart Mill », écrivait en 1889 M. Sidney Webb, historien du socialisme en Angleterre, et l'un des membres les plus éminents de la *Fabian Society*.

II. L'organisation et les chefs de la Fédération Socialiste Démocratique. — Nous avons déjà vu que la *Social Demo-*

cratic Federation[1] est la plus ancienne des organisations socialistes de l'Angleterre. Dans son Rapport au Congrès international de Londres, elle a pu affirmer qu'avant sa naissance, « il n'y avait en réalité pas de socialistes en Angleterre ». Cette épithète, pour un marxiste, ne saurait être accordée à la Guilde de Saint-Mathieu ni aux disciples de Kingsley et Maurice. *Justice*, l'organe de la S. D. F., est, d'après les termes mêmes de son prospectus, le premier journal d'Angleterre qui ait réclamé la reconstruction de la Société sur les bases scientifiques du collectivisme. Hors de là, point de socialisme.

C'est donc la Fédération qui a révélé à l'Angleterre la bonne parole. Mais ses membres ont éprouvé la vérité du proverbe qui dit « que nul n'est prophète en son pays ». Ils se sont donné beaucoup de mal sans faire beaucoup de progrès. Née en 1881, organisée définitivement en 1883, la *Fédération Socialiste Démocratique* a pris part aux élections générales de 1885 à 1895. Mais elle n'a pas réussi à faire nommer un seul de ses candidats. Elle s'est mêlée à toutes les agitations sociales, à celle des sans-travail, aux grèves, etc... mais sans y trouver beaucoup de recrues. Au contraire le mouvement ouvrier facilitait l'organisation de sociétés concurrentes telles que l'*Independent Labour Party*. La Fédération est restée peu nombreuse. Aux élections parlementaires de 1895, les quatre candidats qu'elle présentait ont réuni en tout 3.730 voix : ce chiffre était probablement plus élevé que le nombre des membres inscrits : il comptait pour moitié peut-être des socialistes indépendants ou étrangers à la Fédération.

1. Bureaux à Londres, 337, Strand. Secrétaire général, H. W. Lee.

Celle-ci n'a pas l'habitude de livrer le nombre de ses membres[1]. On peut l'évaluer à quelques milliers de personnes qui se répartissent entre différentes branches à Londres, dans quelques cités industrielles voisines, principalement à Reading, enfin dans plusieurs villes manufacturières, surtout à Manchester et à Glasgow qui sont avec la capitale les centres socialistes du Royaume-Uni[2].

L'organisation est centralisée aussi fortement que possible. L'autorité suprême appartient en principe à un Congrès annuel, réuni dans une ville d'Angleterre et formé de délégués envoyés par les branches à raison d'un par vingt-cinq membres payants. En réalité le pouvoir appartient au Conseil général, émané du Congrès, et il est exercé par cinq membres de cette assemblée qui constituent le Conseil exécutif. Ce ministère dirige les finances générales et la caisse des élections constituée par les souscriptions des membres; il surveille la publication de l'organe officiel, *Justice*[3] (hebdomadaire); il dresse des listes de conférenciers et organise des conférences. Enfin il fait observer la police générale dont le Code est formé d'une série de prescriptions pour maintenir la discipline.

1. Défense à tout membre de la S. D. F. de prendre un rôle politique dans une élection municipale ou locale de n'importe quel genre sans le consentement de la branche à laquelle il appartient.

1. Excepté toutefois dans le compte rendu officiel du Congrès socialiste international de Londres, où la Fédération, sans doute pour justifier la supériorité du chiffre de sa représentation sur ceux des représentations des autres groupes anglais, donne pour ses membres le total de 10.536.

2. Liste revisée, en nov. 1896, des branches de la S. D. F. dans le *Labour Annual* (1897), p. 92.

3. Depuis janvier 1897, une petite revue mensuelle, *The Social Democrat*, a été jointe à *Justice*.

2. Défense à tout membre de la S. D. F. de se mêler à l'action parlementaire sans avoir obtenu le consentement du Conseil général.

3. Défense à tout membre et à toute branche de la S. D. F. de soutenir n'importe quel candidat à n'importe quelle élection politique, sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Conseil général.

4. Défense à tout membre de se présenter aux élections pour les conseils de district, d'assistance publique, des écoles, municipaux ou à toute autre élection locale d'un caractère politique ou partiellement politique, à moins qu'il ou elle ne se présente comme socialiste déclaré avec le consentement de la branche à laquelle il appartient.

5. Défense de se présenter à une élection parlementaire à moins de le faire en socialiste déclaré et avec le consentement du Conseil général.

6. Défense à toute branche de soutenir à n'importe quelle élection un candidat qui ne soit pas depuis douze mois au moins membre payant de la S. D. F. (Exception est faite en faveur des socialistes reconnus (*recognised Socialists*) et le pouvoir de décider de leur notoriété est confiée au Conseil général).

7. Si un membre de la S. D. F. est élu à quelqu'une des fonctions ci-dessus mentionnées après les avoir briguées en socialiste déclaré, il reste soumis à la branche à laquelle il appartient pour la direction générale de son action locale, et aux Conseils général et exécutif pour la direction générale de son action parlementaire. Les candidats à toutes les élections doivent signer une démission en blanc.

8. Le Conseil général a le pouvoir de suspendre ou d'exclure par une majorité des 2/3 tout membre ou toute branche de la S. D. F. qui enfreindra ce règlement.

Le Conseil n'a pas eu besoin d'agir fréquemment avec cette rigueur. Les indociles se sont épurés eux-mêmes; ils ont fait des scissions qui sont, en grande partie, la cause de la lenteur des progrès de la Fédération.

Un premier schisme, en 1885, amena la formation de la *Socialist League* qui comptait parmi ses organisateurs William Morris ainsi que le gendre et la fille de Marx, M. et Mme Aveling. La *League* s'est, depuis, démembrée en plusieurs sociétés différentes. Mais ceux qui furent ses leaders ne sont pas tous revenus à la Fédération.

Les membres anglais de la famille de Marx, après être restés quelque temps à l'écart, se sont réconciliés avec la Fédération.

Le Dr Aveling et Mme Marx-Aveling ont été mêlés dès le commencement à l'agitation positiviste et socialiste en Grande-Bretagne. Le Dr Aveling, fellow d'University College (Londres), physiologiste et chimiste, a combattu pour le transformisme, publiant un *Student's Darwin*, traduisant Haeckel; il a suivi le groupe positiviste et anticlérical des amis de Charles Bradlaugh et pendant quelque temps il a occupé les fonctions de vice-président de la *National Secularian Society* pour la propagation de l'athéisme. Il a écrit *The Student's Marx*[1], livre de vulgarisation sur la doctrine marxiste, analogue à celui que M. Deville a publié en français. Ces travaux joints à la considération que lui vaut sa situation de famille font qu'il siège comme organisateur au bureau de chaque congrès socialiste international. Quant à Mme Marx-Aveling, son talent de polyglotte la fait choisir comme traductrice dans les mêmes circonstances.

La réputation internationale fort justifiée de M. et de

1. *The Student's Marx, An Introduction to the Study of « Capital »*. Londres, Sonnenschein, 1895, in-12. M. et Mme Aveling ont publié en collaboration à la même librairie, *The Working Class Movement in America*, 1891.

Mme Aveling ne doit point faire illusion sur leur situation en Angleterre.

M. Aveling, journaliste et auteur dramatique de talent, n'est pas à la tête d'un mouvement politique ou socialiste en Angleterre. Il s'est brouillé avec ses anciens amis les positivistes radicaux, même avec bon nombre de socialistes. Nous n'avons pas à nous faire l'écho des méchancetés échangées de part et d'autre. Constatons simplement qu'au Congrès socialiste international de Londres, M. Aveling représentait à lui seul l'Australie, mais qu'il n'avait pas de mandat anglais.

La tête de la Fédération socialiste démocratique est M. Hyndman, le principal de ses fondateurs et certainement le premier en date et l'un des plus instruits parmi les socialistes laïques d'Angleterre. M. Henry Mayers Hyndman, qui porte fort gaillardement cinquante-six années, est un homme à la physionomie énergique, au corps trapu, dont la taille petite pour un Anglais et la longue barbe d'apôtre donnent depuis longtemps matière à la caricature peu méchante d'Outre-Manche. Né dans une famille riche de Londres, il a étudié à l'Université de Cambridge; publiciste, il fut d'abord un des radicaux positivistes de l'école de Charles Bradlaugh; sous l'influence directe de l'auteur du *Capital* qu'il connut personnellement, il devint le marxiste orthodoxe qu'il est resté jusqu'à ce jour. Il a publié une série de livres et de brochures pour répandre la doctrine du maître[1]. Il s'en est fait le champion contre

1. *The historical basis of Socialism in England*, Londres, Kegan Paul, 1883, in-12. *Commercial Crisis of the 19th Century*. Londres, Sonnenschein, 1892, in-12, etc. M. Hyndman vient de résumer la doctrine marxiste dans *Economics of Socialism*, Londres, 20th Century Press, 1896, in-8°.

tous les mouvements qui pouvaient disputer au socialisme marxiste la faveur des esprits révolutionnaires en Grande-Bretagne. Ses discussions publiques avec Henry George, le nationalisateur du sol, ainsi qu'avec ses anciens amis les radicaux purs, Charles Bradlaugh et M. H. Labouchère, sont restées célèbres, et on en lit toujours les comptes rendus imprimés[1]. C'est à lui que Bradlaugh posa l'embarrassante question à laquelle il a toujours été impossible de répondre nettement. « Dans un pays où la production et la consommation seront surveillées par l'État, me sera-t-il permis de les critiquer par la parole ou par la plume? »

III. Doctrine et Programme de la Fédération. — Sous la direction de M. Hyndman, la Fédération socialiste démocratique est restée fidèle[2] aux principes du « *Capital* ».

1. Voir *Single Tax versus Social Democracy, a debate between Henry George and M. Hyndman*, et *Debate on Socialism between Henry Labouchere M. P. and H. M. Hyndman*, deux brochures publiées par The Twentieth Century Press, 37 A, Clerkenwell Green, Londres. M. Hyndman a répondu à l'*Individu contre l'État* de H. Spencer par une brochure intitulée *Socialism and Slavery*, London, W. Reeves, 1885.

2. On y trouve pourtant quelques membres qui gardent une indépendance tout anglaise à l'égard des doctrines acceptées par les marxistes continentaux. Dernièrement, M. Belfort Bax, un des amis de Morris, membre de la S. D. F., publia dans la revue *Die Zeit* de Vienne (11 juillet 1896) un article dans lequel il expliquait qu'il ne pouvait considérer comme ayant une application universelle la « conception matérialiste de l'histoire » d'après laquelle tous les mouvements du passé seraient l'effet de la « lutte des classes ». M. Bax donnait comme exemple la révolution de 1648 en Angleterre dont les causes sont religieuses et non économiques.

Il fut à ce propos vivement réprimandé par M. Kautsky, éditeur de la *Neue Zeit*, revue officielle du Parti socialiste démocratique allemand. M. Kautsky lui reprochait : 1° D'attaquer la doctrine fondamentale du marxisme ; 2° de le faire (circonstance aggravante) dans un journal « bourgeois ». De là une polémique curieuse (*Neue Zeit*), n°s 47 et 52 de 1895-95, 6 et 7 de 1896-97).

Le *Socialist Catechism*, rédigé par un de ses membres, J.-L. Joynes, publié dans le journal officiel de la Fédération *Justice*, et édité en brochure à un penny, explique ainsi la théorie de la *plus-value*.

Demande. — Après que le travailleur a produit le prix de son propre salaire, que doit-il faire de plus?

Réponse. — Il doit produire de la valeur d'échange, pour laquelle il n'est pas rémunéré du tout et qui est pour le bénéfice du capitaliste.

D. — Comment appelle-t-on cette valeur produite sans rémunération par le travail?

R. — Plus-value, comme il a été dit plus haut.

D. — Que fait le capitaliste de la plus-value?

R. — Il en garde le plus possible en l'appelant bénéfice pour sa peine.

D. — Pourquoi ne conserve-t-il pas tout?

R. — Parce qu'il faut qu'il prenne dans la plus-value de quoi payer les propriétaires du sol, les autres capitalistes auxquels il a emprunté de l'argent, les banquiers et les courtiers qui ont fait des emprunts pour lui, les intermédiaires qui vendent ses marchandises au public, et enfin le public pour le pousser à s'adresser à lui plutôt qu'aux autres manufacturiers.

D. — Comment justifie-t-il l'appropriation de la plus-value par la classe à laquelle il appartient?

R. — Il essaye de se persuader à lui-même que le capital a le pouvoir d'engendrer et de produire l'intérêt par un processus aussi naturel que la reproduction des animaux.

D. — Peut-il trouver des dupes pour ajouter foi à une théorie si absurde?

R. — Il fait entrer dans son esprit et dans celui des autres la persuasion que les choses sont ainsi.

D. — Et qu'en infère-t-il?

R. — Que le travailleur doit être plein de reconnaissance pour le capitaliste parce que celui-ci lui fournit du travail.

D. — Quelles sont en réalité les obligations du travailleur envers le capitaliste?

R. — Il lui doit d'être dépouillé des trois-quarts du produit

de son travail et de voir le loisir, l'éducation, les plaisirs actuels s'éloigner presque entièrement de sa portée.

L'action recommandée par la Fédération est en harmonie avec les principes qu'elle professe. La Fédération pose la question sociale comme la lutte de la classe des prolétaires contre la classe des capitalistes, aboutissant, par la révolution, au résultat suivant :

Organisation communiste ou collectiviste de la propriété, des moyens de production, de distribution ou d'échange, avec le contrôle d'un État démocratique dans l'intérêt de la communauté entière. Le travail complètement émancipé de la domination du Capitalisme et du Landlordisme avec l'établissement de l'égalité sociale et économique entre les sexes.

Le programme de la Fédération, duquel sont extraites les lignes précédentes, continue par l'exposé d'une série de réformes et de palliatifs qui rappellent les programmes minimum de nos Partis ouvriers. Nous les reproduisons ci-dessous d'après l'édition qui en a été donnée par le Congrès annuel de 1894.

PROGRAMME

I. — Tout organisateur ou administrateur, élu par le vote unique et direct de chaque adulte et maintenu par la communauté.

II. — Législation par le peuple, organisée de manière que nul projet de loi n'entre en vigueur avant d'avoir été approuvé par la majorité du peuple.

III. — Abolition de l'armée permanente; établissement d'une garde nationale formée par les citoyens; le peuple décidant de la paix et de la guerre.

IV. — Toute éducation, supérieure ainsi que primaire, obligatoire, laïque, industrielle, gratuite pour tous sans exception.

V. — La justice gratuite pour tous.

VI. — Les moyens de production, de distribution, d'échange, y compris le sol, organisés comme propriété collective ou commune.

VII. — La production et la distribution de la richesse réglées par la communauté dans l'intérêt commun de tous ses membres.

PALLIATIFS

La Fédération insiste pour l'adoption immédiate des mesures suivantes propres à soulager les maux de la Société actuelle.

Construction obligatoire de demeures saines pour le peuple, demeures qu'on louera de manière à recouvrer seulement les frais de construction et d'entretien.

Éducation gratuite, laïque et technique, obligatoire pour toutes les classes, ainsi que l'entretien gratuit des enfants dans toutes les écoles de l'État.

Défense d'employer les enfants dans aucun commerce ou industrie avant 16 ans; sérieuses pénalités pour les infractions à cette loi.

Huit heures, ou moins, fixées comme durée normale du travail quotidien dans tous les commerces et industries par un acte du Parlement; ou, du moins, 48 heures par semaine au plus. Pénalités pour les infractions.

Impôt progressif sur tous les revenus au-dessus de 300 l. s. par an.

Nationalisation des chemins de fer; municipalisation du gaz, de la lumière électrique, de l'eau; organisation des services d'omnibus et de tramways dans l'intérêt de la communauté tout entière.

Extension des Post Office Banks, de manière à ce qu'elles absorbent toutes les institutions privées qui tirent un profit des opérations d'argent et de crédit.

Répudiation de la Dette nationale.

Nationalisation du sol et organisation d'armées agricoles et industrielles, sous le contrôle de l'État et des municipalités et dans les principes de la coopération.

Comme moyens d'opérer pacifiquement ces réformes, la

S. D. F. réclame : — Paiement des membres du Parlement et de tous les Conseils locaux. Paiement des dépenses officielles des élections sur les fonds publics, suffrage à chaque adulte. Parlement annuel. Représentation proportionnelle. Scrutin de ballottage. Abolition de la monarchie et de la Chambre des Lords. Destitution de toutes les Églises d'État et leur séparation d'avec l'État. Extension des pouvoirs des Conseils de comté, de ville et de districts. Établissement de pensions équitables pour les vieillards et les infirmes. Toute personne à partir de 50 ans à la charge de la communauté, le travail devant être volontaire après cet âge. Établissement d'hôpitaux municipaux. Contrôle municipal pour la nourriture et le chauffage. Abolition du système actuel des Workhouses et Emploi des sans-travail à des occupations utiles. Contrôle de l'État sur les services de sauvetage. Indépendance législative de toutes les parties de l'Empire britannique.

IV. Situation de la Fédération en Angleterre. — Nous reviendrons sur ces propositions de nationalisation et de municipalisation à propos des réformateurs comme les fabiens qui travaillent spécialement à cette œuvre et qui en font le but de tous leurs efforts. Au contraire, les socialistes démocrates anglais, comme ceux du continent, déclarent ordinairement qu'ils s'intéressent seulement aux réformes qui préparent indirectement la révolution sociale, soit en donnant aux prolétaires le temps et les moyens de se grouper (journée de huit heures, éducation gratuite à tous les degrés), soit en habituant l'opinion à ne plus respecter la propriété individuelle (impôt progressif sur le revenu, répudiation de la dette publique, nationalisation du sol, des chemins de fer). Pour les socialistes démocrates, ces mesures n'ont aucune utilité en elles-mêmes, elles ne

sont que des moyens de rendre la lutte des classes plus violente. A leur jugement, quiconque cherche à empêcher ou à retarder le choc fait œuvre de réaction : ils blâment les trade unionistes de se borner à la réclamation d'un juste salaire, car c'est reconnaître la légitimité du capital formé par l'accumulation des plus-values confisquées sur le travail des ouvriers[1]. Ils s'emportent contre les coopérateurs, dont l'effort aboutit à transformer les ouvriers en petits actionnaires qui s'imaginent avoir intérêt à défendre la propriété contre les communistes. Ceux-ci, à leur tour, ne sont pas tous leurs amis, car, pour être agréé par la Fédération, il faut non seulement affirmer la lutte des classes, mais encore l'accepter sur le terrain politique et se déclarer prêt à marcher avec le prolétariat organisé en parti. De là des excommunications, à gauche contre les anarchistes et l'ancien groupe du *Commonweal*, à droite contre les fabiens, traités de radicaux. En 1884, la Société fabienne déclarait, dans une résolution générale, qu'elle ne pouvait accepter les façons de parler en usage dans les pamphlets de la Fédération. L'année suivante, nouvelle protestation pour des raisons plus importantes. La Fédération avait accepté, pendant les élections parlementaires, une subvention des conservateurs pour combattre plusieurs candidats libéraux.

Les socialistes indépendants en furent scandalisés. Ils oubliaient que Stuart Mill avait écrit en 1873 :

« La politique des travailleurs est de persévérer à se faire représenter par des travailleurs, et, en cas d'insuccès, d'aider les tories à entrer à la Chambre jusqu'à ce que la

1. Voir *Trade Unionisme*, *Co-operation and Social Democracy* par H. Quelch, directeur de *Justice*; *The Unemployed problem*, par D. Campbell, et la série des brochures publiées par la 20th Century Press.

majorité libérale se trouve sérieusement menacée : alors, sans nul doute, les whigs seront heureux de faire un compromis et de laisser aux ouvriers quelques sièges parlementaires. »

Aujourd'hui, beaucoup de socialistes anglais s'efforcent de former un parti nouveau, distinct des deux autres. La Fédération a défendu l'idée, mais elle n'en dirige pas la réalisation. Son intransigeance obstinée lui a fait trop d'ennemis. Sur le terrain politique, elle est obligée de lutter contre le jeune *Parti ouvrier indépendant* dont plusieurs chefs sont des socialistes démocrates dissidents.

V. La Société Fabienne : l'organisation et les hommes. — La Société fabienne[1], d'après les termes mêmes de son programme, « se compose de socialistes », et ses efforts se manifestent sous les formes suivantes :

1. Meetings pour la discussion des questions qui se rattachent au socialisme.
2. Recherches sur les problèmes économiques et réunion de faits pouvant contribuer à les élucider.
3. Publications relatives aux questions sociales, avec arguments en faveur du socialisme.
4. Introduction de conférences et de débats socialistes dans d'autres associations ou clubs.
5. Représentation de la Société dans les conférences et les discussions publiques sur les questions sociales.

L'organisation de la Société a été conçue de manière à laisser le plus de vie et d'initiative possible aux groupes locaux. Le comité exécutif de la Société élu par l'assemblée générale annuelle se borne à recueillir les cotisations dont le montant n'est pas fixé et dépend entièrement de la bonne volonté de chaque adhérent. Il fait imprimer une

1. Bureaux à Londres, 276, Strand. Secrétaire général, E. Pease.

fois par mois un petit journal, ou plus exactement un bulletin, le *Fabian News*, qui ne s'adresse pas au public, et se borne à renseigner les fabiens sur le fonctionnement de leur Société. La plus grosse part des recettes est consacrée à l'impression d'une série de brochures de propagande étiquetées sous des numéros différents, avec le titre général de *Fabian Tracts*. La brochure, plus que le journal, est l'instrument de propagande des fabiens.

Leurs plaquettes contiennent presque toujours des conférences données dans les groupes de Londres ou des comtés. La tâche principale des groupes consiste à faire parler régulièrement des conférenciers et à leur fournir un auditoire, des contradicteurs et des soutiens. Le groupe, s'il est nombreux et riche, peut faire des publications spéciales et avoir son action à part[1]. Aucun statut ne l'en empêche.

On trouve des branches de la Société dans la plupart des grandes villes du Royaume-Uni. Les plus actives sont celles des cités industrielles ou commerciales comme Liverpool, Birmingham, Bristol, où l'opposition libérale progressiste cherche de nouveaux programmes contre les conservateurs, ainsi que celles des centres universitaires qui se trouvent dans le même cas, Glasgow, Édimbourg, Dublin. Il existe des sections fabiennes à Bombay, dans l'Australie méridionale et à Ottawa, Canada, mais on n'a pas beaucoup de témoignages de leur activité.

Le nombre total des membres en Angleterre et aux colonies s'élevait, d'après le rapport annuel de 1896, à 739, dont 148 femmes. La plupart appartiennent à la classe moyenne, et beaucoup ont fait des études supérieures

1. Tel est le cas de la *Liverpool Fabian Society*, présidée par M. John Edwards, éditeur de la revue *Labour Chronicle* (mensuelle).

dans les différentes universités. Aucune société socialiste d'Angleterre ne compte une aussi forte proportion de conférenciers ou de publicistes instruits que la Société fabienne, aucune aussi n'est moins éloignée des partis politiques « bourgeois ». A l'origine elle n'était qu'un cercle social à la gauche du parti libéral avancé. Elle est sortie d'une petite réunion d'études organisée en 1883 à Londres par M. Thomas Davidson, le traducteur de Rosmini. C'était un des effets de la popularité du principe d'intervention de l'État, qui de plus en plus supplante en Angleterre le « laissez faire » manchestérien. Le nom de *Fabian Society* fut adopté par les plus socialistes et les plus actifs, tandis que les membres qui voulaient se borner à l'étude prenaient le titre de *New Fellowship*. Mais, pendant plusieurs années, tous se bornèrent à se réunir les uns chez les autres et à discuter entre eux. La propagande extérieure des fabiens ne date que de 1887. Alors parut leur brochure *Facts for socialists*, bientôt suivie de plusieurs autres. Alors commencèrent leurs conférences publiques régulières et leur intervention dans les élections. L'année suivante, ils publièrent par souscription un exposé de leur système de doctrines sous le titre de *Fabian Essays in Socialism*. Ces essais sont la somme de quatre années d'études et de débats présentée sous forme de huit conférences, par MM. George Bernard Shaw, Sydney Olivier, W. Clarke, Hubert Bland, Sidney Webb, Graham Wallas qui comptent toujours parmi les membres éminents de la Société fabienne et par Mme Annie Besant, qui s'occupe aujourd'hui de théosophisme.

M. G. Bernard Shaw, né à Dublin en 1856, romancier, auteur dramatique, critique musical, a été l'éditeur des *Essays* et l'auteur du premier chapitre, Bases économiques

du socialisme. C'est un radical libre penseur, venu au socialisme par l'enseignement de Henry George. Il a été membre de la *Land Reform Union* avant de contribuer à la fondation de la *Fabian Society*. M. Bernard Shaw se pique d'être évolutionniste et donne non sans raison ses fréquents changements d'opinion comme des preuves d'esprit critique ; mais ses adversaires mettent en doute sa sincérité et M. Hyndman l'a qualifié « farceur » parce qu'il a l'esprit de n'être pas fanatique et le courage de n'être jamais intolérant. Ce qui pousse au comble la fureur des socialistes démocrates contre lui, c'est qu'il ne reconnaît pas la lutte de classes et qu'il s'avoue aisément « bourgeois ». Au Congrès socialiste de Londres il a protesté contre la répudiation solennelle des partis bourgeois réclamée par les Allemands et adoptée à l'unanimité, moins les voix fabiennes. « Il ne comprenait pas, déclarait-il, pourquoi une assemblée dont le bureau était formé de bourgeois et dont les membres étaient en grande partie des bourgeois, ayant soutenu des partis politiques bourgeois, éprouvait le besoin de renier ses origines, sa tactique, et de faire une déclaration contraire à la vérité. » Ce fut un des mots les plus imprévus du Congrès, et naturellement celui qui souleva le plus de protestations. Si nous avons entendu qualifier M. Shaw de « cynique », c'est à cette occasion[1].

M. Sidney Webb, né à Londres en 1859, gradué en droit,

1. Voici comment M. Shaw, rendant compte dans le *Star* du Congrès socialiste international de Londres, s'exprimait sur la validité des délégations. « Le premier fumiste venu, s'il désire un siège au Congrès, n'a qu'à le demander pour l'obtenir. Ceci peut sembler exagéré, mais ne l'est pas. J'assiste moi-même au Congrès comme délégué d'un groupe d'une douzaine de gens.... que je n'ai jamais vus, qui ne m'ont jamais vu et qui habitent un pays que je n'ai pas

secrétaire au ministère des colonies, puis professeur d'économie politique au Collège de la Cité de Londres, membre du conseil de comté de Londres pour la circonscription de Deptford depuis 1892, est un économiste qui a évolué vers le socialisme possibiliste. Son point de vue est sur les points principaux celui de Stuart Mill. M. Webb se déclare socialiste, mais il prétend rester pratique sur le terrain des réformes et, dans le domaine de l'étude, il veut ne pas sortir des faits. Il est certainement l'un des plus instruits et des plus méthodiques parmi les sociologues contemporains. La grande histoire du trade unionisme qu'il publie en collaboration avec Mme Webb est un ouvrage définitif qui classe ces deux publicistes au premier rang parmi les auteurs contemporains d'histoire économique. L'histoire ou la critique des réformes politiques sont les deux cadres dans lesquels se tiennent ordinairement M. et Mme Webb; leurs brochures (généralement publiées par la Société fabienne), leurs livres, leurs articles dans les revues progressistes de Londres rentrent dans l'un ou l'autre de ces deux cadres.

M. Sydney Olivier, auteur de l'Essai sur la base morale du Socialisme, né en 1859, fils d'un clergyman anglican, gradué d'Oxford et collègue de M. Sidney Webb au Colonial Office, a été mêlé dès le début au mouvement socialiste anglais. Chrétien socialiste de l'école de Kingsley, puis disciple de Henry George, il contribua à la fondation de la *Land Reform Union*; ensuite il fut l'un des premiers

visité depuis 20 ans (Dublin)... Ils ne m'ont pas donné d'instructions, et l'eussent-ils fait, je ne m'y serais conformé que si elles m'eussent paru judicieuses. » On voit que M. Shaw a la passion de la critique. Il est un dilettante de la polémique; on trouverait difficilement un *leader* socialiste anglais contre lequel il n'ait pas lutté par la plume et avec lequel il n'ait pas gardé le dernier mot.

membres de la *Fédération démocratique* et l'un des promoteurs de la *Société fabienne*. Secrétaire de cette Société, secrétaire de la délégation anglaise au Congrès de Zurich, homme d'organisation, il a beaucoup agi et peu écrit.

M. Graham Wallas, auteur de l'Essai sur la propriété dans un régime socialiste, né en 1858, fils d'un prêtre anglican, se lia avec M. Olivier au *Corpus Christi College* d'Oxford et suivit la même évolution que son ami. Professeur de lettres et journaliste, homme politique, il est membre du *School board* de Londres depuis 1894.

M. William Clarke, auteur de l'Essai sur la base industrielle du Socialisme, a étudié les sciences à l'Université de Cambridge. C'est un conférencier très estimé dans toute l'Angleterre.

M. Hubert Bland affirma dans la conclusion des *Essays* la nécessité de former un parti socialiste dont le programme serait uniquement la socialisation des moyens de production. Né en 1856, directeur de banque à 23 ans, c'est un homme d'affaires devenu socialiste modéré par l'influence du mouvement chrétien. Il est demeuré orthodoxe en religion, gentleman dans sa vie et dans ses manières. Passionné pour les sports, grand voyageur, journaliste à la mode, c'est un des moins révolutionnaires parmi les fabiens, et en même temps l'un de ceux qui ont lancé le plus fortement le groupe d'études primitif dans la politique.

VI. Les Idées Fabiennes. — Les doctrines de la Société fabienne ont été exposées dans les *Fabian Essays* et dernièrement résumées dans un rapport imprimé en trois langues pour être distribué au Congrès socialiste de Londres. Les articles de la brochure de 1896 corroborent les chapitres du volume de 1887; en rapprochant les pas-

sages importants des deux textes on voit parfaitement la plate-forme théorique du fabianisme.

La Société fabienne, conclut le rapport, ne présente pas le Socialisme comme une panacée pour tous les maux de la société humaine, mais seulement pour ceux qui sont produits par l'organisation défectueuse de l'industrie et par la distribution radicalement mauvaise de la richesse.

Dans le chapitre « Morale » des *Essays*, M. Sydney Olivier débutait par les restrictions suivantes :

Les Essais précédents ont montré clairement que nous avons affaire au Socialisme dans son sens étroit tel qu'il est défini par Schaeffle, au Socialisme qui réclame le remplacement du capital privé par le capital collectif, c'est-à-dire par une méthode de production qui, ayant pour base l'appropriation collective des instruments de production par l'ensemble de tous les membres de la société, cherche à réaliser une organisation coopérative de l'œuvre nationale. Nous n'avons rien à faire avec le socialisme comme religion ou comme solution des questions de sexe et de famille ; nous le traitons exclusivement comme une forme de la propriété, comme le schème d'un système industriel pour produire tout ce qui est nécessaire à l'existence de l'homme en société [1].

La question sociale est donc pour les fabiens une question économique ; pour l'affirmer, ils ne craignent pas de s'appuyer sur l'autorité de Schaeffle, du publiciste qui a inventé pour l'appliquer au socialisme le mot célèbre *Magensfrage* (question du ventre). L'introduction des *Fabian Essays*, le chapitre en vue, le morceau choisi par l'éditeur, M. Bernard Shaw, s'intitule « Base économique du Socialisme ».

1. *Fabian Essays*, p. 102.

La science économique, écrit M. Shaw, jadis morne, aujourd'hui pleine de promesses, nous permet de découvrir que, si le mal est énormément plus grand qu'on ne le croit, il n'est cependant pas éternel, il ne durera même pas longtemps si nous voulons travailler à l'abolir[1].

Le mal, c'est la propriété privée sous toutes ses formes. Le possesseur du sol accapare la rente qui monte par l'effet de la rareté des subsistances ou par l'effet du travail social (développement des moyens de communication, accroissement des villes, etc.). Le détenteur du capital monopolise les machines et fait travailler l'ouvrier pour un salaire qui ne représente qu'une partie aussi minime que possible de la valeur qu'il a produite, le reste s'ajoutant sans cesse au capital.

Les théoriciens de la plus-value et de l'accumulation capitaliste ne parleraient guère autrement. Ils accepteraient encore le déterminisme économique qu'affirment dans leurs conclusions l'Essai sur l'industrie et l'Essai sur la morale[2].

Quelle doit être, demande le premier, la tactique immédiate pour ceux qui étudient rationnellement l'économie politique et pour les vrais réformateurs sociaux? Leur devise doit être : *Nulla vestigia retrorsum*. Nul pas en arrière. Qu'ils n'essayent point de ressusciter le *yeoman*, le paysan propriétaire? Qu'ils ne subissent pas l'illusion de la formule : « 3 acres de terre et une vache » à chaque travailleur des champs!

Ceux qui comprennent la crise économique soutiendront toute réforme, même légère, qui sera véritablement un pas en

1. *Fabian Essays*, p. 29.
2. *Fabian Essays*, p. 101 et p. 127.

avant, mais ils ne peuvent s'associer à aucun effort tenté pour rappeler le passé à l'existence. Ils peuvent aider à construire un nouveau pont sur le détroit qui nous sépare de la communauté coopérative : mais ils ne peuvent jamais réparer la vieille porte en ruines qui ramène à l'individualisme. Par conséquent, au lieu d'entraver l'œuvre que les capitalistes font inconsciemment pour le peuple, le vrai réformateur cherchera plutôt, au contraire, à préparer le peuple, éduqué et organisé en véritable démocratie industrielle, à saisir les rênes quand elles tomberont des mains affaiblies de l'inutile classe possédante.

Ainsi, pour l'auteur de cet Essai comme pour Marx ou Engels, l'évolution économique est la cause efficiente de toutes les autres. L'homme et la société seraient insensés de faire effort contre elle ; la sagesse est de la suivre, d'en précipiter les effets.

M. Sydney Olivier partage la même conviction quand il affirme, dans l'Essai sur la morale, que l'éthique socialiste sera conforme à l'organisation productive de l'avenir, de même que l'éthique individualiste est l'expression de l'état capitaliste actuel. La morale et le bon sens sont des effets de l'évolution économique.

Les fabiens sont donc à l'antipode du sentimentalisme des chrétiens socialistes anglais ou de l'esthétisme social de Ruskin et son école.

Ils reprennent à leur compte les inductions que Marx et ses précurseurs avaient tirées de l'étude des faits économiques. Mais ils refusent de les réunir en un faisceau que relierait la théorie de la valeur fondée sur le travail. Ils conservent l'explication de la valeur par la loi de l'offre et de la demande, sous la forme nouvelle donnée par Stanley Jevons : « La valeur dépend de l'intensité du dernier besoin

satisfait »(*final degree of utility*). De là plusieurs polémiques très aigres avec les socialistes démocrates[1].

La Société fabienne, dit le rapport au Congrès de Londres, soutient ardemment sa liberté de penser et de parler en ce qui regarde les erreurs des auteurs, économistes, chefs et partis socialistes, comme envers les erreurs de ses adversaires. Elle insiste sur la nécessité d'une attitude critique envers Marx et Lassalle, dont certaines opinions doivent être aujourd'hui rejetées comme erronées et surannées, attitude que ces éminents socialistes eux-mêmes avaient prise envers leurs prédécesseurs Saint-Simon et Robert Owen.

Dans l'explication de la valeur, les fabiens font intervenir le fait très général de la *rente* : nous avons déjà traité de la *rente* du sol, c'est-à-dire de l'augmentation de valeur des terrains due à des causes indépendantes du travail du propriétaire. Il y a aussi une *rente* des produits de l'industrie, qui dépend de la situation des fabriques, de la proximité des voies de communication, bref, d'avantages fournis par la nature ou la société. Elle doit, déclarent les fabiens, revenir à la communauté. C'est en somme le raisonnement de George étendu à l'industrie et au commerce. On voit la différence avec la doctrine marxiste qui affirme que la

1. La dernière a eu lieu à propos du livre *Economics of Socialism* que M. Hyndman a publié en 1896. M. Hyndman ayant intitulé un de ses chapitres « Futilité finale de l'utilité finale », M. Shaw répondit que le 3e volume du Capital démontrait que Marx n'avait jamais entendu donner à sa théorie de la valeur la rigueur et l'universalité que lui ont attribuées les marxistes.

Dans *History of the Trade-Unionism*, p. 146, M. et Mme Webb repoussent « cette présomptueuse demi-science et ce préjugé qui ont amené des générations de socialistes à emprunter à Adam Smith et aux économistes « classiques » la théorie erronée d'après laquelle le travail créerait lui-même la valeur, au lieu de s'attacher à se rendre maîtres de cette loi insaisissable et beaucoup plus difficile de la rente économique qui est la véritable pierre angulaire de l'économie collectiviste. »

valeur est créée par le travail, que la *classe* ouvrière seule doit *lutter* contre la *classe* capitaliste pour s'assurer le produit intégral de son travail.

Voilà comment, dans le domaine théorique, la *Société fabienne* se distingue de la *Fédération socialiste démocratique*, tout en prétendant, comme elle, professer un socialisme « scientifique ». Sur le terrain de l'action, nous allons trouver ces deux sociétés en opposition directe.

VII. La tactique de pénétration. — Les marxistes poursuivent la formation d'un nouveau parti opposé à tous les autres avec des organes spéciaux, parti prolétarien avec des journaux prolétariens. Les Fabiens disent au contraire : « Notre tâche ne consiste point à parler tout crûment de la lutte des classes sans bien distinguer les positions des deux camps et les uniformes des deux armées (l'une et l'autre parfois se rangent sous le drapeau rouge), mais à organiser la lutte scientifiquement de manière à enlever au parti opposé tous les combattants dont les intérêts concordent avec les nôtres[1]. » En un mot il faut substituer la diplomatie à la guerre, les alliances aux batailles.

Chez nous, affirment les fabiens, c'est la seule tactique possible. En Angleterre les deux grands partis, conservateur et libéral, ont une organisation permanente beaucoup plus solide que celle d'aucun parti continental. Ils ont leurs chefs, leurs comités, leurs secrétaires ; ils tiennent registre dans chaque circonscription de leurs électeurs, s'informent des changements d'adresses. Par des souscriptions régulières ils amassent des fonds parlementaires considérables. Leurs journaux sont riches, bien informés, parfaitement achalandés. Pouvons-nous espérer lutter

1. G.-B. Shaw, *The Fabian Society*, p. 26.

avec succès contre tous les deux à la fois, et ne vaut-il pas mieux essayer d'entrer dans le parti libéral, lui imposant, en échange de notre appui, des promesses de réformes socialistes? Telle est la tactique de pénétration (*permeating*).

Les fabiens l'ont employée avec la presse. Nous avons vu qu'ils se gardaient de publier un véritable journal, contrairement à l'exemple des autres partis socialistes. Au périodique, acheté seulement par la minorité déjà convaincue, ils préfèrent la brochure qui rencontre moins de préventions et pénètre dans la masse des simples curieux.

Dans ses relations avec la presse, la Société fabienne ne fait aucune distinction entre la « presse capitaliste » et l'autre..... Les journaux socialistes ne sont nullement plus indépendants de la pression sociale que les autres..... En se servant de la presse pour répandre ses idées, la Société fabienne n'a de préférence que pour les journaux qui ont le plus grand tirage[1].

Les *leaders* fabiens collaborent aux revues indépendantes et aux journaux radicaux. La *Nineteenth Century* a publié le grand manifeste fabien pour les élections parlementaires de 1893, *To your tents Israël*. Cette revue et d'autres font appel à la collaboration de M. Webb et de ses amis. Le directeur du *Daily Chronicle* passe pour partager à peu près toutes leurs idées. Le *Star* de Londres avait demandé à M. G. Bernard Shaw un compte rendu quotidien du Congrès socialiste de Londres, publication qui valut à son auteur la colère du journal socialiste démocratique *Justice*. Les principaux fabiens sont des publicistes et peut-être est-ce l'exercice de cette profession qui les pousse à rechercher « les journaux qui ont le plus grand tirage ».

1. *Rapport au Congrès de Londres* (1896).

Sont-ils bien coupables si leurs intérêts professionnels s'accordent avec la tactique de leur parti?

La *pénétration* s'étend d'ailleurs plus loin que le journalisme et nous allons voir avec quelle persévérance elle a été poursuivie sur le terrain politique, dans les cadres du parti libéral.

Tandis que les amis de M. Hyndman recommandaient l'abstention toutes les fois que les électeurs ne se trouvaient pas en face d'un candidat nettement socialiste, les fabiens répandaient à profusion le manifeste suivant :

VOTEZ! VOTEZ! VOTEZ! Voici un prospectus électoral; mais ce n'est pas une réclame de parti. Il ne vous demande pas de voter pour tel ou tel candidat particulier, mais seulement d'user de votre vote d'une manière ou d'une autre. Le droit de vote a été gagné pour vous, non par les grands hommes politiques dont les noms sont attachés aux lois de réforme de 1832, 1867 et 1884, mais par l'agitation persistante de générations de pauvres travailleurs qui ont sacrifié tous leurs loisirs, ont bravé l'emprisonnement et quelquefois pis encore afin de vous donner part au gouvernement de votre pays. Aujourd'hui vous avez la chance de vous servir de ce qui a été si chèrement acquis... Vous n'avez pas d'excuse pour ne pas voter. Même s'il n'y a pas de candidat digne qu'on vote pour lui, il y en a un au moins qui mérite qu'on vote contre lui... En tous cas, il y a toujours un meilleur et un pire; et le seul moyen de laisser le plus mauvais à la porte, c'est de voter pour le meilleur..

Comment s'assurer qu'un candidat n'est pas opposé aux réformes sociales? C'est l'objet des « Questions pour candidats ». Nous reproduisons quelques-unes des « Questions pour les candidats au Parlement », avec la disposition générale de la brochure.

Monsieur,

A l'occasion de votre candidature à la Chambre des Com-

munes, je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me faire connaître votre opinion sur les questions suivantes :

J'ai l'honneur d'être, etc.

Nom de l'électeur...

Adresse de l'électeur...

QUESTIONS	RÉPONSES
Voulez-vous appuyer à la première occasion, les réformes suivantes :	
I. BUDGET DÉMOCRATIQUE.	
Différentes réformes de détail parmi lesquelles l'impôt progressif sur les héritages[1].	
II. PROGRAMME OUVRIER.	
La journée de 8 heures comme maximum dans tous les services publics[2].	
Une loi fixant la journée de travail à 8 heures pour les mineurs[3].	
Une loi limitant les heures de travail pour les ouvriers des chemins de fer.	
L'embauchage direct des ouvriers par les administrations publiques et, en tous cas, la suppression du marchandage[4].	
III. SOCIALISME MUNICIPAL.	
Élection directe, par le suffrage des adultes, de tous les corps représentatifs.	
Création de conseils de paroisse[5].	
Pouvoir aux conseils de paroisse, de ville ou de comté, de municipaliser l'eau, le gaz, les tramways, les habitations populaires, le débit de	

1. Voté après la publication de ce questionnaire (en 1894) sous le dernier ministère Gladstone.
2. Appliqué depuis 1894 par l'Amirauté et quelques particuliers.
3. Proposé par le ministère Gladstone (1894), repoussé par la Chambre des Lords.
4. Appliqué par le Conseil de comté de Londres.
5. Création faite en 1894.

QUESTIONS	RÉPONSES
l'alcool, et tous les services que les habitants voudront.	
Contrôle complet de la police transféré au conseil de comté.	
Pouvoir donné à toutes les administrations locales, d'acquérir, même par expropriation, des terres pour les louer — *non les vendre* — en lots et en petites tenures[1].	
IV. ÉDUCATION ET ASSISTANCE.	
Extension jusqu'à l'âge de 14 ans de l'interdiction d'employer les enfants dans les usines[2].	
Contrôle des conseils scolaires sur les écoles subventionnées, cantines scolaires, etc...	
Retraites pour les vieillards et les infirmes.	
V. ORGANISATION POLITIQUE DÉMOCRATIQUE.	
Droit de vote et de vote unique à tout adulte[3].	
Même droit aux femmes[4].	
Scrutin de ballottage.	
Indemnité aux membres du Parlement[5] ; remboursement des frais d'élection.	
Parlement triennal.	
Home Rule pour l'Irlande[6].	

Signature du candidat.....

1. C'est, comme nous l'avons vu, le point de vue socialiste dans la question des *Allotments* et des *Small holdings*. Voir p. 187.

2. Une loi dans ce sens, proposée en 1895 par le ministère libéral, a été rejetée par la Chambre des Lords.

3. En Angleterre, le vote étant attaché à la propriété, un seul homme peut voter dans toutes les circonscriptions où il a une maison inscrite au rôle de l'impôt. Le principe de la réforme « un homme, un vote », proposé par le dernier ministère libéral, a été rejeté par la Chambre des Lords (1894).

4. Voté en principe pour les femmes propriétaires et non mariées, plusieurs fois, notamment par la majorité conservatrice (1897).

5. Proposé par le dernier ministère libéral (1893), rejeté par les Lords.

6. Proposé par le ministère Gladstone (1893), rejeté par les Lords.

On espère que plusieurs aspirants à la députation répondront oui ou non dans la colonne blanche et s'engageront par leur signature afin d'attirer les voix fabiennes.

Une des parties les plus curieuses de la littérature fabienne est formée par une série complète de questionnaires de ce genre, pour les candidats à chaque catégorie de fonctions électives, conseils d'assistance publique (*Board of Guardians*), conseils des Ecoles (*School Boards*), conseils généraux des comtés (*County Councils*), conseils municipaux des paroisses et des villes[1]. Toutes ces publications sont une des conséquences intéressantes du mouvement décentralisateur et démocratique qui se manifeste en Angleterre depuis quelques années, et qui a eu pour résultats l'extension du droit de suffrage et la création de conseils locaux élus. Les fabiens ont suivi ces nouvelles institutions dès leur naissance, tâchant de convertir les candidats par le procédé qu'on a vu et de convaincre les électeurs par une série de brochures explicatives.

A peine la loi de 1889, portant création des conseils de comtés, entrait-elle en vigueur que paraissait le n° 61 des *Fabian Tracts : The London County Council, what it is and what it does.* De même le *Local Government Act* (1894) qui institue les conseils élus de paroisses fut commenté par eux et expliqué au public dans le *Tract* n° 62, *Parish and District Councils, what they are and what they can do.* Les femmes qui sont électeurs, et même éligibles à certains conseils locaux, trouvaient des faits et des recommandations à leur usage dans *Women's Work in London under Local Government Act*, 1894.

Toutes ces brochures sont des instruments à l'usage des

1. *Collection des Fabians Tracts* n°s 20, 25, 26, 27, 28.

électeurs socialistes. Mais comment éclairer les ignorants, et les paysans surtout, comment leur montrer leurs véritables intérêts. Les fabiens ont essayé de le faire dans un répertoire intitulé *What the Farm labourer wants?*

Que faut-il au travailleur des champs?

Il lui faut un salaire plus élevé. Actuellement il gagne dix à douze shillings par semaine, pas assez pour entretenir sa famille.

Il lui faut une demeure solide et saine. Actuellement il vit dans une masure appartenant au *farmer* ou au propriétaire, hors de laquelle on peut le mettre en lui donnant congé sous huit jours...

Il a besoin d'une liberté plus grande. Actuellement, il est obligé de lever son chapeau devant le squire; il est obligé d'aller à l'église, sans quoi le pasteur lui retirera l'assistance de la commune; il est obligé d'obéir au *farmer*, sans quoi on le mettra à la porte au début de l'hiver.

Les remèdes sont résumés en grosses capitales :

JOIN AN UNION AND USE HIS VOTE. (C'est-à-dire : former un syndicat et se servir de son vote.)

Former un syndicat coûte quelques pence par semaine, mais, en retour, le syndicat combat pour le travailleur. Ainsi les ouvriers des docks de Londres, avant de se grouper, gagnaient en moyenne 4 pence par heure. A présent qu'ils ont un syndicat, ils gagnent 6 pence par heure, c'est-à-dire au moins 5 shillings par semaine de plus qu'autrefois. Or, tout ce qu'ils ont à payer au syndicat, c'est 3 pence par semaine. Une « union » rapporte donc plus qu'elle ne coûte.

En outre elle peut servir de comité électoral dans des circonstances que le manuel définit ainsi :

Les élections les plus importantes sont celles du conseil de comté (tous les trois ans) et du Parlement (tous les trois ou quatre ans, mais parfois plus souvent). Le Parlement et le

conseil de comté peuvent faire pour le travailleur, au moyen de taxes, ce qu'il ne pourrait jamais faire tout seul avec ses faibles ressources. Voilà pourquoi *farmer*, pasteur et propriétaire feront tout pour empêcher les amis du travailleur d'être élus à ces assemblées.

Le manuel se termine par quelques explications destinées à expliquer au travailleur comment il reconnaîtra ses « véritables amis ».

Cette dernière qualification peut-elle, au jugement d'un socialiste, être accordée à des radicaux, ou même à de simples libéraux? Il semble que les fabiens n'en soient plus très persuadés. Les gladstoniens, à l'époque où ils avaient la majorité, ne leur ont donné que des promesses : aujourd'hui vaincus et désorganisés, les libéraux ne valent plus la peine qu'on les « pénètre ». La majorité des fabiens tient encore à l'ancienne tactique, mais beaucoup de membres ne la respectent pas.

VIII. Les Fabiens et le Socialisme municipal. — Les fabiens ont prétendu trouver dans le programme des progressistes deux tendances socialistes. La première, c'est l'impôt progressif sur la propriété terrienne dont nous avons déjà parlé. L'autre consiste à transformer en services municipaux les entreprises d'approvisionnement, d'échange, de circulation. C'est ce que l'on appelle le « socialisme municipal ». Il est assez bien défini dans le *Fabian municipal Program* de février 1892 [1]. La substance de ce manifeste peut être condensée sous trois chefs.

1° Attribution de la rente du sol à la commune qui l'appliquerait aux dépenses de l'instruction et du service de santé publics.

1. Ce programme comprend les nos 30 à 37 des *Fabian Tracts*.

2° Pour la fourniture de l'eau et du gaz, pour l'exploitation des tramways, pour la location des marchés publics et des docks de la Tamise, substitution aux grandes compagnies de la municipalité qui paiera bien les ouvriers, servira mieux les clients, au lieu d'exploiter les uns et les autres pour faire de gros bénéfices.

3° Intervention des autorités publiques dans les rapports entre patrons et ouvriers pour fixer le minimum des salaires, le maximum des heures de travail.

La tendance à transformer les grandes exploitations en services municipaux est une des conséquences du mouvement démocratique et décentralisateur qui a doté l'Angleterre de conseils locaux élus. Beaucoup plus extensive que le socialisme proprement dit, elle est née avant lui, elle a été réclamée par des conseillers de comtés et de villes qui ne sont pas socialistes et ne veulent pas être qualifiés de ce terme. Ainsi deux des conseils les plus municipalisateurs, ceux de Manchester et de Glasgow, ne comptent que deux socialistes avoués chacun. La municipalisation n'est donc pas une idée fabienne. Mais la théorie en a été formulée par les fabiens, et ce sont eux qui l'ont présentée comme « le plus court chemin vers la démocratie sociale ». La formule est de M. Sidney Webb : son inventeur, cherchant à convaincre les membres des sociétés coopératives, pose dans les termes suivants les principes du *Socialisme municipal*[1].

Quand la consommation est obligatoire, la coopération, pour être réelle, doit nécessairement devenir obligatoire à son tour

1. *Some facts and considerations about Municipal Socialism*, par Sidney Webb, dans *The Cooperative Wholesale Societies' Annual for 1896*, p. 286. M. Webb a publié un programme remarquable de socialisme municipal appliqué à Londres dans son livre *The London Programme*, Londres, Sonnenschein, 1891, in-8°.

et doit ainsi se transformer en socialisme municipal. (Par exemple, Londres et Bristol n'auront l'eau en quantité suffisante que si leurs municipalités se mettent à la place des compagnies particulières.)

Quand le service à fournir, quoique avantageux pour la communauté tout entière, ne donne pas de bénéfices particuliers, c'est l'affaire du socialisme municipal.

Partout où le bien public réclame qu'un service soit dirigé sans qu'on se préoccupe de son prix de production et fourni à un prix inférieur, ce service ne peut être entrepris que par le socialisme municipal. (Exemple, les écoles.)

Toutes les fois que l'intérêt public de toute la communauté est mieux servi par la consommation la plus large possible, même si elle est limitée à une seule classe, le socialisme municipal est la meilleure forme de consommation. (Tel est le cas pour les hôpitaux.)

Réciproquement, quand l'intérêt public de toute la communauté est que la consommation soit réduite au minimum, c'est l'affaire du socialisme municipal. (Ainsi le commerce de l'alcool devrait être réglé par les municipalités.)

Chacun conviendra, ajoute M. Webb, que pour tous les services qui sont nécessairement monopolisés, le socialisme municipal est préférable à l'entreprise capitaliste, soit individuelle, soit coopérative. Après cette première conclusion, il énumère une seconde série d'arguments en faveur du socialisme municipal. Les voici :

Quand l'avantage public est que tout le service ou toute la fourniture d'une commodité soit placé sous une administration unique, le socialisme municipal vaut mieux que l'entreprise particulière. (Ainsi depuis que les routes sont placées sous l'administration des conseils de comté, les péages tendent à disparaître.)

Partout où le communisme est le principe le plus économique et le plus pratique d'administration, c'est à l'autorité publique à entreprendre le service. (L'exemple, cité par M. Webb, du bac de Woolwich racheté par le conseil de comté de Londres en 1889 et rendu gratuit, est un peu maigre pour justifier ce mot ambitieux de « communisme ».)

Partout où un service ou la fourniture de quelque commodité implique l'exercice de pouvoirs exceptionnels ou arbitraires sur les individus ou sur la propriété privée, le socialisme municipal est la meilleure solution. (C'est encore l'eau qui sert d'exemple, le droit de capter les sources et d'éventrer les rues pour y enfouir des conduites devant être retiré aux particuliers et réservé aux conseils des villes.)

Partout où une autorité publique peut convenablement produire les articles ou exécuter les ouvrages qui lui sont nécessaires, sans l'intervention d'un entrepreneur, cette « intégration du procédé » doit, si l'on tient compte de toutes les circonstances, être trouvée probablement avantageuse et économique. (Ainsi le conseil de comté de Londres et le conseil municipal de Manchester entreprennent eux-mêmes leurs travaux de balayage et d'arrosage et réalisent de cette façon des économies.)

Enfin M. Webb réclame le droit de mettre certaines entreprises au-dessus du niveau des concurrences intéressées et de décider à leur sujet d'après des considérations autres que la loi de l'offre et de la demande. (Par exemple, explique-t-il, la concurrence intéressée pourra bien couvrir les belles vallées du Lancashire des cubes de briques qui sont les usines à coton. Mais elle ne produira jamais une cathédrale. On ne doit lui abandonner ni la construction des monuments, ni celle des cités ouvrières et de tous les édifices où les règles de l'hygiène doivent être observées.)

Le mouvement de municipalisation n'a jamais reculé. On n'a pas vu une ville revenir à l'entreprise particulière après avoir essayé des services publics. La municipalisation du gaz surtout progresse de plus en plus. Depuis l'année 1824, où Manchester en donna le premier exemple, elle s'est étendue à 148 villes et villages en 1883, à 192 en 1893. Toutes ces municipalités font des profits qui leur permettent d'améliorer les services ou de diminuer les charges. Deux petites villes donnent le gaz pour rien à eurs habitants. Bradford le leur fait payer juste assez

pour suffire aux frais. Dans les endroits où le gaz est le plus coûteux, le mètre cube en revient à 1/3 du prix auquel nous l'achetons à Paris.

La fourniture de l'eau était entreprise par les autorités publiques en 1893 dans 168 villes et dans 500 districts (d'Angleterre ou de Galles). (Les compagnies privées pour la fourniture de l'eau sont au nombre de 150).

Le 30 juin 1894, 37 conseils locaux exploitaient 315 miles de tramways avec une mise de fonds totale de 3.887.534 l. st. (D'autre part, 116 compagnies exploitaient 659 miles avec une mise de fonds de 10.501.164 l. st.). Dans tout le Royaume-Uni, 1/4 des tramways avaient été municipalisés. En Écosse les six municipalités de Glasgow, Édimbourg, Dundee, Greenock, Govan et Gourock possédaient à elles seules les 2/3 de toutes les lignes de tramways écossaises.

90 villes ont municipalisé plus ou moins leurs ports, leurs docks et leurs quais. Par exemple, à Bristol et à Preston, ils sont sous le contrôle du conseil; à Liverpool, à Newcastle, sous la surveillance de commissions spéciales (*boards*) qui sont élues. Tous les autres ports, parmi eux Londres, Hull, Cardiff, Southampton appartiennent à des particuliers.

Beaucoup de villes importantes ont municipalisé au moins partiellement leurs marchés, leurs bains, leurs hôpitaux, leurs cimetières.

Pour les écoles, le mouvement a été très marqué. Dans les 64 *boroughs* d'Angleterre et de Galles, en 1893, on n'en comptait que deux, Grimsby et Bury dans lesquels le conseil municipal n'avait pas voulu contribuer aux frais scolaires.

Les villes qui ont municipalisé le plus grand nombre

de services sont de grands centres industriels, Birkenhead, Birmingham, Blackburn, Bradford, Huddersfield, Leeds, Manchester, Oldham, Salford, Wigan en Angleterre (Centre, Lancashire, Yorkshire) et en Écosse, Glasgow, Greenock, Dundee, Édimbourg. Il n'est presque pas un centre industriel où la municipalisation n'ait pas atteint au moins un ou deux services.

On comprend que ce système de réformes ait trouvé facilement place dans le programme des progressistes. Il ne comporte rien, en effet, qui ne soit très acceptable pour des radicaux ou des libéraux. Il consiste à réclamer des améliorations qui paraissent très simples à des Français, car nous les possédons chez nous,sauf en ce qui concerne l'éclairage et les transports.

Nous ne connaissons presque pas les routes faites par les propriétaires où il faut payer un péage à chaque barrière, les ports et les quais particuliers où il faut payer un droit d'embarquement, les marchés appartenant à un individu, et si nous avions de semblables gênes à la circulation et aux échanges, les moins socialistes de nos hommes politiques en inscriraient le rachat ou la suppression dans leurs programmes.

Les principales objections présentées en Angleterre par les adversaires du mouvement sont : l'augmentation du nombre des fonctionnaires, les frais qui en résultent et surtout l'énormité des emprunts que nécessitent les entreprises municipales. Il est vrai que ces entreprises sont en général rémunératrices. M. Dolman[1] donne, d'après des statistiques officielles, les évaluations suivantes (en livres

1. Frederick Dolman, *Municipalities at Work*, London, Methuen, 1895, in-12, étude très complète de la municipalisation des services dans six grandes villes.

sterling) des revenus donnés en 1893-94 à six grandes villes par des services municipaux.

	POPULATION	GAZ	EAU	MARCHÉS
Glasgow.....	656 946	29 500	42 000	3 300
Liverpool.....	517 980		4 500	12 343
Manchester.....	505 000	30 589	22 453	14 671
Birmingham....	478 000	27 966	4 091	3 760
Leeds.....	367 000	470	7 429	12 286
Bradford.....	202 975	11 290	503	2 185

Mais le succès des premières tentatives a poussé les conseils progressistes à faire des dépenses de plus en plus fortes dans l'intérêt du bien-être et de la santé de leurs administrés. La municipalité de Liverpool a maintenant 600 acres de parcs et jardins publics, celle de Leeds 663, celle de Glasgow 700. Le conseil de Glasgow commence à acheter les maisons vieilles et malsaines (*slums*) des quartiers ouvriers pour les remplacer par des habitations neuves qu'il offre en location.

Le conseil de comté de Londres s'était signalé par une foule d'améliorations de ce genre [1], mais il n'a pas aboli les monopoles et les privilèges des compagnies, et il est probable qu'il ne pourra pas le faire de longtemps, car, depuis les élections de février 1895, les progressistes ont perdu la majorité et n'occupent plus que la moitié des sièges. Le London County Council, dont les tendances avancées causaient à l'opinion moyenne de l'Angleterre la même horreur que les tendances du conseil municipal de Paris à l'opinion moyenne de la France, est pour le moment réduit à l'impuissance. Presque partout d'ailleurs les libéraux

1. Voir à ce sujet *New London, Her Parliament and His Work*, in-8° (illustré) publié par le *Daily Chronicle* à propos du renouvellement de 1895. Voir aussi la collection des brochures de la *London Reform Union*, 3, Arundel Street, Strand, Londres.

perdent du terrain dans les conseils locaux, depuis leur défaite aux élections parlementaires. Si la municipalisation continue à se développer, elle ne sera plus dirigée par eux.

IX. L'œuvre scientifique de la Société Fabienne. — La littérature fabienne sera sans doute le seul résultat durable des efforts que nous avons analysés. La Société tend à redevenir ce qu'elle était à ses débuts, une Société d'études. C'est dans ce rôle qu'elle a réussi le mieux. La collection des brochures publiées par la *Fabian society* est une excellente réunion de discussions doctrinales et de monographies de faits sociaux.

Tout particulièrement, la *Fabian Society* a la spécialité de recherches positives appuyées sur des données certaines, autant que possible sur des statistiques officielles et sur des faits constatés par des procédés scientifiques. Quand on consulte un des recueils d'informations édités par les fabiens, on s'aperçoit seulement à la conclusion que ces sociologues si consciencieux sont des socialistes.

La Société a compté parmi ses membres les plus marquants des écrivains qui ont pris conscience du changement qui se faisait dans les théories économiques anglaises, ruinant les formules de l'ancien individualisme. Elle a reçu d'eux son organisation et son caractère, et elle leur a donné le moyen d'étendre leur propagande.

A côté d'elle vient de se créer un organe d'enseignement, le Collège des sciences sociales et politiques de Londres [1] : il est sous la direction effective de M. Sidney Webb. Les analyses et les extraits que nous avons donnés des *Fabian Essays* et des brochures de la Société nous dispensent d'in-

1. *London School of Economics and Political Science*, ouvert le 19 octobre 1895, 9, John Street, Adelphi.

sister sur le caractère scientifique de la Société Fabienne. Elle peut laisser le terrain politique aux groupes plus nombreux de la Fédération socialiste démocratique et du Parti ouvrier indépendant. Son rôle a été l'éducation plus que le combat. Elle l'a rempli avec beaucoup de soin et de talent, suppléant à la quantité par la qualité de son personnel.

CHAPITRE VII

LES OUVRIERS ANGLAIS ET LE SOCIALISME

On a l'habitude d'opposer le trade unionisme, le syndicalisme anglais, au socialisme, et d'affirmer que la Grande-Bretagne est le plus ouvrier et en même temps le moins socialiste des pays industriels d'Europe. Or nous avons déjà vu, avec Owen et le Chartisme, beaucoup de trade unions agissant à leurs débuts exactement comme des partis ouvriers socialistes révolutionnaires. Nous verrons dans les derniers congrès des unions triompher une opinion nouvelle qui s'inspire du socialisme d'État.

Le trade unionisme libéral et non socialiste n'est qu'une phase dans l'histoire, déjà longue, de la question ouvrière en Angleterre.

I. La question ouvrière en Angleterre [1]. — L'Angleterre

1. Pour les recensements, voir les documents officiels indiqués au chapitre VI.

Parmi les nombreuses enquêtes officielles générales, la dernière est celle qui a été faite par la *Royal Commission on Labour* (industrie, agriculture, Angleterre et pays étrangers) et dont les résultats ont été publiés en fascicules in-f° de 1892 à 1894, Londres, Eyre and Spottiswoode.

Pour les enquêtes sur des points particuliers et pour toutes les publications officielles, voir les catalogues de P. S. King et fils, 12 et 14, King Street, Westminster, Londres.

Le *Board of Trade* (Ministère du commerce) a un *Chief Labour*

est le seul pays d'Europe où les villes aient plus d'habitants que les campagnes, et où les ouvriers forment la classe la plus nombreuse. L'accroissement de la population urbaine et industrielle est continu et rapide. De 1881 à 1891, dans l'Angleterre proprement dite et le Pays de Galles, les villes se sont augmentées de 15,4 0/0, les campagnes de 3 0/0 seulement en moyenne. Tandis que l'augmentation totale de la population était de 11,4 0/0, celle de la classe industrielle se chiffrait par 15,1 0/0. Cette classe représente 33 0/0 des habitants au-dessus de 10 ans, 57 0/0 du nombre des gens qui ont une profession. En Écosse la proportion est moindre, mais encore considérable. Dans l'Irlande seule, les ouvriers industriels ne sont pas la majorité, mais dans ce pays la population agricole diminue rapidement.

Les principales industries sont : l'extraction de la houille « le pain de l'industrie » (En *Angleterre et Galles*, 555.617 ouvriers, dont 133.000 jeunes garçons) ; le tissage, surtout celui du coton (1.128.589 ouvriers, dont 145.000 enfants, 270.927 jeunes gens des deux sexes, 371.874 femmes) ; la métallurgie en général (*ibid.*, 878.418 ouvriers, dont 36.717 enfants, 151.217 jeunes gens des deux sexes, 41.954 femmes) ; l'alimentation (746.811 ouvriers, dont

Correspondent analogue à notre Office du Travail (divers rapports annuels, voir le catalogue de King) et publie, depuis mai 1893, la *Labour Gazette* mensuelle, analogue à notre *Bulletin de l'Office du Travail*. En français, *Recueil des rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers, adressés au ministre des affaires étrangères* (*Grande-Bretagne*), Paris, Berger-Levrault, 1891. — P. de Rousiers, *La question ouvrière en Angleterre*, Paris, Didot, 1895, in-8°, recueil de monographies caractéristiques, une des lectures essentielles à faire sur l'Angleterre. — René Lavollée, *Les Classes ouvrières en Europe*, t. III, *l'Angleterre*, Paris, Guillaumin, 1896 in-8°, exposé complet des résultats des dernières statistiques.

21.268 enfants, 108.464 jeunes gens des deux sexes, et 176.661 femmes[1].)

L'industrie anglaise se fait à la machine, par la force motrice de la vapeur, et dans de grandes usines. L'évolution qui a substitué la machine au métier à la main a commencé dans la Grande-Bretagne, « ce bloc de houille et de fer », et elle y a fait des progrès plus considérables que partout ailleurs. Tout, jusqu'aux vêtements et aux chaussures, jusqu'à la composition typographique, s'y fait mécaniquement. Le forgeron, le tisseur, le couseur à la main deviennent, malgré Ruskin, des singularités.

Les anciennes distinctions, maîtres, compagnons, apprentis, ont disparu ; tous les travailleurs sont entrés dans une même classe, celle des gens qui n'ont que leur salaire pour vivre et qui ne possèdent aucun droit sur les instruments ni sur le produit de leur travail. Entre ouvriers industriels, les seules différences sont faites par le chiffre et surtout par le degré de régularité du salaire. Aussi l'ancienne distinction entre *skilled* et *unskilled labourers* (ouvriers qualifiés et non qualifiés) a-t-elle changé de sens. L'*unskilled* est toujours le manœuvre, celui qui ne trouve pas de travail, ni par conséquent de subsistance régulière. Le *skilled* est celui que son salaire peut faire vivre ; dans cette catégorie on voit, à côté des qualifiés d'autrefois, mécaniciens, menuisiers, etc., des ouvriers qui n'étaient pas qualifiés au commencement de ce siècle, tels que les

1. Les grands centres d'industrie sont : *Galles-Sud*, houille ; *Midlands* (centre), houille, fer (Birmingham), bonneterie (Nottingham), etc. : *Lancashire* et *Cheshire*, houille, coton (Manchester), constructions navales (Liverpool) ; *Yorkshire*, houille ; laine (Leeds), acier (Sheffield) ; *Durham* et *Northumberland*, houille pour l'exportation (Newcastle). En Écosse les bassins houillers s'étendent entre la Clyde et le Forth. Glasgow est à la fois le Birmingham, le Manchester et le Liverpool d'Écosse.

mineurs et les fileurs et tisseurs. Cela tient à ce que ces travailleurs, réunis en nombre par le développement croissant de la grande industrie, ont été amenés par les conditions économiques elles-mêmes à s'associer, et à obtenir par une action commune des améliorations à leur situation d'abord très misérable. Ainsi s'explique ce paradoxe apparent que les cotonniers[1] « complètement mis au service du machinisme », tiennent pourtant un des premiers rangs parmi les *skilled.*

L'ouvrier qualifié anglais est, de tous ceux d'Europe, celui qui reçoit les salaires les plus élevés et celui qui a la journée de travail la plus courte. Dans tous les exemples cités par les statisticiens, leur salaire dépasse 25 fr. par semaine, c'est-à-dire ce que les démographes anglais considèrent comme « l'étalon de vie » (*standart of life* [2]). Les salaires ont monté sans cesse dans le cours de ce siècle à mesure que l'industrie anglaise se développait. Il faut pourtant remarquer que la vie est parfois plus chère pour l'ouvrier anglais que pour le français. A cause de la grande propriété, on ne voit pas en Angleterre comme en France un mineur ou un fileur ayant un jardin, un pré avec une vache, une vigne ou un champ. L'ouvrier anglais est obligé d'acheter toute sa subsistance. La moitié de son salaire passe en nourriture.

1. Voir Schulze-Gaevernitz, *La grande industrie, son rôle économique et social étudié dans l'industrie cotonnière* (trad. franç.), Paris, Guillaumin, 1896, in-8°.

2. Sur les salaires, voir plusieurs publications du *Chief Labour Correspondent.* Sur les budgets ouvriers, le même a publié, en 1889, des *Returns of Expenditure by workingmen.* (Réponses à des questionnaires.)

Plusieurs membres de l'*Economic Club* de Londres, parmi lesquels le célèbre statisticien Charles Booth, publient depuis 1895 des *Family Budgets* suivant la méthode monographique. On en trouvera des fragments traduits dans la *Réforme sociale* (2e semestre 1896).

La réduction des heures de travail est l'avantage le plus réel de l'ouvrier anglais qualifié. Sa journée varie de 10 ou 12 heures à 7 h. 1/2 et même 6 heures (mineurs de Durham et Northumberland). Un mouvement général se fait depuis quelques années en faveur d'une loi établissant la journée de 8 heures[1], au moins dans les mines et sur les chemins de fer. L'amirauté et plusieurs particuliers l'ont déjà introduite dans leurs ateliers.

Les *unskilled* comprennent 1.033.000 journaliers et manœuvres qui ne peuvent trouver un travail régulier. Tels sont les portefaix des docks[2], *dockers* (environ 55.000 en Angleterre dont 14.500 à Londres), les chauffeurs et matelots du commerce. Ceux-là forment dans les grands ports des masses compactes toujours en quête d'emploi. Quand un navire arrive, il est pris d'assaut par les plus forts qui conquièrent le droit de le décharger et de gagner leur vie pendant quelques jours. D'après les dépositions faites devant la *Commission on Labour*, les dockers qui demandent de l'emploi chaque matin à Londres sont 10.000 environ, et l'on en prend habituellement 3.000. Les jours de brouillard, on n'emploie personne. Les salaires sont élevés, mais le *docker* travaille en moyenne une semaine sur six. Il arrive à gagner 45 à 50 francs par mois et même moins avec un salaire de 8 à 10 francs par jour d'emploi.

Le *docker* est le type de l'*unskilled*. A côté, et parfois au-dessous de cette catégorie de travailleurs, se rangent

1. Sur la réduction des heures de travail, voir pour les enquêtes officielles et les lois, le catalogue King. Parmi les innombrables livres et brochures publiés par des particuliers, S. Webb and Cox, *The Eight Hours Day*, Londres, W. Scott, 1891, in-12, et J. M. Robertson, *The Eight Hours Question*, Londres, Sonnenschein, 1893, in-12.

2. *Musée social*, *Circulaire* n° 9 de la série A.

ceux qui sont exploités par le *sweating system*. « Le *sweating system*[1] (système de la suée) consiste, suivant la définition de la *Royal Commission on Labour* à faire travailler de longues journées pour un faible salaire et souvent dans les plus mauvaises conditions de salubrité ». Il a pour cause le marchandage et le travail aux pièces. L'employeur, au lieu de faire les frais d'un grand atelier, se borne à recueillir les produits du travail pour les vendre en gros ou en détail. Pour la fabrication, il traite à forfait avec un entrepreneur (marchandage) et celui-ci partage le travail, moyennant un prix très minime, à des malheureux qui le font chez eux. Ce système a pour conséquence de réduire au plus bas point le salaire des ouvriers, puisque les entrepreneurs se disputent les commandes à force de rabais et qu'ils tâchent ensuite de faire un bénéfice en le prélevant sur le prix qu'ils donnent par pièce. Londres est en Angleterre, et même en Europe, un des grands centres du *sweating system*.

Le vrai domaine du *sweating system* ce sont les industries de l'habillement. Il a pour victimes les étrangers entassés dans l'East End, particulièrement les juifs russes et les immigrants femmes dans les mêmes quartiers et un peu partout.

Dans l'East End la cordonnerie occupait, en 1891, 18.000 personnes, l'habillement 21.866 dont 12.836 femmes. (A Londres, 27.474 h. et 24.872 f.) Le travail est fait tantôt par des ouvriers groupés qui payent chacun, sur leur salaire,

1. Pour le *sweating system* en Angleterre, voir les publications de la Commission du travail. Pour le *sweating system* à Londres, et en général pour la misère ouvrière dans la capitale, les 7 volumes de statistiques publiés par un groupe d'enquêteurs sous la direction de M. Charles Booth et intitulés : *Life and Labour of the People in London*, Londres, Mac Millan, 1892-1896.

1 fr. 25 par jour leur place à l'atelier, tantôt par les petits patrons qui prennent l'entreprise, tantôt par des ouvriers, surtout des femmes qui vont chercher l'ouvrage chez les entrepreneurs des grands magasins. Le travail dure en moyenne de treize à quatorze heures par jour pour les hommes, douze heures pour les femmes. La morte saison réduit en moyenne le nombre de jours d'emploi par semaine dans toute l'année à quatre jours pour les bons ouvriers, à deux jours et demi pour les médiocres, c'est-à-dire pour la grande majorité.

On voit que même les ouvriers qui gagnent de gros salaires ne sont qu'en apparence dans une situation favorable puisque le chômage est si fréquent. Que penser des malheureuses femmes qui cousent chez elles pour 20 centimes, 10 centimes, 7 centimes et demi par heure. Leurs salaires tombent à 10 francs, 7 fr. 50 et même 3 fr. 65 par semaine[1]. C'est la mort de faim même dans les périodes de travail.

Sur 4.000 pauvres assistés par les bureaux de bienfaisance à Londres, M. Booth a compté 4 0/0 de vagabonds professionnels, 12 0/0 d'ivrognes, 27 0/0 de malades ou de surchargés d'enfants, 35 0/0 d'ouvriers sans travail par la faute des circonstances.

L'état normal d'une grande partie de la population des centres ouvriers anglais, c'est de rester au-dessous du *standard of life*, et par conséquent de tomber dans la catégorie des pauvres assistés. Cette classe augmente dans les agglomérations industrielles en proportion très supérieure à l'augmentation de la population.

1. Hobson, *Problems of Poverty*, p. 68.

M. Booth a proposé pour Londres une classification des ouvriers qui gagnent moins de 21 shellings, 26 fr. 25, par semaine, c'est-à-dire sont au-dessous du *standard of life*.

Il a fait l'enquête sur toute la population des quartiers pauvres de l'East End.

Il y a trouvé, sur 891.539 personnes, 316.000, soit 35 0/0, gagnant moins de 26 fr. 25 par semaine. Et voici comment ils se répartissent :

Classe A. Vagabonds et criminels (les barbares). 11.000 = 1 $\frac{1}{4}$ 0/0.

Classe B. Très pauvres gagnant 18 sh. et moins par semaine, mais sans régularité. 100.000 = 11 $\frac{1}{2}$ 0/0. (Un grand nombre de femmes.)

Classe C. Pauvres gagnant de 18 sh. à 21 sh. (26 fr. 50) par semaine, mais irrégulièrement. 75.000 = 8 0/0.

Classe D. Gagnant à peu près régulièrement le *standard of life*. 129.000 = 14 $\frac{1}{2}$ 0/0.

En réalité, d'après M. Booth, il y a 77 0/0 de la population de l'East End qui n'est jamais sûre du lendemain, parce qu'elle n'est pas à l'abri du chômage. Pour ces condamnés à l'irrégularité on pourrait refaire la comparaison que Taine applique au paysan français d'avant 1789.

On peut penser dans quelles conditions matérielles et morales vit une semblable population.

D'après la minorité de la *Commission on Labour*, en Angleterre et Pays de Galles, 2 millions $\frac{1}{2}$ de prolétaires vivent dans des logements surpeuplés. 20 à 23 0/0 de la population totale des grandes villes n'auraient qu'une chambre par famille. — A Londres, 250.000 personnes, dont 100.000 enfants, vivent dans ces conditions. Dans le quartier juif de l'East End, l'encombrement est poussé à l'extrême.

On ne compte pas moins de 227 personnes par acre (40 ares ½)... et l'on entasse entre quatre murs le plus d'êtres humains que les salles en peuvent contenir. Il arrive souvent que les ouvriers, même étrangers à la famille du patron, n'ont pas d'autre logement que l'atelier lui-même. Ils s'y étendent sur des lits improvisés, entre la table à presser, les machines à coudre et des tas de vêtements, de sorte qu'il n'y a ni aération pour la pièce, ni changement d'atmosphère pour l'ouvrier[1].

Plus surpeuplés encore sont les quartiers ouvriers de Gateshead. On désigne en Angleterre, sous le nom de *slums*, les taudis où vivent les misérables des villes, demeures sans air, malpropres et malsaines, dont l'horreur s'augmente encore de l'absence de toute habitation digne d'un être humain. Dans les villes anglaises plus que dans les nôtres, les quartiers pauvres sont exclusivement peuplés par les pauvres; les riches et la classe moyenne émigrent à la campagne. A Glasgow, toutes les maisons des gros négociants du XVIIIe siècle, celles où se passe en partie l'action de *Rob Roy*, ont été délaissées par les héritiers de ceux qui les avaient bâties; on les a divisées par de mauvaises cloisons et louées aux misérables qui s'y entassent dans des cases étroites et mal closes, de la cave jusqu'aux combles.

L'alcoolisme, les maladies contagieuses, tous les maux qu'engendre la misère, ravagent la population des *slums* et l'abîment dès l'enfance. Malgré la prospérité relative des ouvriers qualifiés, le paupérisme, produit dans la société actuelle par le développement de l'industrie à machines, est toujours plus affreux en Angleterre que partout ailleurs.

La misère ouvrière est née en Angleterre avec l'industrie à vapeur. Au début, la situation des travailleurs des mines, des filatures, des grandes usines en général était épouvan-

1. LAVOLLÉE, *Les classes ouvrières en Europe*, t. III, p. 338.

table. Quand le gouvernement anglais, en 1840, fit faire une enquête sur la condition des ouvriers, un grand fabricant de machines, James Nasemyth, exposa qu'il avait souvent augmenté ses bénéfices en remplaçant les hommes faits par des apprentis. Quand on lui demanda ce que devenaient les ouvriers renvoyés et leurs familles : « Je l'ignore, répondit-il, mais je m'en remets pour cela à l'action des lois naturelles qui régissent la société. »

Si les ouvriers des usines ont modifié en leur faveur les conditions économiques et l'opinion générale, cela vient, comme nous l'avons dit, de l'action longue et persévérante de leurs associations. Généralement ils ont réussi à traiter de gré à gré avec les patrons. C'est la politique unioniste traditionnelle, le *self help* (aidez-vous vous-mêmes). Ainsi sont traitées habituellement les questions de salaires. Pour la diminution des heures, la protection des femmes et des enfants, l'hygiène des ateliers, et les conditions du travail en général, les Parlements anglais ont voté, depuis 1802, une série de lois (*Factory Acts*), qui sont un des codes ouvriers les plus complets [1]. Ils ne sont restés en arrière des législations analogues que sur deux points : la responsabilité des patrons en cas d'accident [2] et les caisses de retraites. Encore leur retard sur ces matières n'est-il qu'apparent, car les trade unions sont assez riches pour y pourvoir; c'est le *self help* qui assure la vie des invalides du travail. Nous trouvons donc dans les associations ouvrières l'origine de tous les avantages dont jouissent les ouvriers qua-

1. Voir sur la législation ouvrière de l'Angleterre et en même temps sur celle des principaux pays industriels une bibliographie très étendue dans la *Circulaire du Musée Social*, série B, n° 1.

2. Une loi sur la responsabilité des patrons, proposée par le dernier ministère libéral, a été rejetée par le Parlement (1893).

lifiés. Mais le syndicat, puissant dans les moments où le développement de l'industrie permet aux ouvriers de faire aux patrons certaines conditions, n'assure pas la garantie de ces conditions dans les moments de malaise économique. Or la grande crise qui a frappé l'industrie et le commerce européens depuis vingt années fait sentir ses effets en Angleterre. Toute l'industrie et le commerce anglais étaient fondés sur la fabrication d'objets manufacturés pour le marché du monde. Mais les nations clientes sont devenues à leur tour industrielles et se ferment aux produits anglais. Les pays pourvus de houille comme l'Allemagne ont suivi l'exemple de l'Angleterre et lui font concurrence. Les exportations ont baissé depuis 1894. L'extraction de la houille se maintient difficilement au niveau qu'elle avait atteint. Les *skilled*, comme les *unskilled*, sont frappés par le chômage qui résulte de la crise et les sans-travail[1] se recrutent dans les deux catégories. De là une politique unioniste plus aggressive que par le passé. De là les grandes grèves des cotonniers du Lancashire (1892), des mineurs de Grande-Bretagne (1893), des ouvriers des constructions navales (1895). De là une réaction contre les comités de conciliation. De là, enfin, un appel à l'État pour garantir par une loi un salaire honnête (*fair wage*)[2]. Nous reviendrons sur ces manifestations d'un nouvel état d'esprit, car, dans l'histoire contemporaine des trade unions,

1. Depuis quelques années on a écrit beaucoup en Angleterre sur la question des sans-travail. L'un des ouvrages récents les plus utiles à consulter est J.-A. Hobson, *The Problem of the unemployed*. Londres, Methuen, 1896, in-12.

2. Le principe du *fair wage* a été voté en 1891 par la Chambre des Communes pour les travaux faits par les administrations publiques. Le conseil de comté de Londres l'applique en définissant le mot vague de *fair wage* par « salaire au taux fixé par le syndicat ».

nous allons distinguer, après une longue période de paix, une crise d'opinion amenée par le malaise économique que nous venons d'indiquer, et surexcitée par la propagande socialiste.

II. Trade Unions : Définitions et origines. — « Une trade union, écrivent M. et Mme Webb[1], est un groupement permanent de salariés, en vue de garantir et d'améliorer les conditions de leur contrat de travail. » Les trade unions sont, comme nos syndicats, composées exclusivement d'ouvriers et destinées à appuyer des revendications exclusivement ouvrières. Elles ne ressemblent pas plus que nos syndicats aux guildes, aux corporations du moyen âge et des derniers siècles, où les apprentis et les compagnons étaient groupés sous les maîtres, et où les maîtres seuls déléguaient quelques-uns des leurs pour administrer la

1. Sidney and Beatrice Webb, *The history of the Trade Unionism*, Londres, Longmans, Green and Co, 2e édition, 1896, in-8°, p. 1. Ce volume, consacré à l'histoire du trade unionisme depuis le XVIIIe siècle jusqu'à nos jours, contient la statistique de l'état actuel des diverses unions, une carte de densité des unionistes en Angleterre et Pays de Galles, un répertoire méthodique, une bibliographie très complète. C'est un ouvrage définitif fait avec méthode et critique et fondé sur les meilleures références. Il vient d'être traduit en français, Paris, Giard et Brière, in-8°. Il sera suivi d'un second volume sur l'organisation et le fonctionnement du trade unionisme présent. La lacune qui existait sur ce point vient d'être comblée par le tome I de la Bibliothèque du Musée Social, intitulé : *Le trade unionisme en Angleterre* par Paul de Rousiers, avec la collaboration de MM. de Carbonnel, Festy, Fleury et Wilhelm, Paris, Colin, 1897, in-18. Ce sont les comptes rendus très positifs et exposés avec beaucoup d'intérêt et de clarté de diverses enquêtes personnelles. Les auteurs, non socialistes, marquent pour la méthode du vieil unionisme une préférence qui ne fait aucun tort à leur impartialité.

Il y a moins à tirer des deux livres de George Howel, *Conflicts of labor and capital*, Londres, Macmillan, 2e éd., 1890, in-12, et *Trade Unionism, old and new*, Londres, Methuen, 1891, in-12 (trad. en franç. sous le titre : *Questions sociales d'aujourd'hui. Le passé et l'avenir des trade unions*, Paris, Guillaumin, in-8°).

communauté. Les unions sont des créations modernes, parues dans une société où le développement de la grande industrie avait définitivement séparé la classe des employés de celle des employeurs et avait mis en opposition les intérêts de la première et ceux de la seconde. La guilde ou la corporation suppose que l'apprenti peut s'élever à la maîtrise. L'union ou le syndicat sont la preuve que l'échelle est rompue entre salariés et patrons. Des guildes aux unions, institutions si différentes, il n'y eut point de filiation[1]. En Angleterre, les premières s'éteignirent au cours du XVIIIe siècle; à la même époque, les secondes commençaient à se constituer.

Le Parlement, composé d'aristocrates et d'industriels, ne leur était point favorable; il essaya de les étouffer systématiquement dans la période de réaction qui marqua l'époque des coalitions contre la République française et contre Napoléon. La loi anglaise de 1799, analogue à la loi française Le Chapelier (1791), mais infiniment plus dure dans la répression, interdisait toutes les coalitions d'ouvriers. D'après cet acte, disait en 1875 un membre de la Chambre Haute, « un seul patron pouvait congédier tous ses employés à la fois, s'ils ne voulaient pas accepter les conditions qu'il leur proposait; mais c'était un crime pour les ouvriers de quitter ensemble un patron qui se dérobait à leurs réclamations ».

1. La filiation des guildes aux unions a été soutenue par M. George Howell dans la première partie du livre *Conflicts of labor and capital*. L'auteur reproduisait en les exagérant et en les déformant des hypothèses présentées par le Dr Lujo Brentano, *History of Gilds and Origin of Trade Unions*, Londres, Kegan Paul, 1870, in-8o. Cet ouvrage qui présente un grand intérêt historique, avait d'abord paru comme préface d'un recueil de textes relatifs aux guildes anglaises du moyen âge. M. et Mme Webb ont fait la critique de la filiation supposée dans le chapitre I de leur ouvrage cité plus haut.

La prohibition fut presque entièrement levée par les lois de 1824 et 1825. Alors les organisations ouvrières, subitement développées, prirent une allure révolutionnaire [1]. Après l'échec des diverses tentatives de grève générale, après la chute de l'owenisme et du chartisme, les ouvriers se mirent à se grouper uniquement sur des questions professionnelles et pour des secours mutuels. Le « Nouveau Modèle » de syndicat fut donné par l'amalgamation, encore florissante, des mécaniciens, que forma en 1851 l'agglomération d'associations locales dont plusieurs existaient depuis plus de vingt ans.

A cette époque commence véritablement l'ancien trade unionisme, qui est toujours vivant.

Nous disons « l'ancien » pour le distinguer du « nouveau », car les associations professionnelles anglaises se partagent en deux catégories qui sont, en allant de la plus conservatrice à la plus socialiste et en même temps de la plus nombreuse à la plus faible : 1° les anciennes trade unions formées avant le développement de la propagande socialiste et dirigées par des libéraux ou des radicaux ; 2° les nouvelles trade unions nées, comme nos syndicats, au moment où le socialisme se répandait, et, comme eux, pénétrées de l'esprit socialiste.

III. L'ancien Trade Unionisme. — L'ancien trade unionisme comprend presque toutes les unions formées avant 1889. En général, elles ont leurs premières origines après la loi de 1824 et elles commencent à prendre leur forme actuelle à partir de 1850. Les premières furent d'abord isolées ; puis celles de Londres organisèrent, à partir de 1861, un conseil supérieur permanent (*London Trades*

1. Voir le chapitre II de ce livre..

Council) dominé par la « Junta », groupe de cinq leaders, tous d'origine ouvrière. Le but de la « Junta » était d'obtenir que les unions fussent reconnues et garanties par une loi. Sollicité par les amis et les adversaires des syndicats, le Parlement institua en 1867 une commission parlementaire pour étudier le cas ; les libéraux, en 1871, les conservateurs, en 1875, supprimèrent les dernières prescriptions du Code pénal qui gênaient le développement des unions. 1875 fut la grande année où disparurent les derniers obstacles qui s'opposaient au développement des associations corporatives. Ce résultat était surtout l'œuvre des londoniens.

En même temps, les provinciaux créaient les congrès annuels des unions, à la suite de quelques efforts analogues à ceux de la capitale. De 1863 à 1867, des conseils généraux de métiers semblables à celui de Londres avaient été institués dans les villes manufacturières, à Glasgow, à Sheffield, à Liverpool, à Édimbourg, à Manchester. Les mécaniciens, les fileurs et les tisseurs, les mineurs avaient commencé à grouper leurs syndicats isolés en ces fédérations ou unions qui sont aujourd'hui les organisations ouvrières les plus puissantes du Royaume-Uni.

Après avoir centralisé dans chaque profession, on voulut centraliser aussi dans tout le royaume.

Au commencement de 1868, le conseil des métiers de Manchester prit l'initiative du premier congrès des trade unions, qui fut tenu pendant le mois d'avril de la même année, à Manchester. On y comptait 34 délégués, dont un seul appartenait au *London Trades' Council.*

En août 1869, un deuxième congrès se tint à Birmingham. Enfin le troisième en date et le premier véritablement important fut celui de Londres, en mars 1871. Tous

les leaders de la capitale et des comtés s'y trouvèrent réunis. On décida que le congrès aurait lieu régulièrement chaque année et que, dans l'intervalle des sessions, les intérêts de la classe ouvrière seraient confiés à un comité, appelé *Parliamentary Committee*, chargé surtout de réclamer au Parlement le vote de lois favorables aux travailleurs et de soutenir au besoin des candidatures ouvrières.

Désormais le cadre du mouvement trade unioniste était créé. Au sommet, un congrès annuel, pouvoir législatif qui discute les intérêts de la classe ouvrière, qui a l'initiative des propositions de lois et de réformes à présenter aux Chambres et qui nomme pour une année les membres qui composeront le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le comité parlementaire. Ces douze ministres sont appointés régulièrement : les députés envoyés aux congrès ont leur voyage payé et reçoivent une indemnité.

Les deux pouvoirs centraux émanent des différentes trade unions. Parmi ces sociétés, la plupart sont demeurées isolées, bornées à une ville ou à un district et ne comprenant qu'un petit nombre de membres. D'autres, les plus anciennes, se sont groupées par professions et ont formé ce que l'on appelle des amalgamations. Quand les amalgamations de diverses professions similaires réussissent à se grouper à leur tour, elles constituent ce que l'on appelle une fédération ou une union nationale. Les principales amalgamations sont celles des mécaniciens (*Amalgamated Society of Engineers*), le « nouveau modèle » de 1851 (83.980 membres), celle des fileurs (*Amalgamated Association of Operative Spinners*) fondée en 1853 (18.131 membres), celle des tisseurs des comtés du nord (*Northern Counties' Amalgamated Association of Weavers*) avec 83.325 membres, celles des

charpentiers et menuisiers (*Amalgamated Society of Carpenters and Joiners*) avec 44.000 membres, celle des employés des chemins de fer (*Amalgamated Society of Railway Servants*) avec 40.018 membres, celle des tailleurs (*Amalgamated Society of Tailors*) avec 15.005 membres [1].

Ces amalgamations sont formées de branches répandues à travers tous les comtés du Royaume-Uni. Certaines mêmes, celles des mécaniciens et des charpentiers par exemple, s'étendent aux colonies anglaises et jusqu'aux pays où les ouvriers anglais émigrent en groupes assez compacts, États-Unis, Transwaal. Presque toutes ces amalgamations se trouvent en face d'autres amalgamations concurrentes, comme elles représentées au congrès annuel, mais beaucoup plus faibles. Enfin elles laissent en dehors d'elles plusieurs syndicats locaux : mais le nombre de ces groupements isolés diminue par suite de la propagande des amalgamations rivales.

Le projet d'une union nationale comprenant toutes les amalgamations similaires n'a été réalisé que par un petit nombre de professions. La première en date fut l'union nationale des mineurs (*National Union of Miners*) fondée en 1863 ; elle s'est scindée (1889) en deux groupements rivaux : le nom ancien a été conservé par l'association de toutes les trade unions minières du Durham et du Northumberland (76.000) ; les syndicats miniers du centre (Midlands) auxquels se sont joints une partie des différents comtés

1. Le nombre des membres est donné d'après le tableau statistique publié pour le congrès des T. U. de 1896. Chaque union, devant payer 25 fr. par 1.000 membres, n'a donné que les chiffres des membres qui sont strictement en règle ; peut-être même ont-ils été abaissés.

Depuis 1887, le *Chief Labour Correspondent* publie un *Annual Report on Trade Unions.*

d'Angleterre, du Pays de Galles, de l'Écosse [1], ont formé la fédération des mineurs de Grande-Bretagne (*Miners' Federation of Great Britain*), fédération de fédérations qui forme la plus importante masse d'ouvriers organisés dans le Royaume-Uni, « le moderne colosse des unions [2] ». Il n'y a pas de fédération nationale qui puisse rivaliser par le nombre avec celle des mineurs.

Les unions et les amalgamations reçoivent un tant pour cent sur les cotisations des unionistes qui composent les éléments dont elles sont formées. Elles ont un comité, un secrétaire général et plusieurs fonctionnaires appointés. Elles tiennent des congrès périodiques dont elles publient les comptes rendus.

L'union des mineurs et les grandes amalgamations dominent en général les congrès des trade unions parce que leurs délégués, à la suite d'une entente préalable, y votent tous d'accord. Cependant le nombre des unités plus faibles est assez considérable dans les congrès pour que les décisions ne puissent être prévues d'avance et pour que les débats soient une véritable lutte et non une comédie parlementaire. Le nombre total des syndiqués anglais est d'environ 1.500.000. C'est un quart de la masse totale des ouvriers anglais, proportion beaucoup plus forte que dans tout autre pays. Le rapport des syndiqués aux non syndiqués s'augmentera énormément en faveur des premiers si l'on se rappelle que le vieil unionisme (c'est-à-dire plus des trois quarts des ouvriers

1. Voir De Rousiers, *Le trade unionisme*, p. 220. D'après un document tout récent, l'auteur évalue le nombre des unionistes compris dans la *Miners' Federation* à 174.400. Encore ne comprend-il point parmi eux les membres de la fédération du S. O. qui ont donné leur adhésion en juin 1895.

2. Webb, *History of the Trade Unionism*, p. 393.

syndiqués anglais) ne recrute ses membres que parmi les qualifiés (*skilled*).

C'est, en effet, le caractère essentiel du vieil unionisme d'écarter les manœuvres et les catégories inférieures de travailleurs. Les mécaniciens, jusqu'en 1892, ont refusé d'admettre dans leur union les conducteurs de machines-outils ; les ouvriers du bâtiment ferment leurs sociétés à leurs aides ; ceux des fileurs ont une organisation spéciale subordonnée à la trade union des ouvriers qualifiés. On explique cette exclusion par la nécessité de n'avoir que des membres en état de payer la cotisation élevée qu'exige l'union. Elle s'élève en moyenne à 1 fr. 25 par semaine, somme à laquelle il faut ajouter un droit d'entrée et une contribution trimestrielle ou annuelle peu élevée pour les frais généraux. La contribution est payée chaque semaine et tout membre qui ne peut s'acquitter après un certain nombre de délais est impitoyablement exclu. Il est d'ailleurs rare que cette éventualité se produise. Nous avons déjà dit que les Anglais ont l'habitude dans leurs associations de payer régulièrement les cotisations. Si l'on tient compte du fait que les vieilles unions sont volontairement restreintes, on comprendra combien elles sont puissantes dans le terrain sur lequel elles se cantonnent. En Durham et Northumberland, presque tous les mineurs appartiennent aux branches de l'union nationale. La fédération des mineurs comprend en moyenne un mineur sur deux dans les comtés sur lesquels elle s'étend. L'amalgamation des fileurs compte 93 0/0 des ouvriers dans les districts de Lancashire où elle a des adhérents. La proportion est la même pour les mécaniciens à Liverpool et dans les environs de Newcastle [1].

1. De Rousiers, *Le trade unionisme*, pp. 220, 225, 271, 312.

Les vieilles unions sont donc formées de groupes solides d'ouvriers qualifiés payant des cotisations élevées. Leurs budgets sont considérables. En 1889, l'année où se formait le nouvel unionisme, l'amalgamation des mécaniciens encaissa 183,651 livres et dépensa 132,642 livres ; celle des ouvriers en chaudières encaissa 104,513 livres et dépensa 56,655 livres ; celle des charpentiers et menuisiers encaissa 75,069 livres et dépensa 39,824 livres[1].

Ordinairement les budgets des vieilles unions se règlent par un excédent de recettes considérable qui est déposé dans une banque, de sorte que ces associations ajoutent au montant de leurs cotisations l'intérêt d'une épargne toujours croissante.

Nous empruntons à M. Howell le tableau suivant qui totalise les dépenses faites par les 14 principales des anciennes unions depuis leur fondation jusqu'en 1889. (La plus vieille, celle des fondeurs, date de 1836 ; la plus jeune, celle des ouvriers maçons de briques, date de 1869.)

Secours accordés à la mort des membres		653,743	livres.
»	en cas de maladie	1,840,511	»
»	aux vieillards	895,076	»
»	en cas d'accidents	195,434	»
»	aux sans-travail	3,604,341	»

Les secours en cas de grèves ne s'élèvent qu'à 462.818 l. st. c'est-à-dire à moins de $\frac{1}{14}$ des dépenses totales.

On voit donc que ces associations sont des sociétés de secours mutuels plus que des instruments de lutte contre les patrons. Le contrat que souscrit chaque entrant ressemble à une police d'assurance[2]. On trouve dans

1. Howell, *Trade Unionism, old and new*, p. 225.
2. De Rousiers, *Le trade unionisme*, p. 75. Voir *ibid.*, pp. 264 et 313, les tableaux des secours payés par les mécaniciens et par les fileurs,

l'union l'assurance sur la vie et contre le chômage, la caisse de retraite pour les invalides du travail et pour la vieillesse, enfin tous les moyens d'assistance qui, dans les autres pays, sont fournis par l'État, les municipalités ou les sociétés particulières. On comprend maintenant pourquoi les unions se composent exclusivement d'ouvriers qui gagnent assez pour pouvoir acquitter de fortes cotisations ; on voit aussi les avantages qui poussent la majorité des travailleurs qualifiés à s'imposer les sacrifices d'argent qu'exige la participation à une trade union.

L'assistance mutuelle n'est qu'une partie du but de l'association corporative anglaise : en principe elle est faite avant tout pour défendre les intérêts collectifs des ouvriers contre les patrons ; mais, dans la pratique, le bon fonctionnement de l'assistance exige la stabilité et la paix, et cette nécessité a conduit les leaders ouvriers à résoudre les conflits entre travail et capital par la conciliation plutôt que par la guerre.

Ils cherchent à trancher les différends par des concessions mutuelles. L'accord existe entre les unions et les employeurs même dans des cas qui sembleraient au premier abord présenter l'oppression d'un des contractants par l'autre. Ainsi plusieurs unions ont obtenu que les patrons n'emploient point d'ouvriers non syndiqués, et même elles peuvent faire surveiller les ateliers et les chantiers importants par un délégué chargé de faire observer cette prescription. Mais, en échange, les unions garantissent la qualité du travail fait par leurs membres. « Les trade unions inter-

c'est-à-dire par deux des unions qui ont conservé l'ancien type à peu près intact.

Voir aussi un curieux article de M. Chamberlain, *The labour question*, dans le *Nineteenth Century* de novembre 1892.

disent à leurs membres de se servir de propos insultants pour le patron ; elles infligent des amendes à tous ceux de leurs membres qui menacent les patrons de la vengeance de l'union ; elles n'accordent aucune allocation aux ouvriers renvoyés pour avoir rompu leur engagement... Il existe au moins une puissante union qui paye aux patrons des indemnités pour l'ouvrage défectueux de ses membres et récupère les sommes sous forme d'amendes infligées à ceux-ci [1] ». Cette union est celle des ouvriers en constructions navales. Son cas n'est pas isolé.

Les tendances conciliatrices des unions éclatent dans les grèves colossales qu'elles ont faites. Nulle part ailleurs les organisations ouvrières ne disposent d'une force aussi grande qu'en Angleterre ; mais nulle part elles ne sont plus circonspectes à s'en servir et plus disposées à chercher la victoire dans les traités plutôt que dans les batailles. La grève des textiles en 1892, celle des mineurs en 1893 sont caractéristiques.

L'une et l'autre ont abouti à la formation de comités permanents de conciliation composés moitié d'ouvriers, moitié de patrons. Il semble que nous ayons là encore une victoire du *self help*, de la maxime vieille unioniste « Aide-toi toi-même, » opposée au socialisme d'État. Or, l'opposition n'existe plus, du moins chez les mineurs. En effet, la fédération des mineurs, tout en maintenant son comité de conciliation, réclame l'intervention législative sur deux points très importants : fixation par une loi d'un maximum d'heures de travail (8 par jour) et d'un minimum de salaire (8 sh. par jour au hâveur et une augmentation

1. Geoffrey Drage, *Eton and the labour question*, Eton, 1894, (cité par Max Leclerc, *Les professions et la société en Angleterre*, Paris, Colin, 1894, in-18, p. 246).

proportionnelle aux ouvriers inférieurs). Rappelons que la fédération des mineurs compte près de 400.000 membres, les 2/3 des mineurs de Grande-Bretagne.

Il est vrai que l'union nationale des mineurs (Durham et Northumberland) combat la Fédération sur ces deux points. La raison en est simple et peu doctrinale. Les mineurs adhérents à l'union ont la journée de 7 h. à 7 h. 1/2 ; ils travaillent pour l'exportation et par conséquent ne chôment pas l'été comme ceux du Centre. Leurs intérêts personnels et directs ne les poussent pas à rechercher le secours de l'État. Et pourtant, il n'est pas jusqu'à ces manchestériens par égoïsme qui ne commencent à désespérer de s'aider eux-mêmes. Ils avaient depuis plusieurs années des bureaux de conciliation mi-partis et permanents ; en 1896, les mineurs de Durham en ont, à deux reprises et malgré leurs leaders, voté la suppression parce que ces bureaux ne pouvaient qu'acquiescer aux réductions de salaires ; les ouvriers auraient voulu une opposition efficace. Où iront-ils la chercher sinon dans la même voie que les membres de la fédération ?

Il semble donc qu'on voie muer le vieil unionisme ; mais les signes extérieurs du changement ne sont pas encore assez marqués parce que l'ancienne génération est toujours au pouvoir dans les comités des unions et des fédérations.

IV. Les hommes et les mœurs des anciennes Unions. — A ne considérer que les leaders actuels du mouvement, on arriverait à croire que les trade unions continuent à reconnaître la division entre patrons et salariés comme un fait définitif et qu'elles bornent leur effort à assurer à l'ouvrier par des secours et par la défense des salaires la situation la moins mauvaise possible dans l'état actuel. En effet, tous

les députés « ouvriers » issus des trade unions se rattachent au parti gladstonien formé de la fusion des libéraux et des radicaux et refusent de se placer sur le terrain de la lutte de classes. Ils n'ont d'ouvrier que leur origine. Voici ce que le plus éminent d'entre eux, l'un des premiers ouvriers qui soient entrés au Parlement, M. Burt, écrivait en 1887 à ses électeurs du Northumberland :

Je suis, dit-il, « candidat ouvrier et radical ». Ce dont les ouvriers ont besoin, ce n'est pas d'une représentation de classe... La politique la plus sage pour nous est de travailler sérieusement et avec entrain de concert avec le parti radical [1].

M. Burt, d'abord ouvrier mineur, s'est élevé progressivement aux emplois salariés les plus élevés du trade unionisme et il a été élu membre du Parlement pour la première fois en 1874. Comme les fonctions de député sont gratuites en Angleterre, ses électeurs lui firent une rente de 12.500 francs par an ; cet usage s'étend à tous les candidats ouvriers d'Angleterre. Leurs mandants veulent que ces députés puissent tenir leur rang, s'habiller et se loger en gentlemen ; ils tiennent aussi à ce qu'ils consacrent tout leur temps à la besogne parlementaire sans en détourner rien pour leur travail ou une profession rétribuée. A Westminster, M. Burt vota toujours avec le parti Gladstone,ce qui lui valut d'être choisi comme sous-secrétaire d'état du commerce par le dernier cabinet libéral. En 1890, M. Burt avait organisé à Jolimont (Belgique) la fédération internationale des mineurs qui depuis tient un congrès chaque année. Le dernier (1896), à Aix-la-Chapelle, fut présidé par M. Burt.

1. *Musée social, circulaire* n° 6, série A, p. 116. Cette circulaire renferme une notice intéressante sur M. Burt.

M. Burt a été un des organisateurs de l'union nationale des mineurs. Cette union, par sa cohésion, a pu faire passer trois de ses membres à la Chambre des communes. Ce sont outre M. Burt, M. Fenwick, député du Northumberland, et M. John Wilson, député de Durham. Tous deux sont d'anciens ouvriers de la fosse parvenus à la Chambre après avoir passé par les grades des trade unions. Comme M. Burt, ils ont voté constamment avec le parti radical-libéral, ils ont défendu la doctrine économique du « laissez faire », ils ont conseillé aux ouvriers de s'aider eux-mêmes sans rien attendre du législateur. Il est à remarquer qu'ils ont reçu de vives et nombreuses critiques aux congrès des trade unions de 1895, à la suite desquelles M. Fenwick n'a pas été réélu secrétaire du comité parlementaire et a été remplacé dans ce poste par M. Sam Woods, de la fédération des mineurs de Grande-Bretagne, partisan des lois pour la journée de huit heures et le minimum de salaire.

Les députés ouvriers issus de la fédération des mineurs sont, en effet, devenus les représentants de l'intervention de l'État depuis que leur société s'est prononcée dans ce sens. Ils sont deux seulement, M. S. Woods et M. Pickard. La fédération en effet, quoiqu'elle compte dans toute l'Angleterre trois fois plus de membres que l'union nationale, n'a pas, comme cette dernière, ses forces groupées et massées sur un espace restreint. M. Pickard, né en 1842, fut d'abord ouvrier mineur, puis, à partir de 1873, secrétaire d'un des syndicats du Yorkshire, puis secrétaire général de tous les syndicats du comté groupés en une seule union; il travailla à réduire l'union nationale, trop modérée, dans les comtés de Durham et de Northumberland et à former contre elle la fédération qui s'étend sur tout le reste de l'Angleterre, et qui est, nous l'avons vu, le groupement de syndicats le

plus puissant en nombre des Iles Britanniques. Il a été avec M. Burt l'un des organisateurs de la fédération internationale des mineurs au congrès de Jolimont, et il est le secrétaire général de cette organisation. A côté des députés dont nous venons de parler, siège un cinquième élu des mineurs, William Abraham, membre de la fédération des mineurs du Sud de Galles. Voici sa caricature, par un socialiste[1].

Bien qu'il soit classé comme représentant libéral-ouvrier, « Mabon » est rarement très remarquable sur les questions ouvrières en dehors du pays de Galles. Il est d'abord un gallois, puis un libéral, enfin un représentant du travail. Fils d'un mineur, il travailla aux puits de Rhondda Valley jusqu'au moment où il devint secrétaire des mineurs (*Miners' agent*) en 1873. Il s'est beaucoup occupé de « l'échelle mobile » dont on se plaint dans les districts de la « fédération »[2] et il est une force de conciliation dans les questions ouvrières. Quoiqu'il ait dû combattre un capitaliste libéral pour gagner son siège dans la circonscription de Rhondda Valley en 1885, il n'en a pas gardé de rancune contre le parti, et ils l'ont lâché seulement quand ils l'ont trouvé trop fort pour eux. Il a une belle voix de ténor et sait chanter « les hommes de Harlech » en welsh.

Ces six mineurs forment à peu près toute la représentation directe des vieilles trade unions. M. Joseph Arch, organisateur d'unions de travailleurs des champs de 1872 à 1880, et député libéral de West-Norfolk depuis 1885, a

1. *Labour Annual* (1897), p. 219.
2. Les membres de la fédération réclamant le *living wage* légal, se plaignent de l'échelle mobile des salaires établie en pays de Galles et en général de toute fixation de salaires par la conciliation simple entre patrons et ouvriers. *Circulaire du Musée Social*, n° 6, série A, p. 101, note.

laissé les syndicats fondés par lui se désagréger, et ne s'occupe plus du mouvement corporatif. Celui qu'on a appelé le député-paysan n'est plus qu' « un reste de volcan éteint »[1].

Bien que l'union nationale des instituteurs soit admise au congrès des unions, on ne peut guère considérer M. J. H. Yoxall, secrétaire général de cette association et député libéral pour Nottingham depuis 1895, comme un représentant sorti de la classe ouvrière. Outre les précédents, on pourrait nommer sept ou huit députés qui ont été élus dans les grandes villes avec un programme où les *Labour questions* tenaient quelque place. Ils sont sortis des classes moyennes. Tous appartiennent au parti libéral à l'exception d'un seul, Ernest Gray, représentant de North West Ham.

Au-dessous des députés, l'état-major des unions, c'est-à-dire le comité parlementaire, et au-dessous de lui les comités des grandes fédérations et leurs fonctionnaires, tels que les secrétaires des mineurs (*miners' agents*), nous montrent une aristocratie du travail, convenablement rémunérée, soucieuse de la correction de sa tenue, ayant quitté les vêtements ouvriers en même temps que les outils, parlant gravement, commandant avec l'autorité et souvent avec la tyrannie d'un patron, enfin d'opinion politique libérale et systématiquement opposée à la révolution et même à la plupart des propositions du socialisme pacifique. Le point de vue auquel ces leaders se placent habituellement est précisément celui des adversaires du socialisme. Ils réclament de « justes salaires pour un juste travail », et par là ils reconnaissent comme un fait définitif l'exis-

1. *Labour Annual* (1896), p. 195.

tence du salaire, et comme une chose légitime, le profit du capitaliste.

Le type de ces personnages est, par exemple, M. Knight, secrétaire général de l'union des ouvriers en chaudières et constructions navales tel que nous le dépeint M. André Fleury[1]. « M. Knight peut être considéré comme un dictateur, comme un maître absolu... A voir M. Knight, à le fréquenter, on croirait difficilement se trouver en présence d'un homme ayant travaillé pendant de longues années. » Quand les patrons discutent avec M. Knight, « c'est l'ambassadeur de France traitant avec l'ambassadeur d'Angleterre ».

Les leaders de trade unions sont devenus des personnages et ils en tiennent le rang. Il faut les entendre blâmer le costume trop ouvrier de certains leaders socialistes, déclarer que le Parlement français n'eût pas dû tolérer la blouse de Thivrier, ni le Parlement anglais la casquette de Keir Hardie. Ils prennent au sérieux les mœurs, les habitudes extérieures de la classe à laquelle ils sont parvenus. Ils en deviennent les soutiens. La morale spiritualiste et la religion n'ont pas de plus fermes défenseurs qu'eux. Pickard, Fenwick et beaucoup d'autres ont commencé par être des prédicateurs libres qui allaient prêcher l'Évangile dans des réunions du dimanche. Les membres anglais de la fédération internationale des mineurs se scandalisent de l'anticléricalisme des Français, des Belges, des Allemands, affiché dans les congrès annuels. Enfin ils réalisent à tel point l'idéal du gentleman anglais que le ministère libéral a pensé à eux quand il a voulu choisir les magistrats et les fonctionnaires locaux en dehors des grands propriétaires

1. *Circulaire du Musée social*, série A, n° 6, pp. 123 et 127.

qui en étaient, de tradition, l'exclusive pépinière. Un grand nombre de leaders des vieilles unions ont été nommés juges de paix dans les districts houillers et manufacturiers.

Le congrès annuel des trade unions est entré dans la considération publique et dans les faveurs officielles en même temps que les individus qui le dirigent. Il est accueilli et honoré par la ville qu'il a choisie comme le serait un congrès de savants ou d'industriels. Même il n'est pas rare qu'un des orateurs, le président parfois, fasse ressortir le contraste entre les protestations qui s'élevèrent contre les premiers *Trades' Congresses* et les témoignages de satisfaction qui partent des mêmes rangs à l'adresse de ceux d'aujourd'hui. Il est plus commun encore que les partisans de la lutte de classes raillent ce qu'ils appellent l'embourgeoisement des ouvriers anglais. Voici comment M. Aveling, gendre et disciple de Marx, esquisse en charge l'ouverture de l'avant-dernier congrès, qui eut lieu à Cardiff, en septembre 1895[1].

Un fait qui paraîtra étrange aux lecteurs français, c'est que, le dimanche qui précéda l'ouverture du congrès de Cardiff, on prêcha dans les églises principales des sermons sur le trade unionisme, ou, pour être plus exact, sur le socialisme, car ce fut là le texte de tous ces hommes de Dieu. Pour comprendre cela, il faut connaître nos mœurs et l'hypocrisie religieuse qui s'infiltre dans toutes les couches de la société. Il ne faut naturellement pas oublier qu'il y a des raisons historiques à ce mélange étrange des questions économiques et sociales avec la question religieuse. Les mouvements révolutionnaires ont très fréquemment, en Angleterre, pris une forme religieuse, par exemple le mouvement des Lollards,

1. *Devenir Social*, n° d'octobre 1895. M. Aveling a rendu compte du congrès de 1894 dans l'*Ère nouvelle*, n° de novembre 1894.

la révolte contre les Stuarts, la révolte contre les parlementaires. Toujours est-il que c'est un spectacle étrange que tous ces prêtres, débitant solennellement des fadaises sur le travail et le socialisme, et essayant de convaincre leurs auditeurs et de se convaincre eux-mêmes que la question religieuse est au cœur du mouvement ouvrier...

Un autre fait qui ne paraîtra pas moins étrange aux lecteurs du continent, c'est la présence, au bureau, du maire de Cardiff, c'est la présence d'un grand nombre d'ouvriers à une réception que le maire donna en leur honneur. Il était entouré d'un certain nombre de messieurs vêtus avec élégance, et qui avaient l'air de se trouver satisfaits de vivre du surtravail des ouvriers de Cardiff et d'ailleurs. Si l'invitation avait été faite par un conseil municipal socialiste, cela paraîtrait naturel, mais ce maire est un bon bourgeois qui fait argent des ouvriers en leur vendant du vin. Il n'a aucune idée du mouvement et il soutiendrait sérieusement qu'il a fait sa fortune honnêtement et non aux dépens de la classe ouvrière. Il faut mentionner encore que, le premier jour du congrès, presque tous les congressistes allèrent en excursion en bateau à vapeur et prirent part à un excellent déjeuner aux frais du marquis de Bute, un des plus grands propriétaires fonciers anglais.

Observons qu'il y avait à Cardiff une forte minorité de nouveaux unionistes et un certain nombre de socialistes révolutionnaires. Cependant le vieil unionisme restait toujours assez fort pour conserver au congrès sa couleur habituelle.

Le dernier congrès, tenu à Édimbourg du 7 au 12 septembre 1896, fut dans la même note[1]. A l'ouverture du congrès furent célébrés plusieurs services religieux qu'annonçait le programme officiel. La première séance du congrès fut ouverte par M. Cowey de la fédération des

1. Voir le compte rendu très complet de ce congrès publié dans la *Circulaire du Musée Social*, série A, n° 8. L'auteur est un partisan du vieil unionisme.

mineurs, président du comité parlementaire. M. Cowey présenta à l'assemblée le maire et le conseil municipal d'Édimbourg qui venaient en corps, selon l'usage, saluer le congrès des unions. Le maire fit à l'adresse des délégués un long compliment fort élogieux. On était loin de la séance d'ouverture du congrès socialiste international de Londres que le même M. Cowey avait présidée six semaines auparavant. La séance terminée, les délégués se rendirent à un banquet offert par M. Laird, grand patron d'Édimbourg et président de l'Union des associations conservatrices.

Il faut ajouter que, suivant la tradition, un grand seigneur, dont les domaines sont voisins de la ville où se tenait le congrès, avait prié les délégués de venir passer une soirée chez lui. L'offre fut déclinée, faute de temps, mais l'on promit à lord Hopetoun, le propriétaire généreux, d'accepter une invitation semblable, quand Édimbourg serait de nouveau choisi pour tenir le congrès. Enfin, au banquet, comme le temps pressait, M. Laird, l'amphitryon, qui présidait, déclara qu'on ne pouvait porter qu'un seul toast et proposa de boire à la santé de la reine. Tous les convives poussèrent une triple acclamation en levant leurs verres où M. Laird avait fait verser soit de la bière, soit du whisky coupé d'eau gazeuse.

Le soir du second jour, la municipalité offrit aux délégués et à leurs amis une soirée dans le grand hall du Musée artistique et scientifique d'Édimbourg. Il y avait près de 4.000 personnes présentes, et l'on eut entre autres divertissements les marches militaires des cornemusiers du régiment de highlanders en garnison à Édimbourg.

Enfin le congrès fut clos, suivant l'usage, par une grande procession où les syndicats d'Édimbourg et des

environs, convoqués en masse, firent cortège aux délégués. Chaque syndicat avait sa bannière, plusieurs étaient précédés de musiques. La démonstration s'arrêta dans le Parc de la Reine où plus de 15.000 personnes réunies écoutèrent divers orateurs en plein air et s'engagèrent à respecter et à faire observer les décisions du dernier congrès. Les cornemuses militaires n'y étaient pas, mais la manifestation fut, comme d'habitude, protégée par la force publique. La police n'intervint que pour lui faciliter la marche dans les rues et le stationnement dans le parc.

Après les spectacles qu'offre la semaine du *Trades' Congress*, on admire les progrès qu'ont fait, par l'association, les ouvriers anglais depuis 1824. Sans aucuns droits au commencement du siècle, ils sont arrivés à constituer une sorte d'État dans l'État, à former un parlement du travail au-dessous du parlement national de Westminster. Voilà l'œuvre propre du vieil unionisme formé à partir de 1852. Les partisans du socialisme l'attaquent ; ses adversaires l'applaudissent, la jugeant définitive. Ni les uns ni les autres ne voient assez loin. Ils s'arrêtent à l'aspect officiel, que représentent les chefs les plus éminents, mais aussi les plus âgés. Une tendance nouvelle, peut-être évolution et réorganisation, peut-être révolution et désorganisation, commence à se montrer dans les unions; nous en avons vu quelques signes, nous allons en rencontrer des manifestations plus marquées.

V. Le nouveau Trade Unionisme. — Le nouveau trade unionisme s'est formé à partir de 1889 parmi les ouvriers non qualifiés, portefaix, manœuvres, chauffeurs, etc. Ses initiateurs ont été, pour la plupart, des hommes qui faisaient partie des vieilles unions mais qui s'indignaient de leur exclusivisme et de leur esprit conservateur. Les nou-

velles trade unions se sont constituées à une époque de crise commerciale, au moment où la question des sans-travail se posait de la façon la plus cruelle, enfin à une époque où la propagande socialiste commençait à réussir en Angleterre à cause de la dépression économique. Elles sont nées dans une période d'agitation et de souffrances.

Leur essor part d'une série de grèves.

Au printemps de 1889, les employés du gaz de Londres se mettent en grève. Ils obtiennent la journée de huit heures et une augmentation de salaires. C'était un résultat appréciable, mais la conséquence la plus importante de la grève fut la formation d'un syndicat des ouvriers du gaz et des manœuvres (*Gas Workers and General Labourers' National Union*) dont le titre indiquait une association ouverte à tous les non qualifiés. L'union est montée, paraît-il, jusqu'à 100.000 membres. Au congrès d'Édimbourg (1896), elle accusait 24.000 membres en règle.

Le mouvement avait été conduit par deux jeunes membres du syndicat le plus ancien et le plus aristocratique, celui des mécaniciens. C'étaient Tom Mann et John Burns.

Tom Mann que nous retrouverons secrétaire général du Parti ouvrier indépendant, — l'un des plus grands orateurs et l'un des représentants les plus passionnés et les plus sympathiques du socialisme en Angleterre — est né, en 1856, dans une famille de mineurs de Coventry. Il a appris le métier de forgeron à Birmingham et il est venu l'exercer à Londres. Son ardeur d'apôtre se mit au service du trade unionisme dès que Tom Mann fut entré au syndicat des mécaniciens. Enfin elle passa au socialisme par l'intermédiaire de Henry George. Mann convaincu par la lecture de *Progrès et Pauvreté*, en 1882, instruit par un séjour qu'il

fit en Amérique en 1883, s'inscrivit l'année suivante à la *Fédération socialiste démocratique*, devint un de ses orateurs les plus actifs. Sa renommée commence dans les grèves de 1889 et elle est allée en grandissant depuis.

De même celle de John Burns qui, parti du même point que Mann et comme lui orateur remarquable, est arrivé à un autre but. Membre de la Chambre des Communes, il a trouvé dans ces nouvelles fonctions une sagesse que ne faisaient pas prévoir ses débuts d'agitateur violent. Né à Londres en 1859, apprenti, puis ouvrier mécanicien dans le quartier de Battersea qu'il représente aujourd'hui à la Chambre, membre de l'amalgamation des mécaniciens depuis 1879, Burns est un type d'ouvrier anglais intelligent, sérieux et instruit. Il est, lui aussi, sorti d'Angleterre et a travaillé quelque temps sur le Niger anglais (1880-81). Mais ce voyage n'est que la moindre de ses aventures. Tout jeune, dès 1877 et 1880, il se faisait remarquer dans des meetings fort agités. Devenu socialiste et membre de la *Fédération socialiste démocratique* en 1883, il se présentait deux ans après comme candidat socialiste à West Nottingham et échouait avec 598 voix. On le voit ensuite aux premiers rangs dans l'agitation des sans-travail, parlant aux meetings et luttant contre la police, célèbre par sa force et son courage comme par son éloquence. En 1886, il est poursuivi avec trois membres de la *Social democratic Federation* pour avoir promené le drapeau rouge; un plaidoyer présenté par lui-même le fait acquitter, et imprimé en brochure, se vend à milliers d'exemplaires. En 1887, au jour du célèbre *Bloody Sunday*, Burns conduit l'assaut de la foule contre les forces de police groupées à Trafalgar Square. Grâce à ses poings et à ses épaules, il perce les lignes suivi du député Cunningham Graham. Mais Graham

a la tête fendue par le *trucheon* d'un policeman et Burns, arrêté, est condamné à six semaines de prison. C'est le terme des prouesses de l'agitateur. L'homme politique va commencer. En juillet 1889, à la première application de la loi qui instituait en Angleterre des conseils de comtés élus, Burns fut nommé membre du conseil de comté de Londres, par la circonscription de Battersea. La même l'a envoyé au Parlement en 1892 et en 1895. En 1893, Burns était appelé à présider le comité parlementaire des trade unions dont il était déjà membre. Au faîte des honneurs, Burns a pensé qu'il avait été jusque là un agitateur et qu'il fallait devenir un homme pratique. Il s'est séparé de ses anciens amis qu'il appelle millénaires et il s'est mis à un programme de petites réformes analogues à celles de la Société fabienne. On l'entend s'écrier, montrant les bancs et le boulingrin qu'il a fait établir dans le parc de Battersea : « Voilà du socialisme pour aujourd'hui et non pour les siècles futurs! » Même le nom de socialiste ne lui va plus. Burns est devenu libéral purement et simplement. Comme effrayé de son œuvre, il est retourné au vieil unionisme. La décision et l'énergie de son caractère se sont marquées dans sa conversion comme elles l'avaient fait dans son hérésie. C'est lui, nous le verrons, qui, à l'avant-dernier congrès des trade unions, à Cardiff (1895), a fait voter un amendement qui l'obligeait à quitter le comité parlementaire, mais qui, du même coup, en chassait ses anciens amis, demeurés socialistes. De là de violentes colères contre lui. A l'amertume des rancunes soulevées par l'attitude présente de Burns on peut apprécier l'importance de son rôle dans les débuts du mouvement néo-unioniste.

Les efforts de Burns et de Mann étaient secondés par deux autres jeunes gens sortis du travail non qualifié. L'un,

Benjamin ou Ben Tillett, né à Bristol en 1860, employé dans les magasins de thé de Londres, essayait depuis plusieurs années de syndiquer les portefaix des docks et avait formé déjà une petite union. Tillett, parleur agréable et habile, chrétien de cœur, membre en même temps de la *Labour Church* et du Parti ouvrier indépendant, a fait partie jusqu'en 1896 du comité parlementaire des trade unions; il siège au conseil de comté de Londres dont il est un des aldermen.

William Thorne, né à Birmingham en 1858, représentait, parmi les meneurs de la grève, les ouvriers du gaz au nom desquels le mouvement se faisait. L'union formée, il en devint naturellement le secrétaire général. Depuis trois années, il est un des membres du comité parlementaire des trade unions. Son credo socialiste est le collectivisme de la *Social democratic Federation* à laquelle il appartient.

Une fois l'union des gaziers établie sous l'administration de Will. Thorne, Mann, Burns et Tillett revinrent aux ouvriers des docks, qu'ils avaient déjà essayé de grouper. On a vu plus haut combien l'irrégularité du travail rendait malheureuse la situation du docker. Sa misère pourrait être amoindrie par l'action syndicale, mais elle le met hors d'état de payer les cotisations régulières nécessaires à la solidité d'un groupement. Pour donner le coup de fouet nécessaire, il fallait un événement extraordinaire. Ce fut la grande grève des docks de Londres en 1889[1].

Elle arriva à la suite de plusieurs autres qui lui servirent d'exemple. Nous avons parlé de celle des gaziers et de ses

1. Voir H. Llewellyn Smith et Vaughan Nash, *The story of the dockers' strike*, Londres, Fisher Unwin, 1890, in-12. C'est l'histoire la plus complète de la grève. John Burns a raconté la grève brièvement dans un article sur *La grande grève des docks de Londres*, publié dans la *Société Nouvelle*, 1889, tome II.

résultats. Vers le même temps, en février 1889, éclatait à Glasgow une grève des dockers qui aboutit à la formation de l'*union nationale des travailleurs des docks*, d'abord peu nombreuse et chancelante. L'exemple fut suivi à Londres en septembre 1889. Un jour les employeurs abaissèrent la prime qu'il était de tradition de donner pour accélérer la vitesse du déchargement des navires. Ce fut le signal de la grande grève qui occupa toute l'Europe. Pendant plus de six semaines il y eut 120.000 grévistes. Les difficultés étaient énormes. Il fallait obtenir de ces hommes misérables, vivant d'un salaire de rencontre, isolés, qu'ils se sentissent assez de solidarité pour cesser le travail. On réussit au delà de toute espérance : les arrimeurs, qui sont pour ainsi dire les qualifiés parmi les dockers, et qu'on ne peut pas remplacer par des portefaix sans expérience, s'associèrent à la grève. Il fallait faire vivre ces sans-travail et l'on n'avait pas de fonds. Mais on comptait sur l'opinion progressiste très favorable à la campagne qu'on menait pour former des unions de non qualifiés et les espérances furent justifiées. Les vieilles unions donnèrent 60.000 livres sterling. Des particuliers envoyèrent des dons ou firent des collectes un peu partout; l'Australie à elle seule expédia 180.000 livres sterling. Les personnages les plus divers venaient encourager les grévistes à la résistance. Les démocrates catholiques ne laissent pas oublier que le cardinal Manning vint leur porter ses conseils. Les protestants de Toynbee Hall leur prêtaient leurs salles de réunions et secouraient les familles dans la détresse.

Mais, parmi tous, se distinguaient Burns, Mann et Tillett.

Le premier parlait le jour et une partie de la nuit. Il tint jusqu'à 15 meetings en un jour; souvent il lui fallut dans la nuit retourner à pied à Battersea, c'est-à-dire à l'autre

bout de Londres. Mann et Tillett parlaient aussi, et ils administraient les fonds de résistance et de secours. Grâce à leur intervention, il n'y eut pas trop de misère, et la grève monstre se prolongea sans désordre, dans le calme que les leaders croyaient nécessaire pour conserver la faveur de l'opinion publique.

Le conflit se termina tout à l'avantage des dockers. Ils obtenaient que le prix de l'heure de travail fût fixé à 6 pence (au lieu de 5), et à 8 pence pour les heures supplémentaires. Tout portefaix engagé le matin et non employé devait recevoir une indemnité de 2 shillings équivalant à 4 heures de travail, au lieu de 5 pence équivalant à une heure qu'il touchait avant la grève. Un conseil d'arbitrage mi-parti était institué ponr prévenir les discordes futures. Enfin on fondait l'union des travailleurs des docks, quais, rives, et des manœuvres de tout genre (*Dock, Wharf, Riverside and General Labourers' Union*). Son titre, comme celui de l'union des gaziers, indiquait une association ouverte à tous les non qualifiés. Elle eut pour président Tom Mann, pour secrétaire général, Ben Tillett.

Avec Londres comme centre, elle s'étendit sur la côte est et sud (Newcastle, Hull, Southampton) tandis que l'union rivale fondée en février 1889 avait ses forces à Glasgow et à Liverpool. L'union de Tom Mann comptait en 1891 25.000 membres à Londres, 35.000 dans les autres ports; en 1893, 100.000 membres à peu près. Au Congrès d'Édimbourg de 1896, elle n'accusait que 10.000 membres payant régulièrement.

La constitution des unions de dockers fut bientôt imitée dans les autres catégories d'ouvriers non qualifiés. Les chauffeurs, dédaignés par les mécaniciens, et les marins avaient commencé à former des syndicats dès 1887. En 1889,

ils se groupèrent dans la *National Amalgamated sailors and firemens' Union of Great-Britain and Ireland*. Ce groupement qui a atteint jusqu'à 90.000 membres accusait 15.000 membres réguliers au congrès de 1896, le chiffre le plus élevé donné à cette occasion par les nouvelles unions. Il a été organisé et il est dirigé par M. Joseph Havelock Wilson, un ancien marin du commerce, devenu homme d'affaires et, depuis 1892, député radical-ouvrier pour Middlesborough.

Parmi les autres nouvelles unions, les plus importantes sont la *General Railway Workers' Union* organisée en 1890 pour grouper les manœuvres des chemins de fer que n'admettait pas l'*Amalgamated Society of Railway Servants*, fondée en 1872; puis des associations de charretiers et d'employés de tramways et d'omnibus. Le nouvel unionisme a beaucoup profité au développement des syndicats de femmes. Il y avait déjà des syndicats mixtes pour les industries où sont employés les deux sexes. M. Webb[1] comptait, en 1896, 52 unions mixtes comprenant en tout 99.650 femmes; dans ce nombre 80.900 appartenaient à des groupes de tisseurs. Depuis quelques années, des femmes de la classe aisée, miss Clementina Black, lady Dilke, ont essayé de grouper les employées des professions qui sont spécialement féminines, et qui sont les plus exploitées par le *sweating system*, tailleuses, lingères. Dans le compte de M. Webb figurent 8.650 syndiquées appartenant à ces métiers. Mais les femmes ouvrières de cette catégorie, isolées l'une de l'autre par le *sweating system* et payées trop peu pour pouvoir s'imposer la plus minime cotisation, n'ont pas encore joué un rôle marqué dans le nouveau mouvement.

1. *History of the Trade Unionism*, p. 415.

VI. Le caractère des Nouvelles Unions. — La difficulté de réunir des contributions régulières est un des traits importants des unions nouvelles. Au lieu du shilling payé par les mécaniciens ou les tisseurs, il faut se contenter de réclamer aux portefaix et aux manœuvres 3 pence (0 fr. 30) par semaine.

Avec des contributions minimes on ne peut parer qu'au plus pressé, à la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. Voilà pourquoi les nouvelles unions ont un caractère plus agressif que les anciennes. Telle était d'ailleurs l'intention de leurs fondateurs. M. Tom Mann, dans une brochure publiée en 1886, reprochait aux vieilles unions d'avoir cessé de « défendre les droits du travail et d'avoir dégénéré en institutions purement bourgeoises ou capitalistes pour la réduction des salaires[1]. »

De nouveaux principes furent appliqués. Les dockers décidèrent de mettre tous leurs fonds dans la caisse de résistance et de n'en rien réserver pour les secours en cas de maladie et d'accident. Les gaziers déclarèrent qu'ils ne voulaient avoir de contributions que pour soutenir les grèves. En 1889, le secrétaire général de leur union écrivait dans son premier rapport à ses commettants :

> Il est vrai que nous n'avons qu'une seule caisse de secours, qui est destinée à payer les grévistes. Je ne crois pas utile d'avoir des secours en cas de maladie, de chômage, ni aucun autre de ce genre... Tout le programme et toute la volonté de notre union c'est de réduire les heures de travail et le travail du dimanche.

L'union des ouvriers non qualifiés des chemins de fer, à son premier congrès, le 19 novembre 1890, décidait « que l'union doit rester une institution de combat et ne pas s'en-

1. Cité par Webb, *History of the Trade Unionism*, pp. 369-371.

combrer de fonds de maladie ou d'accidents ». Décision avec laquelle contraste la conduite de la société plus ancienne qui comprend les ouvriers qualifiés des chemins de fer (*Amalgamated Society of Railway Servants*) fondée en 1872. Celle-ci a distribué dans ces dernières années plus de 10.000 livres sterling annuellement en secours de maladie et de chômage [1].

Les nouvelles unions, qui ne peuvent en faire autant et qui pourtant se composent des travailleurs qui ont le plus besoin d'être assistés, ont été amenées à réclamer au gouvernement ou aux villes les secours qu'elles ne pouvaient fournir à leurs membres ; elles sont entrées facilement dans le socialisme d'État ou le socialisme municipal qui était le credo de leurs initiateurs. « L'assistance, disaient Mann et Burns, dès 1886, c'est l'affaire des conseils élus, des pouvoirs publics, et non des associations particulières. Les anciennes unions s'y sont mal prises en demandant aux travailleurs de mettre une partie de leur épargne à cet emploi. Elles ont tort aussi de croire que la conciliation libre entre patrons et ouvriers peut améliorer les conditions du contrat de travail. En fait, elle ne réussit qu'à faire consacrer solennellement, par des délégués ouvriers, les réductions imposées par les patrons [2]. A la commune, au comté, à la Chambre, le droit de fixer un salaire minimum, le droit d'arrêter la journée de travail à 8 heures. » Deux questions où l'intervention du pouvoir était déjà réclamée par la fédération des mineurs et par une partie toujours croissante des vieilles unions. Ainsi l'esprit socialiste, né dans

1. Howell, *Trade Unionism, old and new*, p. 636. Webb, *History of the Trade Unionism*, p. 392.

2. C'est le prétexte invoqué par les trade unions, pourtant non socialistes, du Durham contre les conseils mixtes permanents de conciliation fondés en 1869 et supprimés par les ouvriers en 1896.

les vieilles organisations, se répandait rapidement dans les nouvelles, et les pénétrait du premier coup. Elles se trouvaient, comme les syndicats français, dirigées à leur naissance par des socialistes.

C'est la lutte contre le patronat qui dirige leur marche. Tout d'abord, elles cherchent à être des fédérations, des unions nationales, et elles voudraient, dès la première année, arriver à ce but que la plupart des vieilles unions n'ont pas encore atteint. Outre la fédération des travailleurs dans chaque métier, elles réclament l'association de tous les ouvriers par-dessus les cloisons qui séparent les professions. Déjà les représentants des diverses unions d'une même ville avaient pris l'habitude de former des *trades' councils* analogues à nos Bourses du travail, où l'on s'occupait de renseigner les ouvriers et de mettre les corporations en rapport les unes avec les autres. Méprisant ces institutions, les vieilles unions n'y envoyaient personne. Aucun délégué des fileurs ne figure au *trades' council* de Manchester, et les *miners' agents* ou secrétaires des mineurs ne vont pas à ceux des centres où ils habitent. Les chefs du nouveau mouvement en ont profité pour occuper les *councils*. Comme les comités de nos Bourses du travail, ils sollicitent des municipalités une subvention, un local. Plusieurs vont jusqu'à réclamer l'inscription dans la loi du droit au travail et la création d'ateliers municipaux pour les sans-travail.

C'est un mouvement qui tend à réunir les travailleurs de tout genre et à leur donner, au lieu de l'égoïsme corporatif que développait le vieil unionisme, la conscience de leur situation et en même temps l'idée de la lutte des classes.

Le nouvel unionisme est allé plus loin encore, jusqu'à

un essai d'union internationale borné, il est vrai, à une profession. Depuis le mois de septembre 1896, les principaux leaders de l'union des dockers, qui a son siège à Londres, ont essayé de syndiquer les ouvriers similaires des grands ports européens. M. Tom Mann a tenté de parler à Hambourg mais le Sénat l'a expulsé ; à Anvers, M. Sexton, secrétaire général de l'union des dockers, était traité de la même manière. A Rotterdam, les réunions tenues par les délégués anglais furent interdites. La tentative amena néanmoins une agitation qui eut son effet dans la grève des dockers de Hambourg. Les ouvriers d'Angleterre ont envoyé des secours très importants à la caisse de la grève et c'est surtout grâce à eux qu'elle a pu se soutenir longtemps.

Pendant cette agitation se constituait l'*International Federation of Ship, Dock and River Workers*. Tom Mann en devenait le président et, pour se consacrer tout entier à ses nouvelles fonctions, il résignait sa charge de secrétaire général du Parti ouvrier indépendant, restant d'ailleurs membre dévoué de ce parti. Dans le conseil exécutif de la Fédération, on trouve les noms de Ben Tillett, de Sexton, de J. H. Wilson, l'organisateur des chauffeurs et marins, et le député de Middlesborough. La Fédération a des branches dans les ports du Royaume-Uni et dans ceux de Hambourg, Anvers, Rotterdam, Göteborg, Stockolm, Nantes et le Havre. Elle a fait imprimer des circulaires invitant les dockers à pratiquer le *ca'canny* (ne vous foulez pas !), c'est-à-dire à travailler mal quand le salaire est mauvais.

Les causes qui ont déterminé la naissance de la fédération internationale, déclare Tom Mann, furent : 1° le déclin des unions[1] et sa conséquence, réduction des salaires dans plu-

1. Il s'agit des unions fondées en 1889.

sieurs ports et en général mauvaises conditions ; 2° la croyance, commune à tous les trade unionistes les plus énergiques, qu'une fédération d'un caractère international ne se bornerait pas à enflammer l'enthousiasme des ouvriers, mais les mettrait en état d'obtenir des conditions décentes[1].

Par là, M. Mann indique toujours comme but l'amélioration des salaires ; il répète presque la formule du vieil unionisme « juste salaire pour juste travail », mais il réclame un effort qui sera trop puissant, s'il réussit, pour ne pas arriver à mettre en question le contrat même de travail et le patronat.

Il est vrai que ce sont là des projets, il est vrai que la réalité est loin du rêve. M. Tom Mann l'avoue lui-même : les unions de dockers fondées en 1889 sont en baisse ; la décroissance est du reste évidente d'après les chiffres donnés plus haut. Doit-on dire que le mouvement des non qualifiés a été une pure affaire de réclame pour quelques meneurs ? S'ils avaient cherché leur triomphe politique plus que l'intérêt des ouvriers, ils auraient mal fait leur compte. Parmi les hommes en vue du nouvel unionisme, trois seulement faisaient partie de la Chambre des communes qui siégea de 1892 à 1895. C'étaient J. H. Wilson, John Burns dont on a parlé plus haut, et Keir Hardie, dont il sera bientôt question. On les considérait comme des « *Labour members,* » des « *Labourites* » qui formaient peut-être le noyau d'un parti ouvrier distinct. Or les deux premiers, seuls réélus en 1895, ont suivi l'exemple des vieux unionistes et se sont appelés tout bonnement radicaux. Le troisième, socialiste déclaré, a échoué, de sorte qu'on peut affirmer qu'il n'y a pas à la Chambre des com-

1. *Labour Annual* (1897), p. 109.

munes actuelle un seul député qui veuille être exclusivement le représentant de la classe ouvrière ou du socialisme.

Ainsi donc, que l'on regarde les nouveaux syndicats, ou que l'on se tourne vers la politique, on croirait à première vue que le mouvement de 1889 pouvait s'appeler : « Beaucoup de bruit pour rien », et l'on serait tenté de répéter ce jugement ironique d'un partisan des syndicats à l'ancienne mode : « Si vous désirez connaître la *Dockers' Union*, vous n'avez qu'à lire les journaux, son histoire s'y trouve tout entière[1] ». On pourrait ajouter que le vieux modèle commence à être adopté par les dockers. Après avoir d'abord repoussé l'idée d'avoir une caisse de secours, leur comité vient d'en créer une pour attirer les adhérents et pour arrêter la débandade. On pourrait donc croire que le vieil unionisme s'est imposé à ceux mêmes qui le combattaient.

La vérité c'est que le nouvel unionisme est peut-être un effort manqué, mais la nouvelle génération qui l'a produit, croît sans cesse en nombre et en force. Le vieil unionisme s'est remis d'un premier ébranlement, mais il est sans cesse heurté par de nouveaux chocs. Ses cadres s'élargissent. En 1892, l'amalgamation des mécaniciens a déclaré qu'elle s'ouvrait aux non qualifiés. Le socialisme d'État entre dans les programmes. La plupart des grandes unions ont adhéré aux principes de la journée de 8 heures, du salaire minimum, de la nationalisation du sol, parfois même des moyens de production et d'échange. Encore ne s'agit-il ici que des unions prises isolément. Mais leur Parlement annuel, et leur comité parlementaire, longtemps instruments du conservatisme, ont suivi l'impulsion donnée. L'examen rapide des derniers congrès des unions va

1. De Rousiers, *Le trade unionisme*, p. 170.

nous montrer l'état exact de la conscience syndicale en Angleterre.

VII. Les derniers Congrès des Trade Unions[1]. — Les membres de la « Junta » avaient adhéré individuellement à l' « Internationale » fondée à Londres par Marx le 28 septembre 1864. Mais l'Internationale se brisa au congrès de la Haye (1872), dans le temps même où les trade unions venaient d'organiser leurs congrès annuels et leur comité parlementaire[2].

Les premiers comités parlementaires se confinèrent dans une « position insulaire » que les congrès approuvèrent. Le congrès de 1884 déclara que les ouvriers anglais n'avaient pas à se préoccuper de ce qui se passait hors de Grande-Bretagne. Les leaders trade unionistes se détournèrent du socialisme comme d'une folle utopie, bonne pour les écervelés du continent ; ils s'attachèrent à la politique libérale et radicale.

Mais l'esprit nouveau, dont l'une des œuvres devait être la formation du nouvel unionisme, triomphait, comme nous l'avons dit, dans plusieurs grandes amalgamations ou unions et il se manifestait de plus en plus fort à chaque congrès général.

Son premier triomphe fut le vote d'un vœu en faveur de la nationalisation du sol au congrès des trade unions de Bradford (1888)[3]. Deux ans plus tard, au congrès de Liverpool (1890), les délégués des nouvelles unions fondées

1. Le comité parlementaire des T. U. publie avant chaque congrès une liste (*Agenda*) des résolutions proposées, un tableau statistique des syndicats représentés, et après chaque congrès un compte rendu.

2. Webb, *History of the Trade Unionism*, p. 217.

3. Une résolution dans ce sens avait été présentée pour la première fois au congrès de 1879.

l'année précédente apparaissaient pour la première fois et sur soixante résolutions proposées, quarante-cinq étaient socialistes. Le vœu en faveur de l'établissement légal de la journée de huit heures, présenté et repoussé chaque année depuis 1883, était adopté. Enfin une résolution invitant le comité parlementaire à présenter à la Chambre un projet de loi dans le sens « *de la nationalisation du sol et de tous les moyens de production, de distribution et d'échange* », rejetée au congrès de Liverpool et aux deux congrès suivants triomphait définitivement au congrès de Norwich (1894) par 219 votes contre 6.

L'adhésion collective des trades unions au socialisme paraissait un fait acquis.

En même temps, les syndicats anglais adhéraient au nouveau mouvement ouvrier et socialiste international qui avait recommencé avec le congrès de Paris (1889)[1]. Le congrès socialiste international de Londres (1896) était organisé par six délégués des groupes socialistes anglais et six membres (c'est-à-dire la moitié) du comité parlementaire des trade unions. Le président de ce comité, M. Cowey (de la fédération des mineurs), présidait la première séance du congrès[2].

1. Depuis 1890, les trade unions de Londres prennent part en corps à la manifestation du 1er mai votée par le congrès socialiste international de Paris en 1889. Le premier jour de mai, les socialistes font une réunion en plein air à Hyde Park. Le premier dimanche de mai, profitant du repos dominical que les mœurs ont rendu presque absolu, les syndicats, musique en tête et bannières au vent, se rendent au Parc, en procession et y tiennent un *mass meeting* où se réunissent jusqu'à 30.000 manifestants et presque autant de curieux. Voir un article de M. Aveling dans le « *Devenir Social* » n° de mai 1896.

2. Avaient refusé de prendre part au congrès de Londres, parce qu'il était socialiste et non exclusivement ouvrier, les groupes de syndicats anglais suivants : Union nationale des Mineurs; Mineurs

Ce triomphe de la doctrine et de l'internationalisme socialistes amena une réaction de la part des unionistes qui étaient restés radicaux et « insulaires ». Après le congrès de Norwich, le comité parlementaire où se trouvaient seulement deux socialistes, Will Thorne et Ben Tillett, résolut de faire un coup d'état contre les chefs de l'opinion nouvelle. Il décida : 1° que personne ne pourrait être délégué s'il n'était pas ouvrier dans la corporation qui l'élisait ou employé avec un traitement fixe par cette corporation[1] ; 2° que chaque union aurait une voix par mille ou fraction de mille syndiqués et qu'un seul délégué pourrait réunir un nombre indéfini de voix[2].

La première mesure excluait plusieurs militants socialistes, entre autres Tom Mann et Keir Hardie. La deuxième avait pour effet de donner aux antisocialistes qui dirigeaient les mineurs et les tisseurs un très grand nombre de voix et de leur permettre de faire écarter les délégués dont ils n'étaient pas sûrs. Ce règlement, mis en application pour la réunion du congrès de 1895, fut confirmé par ce congrès après un débat très vif[3]. Les élections au comité

du Sud-Galles; Tisseurs de coton; Ouvriers des chemins de fer; Amalgamation des mécaniciens, représentant ensemble environ 200.000 ouvriers, le 1/7 ou le 1/8 du total des syndiqués anglais.

1. Les *Trades' Councils* (Bourses du Travail), généralement occupés, comme on l'a vu, par des nouveaux unionistes perdaient le droit de se faire représenter aux congrès des trade unions.

2. John Burns, alors membre du comité parlementaire, a été un des promoteurs les plus énergiques de la résolution qui l'excluait du comité, mais en chassait avec lui ses anciens amis, les socialistes du Parti ouvrier indépendant. De là une caricature répandue par ceux-ci au moment du congrès socialiste de Londres et représentant « Judas Burns livrant le Christ du Travail ».

3. Voir, à ce sujet, l'article de M. Aveling, déjà cité, et une série de correspondances nettes et pleines de faits et de statistiques signées de Joseph Burgess, favorable à la minorité socialiste de Cardiff, dans le *Clarion* des 31 août, 7 et 14 sept. et 23 nov. 1895. Voir

parlementaire et aux différentes fonctions payées par les trade unions se trouvèrent dirigées par les auteurs du coup d'état. En tête de chaque liste de scrutin, les mineurs et les tisseurs non socialistes arrivèrent avec de grosses majorités. En 1895-96, le comité parlementaire ne comprit plus qu'un seul collectiviste déclaré, M. William Thorne. Il faut dire qu'en dehors des victoires et des défaites personnelles, rien ne fut changé. On interdit au comité parlementaire de faire de nouveaux règlements. La résolution sur la socialisation des moyens de production et de consommation ne fut pas mise en question. Le congrès se montra unanime à réclamer la journée de 8 heures. Il a proclamé le droit au travail.

On voit que le succès personnel des vieux libéraux à Cardiff n'avait pas eu pour conséquence un arrêt dans la pénétration des unions par le socialisme.

La lutte devait recommencer au congrès d'Édimbourg (7 au 14 septembre 1896)[1]. A ce congrès assistaient 343 délégués représentant 172 syndicats et un million d'ouvriers syndiqués. Les socialistes, presque tous des membres de l'*Independent Labour Party*, y étaient nombreux, mais ils ne formaient qu'une forte minorité. La majorité appartenait aux vieux unionistes, à la tête desquels figuraient les députés ouvriers, T. Burt, J. Wilson, C. Fenwick, de l'union nationale des mineurs, et B. Pickard, de la fédération nationale des mineurs. Un parti moyen était formé par les nouveaux unionistes qui ne sont pas devenus socialistes, mais qui sont restés plus ardents que les vieux unionistes. Ce parti avait comme leader le membre du

encore un article de J. Bailhache dans la *Science sociale* (nov. 1895) favorable à la majorité.

1. *Musée Social*, *Circulaire* n° 8, série A.

Parlement Joseph Havelock Wilson. Les anarchistes n'avaient qu'un seul représentant, L. Elstein, de l'Union des tailleurs israélites de Leeds. Un autre, Levenson, des ouvriers en tabacs de Glasgow, n'a pas été admis, non à cause de ses opinions, mais parce qu'il n'avait pas fait parvenir en temps utile les pièces nécessaires au comité parlementaire.

Dans ces conditions, et avec un comité parlementaire qui ne comptait qu'un socialiste[1], il semblait que l'esprit libéral d'autrefois dût triompher dans le congrès. La bataille s'engagea sur les deux grands avantages qu'avaient acquis les socialistes; 1° participation aux congrès internationaux; 2° résolution de Norwich. Sur le premier point, le comité parlementaire présenta et fit voter un rapport défavorable au congrès tenu à Londres le mois précédent et concluant ainsi :

Votre comité n'a fait qu'exécuter les instructions des congrès précédents et remplir le mandat qu'il en avait reçu. Mais on est naturellement amené à se demander s'il serait d'une politique prudente et sage, après tout ce qui s'est passé au congrès, après les expériences antérieures, d'identifier à l'avenir le congrès des trade unions avec des congrès de ce genre.

Le comité et les députés ouvriers se plaignaient surtout de la façon désavantageuse dont les trade unions avaient été représentées à Londres[2]. M. Ben Tillett, du Parti

1. Le comité parlementaire manifesta sa manière de penser à l'égard du socialisme, en refusant à un membre du parti ouvrier socialiste belge l'autorisation d'apporter à la tribune le salut de son parti aux ouvriers anglais. Il fit accorder l'entrée au congrès à un membre de la fraction socialiste démocratique du Reichstag, M. von Elm, de Hambourg; mais M. von Elm a été admis seulement à titre de délégué des ouvriers en tabacs d'Allemagne.

2. Elles avaient en moyenne 1 délégué p. 5.500 représentés, tandis que le Parti ouvrier indépendant en avait 1 p. 70, la Fédéra-

ouvrier indépendant, eut l'habileté de maintenir la discussion sur ce terrain et il fit voter par 172 voix contre 11 l'amendement suivant :

A l'avenir, les congrès internationaux devront être composés de représentants réguliers (*bona fide*) des organisations ouvrières et on devra suivre la procédure des congrès des trade unions britanniques pour apprécier la validité des délégations.

Par cette décision qui se prête à de nombreuses interprétations, M. Ben Tillett avait obtenu que le trade unionisme ne se séparât point du mouvement ouvrier international.

Quant à la résolution de Norwich, tendant à la nationalisation du sol et des moyens de production, de distribution et d'échange, elle fut remplacée par le texte suivant :

Dans l'opinion de ce congrès, il est essentiel au maintien des industries britanniques de *nationaliser* la terre, les mines, minerais, redevances minières, loyers et chemins de fer, et de *municipaliser* toutes les entreprises d'alimentation, d'eau, d'éclairage et de tramways, afin que ces entreprises soient désormais dirigées par les municipalités respectives ; le comité Parlementaire est invité à poursuivre et à appuyer toute disposition légale dans ce sens.

Cette nouvelle résolution fut votée par 172 voix contre 47[1]. Elle changeait la forme mais non l'esprit de l'ancienne ; c'était le socialisme municipal substitué en partie au socialisme d'État, mais c'était toujours le socialisme.

tion socialiste démocratique 1 p. 90. Chaque délégué n'avait qu'une voix.

1. Pour les votes des deux résolutions que nous reproduisons, on remarquera le grand nombre des abstentions, 160 dans le premier cas, 124 dans le second. Elles sont, en général, le fait de délégués indifférents aux doctrines politiques ou sociales et exclusivement attachés aux réformes ouvrières.

On ne doit pas considérer comme une défaite pour les socialistes le rejet par 135 voix contre 62 d'une proposition tendant à verser un penny par trimestre et par syndiqué pour soutenir aux élections législatives des candidats ouvriers qui ne seraient ni conservateurs ni libéraux. En effet, les délégués socialistes ont voté contre par crainte de voir se former un nouveau parti qui ferait concurrence au leur.

Le congrès a adopté toutes les propositions déjà votées ou nouvelles tendant à faire garantir par l'État la journée de 8 heures, un salaire convenable (*fair wage*), la responsabilité des patrons en cas d'accidents, des pensions de retraites aux ouvriers, l'éducation des enfants, la protection des femmes et des enfants employées dans l'industrie. Fait significatif, il a repoussé un vœu en faveur des comités de conciliations formés de patrons et d'ouvriers, en sous-entendant que la conciliation était l'affaire de l'État. On voit donc que si les congrès des unions sont loin d'être dominés par les partis socialistes qui existent en Angleterre, ils semblent pourtant se détacher de plus en plus du radicalisme manchestérien pour faire appel à l'intervention des pouvoirs publics.

VIII. Le Parti Ouvrier Indépendant. — Le Parti Ouvrier Indépendant est sorti d'un mouvement de classe un peu antérieur au nouvel unionisme et issu des mêmes causes. Dès 1887, le congrès des trade unions à Swansea avait formé une *Labour Electoral Association* destinée à assurer l'élection au Parlement de députés ouvriers. En 1888, un *Labour Party* spécial se formait à Glasgow sur l'initiative de M. J. Adam Anderson à la fois disciple de Henry George et chrétien socialiste. Dans les congrès des trade unions à Newcastle (1891) et à Glasgow (1892) on réclamait la

formation en Angleterre d'un parti ouvrier indépendant.

Une soixantaine des délégués de Glasgow en prirent l'initiative et réunirent, le 13 et le 14 janvier 1893, à Bradford, la conférence qui fonda l'*Independent Labour Party*, ou, par abréviation, l'*I. L. P.* dans lequel le *Scottish Labour Party* se fondit par la volonté de ses chefs. A partir de cette date, le Parti ouvrier indépendant a tenu un Congrès chaque année. Depuis 1894, il a conservé comme président M. Keir Hardie et comme secrétaire (jusqu'en 1896) M. Tom Mann [1].

M. Keir Hardie, né en 1856 dans le comté écossais de Lanarck, a commencé par être ouvrier mineur dans le district houiller de Lanarck. Il aime à rappeler ses débuts, il se plaît à porter un costume simple et à garder la petite casquette qui rappelle qu'il est sorti du peuple, chose assez rare parmi les leaders socialistes anglais [2].

M. Keir Hardie s'est formé dans les syndicats. Il a commencé sa carrière d'agitateur en se faisant congédier par le directeur de la mine (1879) pour avoir poussé ses camarades de travail à former une association ; élu secrétaire de ce premier groupe, il devint, à partir de 1886, président de l'union des mineurs du comté d'Ayr. Libéral au début,

1. *Report of the 4 th. Annual Conference of the I. L. P. held in the Mechanics'Hall, Nottingham* (avril 1896), broch. de 36 p. — Le compte rendu du deuxième Congrès (1894) renferme une esquisse du mouvement par Keir Hardie. — A lire également deux brochures de Tom Mann, secrétaire de l'I. L. P., intitulées : *What the I. L. P. is driving at* (septembre 1894) et *The Programme of the I. L. P. and the Unemployed*, dans la collect. des « Clarion Pamphlets » (juin 1895). Ces brochures se trouvent au Bureau de l'I. L. P. où est établie aussi la rédaction du *Labour Leader*, organe hebdomadaire du parti, 53, Fleet St., London E. C. Voir enfin un article de Keir Hardie dans le n° de décembre 1896 de la *Progressive Review*.

2. Est-ce à cause de ses origines que M. de Pressensé l'a appelé « l'Allemane du Royaume-Uni » ?

comme la majorité des Écossais,il inclinait de plus en plus au socialisme sous des influences très particulières aux pays anglais. Le socialisme chrétien trouvait en lui un adhérent dont l'enthousiasme ne s'est pas refroidi. Comme beaucoup d'autres socialistes anglais, et contrairement à ceux du continent. M. Hardie a de profondes convictions religieuses. Comme beaucoup d'autres socialistes anglais, il s'abstient rigoureusement de boissons alcooliques. Ce moraliste est devenu un révolutionnaire à la lecture de Henry George. Il était déjà nationalisateur du sol quand il parut pour la première fois à un congrès des trade unions (1887) : il était devenu socialiste quand il fut élu membre du Parlement par la circonscription de West Ham près de Londres (1892). A la Chambre il s'est occupé particulièrement de la question des sans-travail et s'est fait considérer comme indigne de siéger à Westminster, en votant seul, contre l'augmentation des rentes allouées aux membres de la famille royale. Le renouvellement de 1895 lui a été défavorable. Mais la situation prépondérante qu'il occupe dans son parti n'a pas été ébranlée. Il en reste le président. Il demeure le rédacteur en chef de l'organe du Parti, le *Labour Leader* édité chaque semaine à Londres et à Glasgow. Très actif, toujours en voyage, il est un des conférenciers socialistes les plus écoutés d'Angleterre.

Quant à M. Tom Mann, sa popularité parmi les socialistes de son pays est vraiment extraordinaire. Mann est un homme de 40 ans : moyen, la figure bronzée, les yeux vifs et la moustache noire, il ressemble à un Français du midi plutôt qu'à un Anglais. Son éloquence émouvante, enthousiaste, soutenue par le geste, est voisine de celle que nous aimons, beaucoup plus que l'humour incisif, mais sec, habituel aux orateurs d'Outre-Manche. Tom

Mann, ainsi que Keir Hardie, sort de la classe ouvrière et a débuté par l'agitation syndicale. Né en 1856 dans le comté de Coventry au centre des Midlands industriels, il fut mineur, puis ouvrier métallurgiste dans une usine de Birmingham, enfin mécanicien à Londres à partir de 1877. Adhérent à l'amalgamation des mécaniciens, la plus riche et jadis la plus conservatrice des trade unions, il en sortit pour collaborer activement à la formation du nouvel unionisme. Nous avons vu le rôle qu'il avait joué dans la grande grève des dockers en 1889. Les dockers, à peine syndiqués, l'élisaient comme leur président. T. Mann alors était devenu socialiste en lisant Henry George et surtout sous l'influence du mouvement chrétien : il fut même si touché du sentiment chrétien de fraternité qu'il songea à se faire prêtre. L'idée lui passa, mais sa conviction religieuse est restée profonde et ses ennemis ont gardé l'habitude de l'appeler souvent le Rév. Tom Mann.

Du reste beaucoup des membres de l'I. L. P. sont déistes et même chrétiens orthodoxes. Plusieurs positivistes sont entrés dans l'organisation mais ils ne forment pas la majorité. Le parti n'a aucune doctrine sur ce point. Il n'est pas exclusif non plus sur la question du recrutement. Quoique formé en grande partie de syndiqués, il n'est pas exclusivement « *manueliste* » comme certains groupes ouvriers du continent. L'I. L. P. réunit des trade unionistes militants comme M. Ben Tillett, collaborateur de Mann dans la grève de 1889, M. Pete Curran des ouvriers du gaz, etc.. ; à des middle class-men gradués des universités, tels que le Dr Pankhurst de Manchester, juriste éminent, MM. Fred. Brocklehurst, et MMmes Pankhurst, Bruce Glasier, Enid Stacy, etc...

Le parti se compose (d'après le rapport de 1896) de 381

groupes qui se répartissent ainsi : 118 en Yorkshire (centres de Sheffield, Leeds, Bradford), 73 en Lancashire et Cheshire (Manchester et Salford, Oldham, Macclesfield etc.), 41 en Écosse (Glasgow), 29 à Londres, 23 dans les Midlands (Birmingham, Nottingham, Leicester), 18 dans le Nord-Est, 3 en Irlande, 1 en pays de Galles, 13 dans le reste du Royaume-Uni. Ces groupes avaient organisé en 1894-95 plus de 8.000 réunions publiques. Leur caisse centrale avait reçu 217 livres st. et en avait dépensé 216.

Le total des membres dépassait 20.000 personnes. Au congrès annuel d'avril 1897, on en comptait 14.289 ayant contribué tout à fait régulièrement. Le nombre des indépendants favorables à l'I. L. P. est plus de deux fois supérieur au chiffre des inscrits. Aux élections parlementaires de juin 1895, le Parti ouvrier indépendant avait présenté 28 candidats qui réunirent 44.594 voix. Aucun d'eux ne fut élu, mais plusieurs auraient pu l'être si le ballottage et le second tour de scrutin existaient en Angleterre ; tels sont MM. Lister à Halifax avec 3.818 voix, Joe Burgess à Leicester (4.011), le Dr Pankhurst à Manchester (4.261), Preston à Tattersall (4.781). M. Keir Hardie à West Ham a perdu son siège avec 3.975 voix [1].

Les 44.594 voix de 1895 et les 14.289 membres réguliers font de l'I. L. P. le groupe socialiste anglais le plus nombreux et le plus riche en sympathies. La Fédération socialiste démocratique qui seule avec l'I. L. P. présentait des candidats indépendants du parti libéral-radical, n'a réun que 3.730 voix sur quatre noms.

IX. Le Programme et l'Action de l' I. L. P. — Dans le Programme du Parti ouvrier indépendant, la partie doc-

1. Depuis M. Keir Hardie a échoué à East Bradford et M. Tom Mann à Aberdeen (1896) et à Halifax (3 mars 1897).

trinaire est brève, l'énumération des petites réformes provisoires (ce que nos socialistes appellent la partie *minimum*) est fort étendue. Voici, d'après les rapports des congrès annuels, le résumé des principales revendications du Parti ouvrier indépendant :

Objet : Une communauté industrielle fondée sur la socialisation du sol et du capital.

Méthode : Instruire la communauté dans les principes du socialisme. — Organisation économique et politique des travailleurs. Représentation spéciale des principes socialistes dans toutes les assemblées électives.

Programme : Le parti ouvrier indépendant est favorable à toute proposition d'étendre les droits électoraux aux hommes et aux femmes, et de démocratiser le gouvernement.

Partie agraire : La terre, fournissant tout ce qui est essentiel à la vie, doit être considérée et traitée comme propriété publique et cultivée de manière à fournir la subsistance à tous. (Suivent 9 articles indiquant les mesures à prendre pour arriver graduellement à la nationalisation du sol.)

Partie industrielle : Le véritable objet de l'industrie étant la production des objets nécessaires à la vie, la responsabilité de leur production revient à toute la communauté considérée collectivement ; le travail et la propriété qui en résultent doivent être répartis équitablement à toute la population. (Comme mesures préalables, l'I. L. P. réclame la journée de 8 heures, l'interdiction du travail manufacturier avant l'âge de 15 ans, des retraites fournies par l'État aux ouvriers âgés de 50 ans, aux infirmes, aux veuves, aux orphelins, de l'ouvrage pour les sans-travail, la nationalisation des transports par railways et par eau.)

Partie éducative et sociale : Éducation gratuite à tous les degrés, contrôle des municipalités sur le trafic des alcools. L'arbitrage et le désarmement.

Partie fiscale : Plus d'impôts indirects. Un impôt progressif sur les revenus supérieurs à 300 l. st. par an. Absorption de la rente par l'impôt.

Ce programme ressemble beaucoup à ceux des autres partis socialistes anglais. La tactique de l'I. L. P. est imitée de la Fédération socialiste démocratique et des partis politiques socialistes continentaux. Aux dernières élections il avait, imitant la Fédération, enjoint à ses membres de ne voter que pour les candidats investis et de s'abstenir partout où il n'y aurait pas de candidat purement socialiste.

Le Parti ouvrier indépendant affirmait ainsi pour la première fois une intransigeance absolue dans la lutte de classes. Toutefois il ne s'est pas encore résolu à faire figurer dans son titre l'épithète de socialiste. Au congrès de 1895, une motion tendant à changer l'ancien nom en celui de « National Socialist Party » a été repoussée par 64 voix contre 9. Au congrès de Nottingham (1896), M. Brocklehurst proposa le nom de Parti national socialiste (*National Socialist Party*), M. Pete Curran celui de Parti ouvrier socialiste (*Socialist Labour Party*). Les deux propositions furent repoussées et le même sort échut à celle de Mme Pankhurst qui voulait mettre sous l'ancien nom conservé le second titre de « Division britannique du mouvement socialiste international » (*British Division of the International Socialist Movement*). L'opposition victorieuse est venue des bourgeois philanthropes et des ouvriers encore radicaux pour lequel le mot socialiste est synonyme de révolution et qui se tiennent à l'épithète « Indépendant ». (Maintenue en 1897, par 81 voix contre 57.)

Pourtant le mot qu'ils repoussent ne leur déplaît pas chez les autres. Le congrès de Nottingham, sur la proposition de Tom Mann, a décidé à l'unanimité d'exprimer sa sympathie au congrès national du parti socialiste belge réuni à cette époque dans la ville de Charleroi.

En Angleterre, le projet d'un parti socialiste unique a été repris et soutenu activement par l'I. L. P. [1].

En exécution d'une décision adoptée à l'unanimité par le Congrès de l'I. L. P. en 1895, M. Tom Mann, secrétaire général, a écrit à tous les corps socialistes de Londres et des comtés pour les prier « de correspondre avec lui, dans l'espoir qu'il existe peut-être un désir d'établir un parti socialiste unique pour l'action politique dans le Royaume-Uni. »

La Société socialiste de Hammersmith et plusieurs autres sociétés locales répondirent qu'elles étaient prêtes à soutenir les efforts pour l'unité qui seraient tentés par les trois grandes associations : *I. L. P.*, *Fabian Society* et *Social democratic Federation.*

Le secrétaire de la Société fabienne répondit sur un ton de conciliation mélangée de scepticisme.

Le comité exécutif fabien est complètement favorable en principe à l'unification du parti socialiste pour l'action politique, mais il y voit, quant à présent, de formidables difficultés. Il est prêt d'ailleurs à donner la plus profonde attention à toute proposition de votre comité exécutif.

Le secrétaire de la Fédération socialiste démocratique répondit le 11 septembre que son comité exécutif se réservait d'examiner ultérieurement la question et qu'il donnerait son opinion plus tard. Ne recevant rien, M. Tom Mann écrivit une nouvelle lettre et reçut le 18 décembre une lettre où le secrétaire de la Fédération déclarait que les socialistes anglais ne devaient combiner

1. Voir *Reports of the Annual Conference*, 1895, p. 28, 1896, p. 16.

leurs efforts que pour un objet immédiat et défini. Il ajoutait :

Quant à la fusion ou l'alliance de l'*I. L. P.* et de la *S. D. F.*, le comité exécutif est convaincu qu'elle se heurterait à des difficultés... Aucune circonstance ne déterminera la *S. D. F.* à quitter son nom, à abandonnner une partie de son programme ou à modifier quelque détail de sa politique.

A l'attitude intransigeante des marxistes, le Parti ouvrier indépendant a répondu par l'affirmation de larges principes de tolérance. Au congrès socialiste international de Londres, Tom Mann a plaidé avec éloquence pour l'admission de tous les délégués même anarchistes [1], tout en déclarant que l'I. L. P. n'est nullement anarchiste. Son parti s'est associé à toutes les manifestations et à toutes les déclarations qui tendaient à ouvrir à toutes les doctrines socialistes le prochain congrès international.

Cette attitude a déplu à plusieurs partis socialistes parlementaires du continent, qui ont, dès lors, affecté de considérer le Parti ouvrier indépendant comme une agglomération sans consistance et la Fédération socialiste démocratique comme le grand parti socialiste d'Outre-Manche. C'est le contre-pied de la réalité. Tolérant, ouvert à tous les principes, à toutes les croyances, sentimental autant que doctrinaire, véritablement ouvrier, mais en même temps assez pourvu d'intellectuels pour ne pas choquer les habitudes britanniques, l'*I. L. P.* est le plus anglais des partis socialistes et son succès relatif s'explique fort bien par là.

1. Plusieurs membres du parti avaient rédigé une protestation collective contre l'attitude prise par Keir Hardie et Tom Mann. Mais ils sont restés membres de l'I. L. P.

CHAPITRE VIII

L'ANARCHIE

Tous les partis que nous avons étudiés jusqu'ici attendent leurs succès exclusivement de moyens pacifiques. Les marxistes eux-mêmes, qui considèrent la révolution sociale comme l'inévitable aboutissement de la lutte de classes, n'acceptent la bataille que sur le terrain électoral.

Les partis socialistes, en Angleterre, n'ont pas toujours été aussi pacifiques. Sans remonter à l'owenisme et au chartisme, on trouverait un « parti de la force physique » aux débuts du mouvement socialiste actuel[1]. Mais aujourd'hui la tactique électorale l'a emporté définitivement et les moyens d'action révolutionnaires, grève générale, révolte violente, n'ont plus en Angleterre d'autres adhérents que les anarchistes.

I. Variétés de l'anarchie. — Le mot anarchie [2] ne signifie pas autre chose que lutte contre les gouvernements. Bakounine l'a défini dans les termes suivants :

1. Parmi les actes de violence commis par des partis d'opposition dans la période contemporaine, l'Angleterre a eu, en dehors du socialisme, vers 1861, les explosions de Sheffield et de Manchester dirigées par les membres de quelques syndicats contre les non syndiqués, et plus récemment encore, les bombes, les assassinats et les tentatives de soulèvement à main armée des terroristes irlandais.

2. Sur l'anarchie en Angleterre, une brève esquisse à la fin de la traduction anglaise du *Péril anarchiste* de Dubois (*The anarchist Peril*, Londres, 1896, in-18) ; des indications dans Hamon, *le Socialisme et le Congrès de Londres*, Paris, Stock, 1896, in-18. Nettlau, *Bibliographie de l'anarchie*, ibid., 1897, in-8°.

En un mot nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante contre les intérêts de l'immense majorité asservie.

Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

Dans sa compréhension la plus étroite, l'anarchie serait donc la guerre au pouvoir, et ses doctrines ne renfermeraient aucune conception sociale positive. L'anarchiste n'est pas nécessairement un socialiste.

Deux écoles anarchiques bien différentes ont tenu à s'appeler individualistes. L'une, qui a son centre aux États-Unis, est formée de mutualistes et d'autonomistes, disciples de Josiah Warren, de Proudhon et de Collins. L'autre, composée de personnalités isolées, pratique l'affranchissement individuel par les actes de violence. Elle suit l'exemple des « propagandistes par le fait » et s'en glorifie.

Au contraire, toute une fraction de l'anarchie, et de beaucoup la plus nombreuse, surtout en France, se compose de socialistes. C'est elle qui comprend les théoriciens les plus connus, Élisée Reclus, Kropotkine, Jean Grave ; c'est elle qui a publié le plus de livres et de brochures et qui fait paraître le plus grand nombre de journaux. L'initiateur de cette école, Bakounine, s'était, dans l'ancienne Internationale, séparé de Marx sur la question de l'organisation, qu'il voulait fédéraliste tandis que Marx la préférait centralisée.

Mais Bakounine et ses amis restèrent socialistes et, comme les marxistes s'appelaient alors communistes, ils créèrent, pour eux-mêmes, le nom de collectivistes. Les anarchistes espagnols s'appellent encore anarchistes col-

lectivistes. Mais partout ailleurs s'est fait un chassé-croisé de noms; les marxistes ont adopté le titre de collectivistes, et les socialistes anarchistes se groupent sous la dénomination de communistes anarchistes.

En Angleterre toutes les écoles anarchistes sont représentées. Les communistes seuls rentrent dans le cadre de notre essai sur le socialisme en Angleterre. Mais pour bien les caractériser il est indispensable de dessiner rapidement les traits principaux des deux autres écoles.

II. Les individualistes pacifiques. — Les individualistes de la première catégorie sont souvent appelés « tuckerites » du nom de M. Benjamin Tucker, qui édite à New-York leur principal organe *Liberty*[1]. New-York et Boston sont leurs deux centres principaux. Ils se rattachent directement et consciemment à Josiah Warren, (1799-1874), ancien colon de New Harmony qui fut en quelque sorte le Proudhon des États-Unis[2]. Ils sont anarchistes dans ce sens qu'ils n'admettent aucune espèce de direction et d'organisation politique. Leur programme est : Plus d'état, plus de fonctionnaires, chacun chez soi et le travail organisé par des groupes volontairement formés, librement dissous et parfaitement autonomes. Ces groupes se soutiendront par le crédit mutuel, entendu à la manière de Proudhon, c'est-à-dire en organisant des banques qui faciliteront les

1. Ce sont eux particulièrement que M. G. Bernard Shaw critique dans la brochure fabienne intitulée *The Impossibilities of Anarchism.* Leur doctrine est exposée dans l'une des brochures de la série *Why I Am*, publiée par le journal anarchiste *Liberty* (de Londres). Voir la *Bibliographie* de NETTLAU.

2. Voir NOYES, *American Socialisms*, pp. 94-95 et R. T. ELY, *Labour Movement in America*, pp. 237-240.

Stuart Mill, dans ses *Mémoires*, déclare qu'il dut, en grande partie, à J. Warren sa foi dans la nécessité d'assurer à chaque individu la plus grande liberté possible.

emprunts d'argent, d'outils, de matériaux etc... et les fourniront sans rémunération et sans intérêt. Les tuckerites n'admettent pas la rente du capital, ce qui revient à réclamer l'expropriation des possesseurs de fortunes mobilières. Par là ils dépassent les nationalisateurs du sol, disciples de Henry George. Ceux-ci, en effet, ne condamnent à l'expropriation que les propriétaires fonciers et considèrent le capital mobilier comme une propriété légitime issue du travail. Les tuckerites admettent les principes de George et les étendent à tous les capitalistes. Comme George d'ailleurs, ils refusent d'aller au communisme et réclament simplement qu'on donne à chaque individu et à chaque famille de quoi vivre et rien de plus. Seulement l'auteur de *Progrès et Pauvreté* paraît demander cette assurance à une administration centrale et incliner vers le socialisme d'État; les tuckerites, au contraire, ne comptent que sur une entente des individus entre eux, hors de toute administration centrale, car pour eux l'État avec ses rouages est un parasite qui vit du travail commun sans servir à rien.

Voici donc les tuckerites voisins de M. Herbert Spencer. Ce rapprochement ne déplaît point à plusieurs d'entre eux. Nous avons entendu dire sérieusement à l'un d'entre eux que M. Auberon Herbert, le disciple de Spencer le plus intransigeant en doctrine individualiste, était un « anarchiste bourgeois », mais enfin un anarchiste. Par leur étroit individualisme, les tuckerites descendent du vieux manchestérisme, tandis que par leur guerre à toutes les rentes, terrienne ou mobilière, ils rentrent évidemment dans le socialisme. C'est donc une école hybride, dernière survivance des gauches conciliations de l'individualisme et du communisme, qui furent tentées aux environs de 1848.

On les voit sortir de l'owenisme millénaire par l'intermé-

diaire de Josiah Warren. On les voit aussi sympathiques aux résultats pacifiques de l'owenisme assagi, coopératives, syndicats. Par là ils touchent à un nouveau groupe d'économistes, à ceux qui encouragent toutes les associations et n'ont gardé les préjugés manchestériens que contre l'intervention des pouvoirs publics, à ceux qui opposent au socialisme d'État une solidarité spontanée, à la tutelle d'en haut le *self help* (aide-toi toi-même) des individus.

III. Les individualistes violents. — L'anarchisme individualiste proprement dit est la glorification de la révolte de l'individu contre la Société. Ses apôtres ont été des gens qui, tombant sous le coup des lois criminelles, avaient assez d'esprit et de lecture pour appuyer leurs actes sur des doctrines. Ses derniers représentants, réfugiés à Londres, formaient la majeure partie du fameux Club *Autonomy*, disparu depuis quelques années. On peut se faire une idée de leurs théories d'après le titre d'un de leurs manifestes, publié en 1894 et qui s'appelle « *Vive le vol!.* » La thèse qui y est développée est « l'affranchissement par le vol ». La propriété est le résultat du brigandage; il faut la détruire par le même moyen qui a servi à la former. Que chaque pauvre pratique la *reprise individuelle* sur ceux qui possèdent, et l'humanité sera affranchie de la misère sans avoir besoin de s'asservir à la tyrannie d'une discipline collectiviste.

Toutes les formes de reprise individuelle sont admises et dans tous les cas. Quelque temps après la publication de « *Vive le Vol!* » un des individualistes de Londres recueilli par un camarade, profita du sommeil de son hôte pour lui prendre son argent, ses outils et ses vêtements. Le cas fournit le sujet de plusieurs discussions dans les Clubs anarchistes de Londres et toujours les individualistes

donnèrent raison au voleur. « Puisque la propriété est un mal, disaient-ils, il faut la combattre partout; il faut prendre où l'on peut, chez le pauvre comme chez le riche, à l'ami comme à l'inconnu. »

L'individu se pose donc comme l'ennemi de la Société tout entière; il dénonce le contrat social et réclame à sa place le libre conflit des individualités sans frein. A l'apologie du vol s'ajoute la glorification du meurtre, et l'une comme l'autre sont poussées à l'extrême. On préférera parmi les meurtres ceux qui sont les plus effroyables. Le régicide sera considéré comme un acte peu intéressant parce qu'il a trop de précédents. Le véritable attentat libérateur sera la bombe jetée dans une foule, au milieu du premier endroit public venu, par la raison que la foule représente l'inertie, la bêtise, l'obstacle le plus grand au libre développement des individualités. Si cette école a un principe, c'est de détruire, parce que *détruire c'est délivrer*. Aussi voit-on les individualistes, dans des manifestes et dans des brochures, déclarer qu'ils ont pris pour modèle le Souvarine de *Germinal*.

Nous avons commencé par le « fait qualifié crime » et nous finissons par la littérature. C'est qu'en effet il y a deux éléments dans l'individualisme anarchique : l'action représentée, nous le répétons, par des hommes qui, tombant sous le coup de la loi, sont assez intelligents pour discuter avec elle; la théorie créée et exagérée par de jeunes littérateurs en quête de succès. L'exaspération du Moi, l'affranchissement individuel par tous les moyens, ont été pendant trois ou quatre ans thèmes de chroniques, matières à nouvelles et à romans pour de jeunes écrivains qui ne songeaient nullement à pratiquer les théories qu'ils exposaient. Mais la vogue littéraire momentanée de ces doctrines

et d'autre part la célébrité des propagandistes par le fait qui se couvrirent d'elles, les ont fait connaître partout. Beaucoup de gens croient qu'elles sont toute l'anarchie dans sa complète extension.

IV. Les Communistes anarchistes. — Les communistes anarchistes réclament la substitution de la propriété commune à la propriété individuelle, mais ils veulent la mettre à la disposition de groupes autonomes indépendants les uns des autres et composés de compagnons égaux ; ils sont donc hostiles à toute intervention de l'État, même dans le moment présent. Loin de réclamer, comme le font les collectivistes, la nationalisation de l'industrie et de la terre comme une transition au futur communisme, ils considèrent cet expédient comme une aggravation des tyrannies actuelles; aussi refusent-ils de s'intéresser à aucun changement de gouvernement, à aucune lutte de partis et conseillent-ils l'abstention électorale.

Ils opposent leur communisme égalitaire au socialisme d'état démocratique prêché par Louis Blanc et repris comme programme minimum par les collectivistes parlementaires. En somme, ce sont des socialistes qui refusent de voter et qui veulent rester révolutionnaires en pratique comme en théorie. Ils trouvent des alliés dans les factions socialistes qui repoussent l'opportunisme des socialistes démocrates. Telles sont, en France, diverses sections du socialisme révolutionnaire et, en Hollande, le parti de Domela Nieuwenhuis. Au congrès socialiste international de Londres les socialistes démocrates qui avaient la majorité dans presque toutes les délégations furent battus dans la section hollandaise par les amis de Nieuwenhuis et dans la section française par les socialistes révolutionnaires et anarchistes coalisés.

Dans la section anglaise le socialisme anarchique n'était pas représenté parce qu'il ne s'est pas encore organisé en Grande-Bretagne comme sur le continent.

En Angleterre on trouve seulement des points d'agitation anarchiste qui ne sont guère reliés l'un à l'autre.

Le principal est Londres, ce grand refuge de tous les révolutionnaires de l'Europe. C'est l'asile des anarchistes condamnés en France, en Russie, en Italie, en Espagne. C'est là qu'habitent Kropotkine, un des théoriciens les plus célèbres du communisme anarchique, Errico Malatesta et Merlino, tous deux instigateurs d'un rapprochement entre les socialistes anarchistes et les autres socialistes révolutionnaires. Leur propagande s'est étendue parmi les étrangers des quartiers pauvres, les tailleurs russes israélites d'Houndsditch et de Whitechapel, les cuisiniers et les manœuvres italiens d'Islington, les ouvriers français de Leicester Square et de Tottenham Court Road.

Elle ne semble pas avoir profondément pénétré dans les ouvriers de race anglaise. Cette propagande est active et libre comme toutes les autres prédications le sont en Angleterre. La police britannique cause infiniment moins de tracas aux anarchistes que les agents entretenus à Londres par les puissances continentales et chargés de surveiller les réfugiés. Les orateurs parlent le dimanche juchés sur un escabeau au coin d'une rue, à côté d'un meeting socialiste ou d'une réunion de salutistes. Ils viennent aux grandes assemblées de Hyde Park. A la dernière manifestation du 1er mai, le Comité organisateur leur avait réservé une des plate-formes tribunes.

Ainsi est né dans le mouvement ouvrier sinon une sympathie, du moins un *modus vivendi* entre les socialistes anarchistes et les autres. De là vient que le *Parti ouvrier*

indépendant a été amené à réclamer dans les congrès internationaux la tolérance pour les socialistes anarchistes.

La presse anarchiste de Londres est généralement de nuance communiste : elle comprend plusieurs organes mensuels. *Freedom* (Liberté) est la feuille des théoriciens, remplie en majeure partie de discussions doctrinales.

Liberty, journal communiste, accueille les révolutionnaires de toutes les écoles. On y lit assez souvent des articles écrits par les tuckerites. Son éditeur a publié une série de brochures (les *Why I Am*, « Pourquoi je suis ») dans lesquelles les différents côtés de la question sociale sont examinés par des théoriciens et des agitateurs divers.

Dans un de ces traités, l'exposition de William Morris, *Pourquoi je suis communiste*, qui conclut à la conquête des pouvoirs publics comme moyen transitoire d'établir les bases de la société future, est associée à la déclaration d'un anarchiste pur, W. Bevington, *Pourquoi je suis un expropriationiste*. Le même Bevington a composé pour cette collection un recueil de chants (*Liberty Lyrics*), numéro indispensable de toute littérature socialiste en Angleterre. L'éditeur de *Liberty*, James Tochatti, en dépit de la forme italienne de son nom, est né d'une famille écossaise. Étudiant en théologie, puis marchand tailleur, il s'est rendu célèbre à Londres comme conférencier. Il a pris une part active aux derniers mouvements ouvriers, à l'agitation des employés de magasin pour la limitation des heures de travail, à celle des manœuvres de Thorneycroft pour l'augmentation de leur salaire. A l'exemple des communistes anarchistes de France, il recommande exclusivement l'agitation syndicale et économique au lieu de la conquête du pouvoir par le vote.

Un autre organe anarchiste londonien, *The Torch*, qui

périclite à l'heure présente, eut une histoire bien curieuse. Sorti du socialisme artistique, il fut fondé par les demoiselles Rossetti, filles du critique et nièces du peintre et poète Dante Gabriel. Ses collaborateurs étaient souvent plus violents que ceux des deux autres organes. Le ton de certains articles répondait au titre incendiaire du journal et au caractère de la couverture qui, sur un fond rouge sang, représente le travailleur en marche vers les fruits de son labeur et arrêté par la baïonnette du soldat, par le fusil du *landlord* et par le revolver du capitaliste. La *Torch* a rappelé les audaces littéraires que nous avons connues en France. Elle n'a pas eu d'influence bien particulière. Sa disparition ne laissera d'autre trace que le souvenir d'un trait original de l'histoire sociale de l'Angleterre contemporaine.

Une sorte de scission a été déterminée en 1896 par la formation du groupe des anarchistes associés (*Associated Anarchists*), dont l'organe mensuel s'appelle *Alarm*. Ces novateurs ont essayé d'organiser un parti avec des règlements. Ils nomment des administrateurs et prennent des décisions à la majorité des voix, tandis que leurs coreligionnaires se distribuent les fonctions à l'amiable et discutent sans conclure, laissant chacun libre de se conduire à son gré. Les associés ont sauvegardé la liberté individuelle en déclarant qu'on n'était nullement enchaîné par un vote quand on s'abstenait d'y prendre part. Au reste, ils ne prennent part à des scrutins que dans l'intérieur de leurs groupes; ils s'abstiennent, comme les autres anarchistes, dans les élections politiques. Réserve faite de leur demi-discipline intérieure, ils conservent les théories comme le nom de l'anarchie. Leur fondation est l'effet passager des préférences de quelques individus plutôt que la naissance d'un nouveau parti.

Hors de Londres, les principaux groupes sont ceux de Sheffield qui fait paraître irrégulièrement un journal intitulé *Anarchist*, de Leeds, de Glasgow, d'Aberdeen, composés tous en partie d'ouvriers trade unionistes[1]. Au congrès des unions tenu à Édimbourg, en septembre 1896, le délégué des tailleurs de Leeds était un anarchiste, L. Elstein. Un autre compagnon, Levenson, des ouvriers en tabac de Glasgow, ne fut pas admis parce qu'il n'avait pas présenté sa délégation en temps utile. On voit que le mouvement communiste anarchiste cherche à pénétrer les ouvriers anglais, mais il n'a fait encore que les effleurer.

La fondation de communautés ou de colonies est un des traits du socialisme anglo-saxon. Nous avons ici même analysé les tentatives que Robert Owen a faites dans ce sens. Ses imitateurs sont encore nombreux aux États-Unis, dans l'Argentine et au Brésil, et ils se recrutent souvent parmi les communistes anarchistes. Certains ont essayé d'organiser des communautés en Angleterre même.

Près de Newcastle on Tyne a été fondé un établissement de culture maraîchère exploité par 25 compagnons et compagnes qui élèvent avec eux 10 enfants. Les produits sont répartis à l'amiable ; le superflu est vendu et le produit de la vente employé aux achats que la communauté juge nécessaire. Les emplois sont pris volontairement. Cette colonie est la seule dont nous connaissions l'existence en Angleterre ; mais beaucoup d'institutions analogues sont en germe dans des cerveaux de communistes anglais, car

1. L'un des trade unionistes anarchistes les plus militants. Mowbray qui représentait un syndicat de tailleurs au congrès socialiste international de Zurich est maintenant aux États-Unis où il publie la revue *The Rebel*.

ce mode pacifique de rénovation sociale plaît à leur tempérament plus que la révolution.

Il a déjà été question de M. Kenworthy et des « anarchistes chrétiens » disciples de Tolstoï qui, partant de la morale du Christ, arrivent à peu près aux mêmes conclusions que les communistes anarchistes, mais qui réprouvent l'usage de la violence [1].

Plusieurs socialistes indépendants anglais, tels M. Morrison Davidson, M. Edward Carpenter, ont paru dans ces derniers temps se rapprocher du communisme anarchique, mais sans lui donner formellement leur adhésion.

On voit qu'en Angleterre les manifestations de l'anarchie appartiennent à toutes les diverses théories qu'on peut ranger sous ce nom et que la plupart rentrent dans la catégorie communiste anarchiste. Les anarchistes, par principe, refusent de s'imposer la discipline nécessaire à la formation d'un parti politique. Leurs groupes sont indépendants et parfois isolés les uns des autres. Ils ne sont pas nombreux. Le communisme anarchiste proprement indigène n'est pas encore une force en Angleterre et l'agitation qui est faite dans ce pays, particulièrement à Londres, en faveur de l'anarchie, est surtout l'œuvre de réfugiés étrangers.

La participation des communistes anarchistes au Congrès socialiste international de Londres en 1896, la « Conférence socialiste anarchiste [2] » tenue à Londres en même temps que ce Congrès, entrent dans l'histoire du socialisme ou de l'anarchie en général et non dans le cadre de notre étude.

1. Voir page 122.

2. Dans cette conférence les principaux orateurs ont été des étrangers habitant Londres ou délégués du continent. On trouvera le texte des opinions exprimées par la conférence sur la question agraire et sur la question politique dans un des nos des *Temps nouveaux* de mars 1897.

CONCLUSION

L'Angleterre est le pays où l'évolution économique, qui amène l'accumulation du capital dans un petit nombre de mains, a commencé le plus tôt et s'est étendu le plus loin, puisqu'elle a transformé complètement le régime de la propriété foncière elle-même.

Au début de cette évolution, l'Angleterre a eu, comme tous les pays industriels, une crise de socialisme millénaire et révolutionnaire représentée par l'owenisme.

Après la ruine de l'owenisme et du chartisme, l'Angleterre n'a pas subi une réaction aussi forte que celle qui s'est fait sentir aux pays de l'ouest de l'Europe, après l'écrasement des révolutions de 1848. A ce moment se produisent, au milieu de la sympathie d'une grande partie de la nation, des déviations de l'ancien mouvement révolutionnaire, qui aboutissent aux coopératives et aux syndicats ouvriers. C'est une période de prospérité commerciale ; les ouvriers obtiennent facilement des augmentations de salaires, des réductions de la durée du travail ; ils font peu de grèves importantes. C'est le triomphe du vieux trade unionisme, du syndicat-société de secours mutuels, qui se borne aux intérêts de ses membres, aux affaires de son métier, qui ne discute pas les conditions sociales actuelles et ne réclame rien aux pouvoirs publics.

Dans les vingt dernières années, nous voyons une période dans laquelle la crise économique générale affecte l'Angleterre. Les ouvriers et une partie des théoriciens et des gens éclairés tendent à passer du *self help* au socialisme d'État[1].

L'autonomie très large accordée récemment aux conseils de comtés et de villes fait que ce socialisme tend à la *municipalisation*. La restriction du suffrage a jusqu'ici empêché les socialistes d'avoir des représentants à la Chambre des communes.

Parmi les influences intellectuelles qui ont poussé au socialisme les esprits désorientés par la crise économique, la plus forte semble bien avoir été celle de Henry George que nous avons analysée. Celle de Marx, qui a fondé toutes ses conclusions sur l'interprétation de l'évolution économique anglaise, celle des Fabiens, disciples de Stuart Mill et de Jevons ont été ensuite les plus importantes.

Il en résulte qu'il n'y a ni un seul parti ni une seule doctrine socialiste en Angleterre. Dans ce pays le socialisme — réserve faite des leaders marxistes et des leaders fabiens — est sentimental, et il est tout imprégné de morale chrétienne et de déisme comme chez nous, avant 1848, les doctrines de Pierre Leroux ou de Louis Blanc.

En Angleterre, le socialisme est en période de formation ; l'intérêt que présente son étude, c'est de montrer un changement dans la conscience sociale d'un peuple d'esprit assez honnête pour évoluer continuellement, trop peu souple pour changer brusquement, habitué par l'usage de l'association et par la pratique de la liberté politique à imposer au besoin des réformes. Il est douteux que l'An-

1. Voir surtout chapitres I et VII.

gleterre devienne un centre de socialisme révolutionnaire. Il est possible que le programme minimum de réformes provisoires réclamées par les divers partis socialistes soit réalisé chez elle plus complètement et plus tôt que dans tous les autres pays [1].

1. Dans un article publié par les *Sozialistische Monatshefte* de Berlin (n° d'avril 1897) M. Tom Mann évalue le nombre des membres réguliers des associations socialistes constituées en Angleterre à 26.289 (sans les nationalisateurs du sol et en général les écoles parallèles au socialisme et sans les anarchistes), et le nombre des électeurs disposés à voter pour des candidats ayant un programme socialiste à 485.000, soit environ 10 0/0 du corps électoral.

Nous rappelons que pour la majeure partie des Anglais favorables au socialisme, ce mot signifie surtout abandon du « laissez faire » manchestérien, et affirmation du droit qu'a la Société d'intervenir dans l'organisation du travail et la répartition de ses produits (voir p. 20). Dans ce sens on peut dire que l'économie politique anglaise est gagnée par un mouvement analogue à celui qui, en Allemagne, a ruiné l'ancien libéralisme et produit le socialisme de la chaire et le socialisme d'état.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — **Le Socialisme dans l'Angleterre contemporaine**..... 1

I. Les courants d'idées socialistes, 2. — II. Les Groupes, 4. — III. Les Indépendants, 14. — IV. Caractères et définition du Socialisme anglais contemporain, 18. — V. La propagande, 23. — VI. Les résultats, 28.

CHAPITRE II. — **Le Premier Socialisme Anglais : Robert Owen, les Chartistes**..... 33

I. Le milieu industriel, politique, théorique, 33. — II. Les débuts de Robert Owen : le grand industriel philanthrope, 39. — III. La doctrine socialiste d'Owen, 43. — IV. Owen fondateur de communautés et de sociétés coopératives, 47. — V. Owen organisateur d'un Parti ouvrier socialiste, 54. — VI. Fin de la carrière d'Owen, 58. — VII. Socialisme et Chartisme (1838-1848), 59. — VIII. Un résultat de l'Owenisme : le mouvement coopératif en Angleterre depuis 1844, 64.

CHAPITRE III. — **Littérature, Art et Socialisme**.. 69

I. Carlyle et la question sociale, 71. — II. John Ruskin, critique d'art et critique social, 74. — III. William Morris, Art et Socialisme, 82.— IV. Les « Nouvelles de Nulle Part », roman utopique, 87. — V. Développement du Socialisme artistique, 93.

CHAPITRE IV. — **Christianisme et Socialisme**..... 96

I. Les Précurseurs : Maurice et Kingsley, 97. — II. La Guilde de Saint-Mathieu, 111. — III. Union Chrétienne sociale, 118. — IV. Sectes nouvelles : les Églises de la Fraternité et du Travail, 121. — *Remarque*, 125.

CHAPITRE V. — **La Nationalisation du sol**..... 128

I. La question agraire en Angleterre: landlords farmers et journaliers, 128. — II. La substitution de la grande à la petite propriété, 146. — III. Les premiers nationalisateurs du sol (1775-1879), 156. — IV. Henry George : la théorie de la Rente et la Nationalisation du sol, 159. — V. Les Georgistes anglais: La Ligue pour la restitution du sol anglais : les Chariots Rouges, 169. — VI. M. Alfred Russel Wallace et la Société pour la nationalisation du sol, 177. — VII. Caractères généraux et résultats du mouvement, 185.

CHAPITRE VI. — **Collectivistes et Possibilistes : La Fédération socialiste démocratique et la Société Fabienne**..... 189

I. Influences de Marx et de Stuart Mill en Angleterre, 190. — II. L'organisation et les chefs de la Fédération socialiste démocratique, 194. — III. Doctrine et Programme de la Fédération, 200. — IV. Situation de la Fédération en Angleterre, 204. — V. La Société Fabienne : l'organisation et les hommes, 206. — VI. Les idées fabiennes, 211. — VII. La tactique de pénétration, 216. — VIII. Les Fabiens et le Socialisme municipal, 223. — IX. L'œuvre scientifique de la Société Fabienne, 230.

CHAPITRE VII. — **Les ouvriers anglais et le Socialisme** 232

I. La question ouvrière en Angleterre, 232. — II. Trade Unions, définition et origines, 243. — III. L'Ancien Trade Unionisme, 245. — IV. Les Hommes et les Mœurs des Anciennes Unions, 254. — V. Le nouveau Trade Unionisme, 263. — VI. Le caractère des nouvelles Unions, 271. — VII. Les derniers Congrès des Trade Unions, 277. — VIII. Le Parti ouvrier Indépendant, 283. — IX. Le Programme et l'action de l'I. L. P., 287.

CHAPITRE VIII. — **L'anarchie** 292

I. Variétés de l'anarchie, 292. — II. Les individualistes pacifiques, 294. — III. Les individualistes violents, 296. — IV. Les communistes anarchistes, 298.

CONCLUSION 304

Table analytique des matières 307

MACON. PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAIN

Volumes in-12 à 3 fr. 50. Cartonnés : 4 fr. — Volumes in-8 à 5 et à 7 fr. Cartonnés : 6 et 8 fr.

EUROPE

Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par *H. de Sybel*. Trad. par Mlle Dosquet. 6 vol. in-8. 42 fr. »
Chaque volume séparément. 7 fr. »
Histoire diplomatique de l'Europe (1814-1878), par *A. Debidour*. 2 vol. in-8. 18 fr.

FRANCE

La Révolution française, résumé historique, par *H. Carnot*. In-12. . 3 fr. 50
Études et Leçons sur la Révolution française, par *A. Aulard*. 1 v. in-12. 3 fr. 50
Napoléon et la Société de son temps, par *P. Bondois*. 1 vol. in-8. . . 7 fr. »
Histoire de dix ans, par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8. . . . . 25 fr. »
Histoire de huit ans (1840-1848), par *Elias Regnault*. 3 vol. in-8. . 15 fr. »
Histoire du second Empire (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 vol. in-8. 42 fr. »
Histoire parlem. de la Seconde République, par *E. Spuller*, 2e éd. 1 v. in-12. 3 fr. 50
La France politique et sociale, par *Aug. Langel*. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr. »
Histoire de la troisième République, par *Edg. Zevort*. I. La présidence de M. Thiers. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr. »
II. La présidence du maréchal de Mac-Mahon. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr. »
III et IV terminant l'ouvrage : La présidence de M. Grévy et la présidence de M. Carnot (sous presse).
Les colonies françaises, par *Paul Gaffarel*. 1 vol. in-8. 5e édition. . . 5 fr. »
L'Algérie, par *M. Wahl*. 3e édition. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr. »
L'expansion coloniale de la France, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8 avec 19 cartes hors texte. . . . . 12 fr. »
L'Indo-Chine française, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8 avec 5 cartes en couleurs hors texte. . . . . 15 fr. »
La Colonisation française en Indo-Chine, par *J.-L. de Lanessan*, 1895, 1 vol. in-12, avec 1 carte hors texte. . . 3 fr. 50
L'Empire d'Annam et le peuple annamite, par *J. Silvestre*. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

ANGLETERRE

Histoire de l'Angleterre, depuis la reine Anne jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-12. 2e édition. . . . 3 fr. 50
Les quatre Georges, par *Thackeray*, trad. de l'anglais par Lefèvre. 1 v. in-12. 3 fr.
Lord Palmerston et lord Russell, par *Aug. Langel*. 1 vol. in-12. . . 3 fr.
Le Socialisme en Angleterre, par *A. Metin*. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr.

ALLEMAGNE

Histoire de la Prusse, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-12, 6e éd. revue par *P. Bondois*. . . . . 3 fr.
Histoire de l'Allemagne, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours, par *Eug. Véron*, 1 vol. in-12, 2e édition revue par *P. Bondois*. . . . . 3 fr.
Origines du socialisme d'État en Allemagne, par *Ch. Andler*. 1 vol. in-8. 7 fr.

AUTRICHE-HONGRIE

Histoire de l'Autriche, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, par *J. Jastrow*. 1 vol. in-12. 3e édition. . 3 fr.
Les Tchèques et la Bohême contemporaine, par *J. Bourdier*. 1 vol. in-12. 3 fr.

ESPAGNE

Histoire de l'Espagne, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr.

RUSSIE

Histoire contemporaine de la Russie jusqu'à la mort d'Alexandre II, par *G. Crétineau*. 1 vol. in-12, 2e éd. 3 fr.

SUISSE

Histoire du peuple suisse, par *Dunoyer*. 1 vol. in-8 . . . . . 5 fr.

AMÉRIQUE

Histoire de l'Amérique du Sud, depuis la conquête jusqu'à nos jours, par *Alfred Deberle*. 1 vol. in-12. 3e édit., revue par *A. Milhaud*. . . . . 3 fr.

ITALIE

Histoire de l'Italie, depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel, par *E. Sorin*. 1 vol. in-12 . . . . . 3 fr.

TURQUIE

La Turquie et l'Hellénisme contemporain, par *V. Bérard*. 1 vol. in-12. 4e édition . . . . . 3 fr.

Eug. Despois. Le vandalisme révolutionnaire. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 1 vol. in-12. 5e édit., précédée d'une notice de *M. Ch. Rigot*, sur l'auteur. . . 3 fr. 50
Jules Barni. Histoire des idées morales et politiques en France au XVIIIe siècle. 2 vol. in-12, chaque vol. . 3 fr. 50
— Les moralistes français au XVIIIe siècle. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50
E. de Laveleye. Le socialisme contemporain. 10e édit. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50
Marcellin Pellet. Variétés révolutionnaires. 3 vol. in-12, avec préface de *A. Ranc*. Chacun. . . . . 3 fr. 50
Eug. Spuller. Figures disparues. 3 vol. in-12, chacun . . . . . 3 fr. 50
— L'éducation de la démocratie. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50
— L'évolution politique et sociale de l'Église. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50
Eug. Spuller. Hommes et choses de la Révolution. 1 vol. in-12. . . 3 fr.
Aulard. Le culte de la raison et de l'Être suprême. 1 vol. in-12. . 3 fr.
E. Simon. L'Allemagne et la Russie au XIXe siècle. 1 vol. in-12. . . . 3 fr.
J. Reinach. Pages républicaines. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr.
Hector Depasse. Transformations sociales. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr.
— Du travail et de ses conditions. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr.
Eug. d'Eichthal. Souveraineté du peuple et gouvernement. 1 vol. in-12. . 3 fr.
G. Isambert. La vie à Paris pendant une année de la Révolution (1791-1792). 1 vol. in-12 . . . . . 3 fr.
G. Weill. L'École Saint-Simonienne. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr.

Coulommiers — Imp. Paul Brodard. — 475-97.

14 DAY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED
LOAN DEPT.
This book is due on the last date stamped below, or on the date to which renewed.
Renewed books are subject to immediate recall.

22Mar'57CF
4/22/57
REC'D LD
APR 25 1957

LD 21-100m-6,'56
(B9311s10)476

General Library
University of California
Berkeley

YB 07786

703191

HX 246
M5

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY